



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Session annuelle de l'AP-OSCE

«Renforcer la Sécurité humaine»

La 15^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (AP-OSCE) placée sous le thème «Renforcer la Sécurité humaine dans la Région de l'OSCE» a eu lieu à Bruxelles du 3 au 7 juillet 2006. La Chambre des Députés y a été représentée par M. Alex Bodry, chef de délégation ff., et M. Laurent Besch, secrétaire ff.

En sa qualité de chef de délégation, M. Alex Bodry a assisté à la réunion de la Commission permanente. Dans son allocution de bienvenue, le Président en fonction de l'AP-OSCE, M. Alcee L. Hastings, a souligné que Bruxelles, lieu de réunion, représente à la fois l'unité de l'Europe et la diversité des peuples, de leurs cultures et langages, qui vivent et travaillent en son sein. L'orateur a rappelé que l'OSCE continue d'être une organisation nécessaire pour les tâches auxquelles il faut faire face dans la sphère politico-sécuritaire du XXI^e siècle. L'OSCE reste l'instrument le plus flexible et performant de politique étrangère euro-atlantique sur le plan non militaire.

Quant aux réformes engagées au sein de l'OSCE même, M. Alcee L. Hastings a affirmé qu'elles ne seront couronnées de succès que si les décideurs des deux côtés de l'Atlantique sont préparés à faire meilleur usage de l'organisation régionale la plus efficace en Europe.

Il a insisté sur l'importance des missions d'observation d'élections où pendant l'année 2005-2006 quelque 389 parlementaires originaires des États membres de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE ont, en tant qu'experts, observé et commenté le déroulement de sept élections et d'un

référendum dans les différents États membres de l'OSCE.

Le trésorier, M. Jerry Grafstein, a souligné que l'Assemblée parlementaire a réussi à respecter les limites budgétaires et que 99% des contributions annuelles obligatoires ont été versées.

Le Secrétaire général, M. Spencer Olivier, a mis l'accent sur l'importance primordiale des missions d'observation d'élections organisées par l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Il a informé les membres présents que le site informatique de l'AP-OSCE est quotidiennement mis à jour et comporte de sorte des informations toujours actualisées.

Le Comité permanent a examiné plusieurs rapports concernant des missions particulières (Rapport sur Guantánamo Bay, République de Moldova) et l'observation d'élections (République du Bélarus).

Dans son exposé, M. Karel De Gucht, Ministre belge des Affaires étrangères et Président en exercice de l'OSCE, a souligné la réputation dont jouit l'OSCE en tant qu'instrument international propageant la sécurité et la stabilité à travers la coopération et favorisant ainsi le règne fonctionnel et durable de la démocratie.

M. Alex Bodry a participé aux travaux de la Commission des Affaires politiques et de la Sécurité. Y ont été analysés et soumis au vote un projet de rapport portant sur le renforcement de la sécurité humaine dans la région de l'OSCE, des projets de résolution sur le renforcement du rôle et sur l'amélioration de l'efficacité de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE ainsi que sur la République de Moldova.

Les travaux de la Commission de la Démocratie et des Droits de l'Homme ont porté sur les activités de surveillance électorale de l'OSCE, sur la répression des crimes d'honneur, le contrôle parlementaire des services de police et de sécurité ainsi que sur le renforcement de la protection des minorités nationales dans les pays participants de l'OSCE, sur la promotion de religion et de croyance et sur le Code de comportement pour les participants aux missions de l'OSCE. La Commission générale pour les Affaires économiques, la Science, la Technologie et l'Environnement a discuté sur l'intégration économique régionale comme gage de stabilité et de sécurité. L'insécurité énergétique comme nouvelle menace pesant sur la stabilité et la sécurité a été abordée également.

La session annuelle s'est terminée par une réunion plénière au cours de laquelle a été adoptée la déclaration de Bruxelles. Les États membres de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE entendent coordonner leurs activités économiques et environnementales en coopération étroite avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, renforcer le contrôle parlementaire effectif des services de sécurité et de renseignements, favoriser le processus de dialogue et accélérer le processus de règlement du conflit transnistrien, et favoriser la reconstruction de l'Afghanistan de sorte à créer une plus grande sécurité pour la population. Y figurent également des recommandations d'ordre administratif et politique.

M. Goran Lennmarker de la Suède a été élu pour le terme d'une année aux fonctions de Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

Visite de travail du Président du Mozambique



S.E.M. Armando Emílio Guebuza signe le Livre d'or de la Chambre des Députés

Le 20 juillet 2006, S.E.M. Armando Emílio Guebuza, Président de la République du Mozambique, a effectué une visite de travail au Luxembourg.

Il a notamment été accueilli à l'Hôtel de la Chambre des Députés par le Président Lucien Weiler.

Les pourparlers entre les deux Présidents ont porté avant tout sur

le fonctionnement des systèmes parlementaires respectifs. Par ailleurs, le Président du Mozambique a donné un certain nombre d'explications quant aux problèmes auxquels son pays est confronté. Il a ainsi développé plus amplement la situation concernant l'aide au développement et le sida dans ce pays de la côte orientale de l'Afrique.



M. Alex Bodry et M. Laurent Besch

Besuch des Präsidenten des russischen Föderationsrates in Luxemburg

Am 29. Juni 2006 weilte der Präsident des russischen Föderationsrates, Sergej Mironow, in Luxemburg.

Nach Gesprächen mit Großherzog Henri und dem Präsidenten des Staatsrates, Pierre Mores, wurde der russische Gast von Parlamentspräsident Lucien Weiler begrüßt.

Bilaterale Fragen, parlamentarische Anliegen sowie die Entwicklungen betreffend Arcelor und

Severstal wurden während dieses Gesprächs erörtert. Der Vorsitzende der zweiten Kammer des russischen Parlaments bezeichnete die Situation als eine normale internationale Entwicklung in einer globalisierten Welt.

Sergej Mironow unterstrich auch, dass die russisch-luxemburgischen Beziehungen weder auf wirtschaftlichem noch auf politischem Plan dadurch belastet würden.



La démocratie finlandaise en exposition à la Chambre des Députés

La Chambre des Députés ouvrira ses portes au public intéressé par la naissance de la démocratie en Finlande.

Ainsi, du 2 au 23 septembre une exposition du Parlement finlandais, «*Droit de vote – Foi dans la loi. Cent ans de démocratie finlandaise*», se déroulera au rez-de-chaussée de la Chambre des Députés.

À l'occasion du centenaire de la réforme parlementaire finlandaise de 1906-1907, qui a jeté les bases de la démocratie en Finlande, il s'agit de présenter le pays nordique, l'évolution de sa vie politique et de sa société.

L'exposition, en provenance d'Ottawa, sera inaugurée le 1^{er} septembre en présence de S.E.M.

Paavo Lipponen, président du Parlement de Finlande, qui sera en visite officielle à Luxembourg.

Les femmes finlandaises ont été les premières au monde à user du droit de vote actif et passif et la Finlande est réputée pour sa politique progressiste en ce qui concerne l'égalité des droits des hommes et des femmes.

Ainsi, une conférence sous le thème de «*Droit de vote des femmes = égalité des chances? Les exemples de la Finlande et du Luxembourg*» aura lieu le 15 septembre à 18.00 heures dans la salle plénière de la Chambre des Députés.

Les exposés seront assurés par Madame Liisa Jaakonsaari, Présidente de la Commission des Af-

fares étrangères du Parlement finlandais, Madame Astrid Lulling, députée européenne, et Madame Renée Wagener, M.A. en sciences sociales.

La Finlande assure actuellement la présidence de l'Union européenne, succédant à l'Autriche et

précédant l'Allemagne à la tête du Conseil des Ministres.

Constatant un déficit de légitimité de l'Union européenne auprès de ses citoyens, la présidence finlandaise veut mettre l'accent sur un renforcement de la transparence

des travaux et des institutions communautaires.

Un outil important de cette politique de transparence et de communication active est le site web de la présidence finlandaise: www.eu2006.fi

L'exposition «Droit de vote – Foi dans la loi. Cent ans de démocratie finlandaise» sera ouverte du 2 au 23 septembre, du lundi au samedi entre 14.30 et 18.00 heures.

L'accès se fera par l'entrée principale de la Chambre des Députés, au numéro 19 de la rue du Marché-aux-Herbes.

La conférence «Droit de vote des femmes = égalité des chances?» aura lieu le 15 septembre à 18.00 heures dans la salle plénière, au premier étage de l'hôtel de la Chambre des Députés.

La conférence sera ouverte au public.

NOUVELLES LOIS

5307 - Projet de loi

relative à la sécurité générale des produits

Le projet de loi sous examen vise à transposer en droit national la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 3 décembre 2001 relative à la sécurité générale des produits qui révisé et remplace la directive 92/59/CEE transposée par la loi du 27 août 1997. La loi en projet, pour sa part, abroge la loi de 1997 portant le même intitulé.

La directive consacre et étend le rôle important de la sécurité générale des produits en tant qu'élément constitutif de toute politique efficace de protection des consommateurs, à l'instar de la législation sectorielle en la matière. Elle impose une obligation générale de sécurité à tout produit mis sur le marché et destiné aux consommateurs ou susceptible d'être utilisé par eux.

06.07.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.07.2006

5346/5420 - Projet de loi

portant introduction d'un Code du Travail

Le projet de loi propose le rassemblement structuré de toutes les dispositions relevant du droit du travail dans un seul recueil. Dorénavant, la législation du travail sera présentée en un ensemble organisé, construit selon un plan d'ensemble systématique. La codification s'avérera ainsi être un outil indispensable afin de permettre aux citoyens un accès plus aisé à la législation du travail qui comporte de nombreuses règles de droit qui façonnent largement leur vie quotidienne.

La codification sera donc constitutive d'une œuvre législative nouvelle qui réagencera des textes existants en fonction d'un système logique et cohérent. En tant que telle, cette œuvre législative se différencie fondamentalement des différents recueils de droit du travail qui ont essentiellement consisté en une compilation des textes légaux et réglementaires.

Cette codification ne comporte pas de changement quant au fond du contenu de la législation existante en matière de droit du travail et des modifications de textes existants ne sont opérées que lorsqu'elles sont jugées nécessaires pour améliorer la cohérence rédactionnelle des textes respectivement pour remplacer des expressions incorrectes. Le Code s'efforce également de lever certaines contradictions qui se sont produites au fil des années.

Dépôt par Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 04.06.2004

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

14.10.2004 Désignation d'un rapporteur

17.11.2004 Présentation et examen général du projet de loi

13.06.2006 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

20.06.2006 Décision concernant le point tenu en suspens

04.07.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2006

vention des crues et de protection contre les inondations. L'accord international prévoit en outre la coordination des mesures pour atténuer les effets des sécheresses ainsi que la lutte contre les pollutions accidentelles.

Le Luxembourg, en tant qu'État riverain indirect de la Meuse par le biais du bassin de la Chiers, avec à peine 0,2% de la surface tributaire et 0,5% de la population du district hydrographique de la Meuse, ne contribue que très modestement à la charge polluante de la Meuse. Afin d'atteindre le bon état de tous les cours d'eau en 2015, tel que prévu dans la directive-cadre, les efforts dans le domaine de l'assainissement doivent être renforcés pour améliorer la qualité de l'eau de la Chiers et de ses affluents.

Dépôt par Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 09.12.2005

Rapporteur: M. François Maroldt

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

27.06.2006 Désignation d'un rapporteur Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

29.06.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2006

5521 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002

Le projet de loi sous rubrique vise à approuver un nouvel accord international sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002, par les plénipotentiaires des Gouvernements des États de la République d'Allemagne, de la France, de Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas ainsi que des trois Régions de Belgique, à savoir la Région de Bruxelles-Capitale, la Région Flamande et la Région Wallonne.

La coopération internationale des parties contractantes vise une gestion de l'eau durable et intégrée pour l'ensemble du district hydrographique de la Meuse. L'accord prévoit la mise en œuvre des exigences définies dans la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000, notamment pour atteindre au plus tard en 2015 le bon état de toutes les masses d'eaux de surface et d'eaux souterraines.

Une autre priorité reste la mise en place d'une politique globale de pré-

3) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail;

5) abrogeant la loi modifiée du 24 mars 1989 portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral

Le contenu du projet de loi se résume comme suit:

L'interdiction de toute publicité et de tout parrainage, telle que proposée par le projet de loi, réclamée par l'article 13 de la Convention-cadre de l'OMS (Loi du 8 juin 2005), va bien plus loin que les obligations qui découlent de la directive 2003/33/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la publicité et au parrainage en faveur des produits du tabac. Celle-ci prévoit en effet une interdiction de toute publicité pour les produits du tabac dans les médias imprimés, à la radio et sur Internet, ainsi que le sponsoring et le parrainage de manifestations ou d'activités transfrontalières.

À noter que la publicité pour les produits du tabac à la télévision est interdite depuis le début des années 1990 par la directive sur la télévision sans frontières.

À noter encore que, suite à la recommandation de l'Avocat général de la Cour européenne de Justice (CEJ) de rejeter le recours de l'Allemagne contre la directive relative à la publicité pour le tabac, le Gouvernement allemand a annoncé son intention de mettre en œuvre la directive dans les meilleurs délais. Aussi les différences entre les législations des pays de l'Union européenne et l'écart concurrentiel défavorable redouté pour les entreprises luxembourgeoises se réduiront-ils considérablement.

L'interdiction de la publicité est un signal particulièrement fort à l'encontre d'un produit dont les effets désastreux en termes de santé publique ne sont plus à démontrer. Ayant à recruter chaque année des dizaines de milliers de consommateurs nouveaux pour un produit en soi pas particulièrement attrayant, qui est extrêmement nocif, qui sent

Dépôt par Monsieur Henri Grethen, Ministre de l'Économie, le 09.03.2004

Rapporteur: M. John Castegnaro

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

24.03.2005 Désignation d'un rapporteur Examen du texte du projet de loi

14.04.2005 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

27.04.2005 idem

12.05.2005 idem

31.05.2005 idem

22.11.2005 Examen d'amendements

01.06.2006 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

mauvais et qui cause une gêne certaine, les producteurs s'aident avec des «arguments» largement détachés de la réalité, en associant leur produit avec la jeunesse, la virilité, voire avec l'exercice physique, la liberté, le «vent du large». En introduisant une interdiction de toute publicité et de toute action de promotion ou de parrainage, le projet sous examen a le grand mérite de mettre fin à ces associations trompeuses. La seule exception très limitée à cette interdiction concerne l'intérieur des points de vente et se trouve explicitée ci-dessous dans le cadre du commentaire de l'article 3 paragraphe (4).

Si l'interdiction de la publicité et l'interdiction de la vente aux mineurs visent la réduction de la consommation, l'interdiction de fumer dans certains lieux vise la protection des non-fumeurs, tout en ayant comme effets secondaires bénéfiques la prise de conscience des fumeurs et la réduction - forcée - de leur propre consommation, lorsqu'elle est de nature à nuire à leur entourage.

Le projet propose une liste des lieux d'où le tabac est banni, liste qui est considérablement allongée par rapport à la loi de 1989, alors qu'elle s'étendra désormais aux restaurants, aux galeries marchandes, aux halls et salles de tous les bâtiments gérés par une autorité publique, à toute l'enceinte des établissements scolaires, aux hôpitaux et salles d'attente ainsi qu'aux établissements couverts où des sports sont pratiqués. L'interdiction de fumer vaut également pour les débits de boissons qui servent des plats aux plages horaires situées entre 12 et 14 et 19 et 21 heures.

Pour ce qui est des restaurants, le projet prévoit la possibilité d'installer des fumoirs dont la surface ne peut excéder un quart de la surface totale, sous certaines conditions et obligations bien strictes.

S'agissant du lieu de travail, le projet introduit une obligation de résultat de santé de l'employeur à l'égard du salarié. En d'autres termes, les employeurs devront dorénavant prendre des dispositions pour protéger leur personnel contre la fumée d'autrui.

À noter que la disposition concernant la protection contre l'exposition à la fumée de tabac sur le lieu de travail inclut également les cafés, bars et discothèques.

Le recours à l'avertissement taxé pour sanctionner celui qui contrevient à l'interdiction de fumer, qui est un moyen de répression rapide, peu formaliste et partant efficace, traduit la volonté du législateur de voir la loi effectivement observée sur le terrain. Pour ce qui est de l'interdiction de fumer dans les restaurants, les salons de consommation et les cafés qui servent des repas, seront punissables tant les clients qui ne respectent pas l'interdiction que l'exploitant qui omet volontairement de la faire respecter.

Enfin, le projet consacre l'obligation faite au Gouvernement de mettre en place des activités structurées de consultation et d'information antitabac.

Dépôt par Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 31.01.2006

Rapporteuse: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

09.02.2006 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

18.05.2006 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Examen des propositions d'amendements introduites par le groupe parlementaire «DÉI GRÉNG»

15.06.2006 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Suite de la procédure
Échange de vues avec le Ministre de la Santé et le Ministre du Travail et de l'Emploi sur la problématique du tabagisme passif sur le lieu de travail

22.06.2006 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Continuation de l'examen des propositions d'amendements

05.07.2006 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

20.06.2006 Examen d'une proposition d'amendement

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

20.06.2006 Proposition d'amendement au projet de loi 5533 ayant pour objet d'y insérer un article II nouveau reprenant les dispositions de protection antitabac sur le lieu de travail figurant au projet de loi 5241

Vote en séance publique: 13.07.2006

5548 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et

2. de la loi communale du 13 décembre 1988

Le projet de loi sous rubrique a comme objet la transposition dans le secteur communal des modifications apportées à la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le Statut général des fonctionnaires de l'État dans le cadre de la loi du 19 mai 2003 modifiant le Statut général des fonctionnaires de l'État et leur adaptation aux spécificités du secteur communal. Il se propose également d'insérer dans le Statut général des fonctionnaires communaux les modifications apportées aux dispositions afférentes applicables aux fonctionnaires de l'État dans le cadre de la réforme des pensions des fonctionnaires publics opérée par la législation du 3 août 1998 respectivement dans le cadre de l'accord salarial dans la Fonction Publique de l'année 2000.

Il a été profité de l'occasion pour apporter à la loi communale du 13 décembre 1988 quelques clarifications pour ce qui est des compétences des autorités communales en matière de création d'emplois communaux, d'engagement et de promotion du personnel communal.

Dépôt par Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 01.03.2006

Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

30.05.2006 Présentation du projet de loi

11.07.2006 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2006

5558 - Projet de loi

portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales

Le projet de loi proposé par le Gouvernement a pour objet

- de doter les administrations fiscales d'un organe de gestion répondant aux besoins d'une administration moderne fonctionnant sur base d'une direction collégiale;

- de renforcer la collaboration entre les trois administrations fiscales en vue d'une amélioration dans la lutte contre la fraude fiscale, d'un recouvrement plus efficace des créances fiscales et d'une simplification des procédures administratives par l'élimination des doubles emplois;
- de renforcer les directions des trois administrations.

Pour réaliser son objectif, le projet de loi propose:

- de doter les Administrations des Contributions et de l'Enregistrement d'un deuxième directeur adjoint. Aussi le projet de loi prévoit-il la création de postes supplémentaires dans la carrière supérieure. Le nombre total de ces fonctions sera cependant limité, avec le directeur, au nombre de quatre;

- d'instituer une direction collégiale à la tête des Administrations des Contributions et de l'Enregistrement par la création d'un comité de direction;

- de préparer ainsi les trois administrations à une meilleure coordination

entre elles par une participation commune en un seul «Comité de coordination des administrations fiscales». Ce Comité de coordination devrait être présidé par le Ministre des Finances et composé des directeurs et directeurs adjoints des trois administrations.

Le Conseil d'État s'est montré particulièrement critique à l'égard de l'introduction d'une direction collégiale à la tête d'un service général. Il relève que la mise en place d'une direction collégiale n'est pas compatible avec la loi générale des impôts (Abgabenordnung, AO).

La Commission des Finances et du Budget regrette que le Conseil d'État n'ait pas suivi le Gouvernement dans sa démarche d'une modernisation plus poussée des directions des administrations concernées. Elle est d'avis que le projet de loi constitue une première étape dans la direction d'une collaboration plus intense entre les trois administrations financières.

Après analyse des avis des chambres professionnelles et du Conseil d'État, et après avoir entendu le Gouvernement dans ses explications, la Commission s'est résolue à suivre la Haute Corporation dans son argumentation et à supprimer le texte concernant l'introduction d'un comité de direction dans les Administrations des Contributions et de l'Enregistrement, afin de ne pas retarder le volet du projet de loi concernant le renforcement des directions.

Par contre, la Commission n'a pas suivi le Conseil d'État dans sa proposition de classer les directeurs adjoints des deux administrations au même grade du tableau des fonctions de l'administration générale.

Dépôt par Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 20.03.2006

Rapporteur: M. Norbert Hauptert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

26.05.2006 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.06.2006 Adoption d'un projet de rapport

05.07.2006 Entrevue avec Monsieur le Ministre des Finances

Vote en séance publique: 13.07.2006

5561 - Projet de loi

autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international

D'après l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique quelque 150 jeunes âgés de 12 à 15 ans, en provenance de tous les pays, arrivent chaque année au Luxembourg et demandent à être scolarisés en fonction de leurs capacités intellectuelles. L'accès aux études secondaires classiques leur reste souvent fermé, alors qu'ils possèdent parfaitement les capacités intellectuelles pour suivre des études de ce niveau. Cependant, il leur est souvent difficile d'acquiescer dans un laps de temps court des compétences élevées en français; ils n'arrivent pas à maîtriser en sus la langue allemande au même niveau que leurs camarades qui sont passés par l'école primaire luxembourgeoise.

Dans ce sens, la création d'une possibilité pour ces enfants de suivre des études secondaires dans l'école publique luxembourgeoise représente une contribution au maintien de l'attractivité du site économique luxembourgeois, mais au-delà aussi et surtout une contribution à l'égalité des chances pour des enfants dont les parents n'ont pas les moyens de payer le minerval exigé par des écoles privées.

Dépôt par Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 24.03.2006

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

29.06.2006 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

06.07.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2006

Loi du 21 juillet 2006.
Mémorial A, N°142, page 2338

5565 - Projet de loi portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen

Le présent projet de loi a pour objet de réaliser le changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen.

En effet, le terme «Schengen» constitue un synonyme de l'Europe sans frontières, étant donné que l'Accord de Schengen a engendré la suppression graduelle des contrôles aux frontières. Le changement de nom exprimerait donc au mieux la vocation européenne de la commune ainsi que sa situation géographique exceptionnelle dans le pays des trois frontières, tout en augmentant son attractivité touristique, commerciale et économique.

Dépôt par Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 06.04.2006

Rapporteur: M. Marco Schank

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

27.06.2006 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

29.06.2006 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2006

direktiv virgesinn ass, muss Lëtzebuerg weider Ustrengunge virgesinn, fir d'Waasserqualität vum Chiers an hiren Nieweleef ze verbessern. Ech erspueren eis elo déi eenzel Mesuren opzezielen. Et geet hei haauptsächlech ëm d'Ofwaasser vun Haushalten a Kläranlagen.

Fir d'Auswierkung vum Héichwaasser op d'Chiers an de Grëff ze kréien, wäert Lëtzebuerg zesumme mat Frankräich an der Wallonie Mesuren op d'Bee setze fir eng besser Preventioun a Gestiou vum de Waasserstänn.

Eng hydromorphologesch Analys vun der Chiers weist, datt dës Waasserlaf net duerch Staudämm oder Schleisen ennerbrach ass, déi d'ökologesch Kontinuität an de fréie Passage vun de Fësch behënnen. Trotz allem müssen Effortë fir de Réaménagement vum der Struktur vum Flossbett an den Uferstroosse vun der Chiers realiséiert ginn, fir datt d'Objektiver vun der Kaderdirektiv erfëllt ginn.

Wat déi ënnerdesch Gewässer ugeet, esou kann ee soen, datt déi zwou Waassermassen, déi een am Baseng vun der Chiers ermëfent, vun enger gudder chemescher a quantitativer Qualitéit sinn, esou datt d'Ëmweltobjektiver vun der Kaderdirektiv kënnen erreecht ginn.

Et muss een awer leider feststellen, datt déi ënnerdesch Waassermasse vum Lias supérieur staark beanträchtiget sinn duerch d'Aktivitéiten an de Minnen. D'Regulatioun vum Waasser an de Minnen ass iwwersengens e Kapitel fir sech, op dat ee wäert eng Kéier mussen zréckkommen. Dëst gesot ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soenlech Merci fir d'Opmierksamkeit.

M. le Président. - Merci, Här Rapporteur. Ech gesinn op alle Bänke grousst Zoustëmmung zum dem Rapport, deen den Här Maroldt hei gemaach huet. An deem entsprecherend denken ech, kënnen mer direkt zum Vote komme vum Projet de loi.

Une voix. - Här President?

M. le Président. - Pardon, den Här Meisch huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch (DP). - Ech hat mech eigentlech geschrëwwen, well ech als ee vun deenen aus dem Eck, vun deem dann och en Deel vum Waasser, wat do entspréngt, an d'Meuse fléisst, hei ugesprach fillen. Ech wëll dem Här Maroldt ganz häerzlech félicitéiere fir säi schrëftlechen an och säi mëndleche Rapport, och wann ech déi eng oder déi aner Präzisioun nach wëll derbäisetzen.

Déi Iwwerleeungen, déi en ugefouert huet, sinn net vun haut an och net vu gëschter, mä se d'atiere schonn zanter enger Rei vu Joren. Eng ganz Rei vun Iwwerleeungen sinn och schonn an d'Realität ëmgusat ginn, nämlech déi, datt um Projet vun der Renaturéierung vun der Kuer geschafft gëtt an e gudden Deel schonn ëmgusat ass. Am Rapport weist den Här Maroldt och drop hin, datt an dësem Kontext envisagéiert gëtt, datt d'Création oder op Lëtzebuergesch gesot d'Rouerbaach, déi zu Lasauvage als Grenzbaach d'Grenz mécht mat Frankräich, misst un eng Kläranlag zu Lonkech ugeschloss ginn an datt dat eigentlech schonn de Fall ass zënter dem leschte Joer, vu d'Engagement dat d'Gemeng Déifferdeng do zesumme mam Waasserwirtschaftsamit geholl huet.

Et sinn also hei scho wichteg Schrëtt fir d'Protektioun vum Bassin de la Chiers, wat d'Gewässer ubelaangt, déi do fléissen, wéi awer och da schlussendlech vun der Meuse geholl ginn.

Ech soenlech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Den Här Gira.

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG). - Här President, ech mengesch, dass Der d'Zoustëmmung vun der Fraktioun richteg ageschätzt hutt, mä ech wollt awer trotzdeem zwee Sätz bei Geleeënheet vun dësem Projet soen, well mir als Gréng awer esou lues ufänken ongedëlleg ze ginn...

Une voix. - Ooch!

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG). - ...an deem Dossier Waasserqualität.

Mir stëmmen hei eng Konventioun no där anerer, mir stëmmen ee Gesetz no deem anerem, mir engagéieren eis léns a mir engagéieren eis riets, mä, Här President, och wa mir dëst Gesetz stëmmen, geet et dofir der Chiers kee Millimeter besser. Och wa mer dës Konventioun elo ratifizéieren, huet d'Meuse relativ wéineg dovun.

Ech waarden, oder mir waarden an der Mëtt vun der Legislaturperiod endlech awer op eng kloer Strategie vum Innenminister doriwwer, wéi dat dobausse soll besser ginn. Hoffentlech geet et em do net wéi mam Versprieche, dass mer d'Gesetz iwwer d'Ëmsetzung vun der Wasserrahmenrichtlinie nach virun der Vakanz géinge kréien. Menges Wëssens ass et nach net déposéiert. Dat war awer héich an helleg versprach gi bei enger Interpellatioun.

Dofir meng Fro an dësem Kontext: Wéi ass et? Ass eng Strategie do? Wou sollen déi vill Suen hierkommen, fir all déi Kläranlagen ze bauen, déi mer dréngend mussen bauen, wa mer nach nëmme halbbege deene Versprieche wëlle gerecht ginn, déi mer mat der Wasserrahmenrichtlinie geholl hunn, mä awer och deene Konventiounen, déi mer haut dann hei stëmmen?

Dofir wier ech awer frou, wa mer e bëssen Erklärungen kënne, wéi dat soll weidergoen an och wéini dann elo definitiv de Projet de loi iwwer d'Wasserrahmenrichtlinie hei déposéiert gëtt.

Ech soenlech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Här Jaerling!

M. Aly Jaerling (Indépendant). - Jo, ech well och d'Wichtigkeet vun dësem Gesetz begrëissen, well mer dierfen net vergiesse, dass jo awer d'Chiers deen eenzege Floss ass, deem seng Quell hei am Land entspréngt...

Une voix. - D'Kuer!

M. Aly Jaerling (Indépendant). - D'Kuer, jo. ...an deen an d'Ausland fléisst. An dass mer och grad just duerch dee Floss jo awer eng Nation maritime gi sinn, dat solle mer och net vergiesse, well wa mer dat net gehat hätten, hätte mer och keng Nation maritime kënne ginn.

Et ass scho wichteg, dass mer d'Flëss hei am Land propper halen, besonnesch déi, déi an d'Ausland ginn, fir awer dann och kënnen méi staark op d'Tromm ze schloen, wa mer bei deenen anere Länner ervirtredien, fir dass déi am Fong déi Flëss, där hir Quellen an hirem Land sinn, propper halen, fir dass mer och an dësem Land dann nach iwwer de Wee proppert Waasser kréien. Dofir ass et scho wichteg, dass mer hei op d'Proprettéit vun der Quell pochen.

M. le Président. - Freet soss kee méi d'Wuert?

Une voix. - Neen.

M. le Président. - Dann ass et um Här Minister Jean-Marie Halsdorf.

Une voix. - Et ass schif gaang.

M. le Président. - Jo, jo, total dernieft.

Une voix. - Alles dem Här Meisch seng Schold.

Une autre voix. - Also wann den Innenminister elo esou vill seet wéi bei der Motiou!

M. Xavier Bettel (DP). - Dann ass e gutt!

(Hilarité)

M. le Président. - Här Minister!

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire. - Merci, Här President. E puer Wieder just zu dësem Schratt, deen haut an hei vollzu gëtt.

Wéi am Joer 2000 d'Wasserrahmenrichtlinie ugehall ginn ass, sinn déi eenzel Urauerstater verflücht ginn, sech ze organiséieren, an dat ass wichteg, well den Artikel 3 vun der Wasserrahmenrichtlinie gesäit vir, dass dee ganze Waasserhaushalt iwwer Districts hydrographiques muss geregelt ginn. Also sinn déi Stater verflücht ginn, sech ze organiséieren.

Et ass en Accord gi vun 1994 iwwer d'Meuse, mä do waren am Fong geholl Däitschland a Lëtzebuerg nëmme Observateuren. A mat dësem Accord, wouop dëst Gesetz hei baséiert, vun 2002, deen zu Gand ënnerschriwwen ginn ass, hu mer eng Basis krit, fir eben och hei zu Lëtzebuerg d'Wasserrahmenrichtlinie betreffend d'Meuse ëmzesetzen.

A wa mir och nëmme 2% vum Einzugsgebiet maache vun der Meuse mat dem Raum vum Kordall, muss een awer soen, dass an deem ganzen Einzugsgebiet de Kordall deen ass, deen déi héchste Bevëlkerung huet. Do wunnen am Ganze 662 Awunner op e puer Kilometer carré. Dat ass also enorm. An och hei muss mer e qualitativen an hydromorphologeschen Zoustand kréie vun dësem Gewässer.

Den Här Gira huet d'Strategie ugeschwat. Sécherlech ass dat heiten d'Conditio sine qua non fir op d'mannst am Meuseberäich eppes ze maachen, well dëst Gesetz, dës Konventioun ass am Fong geholl d'Plattform fir d'Koordinatioun vun der Iwwerwaachung an och vum Zoustand vum Opstelle vun engem gemeinsame Moosnamen- a Berichtsplanung. Dee muss jo jiddereen maachen. Dee maache mer hei, an deen ass och am Gesetz verankert.

An dat Gesetz, dat kënn am Hierscht. De Moment dréint et an der Regierung. Déi eenzel Ministere, déi concernéiert sinn, de Minister vun der Agrikultur, de Minister vun der Ëmwelt, hunn hir Avisé ginn. Déi sinn erakomm an de leschten Deeg, déi ginn elo nach eng Kéier ageschaft an deen Text, dee mer hunn. An ech ginn dovun aus, dass am Hierscht dat Gesetz kann déposéiert ginn. Dat schéngt mer ganz kloer ze sinn an och ganz wichteg, a mir wäerten do keng Zäit verléieren. Mir wäerten also do eis déi Moyene ginn, déi d'Gesetz virgesäit.

Dat wollt ech zu dëser Konventioun och soen, déi also eng Obligatioun ass fir d'Wasserrahmenrichtlinie ëmzesetzen, dass am Fong geholl d'Waasser, d'Kläranlagen an all déi Geschichten, dat sinn d'Gemengen, déi dat maachen, net de Stat. Mir sinn do als Verwaltung, fir dat Ganzt e bëssen ze kontrolléieren. An duerfir huet och d'Wasserwirtschaftsverwaltung decidéiert, fir haut d'Phase orange ze lancéiere betreffend d'Waasserknappheet, d'Drénkwaasserknappheet hei zu

Lëtzebuerg. Dat wollt ech hei op dësem Podium soen.

Mir hate jo och eng Circulaire de 7. Juli erausgeschéckt, an där mer de Gemenge gesot hunn, dass et d'Méiglechkeet gëtt bei Waasserknappheet eng Phase orange respektiv rouge anzeleeden. Haut gëtt dat gemaach, a sou kënnen dann déi eenzel Buergermeeschteren an déi aner Fournisseur-d'eaué Mesuren ergräifen, déi sech bei Waasserknappheet opdrängen.

Merci fir Är Opmierksamkeit.

M. le Président. - Sou, mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5521 ass ugehall mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentéierung.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullan, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot (par M. John Castegnaro), Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet 5565 iwwer d'Ofännerung vum Numm vun der Gemeng Remerschen. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Schank. Här Schank!

Une voix. - Den Här Schank aus dem Osten?

M. Marco Schank (CSV). - Aus dem ganze Land!

(Hilarité)

4. 5565 - Projet de loi portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. Marco Schank (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, haut diskutéiere mer de Projet de loi 5565, deen de 6. Abrëll dëst Joer vum eise Minister fir d'Affaires intérieures an der Chamber déposéiert gouf. Et geet drëm fir d'Gemeng Remerschen ëmzebennenen, an zwar hir den Numm Gemeng Schengen ze ginn.

Den Artikel 3 vum Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 gesäit bekanntlech vir, datt d'Ëmbenennung vun enger Gemeng nëmme iwwer Gesetz méiglech ass. Enger Gemeng en neien Numm ze ginn, ass éischer seelen, ofgesi vun där enger oder anerer Fusierungsgemeng, déi mer an deene leschte Joren ëmbeannt hunn. Ëmmerhin, déi leschte Kéier wou d'Chamber dat gemaach huet ass eréischt fënnef Joer hier. De 26. Juni 2001 hu mer op dës Plaz der Gemeng Bettborn en neien Numm ginn a mir hu se a Gemeng Préizerdall ëmbeannt.

Här President, den 18. Januar 2006 huet de Gemengerot vu Remerschen mat aacht Jo-Stëmmen, bei enger Nee-Stëmm decidéiert, fir der Gemeng Remerschen an Zukunft den Numm Schengen ze ginn an huet och mat d'ärselwechter Déliberatioun den Innenminister opgefuerdert, an der Chamber e Projet de loi ze déposéieren. Just zur Informatioun: D'Gemeng Remerschen huet ronn 1.400 Awunnerinnen an Awunner, ass zirka 1.100 Hektar grous a begräift d'Uertschaft Remerschen, Schengen a Wëntreng.

De Conseil huet a senger Déliberatioun argumentéiert, datt hir Gemeng duerch dat Aushängeschëld vum Numm Schengen eng Rei Avantage krit. Deen Numm, deen duerch den Accord vu Schengen d'Duerch op der Musel am Dräilänneck Lëtzebuerg, Frankräich, Däitschland weltbekannt gemaach huet.

Ech erënnere drun, datt de Begrëff Schengen weltwäit Synonym fir en Europa ouni Grenzen ass. De 14. Juni 1985 hu fënnef EU-Memberstater deemoos op dem Muselschëff Marie-Astrid an direkter Noperschaft vu Schengen en Accord ënnerschriwwen, deen den Ofbau vun der gemeinsame Grenze virgesinn huet an doriwwer eraus och d'Afféierung vum früie Persounen- a Wuerverkéier.

Deemoos huet fir Lëtzebuerg de Secrétaire d'État fir d'Affaires étrangères, de Robert Goebbs, ënnerschriwwen.

Konkret huet den Accord vun deemoos zu der graduellen Ophiewung vun der Grenzkontrolle gefouert. An der Déliberatioun vum Gemengerot vu Remerschen vum 18. Januar steet ze liesen, datt d'Ännerung vum Numm der europäescher Bedeitigung vu Schengen géif gerecht ginn. Eng Bedeitigung, déi duerch déi geographesch Lag vun der Gemeng am Dräilänneck besonnesch ennerstrach gëtt.

Dowéinst waren d'Gemengeresponsabel der Meenung, datt dës Ännerung vum Numm géif zur Steigerung vun der Attraktivitéit vun hirer Gemeng bäidroen, an och hire lokale Produiten, woubäi besonnesch natierlech un de Miseler Wäi geduecht gouf. De Wäin, deen och expressis verbis an der Déliberatioun erëmnet gëtt. Folglich géifen d'Ekonomie, an hei besonnesch den Tourismus, och iwwer deen neigebautene Relais Europe Direct zu Schengen vun deem neien Numm profitéieren.

Et heescht weider, am Ausland géif souwéi meeschtens vun der Gemeng Schengen geschwat ginn an net vun enger Gemeng Remerschen, wéi dee ville Courier géif beweisen, deen all Dag an d'Administration communale vu Schengen, an deem Fall, adresséiert gëtt.

Här President, de Statsrot huet sech d'Argumenter vum Gemengerot vu Remerschen zu Eege gemaach an huet a sengem Avis vum 20. Juni dëst Joer säin Accord zum Projet ginn. D'Chamberskommissioun vun den Affaires intérieures huet an der Sitzung vum 27. Juni 2006 den Text vum Projet an den Avis vum Conseil d'État analyséiert a war och unanime der Meenung, datt dës Ännerung vum Numm vun der Gemeng Remerschen an den Numm vu Gemeng Schengen e positiven Effet wäert hunn.

Dowéinst wollt ech lech, léif Kolleege, bieten deemem Rapport de loi zouzestémmen. Ech wollt och zum Schluss den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Wie wéllt zu deemem Rapport de loi Stellung huelen? Den Här Wagner!

Discussion générale

M. Carlo Wagner (DP).- Jo, Här President. Ech wéll dem Rapporteur félicitéieren fir säin exzellente Rapport, dat esouwuel méndlech wéi och schrëftlech. Hien huet eis op eng admirabel Aart a Weis den Article unique hei erkläert.

Ech muss och soen, dass ech mengen, dass et legitim ass, dass eng Gemeng esou wäit wéi et méiglech ass vun hirer Notoriété européenne wéllt profitéieren, dat esouwuel am touristeschen, am ekonomeschen an och am kommerzielle Beräich.

Vu dass och zousätzlech dat flott, pittoreskt Dierfche Rémerschen duerch déi heiten Initiativ kee Préjudice erleit, an dass zousätzlech och de Buergermeeschter vun der Gemeng, den Här Roger Weber, sech d'Méi ginn huet, fir sech haut extra heihinner ze déplacéieren, fir deem historiesche Moment hei ze assistéieren, mengen ech, hei kann d'Demokratesch Partei net anescht maache wéi e Jowuert zu deemem Projet ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Den Här Scheuer!

M. Jos Scheuer (LSAP).- Här President, léif Kolleege, a Kolleegen, dem Rapport ass näischt bäizéifügen. De Projet de loi seet och alles. Et wär déplacéiert, fir de Schäften an dem Gemengerot hei gutt Rotschléi ze ginn.

Ech mengen, de Buergermeeschter, d'Schäften an d'Gemengeréit hunn Intelligenz bewisen, wéi se den Numm vun der Gemeng Rémerschen emgeännert hunn an den Numm Schengen. An ech ginn dervun aus, dat se och kapabel sinn, fir aus deem neien Numm, dee jo e Qualitéitslabel duerstellt, e Maximum ze ziele fir hir Gemeng. An ech mengen, net nëmme fir déi nei Gemeng Schengen, mä och fir den Haff Réimech an och esouguer fir d'Lëtzebuerger Musel, dat um Niveau vum Waibau, dee jo op eng intelligent Promotioun ugewisen ass, an awer och fir den Tourismus. A wann een do seet Qualitéitslabel, da géllt dat och fir den Haff Réimech a fir d'Baggerweieren, wou trotzdeem eppes entstanen ass an deem Beräich, an deem Raum, deem iwwert d'Grenze vu Lëtzebuerg bekannt ass.

Da bleift nëmme nach ee Schwaachpunkt an där Gemeng, an dat sinn déi Tankstellen. Déi droe ganz bestëmmt net derzou bäi, dat dee Qualitéitslabel esou ass, wéi e kënn sinn. Félicitatiounen un déi nei Gemeng Schengen, an natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun fir dese Projet de loi.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den Här Kox fir déi gréng Fraktioun.

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).- Och ech hu mer véier Grénn opgeschriwwen, firwat déi gréng Fraktioun natierlech herno fir dee Projet stëmmt:

Den éischten ass vläicht e ganz perséinlechen. Ech si frou, dass de Kollege Weber Roger haut och hei ass, well ech wéll em félicitéieren; net nëmme him eleng, mä senger ganzer Equipe. Déi lescht Joren

ass do ganz vill geschafft ginn. Et ass en immens groussen Erfolleg méttlerwäit zu Rémerschen, Schengen a Wëntreng - déi dräi Dierfer vun der neier Gemeng Schengen -, dee sech do erausschleif. Ech mengen, dass deen Erfolleg hinne Recht gétt, fir weider dorunner ze schaffen.

En zweete Grond ass e bëssen e familljepoliteschen: Et ass virdu gesot ginn, de Wäi wäert sécherlech heiduerch eng nei Méiglechee kréien, sech dobausse vläicht anescht ze verkafe mat engem aneren Numm. Vläch huet dat och Répercussiounen op d'Qualitéit. Wa mer dat zesummemaachen, wäert dat och esou passéieren.

En drëtten ass dee regionalpoliteschen. Et ass och do gesot gi vum Rapporteur virdun: Wann d'Regioun do zesommen eppes mécht am touristesche Beräich, léisst sech och do no baussen deen een oder deen anere positive Message eriwerginn.

An dann e véierte Grond aus grénger Sicht: Dat wésst Dir vläicht all, do gouf et an der Zäit eng Schengewiss. Déi ass och haut nach do. Ech mengen, de Kollege Jean Huss ka sech ganz gutt erënnere. Do läit u sech och d'Wéi vun der Grénger Partei. Dir wésst allegueren, dass mat dem Atomreakter vun där Zäit, deen do geplangt ginn ass, déi gréng Bewegung entstanen ass. An och haut nach ëmmer si mer stolz drop, dass mer dat déi Zäit verhénnert hunn.

Une voix.- Dir sidd nach ëmmer verstrahlt.

M. Henri Kox (DÉI GRÉNG).- Dofir strahlt eppes aneres. An dofir si mer selbstverständlech frou lech matzebegleeden an där neier Commune Schengen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den Här Mehlen!

M. Robert Mehlen (ADR).- Här President, Schengen ass weltwäit e Begrëff. An ech mengen, mer freeën eis alleguerten driwwer, dat iwwer Schengen Lëtzebuerg an der ganzer Welt bekannt ginn ass. Mer kënnen och houfreg doriwwe sinn.

Fir eis gétt et haaptsächlech ee Grond, deem Gesetz hei zouzestëmmen: Déi Leit do ënnen am Eck si bekannt derfir, dat se gesonde Mënscheverstand hunn, a wann de Gemengerot vu Rémerschen - esou muss een et jo elo nach soen - décidéiert huet, fir den Numm wéllen ze änneren, ech mengen, dann hu mir als Chamber kee Grond fir eis deem ze widdersetzen. An ech ka mer och virstellen, dat de Buergermeeschter, deen hei uewe setzt, sech doriwwe freee wäert.

Mäi Wunsch wär - ech sinn awer net esou iwwerzeegt dervun -, dat wa jiddfer vun deenen iergendwou em déi 200 Milliounen Schengen-Bierger och nëmme eng Fläsch Schengener géng opmaachen am Joer, da wär wahrscheinlech fir eis Musel ee grouss Problem geléist.

(Interruption)

Ech géng hoffen, dat et awer wéinstens an engem gewësse Sënn an déi Richtung géng goen. Domadder, wéi gesot, Här President, wäert mer dese Projet selbstverständlech unhuelen.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Innenminister.

M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.- Merci, Här President. Ech mengen, dat, wat haut geschitt ass, ass net déi éischte Kéier an de leschte Jore geschitt. Et ass déi véierte Kéier a fénnef Joer, dass Gemengen hiren Numm änneren.

Et ass ugaange mam Gesetz vum 17. Juli 2001 - dat si jo praktesch fénnef Joer hier -, do huet d'Ge-

meng Bettborn sech a Préizerdall ëmnannt. An duerno hate mer dann zwou Namensännerunge vu Gemenge bei Fusiounen. Déi eng Kéier, dat war am Joer 2004 am Dezember, wou Fuere a Baastenduerf sech den Numm Tandel ginn hunn. An dann am Joer 2005, do war et Wélwerwolz a Kautebaach, déi sech den Numm Keespelt ginn hunn.

Jiddfer Gemeng hat ëmmer säi Grond fir dat ze maachen. An ech mengen, hei mécht et wierklech - an dat hunn d'Riedner alleguerte gesot - Sënn fir am Fong geholl dës Gemeng Rémerschen dann a Schengen ëmzebennnen. Et gétt, géif ech soen, ekonomesch, kommerziell an touristesch Argumenter.

An ech si frou, dass dat esou séier gaangen ass. Ech hu gesinn, am Januar ass de Vote komm an der Gemeng Rémerschen, an haut, sechs Méint derno, ass dann déi Gemeng ëmnannt. Ech si frou, dass mer konnten do dem Roger Weber a senger Equipe e Gefale maachen an d'Chamber deem dee Gefale ka maachen, fir dann dee Schrëtt ze ënnerehuelen. Ech géif him och dann déi bescht Gléckwënsch matschécken a seng Gemeng.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5565 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullan, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

5. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, mir komme relativ schnell an eisem Ordre du jour vun haut de Moie virun. Et ass probéiert gi fir ze kucken, well mer haut de Mëtten e ganz chargéierten Ordre du jour hunn, ob mer net kéinten deen een

oder deen anere Projet vun haut de Mëtten nach op haut de Moie virzeu kréien.

Deementspriedend wollt ech lech soen, dass Der lech drop astelle sollt, dass mer de Projet 5558 iwwert d'Direktioun vun den Administrations fiscales zimlech sécher no deem nächste Projet huelen an dass et och méiglech ass, dass mer de Code du Travail nach haut de Moien evakuéiere kënnen.

Wär d'Chamber, wann dat zäitlech méiglech ass, domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Projet, dee mer haut de Moien um Ordre du jour haten; dat ass de Projet 5548 iwwert de Statut vun de Gemengebeamten. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Sunnen.

6. 5548 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et

2. de la loi communale du 13 décembre 1988

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn elo e Gesetzprojekt um Ordre du jour, deen de Statut vun de Gemengebeamten an d'Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 modifizéiert. Dës Ännerungen an den Texter sinn déi logesch Suite vum Gesetz vum 19. Mee 2003, dat de Statut vun de Statsbeamten un d'Ufuerderunge vun eiser heiteger Zäit ugepasst huet.

Mat deemem Projet de loi ginn elo dës Dispositiounen aus dem Statut vun de Statsbeamten och op d'Gemengebeamten iwwerdreien an deelweis un de Gemengesecteur ugepasst.

No de Wahle vun 1999 war déi deemoleg Regierung sech eens, fir de Statut général vun de Statsbeamten ze reforméieren. D'Regierung war sech bewosst, dat et nei Constraints an Erausfuereungen an eiser Gesellschaft ginn, mat deenen een Dag fir Dag konfrontéiert gétt.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech menge mir sinn eis alleguereens doriwwe, dass sech eis Gesellschaft an deene leschten 20 Joer bedeitend verännert huet. Esou ass déi klassesch Virstellung vun der Famill, wéi mer se deemools kannt hunn, haut meeschens net méi gültig, well an deenen allermeeschter Fäll déi zwee Elterendeeler schaffen, souguer schaffe mussen.

Nieft deser Neidefinitioun vum Familljekonzept ass et och néideg gi fir Moosnamen ze ergräifen, fir op der Aarbechtsplaz besser mateneen eens ze ginn. Mobbing oder Harcèlement moral ass dee Problem, deen et géllt an de Grëff ze kréien.

An enger Welt, an där viles sech séier ännert, ass et d'Aufgab vun der Regierung, de Statut vun de Stats- an de Gemengebeamten un dës nei Ufuerderungen unzepassen. Nodeems déi Upassung fir d'Statsbeamte schonn 2003 geschitt ass, solle mer haut och de Statut vun de Gemengebeamten an deemem Sënn emännere.

Erlaabt mer, dat ech kuerz op d'Haupinnovationen vun der Reform vum Statut vun de Gemengebeamten aginn.

Fir d'éischt: D'Iwwereneestëmmung vu Beruffs- a Privatlieue muss verbessert ginn.

D'Aféierung vun der Dealzäitarbecht ass an deemem Kontext sécherlech déi wichtig Reform am neie Statut vun de Gemengebeamten. Doduerch dat et elo méiglech ass zu 25, 50 oder 75% ze schaffen, gétt mat deem klassesche Prinzip vun der voller Tâche gebrauch.

D'Regierung huet an deemem Beräich och d'Modalitéit vum Congé fir d'Dealzäitarbecht regléiert. Et muss een ervirhiewen, dat, wann een e Congé sans traitement, e Congé pour travail à mi-temps oder eng Dealzäitbeschäftigung huet fir sech em d'Erzéiung vu Kanner bis zu hirem 15. Lievensjoer ze këmmere, een elo dës Period integral bei den Avancementer, den Indexmajoratiounen an den zwee duebelen Echelonnen an der Carrière ugerechent kritt. Weider ass am Kader vun enger méi familljeëndlecher Politik virgesinn, dat zwee Partnerfunktionnaire gläichzäiteg eng Hallefdagsaarbecht ausübe kënnen.

Nom Congé parental kann een och e Congé pour travail à mi-temps huelen. De Congé parental muss awer an deem Fall direkt nom Congé de maternité oder dem Congé d'accueil geholl ginn. Ervirehiewen ass och, dass een zousätzlech tëschent dem Congé de maternité oder dem Congé d'accueil engersäits, an dem Congé sans traitement oder dem Congé pour travail à mi-temps anersäits, nach säin normale Congé huelen däerf.

Leit a féierende Positiounen, wéi zum Beispill e Gemengesekretär oder e Receveur, kënnen aus verständleche Grënn net an de Gemenge vum der Dealzäitarbecht kommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut hunn d'Mënschen eng aner Virstellung vun der Kompatibilitéit tëschent Beruffs- a Privatlieuen. Jidderee wéllt nach genuch Zäit hunn, fir sech als Person ze entwéckelen an ze entfalten. Vill Leit schéngen d'Impressioun ze hunn, dat hinnen d'Zäit feelt fir sech souwuel em hir bezuelten oder och net bezuelten Aktivitéiten ze këmmere. Déi opgezielte Modalitéiten droen dese Bedürfnisser an där neier Verdeeelung vun de Responsabilitäten an Aufgaben an der Famill Rechnung.

Mat der Méiglechee vum Télétravail, deen am Projet de loi virgesinn ass, weist d'Regierung de Wëllen, nei Aarbechtsstrukturen ze schaffen, déi dem Équilibre tëschent Beruffs- a Privatlieue gerecht ginn.

Am Gesetzestext ass och d'Reinsertioun vun deene Beamte virgesinn, déi virun 1984 hir Demissioun agereecht haten, fir hir Kanner ze erzéien. Mat dëser Dispositioun kënnen elo déi Leit, déi hir Fonctionnennert där aler Législatioun opginn haten, erëm an d'Gemeingenadministratioun integréiert ginn.

Bis elo hunn nämlech déijéineg, déi am Fall waren, erëm bei null missen ufänken a souguer den Examen-concours missen nei maachen, fir nees kënnen e Posten op der Gemeng ze bekleeden.

Dat neit Gesetz erlaabt hinnen, op deem Punkt vun hirer Carrière unzefänken, wou se opgehale haten. Se kréien just operluecht fir Coursen am INAP oder an engem aneren Institut ze maachen, fir dat se do erëm an d'Matière ageféiert ginn.

Fir d'Gemengebeamten zousätzlech ze motivéieren, fir se besser anzebannen an hinnen doduerch méi Responsabilitéit ze ginn, soll et an Zukunft a regelméissegen Ofstänn zu Gespréicher kommen tëschent dem Schafferot an de Beamten. An deesen informellen Diskussiounen solle gemeinsam Ziler definéiert a Réckblécker vun den Aarbechte gemaach ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e weidere Schwéierpunkt vun dëser Reform ass ouni Zweifel d'Disziplinarprozedur, déi elo méi transparent a manner komplizéiert gëtt.

D'Vergaangenheet huet nämlech gewisen, datt et besser ass, dës Aufgab engem Spezialist ze iwwerdroen amplaz dem Schäfteer. Do fir ass an Zukunft e Regierungskommissär fir d'Instruktiounen zustänneg. De But dovunner ass, fir dem Fonctionnaire d'Garantie ze ginn, datt d'Enquête géint hie vun enger onofhängeger Autoritéit an de beschten neutralen an onparteiichesche Konditiounen geféiert gëtt. Dat wäert sech haaptsächlech fir déi kleng Gemenge positiv auswirken.

Dir alleguerten, Kolleeginnen a Kolleegen, a besonnesch d'Buergermeeschteren ënnert lech, kënnt lech jo d'Klima virstellen, wann de Schäfteerot d'Instruktioun géint e Beamte féiert, mat deem hien och nach all Dag zesumme schaffe muss.

De Conseil de discipline, deem seng Kompetenzen erwidert ginn, verschéckt an Zukunft net nëmmen méi Avisen, mä kann och all Entschuedungen huelen.

Et kommen och verschidden nei Moosnamen an Dispositionen, wat déi disziplinär Sanktiounen vis-à-vis vun engem Gemengebeamten ugeet, notament am Beräich vun der Retrogradatioun. Ech kann d'Detailer dozou aus Zäitgrënn net op dëser Plaz ausféieren; et kann ee se awer am schrëftleche Rapport méi genau noliesen.

De reforméierte Gesetzestext geet och op de Recrutement vun de Gemengebeamten an. Hei soll méi Transparenz geschaf ginn, fir datt all Bierger seng Kandidatur stelle kann.

Et sinn awer och Derogatiounen virgesinn, fir datt d'Gemengeverwaltung Akademiker astelle kann, déi schonn eng gewëssen Experienz am Privatsektor virweise kënnen. Ënnert den normalen traditionelle Konditiounen, wéi mer se bis elo kannt hunn, waren déi Leit kaum en engem Gemengeposten interesséiert. Et ass awer och kloer, dass dës Méiglechkeet fir d'Astelle vun esou Experté ganz restriktiv gehandhaabt muss ginn.

Wat d'Promotiounen ugeet, do ass am neie Gesetz virgesinn, datt déi Leit, déi eng Carrière am Gemeindegesektor upeilen, fir d'éischt emol déi néideg professionell a morallesch Qualitéite virweise mussen. E Beamte kann och a sengem Statut zrëckgesat ginn, wéi ech elo grad scho gesot hunn, woubäi de Conseil de discipline net nëmmen de Grad, mä och den Échelon fixéiert, wou dee concernéierte Beamten drakënn. Och an deem Beräich verweisen ech op de schrëftleche Rapport, deen all Detailer opzielt. Dës nei Mesure soll garantéieren, datt d'Beamte sech gutt, loyal an integer verhalten.

Kolleeginnen a Kolleegen, en anert Kapitel an deem Projet ass den Harcèlement moral oder Mobbing. Dësem Phänomeen gëtt an de leschte Joren uechter ganz Europa ëmmer méi Bedeitung geschenkt. Lescht Etüde besoen, datt an Europa 9% vun alle Salariaéren Affer vu Mobbing oder Harcèlement moral wäeren. Folglich ass et néideg, fir verschidden Dispositionen heizou am neien Text zum Statut vun de Gemengebeamten virzegesinn. D'Notioun vum «harcèlement moral et sexuel» ass deementspreechend an den Text ageschriwwen ginn.

E weidere gesellschaftspolitesch relevante Punkt, deem dëst Gesetz eng Bedeitung gëtt, ass den Delegréierte vun der Chancëgläichheit. Am Privatsektor ass dës Funktioun schonn duerch d'Gesetz vum 28. Mee 1998 agefouert ginn, dat als Folleg vum nationale Beschäftigungspiang, deen den 18. Abrëll 1998 arrétéiert gi war. D'Fonction communale zitt elo no, mä dës Funktioun ass allerdéngs nëmmen

do virgesinn, wou keng Personaldelegatioun besteet. Am anere Fall ass et, wéi gesot, d'Personaldelegatioun, déi de Rôle vun dem Chancëgläichheitsbeoptraagten dee Moment mat iwwerhëlt.

En aneren Abschnitt ass dem Aarbechts- a Kontrolldokter gewidmet. D'Sécherheet op der Aarbechtsplaz huet als Zil, d'Gesondheet vum Fonctionnaire ze schützen. Op där anerer Säit gëtt de Kontrolldokter der Verwaltung d'Méiglechkeet, op Demande vun der Pensiounskommissioun medezinesch Kontrollen bei de Fonctionnaires duerchzuführen.

Virgeschloen Ännerungen am Beräich vun de Pensiounen hunn den Zweck, de Parallelismus tëschent de Stats- a Gemengebeamten ze garantéieren.

E weidert Thema ass d'Schaffe bis 68 Joer. Eng zousätzlech Disposition gesäit nämlech d'Méiglechkeet vir, d'Gemengebeamten dräi Joer méi laang wéi déi üblech Alterslimite schaffen ze loossen. D'Décsioun heifir gëtt vum Gemengerot geholl an dierf déi Period vun dräi Joer net iwwerschneiden.

Souwuel d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics wéi och de Statsrot sinn an hiren Avisen am Fong mam Projet de loi averstanen a maache just e puer Observatiounen zu Detailer.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo zum Schluss vum mengem Rapport. Ech hoffen ech konnt lech iwwerzeegen, datt dëse Projet, deen de Statut vun de Gemengebeamten mat engem Retard vun dräi Joer an dee vun de Statsbeamten passt, e wichtege an absolut noutwendege Projet ass, virun allem am Domän vun der Deelzäitaarbecht.

Ech bieten lech dofir alleguerten, de Projet ze stëmmen, well e gëtt de Gemengebeamten déi Rechter, vun deenen hir Kolleege beim Stat elo schonn e puer Joer profitéieren. Gläichzäiteg bréngen ech och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deemem Projet an ech soen lech Merci fir d'Opmierksamkeit.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Sunnen. Éischt Riedner ass d'Madame Brasseur.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll ee Wuert soen zur Prozedur. Mir befannen ons hei an enger aussergewéinlecher Prozedur, well de Rapport nach net de leschten Donneschdeg vun der Kommissioun uegholl gi war. De Rapport ass eréischt dës Woch an der zoustänneger Kommissioun uegholl ginn, an normalerweis hätt dann dee Punkt net méi kënnen haut um Ordre du jour figuréieren. Meng Fraktioun war awer domat d'accord, fir dëse Punkt nach dës Woch op den Ordre du jour ze huelen, well hei geet et ëm e wichtege Projet, fir dass endlech, mat dräi Joer Retard, d'Gemengebeamten och kënnen vun deeneselwechten Dispositionen profitéieren wéi d'Statsbeamten.

Mir hunn an der öffentlecher Fonction zee verschidde Statuten, well d'Missiounen och verschidde sinn, mä et ass fir mech onerklärlech, dass een 2003 en Text stëmmt fir d'Statsbeamten, wësend dass mer dat müssen upasse fir d'Gemengebeamten, an dass et dann dräi Joer dauert bis mer dat hei an d'Chamber kréien. Dofir, wa mer hei eng extra Prozedur ageféiert hunn a mer domat d'accord waren, dat war am Fong fir déi Retarden - wou se entstanen sinn, weess ech net, mä ech constatéiere just, dass et dräi Joer gedauert huet bis mer hei zu deem Projet koumen - awer e bëssen ofzefiederer, well soss wier et Oktober ginn, bis mer dëse Projet hätte kënnen stëmmen.

An da wier vläicht nach deen een oder deen anere gewiescht, dee gären eng Modifikatioun virgeholl hätt, an dann hätte mer den Text nach ëmmer net prett gehat. Ech mengen, dass et fir d'Fonction communale awer elo héich Zäit gëtt, dass se op all deene Punkten, déi am Statut fir d'Statsbeamte stinn, assimiléiert gëtt, an dofir si mer d'accord mat deemem Projet.

E Projet, dee sän Ursprung huet an de Reformen, déi den 30. Abrëll 2003 hei am Haus diskutéiert gi sinn. Deemools war de Gusty Graas Rapporteur vun deem Gesetz, an deen huet dat an allen Detailer explizéiert. Hie war op d'öffentlech Fonction zrëckgaangen, wéi dat deemools bei de Griichen a bei de Réimer gehandhaabt ginn ass. An ech géing jiddferengem recommandéieren, dat nach eng Kéier nozeliesen, well dat ware wierklech interessant Ausféierungen.

Bei deem Gesetz geet et awer elo net nëmmen drëm, eng Adaptatioun ze maache mam Statut vum Fonctionnaire, mä et gëtt och dovu profitéiert, fir verschidde liicht Ännerungen oder Kloerstellungen ze maache wat d'Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 ubelaangt. An ech muss lech soen, Här President, dass ech dat keng extra gutt Iddi fannen. Ech fannen, et wier besser gewiescht, mir hätten ee Gesetz gehat fir de Statut an en anert Gesetz wat de Fonctionnement vun Gemengerot beispillsweis geregelt hätt, an dann hätte mer ons dofir kënnen Zäit loossen.

Mir hunn och als DP-Fraktioun an der Chamberskommissioun gefrot, dass d'Kommissioun bei der Rentree direkt misst zesummekommen, well et sinn nach aner Punkten, déi enger Kloerstellung bedürfen, fir dass een da légiféiere kann. Déi Texter hei si vläicht och net esou, dass se all Kloerstellung bréngen.

Ech sinn och frou, dass de Minister den Engagement agaangen ass an d'Majoritéit domat d'accord war, dass mer dat do am September op de Métier huelen. Mä ons geet et drëm, dass de Volet vun der Assimilatioun vun de Beamten mat gestëmmt gëtt, an dat maache mer jo och haut, quitte dass ech verschidden aner Punkte léiwer an engem separate Gesetzestext gesinn hätt.

D'Detailer, déi huet de Rapporteur elo grad virgedroen, esou dass ech net op all Dispositionen wëll zrëckkommen. Ech wëll dem Rapporteur awer fir säi Rapport félicitéieren, deen hie mat enger onwahrscheinlecher Rapiditéit gemaach huet. Mir ware leschten Dënschdeg an der Kommissions-sitzung, mir hunn de Rapporteur designéiert an hien huet gläichzäiteg scho säi Rapport virgestallt. Also dem Rapporteur dofir e grouse Merci!

Ech wëll dann op déi eigentlech Dispositionen vum Projet zrëckkommen, déi am Fong wierklech wichtege sinn an déi eng Upassung bedeite vun onsem Mode de vie, wéi mir organiséiert sinn an onsem deegleche Liewen, an dass dat kompatibel gëtt mat der Aart a Weis wéi ee beim Stat oder bei de Gemenge schafft. Beim Stat ass et geschitt a bei de Gemenge solle mer dat elo ëmsetzen.

Well, Här President, d'Motivatioun an d'Ambitioun fir dës Reformen, déi déi viregt Regierung an Ugrëff geholl huet, louchen nämlech doranner, op där enger Säit den öffentlechen Déngscht un d'gesellschaftlech Evolutioun unzepassen, an op där anerer Säit awer gläichzäiteg dofir ze suergen, dass de Bierger op e Service, ob beim Stat oder de Mengengen, zrëckgräife kann, dee sengen Erwaardungen, mä och deene vun allen Acteuren

aus der Gesellschaft an der Ekonomie, entsprécht.

A wa mer vu gesellschaftlecher Evolutioun schwätzen, da gehéiert ganz kloer een Element dozou, an dat ass, datt d'Méiglechkeet geschaf gëtt fir d'Privat- an d'Beruffsliewe besser openeen ofzestëmmen. Wann déi zee Eltere schaffen, dann ass et och wünschenswäert, dass déi zee Elterendeeler sech d'Responsabilitéit an d'Zäit opdeelen, wat d'Educatioun vun de Kanner ubelaangt. Dat kënnt souwuel de Kanner ze gutt wéi och den Eltere selwer, well ee vun deem aneren da méi huet, an da ka jiddferree verantwortungsvoll seng Tächen iwwerhuelen a si kënnen se och zesummen iwwerhuelen. D'Deelzäitaarbecht erlaabt et, där Evolutioun Rechnung ze droen.

An der Fonction communale ass d'Deelzäitaarbecht duerch d'Gesetz vun 1990 schonn als Travail à mi-temps agefouert ginn. Elo soll et méiglech gi 25% oder 75% vun enger Täche, wann et dann dans l'intérêt du service ass, ze schaffen; well dee muss ëmmer priméieren an do muss och drop insistéiert ginn, well de Bierger huet d'Recht drop, dass den öffentlechen Déngscht gutt fonctionnéiert. Mä wann et da méiglech ass, da soll de Choix bestoen d'Deelzäitaarbecht och op 25% oder 75% erfzesetzen.

An Zukunft sollen zum Beispill alleguerten d'Congéen, déi am Kader vun engem Travail à mi-temps oder soss engem Service à temps partiel geholl ginn, fir Kanner ënner 15 Joer ze erzéien, ugerechent ginn, sief dat bei Promotiounen, duebelen Échelon an esou weider. Dat war bis elo net de Fall. Dovu traff si virun allem d'Fraen, well déi hunn am meeschte vun deenen Dispositionen bénéficieiert, mä déi waren do benodelegt. Bis elo war dat just de Fall, dass een dat ugerechent krut, bei de Babyjoren, also deenen zee Joer Congé sans traitement no dem Congé de maternité, oder beim Congé pour travail à mi-temps, fir e Kand ze erzéie bis zum éischte Schouljoer.

Da kënnen och elo zee Fonctionnaires, déi Conjointé sinn, allen zee vun engem Congé pour travail à mi-temps bénéficieieren, wat jo eng gutt Saach ass. No engem Congé de maternité oder no engem Congé d'accueil ass et méiglech e Congé sans traitement oder e Congé pour travail à mi-temps unzerfroen. Och gëtt nach d'Méiglechkeet vun engem Congé de création tëschent dem Congé de maternité an dem Congé sans traitement oder dem Congé pour travail à mi-temps geschaf.

Wann ech elo esou am Detail do-rober agaange sinn, dann ass et ebe grad just fir ze illustréieren, dass eng ganz Rei Moosname geschaf gi fir d'Elteren, mä och fir déi, déi hiert Liewen anescht organiséiere wëllen. Déi kréien all méi Latituden.

Et ass och wichtege am Kader vun der Familljepolitik, am Kader vun der Organisatioun vum Liewe vun enger Famill, vun enger Koppel mat Kanner, dass sech am Intérêt vun der Famill besser organiséiert gi kann.

An et wier ze wënschen, dass déi Souplesse och ëmmer méi am Privatsektor géng applizéiert ginn - dat ass zum Deel de Fall -, ëmmer virausgesat, dass den Intérêt de service dat erlaabt; well da kënnen mer och aktiv hëllef, dass een d'Erzéiung vun de Kanner kompatibel mécht mam Berufsliewen. Well do sinn oft Barrieren, an dat ass ëmmer zum Nodeel vun de Kanner.

A fir dass och déi Leit vun deem Émdenken, dat um gesellschaftlechen Niveau geschitt ass, profitéiere kënnen, déi virun 1984 aus dem Gemengebeamtendéngscht ausgetruede sinn, fir sech ëm d'Erzéiung vun de Kanner ze këmmern - an dat waren zu 99,9% Fraen -, kréien déi Leit elo d'Méiglech-

keet erëm an de Mengendéngscht anzetrieden. Dat ass och nëmmen richtig a gutt esou, an de Rapporteur huet dat och erwähnt. Si gi moyennant une formation an där Carrière agestellt, an där se opgehale haten. Bis ewell hu se erëm misse vu vir ufänke mat engem Concours d'entrée. Dat ass wéi wa se ni bei enger Gemeng geschaff hätten. An ech si frou, dass elo retroaktiv déi Ongerechtegkeet erëm riichtgebéit gëtt. Et sinn der zwar vill, déi schonn éischer hätte wëllen dovu profitéieren, wat awer leider net gaangen ass.

D'Aféiere vun engem oder enger Délégue(e) à l'égalité des chances entre femmes et hommes an deene Gemengeverwaltungen, déi iwwer keng Personaldelegatioun verfüngen, ass e weidert Beispill dofir, dass jiddereen, egal ob Mann oder Fra, déiselwecht Chancë wëllt hunn.

Fir dann zu enger nach méi grousser Effizienz vun der Gemengeverwaltung bäizedroen, ginn déi sou genannte Mitarbeitergespräche, grad wéi an der Fonction publique, tëschent dem Schäfteer an de Gemengebeamten agefouert, déi et erlaben solle sech gemeinsam Ziler ze setzen, fir den Déngscht um Bierger ëmmer weider ze verbessern. Ech muss soen, dass dat a ganz ville Gemenge scho geschitt ass, an dass een do net op déi gesetzlech Dispositionen gewaart huet; mä et ass gutt, dass dat elo verankert gëtt.

A puncto Effizienz muss een och feststellen, dass d'Aufgabeberäicher vun de Mengengen, a besonnesch vun deene méi grouse Mengengen, ëmmer méi zouhuelen. Genee wéi an der Fonction publique, muss een d'Méiglechkeet hunn op confirméiert Spezialiste kënnen zrëckzepräifen, déi net forcément deeselwechte Wee musen duerchlafe wéi bei engem normale Recrutement. Och do ass de Rapporteur am Detail drop agaang.

Gläichzäiteg dréit de Fait, dass een et Beamten erlaabt bis zu 68 Joer ze schaffen - dat muss awer natierlech mat béidsäitegem Accord sinn -, dozou bäi, dass ee méi laang vun der Erfahrung vun deene Beamten bénéficieiere kann, wat sécherlech keen Nodeel ass fir déi jonk Generatiounen, déi dann duerno d'Verantwortung iwwerhuelen.

Här President, leider gëtt et och déi manner agréabel Säiten an de Verwaltungen, an et gëtt och Fäll, wou een Disziplinarmoosname muss huelen. Beim Stat ass eng nei Procédure disciplinaire agefouert ginn, mat engem Commissariat du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire. Och dat soll elo op d'Mengengen iwwerdroe ginn. Bis elo war dat jo eng Aufgab fir de Schäfteer. Eng Aufgab, déi net liicht war. Elo kritte ee méi d'Garantie, dass op d'mannst weinst Prozedurfeeler d'Disziplinarverfahren net op d'Kopp gedréint gëtt.

De Problem vum Mobbing ass och vum Rapporteur ugeschwat ginn, esou dass ech net wëll dorop agoen. Beim Mobbing wëll ech awer eng Remarque allgemeng maachen: Wann een op der Aarbechtsplaz eng Remarque gemaach krëtt, well ee seng Aarbecht net gutt mécht, dann dierf dat awer net dozou féieren, dass een da seet, et géing een andauernd gemobbt ginn. Et muss och nach d'Méiglechkeet bestoen, dass een engem matdeelt, dass ee seng Aarbecht net gutt mécht. De Mobbing ass e Phänomeen, dee fir déi, déi dovu betraff sinn, wierklech net flott ass. Et dierf een awer net doran ze wäit goen.

Wat d'Gesondheet ubelaangt, esou ass d'Médecine du travail, déi och elo an de Gemenge verankert gëtt, jo och eppes, wat et an der Fonction publique säit 2003 gëtt.

Dëst ass e Projet de loi, wéi mer scho festgestallt hunn, deen d'Re-

forme vun 2003 am öffentliche Dénagscht elo och op de kommunalen Dénagscht ëmsetzt. Et ass also der vieregter Majoritéit ze verdanken. Ech si frou, dass dës Majoritéit elo d'Kontinuitéit dovun opgehoit huet. De Gusty Graas war, wéi ech uganks vu mengen Ausféierunge gesot hunn, Rapporteur vun deem Gesetz, wat vun der Madame Pöffer, als Fonction-publiques-Minister, abruecht ginn ass a vum Statssekretär, dem Här Schaack.

Et ginn eng Rei Punkten, an dat hunn ech och a menger Intervention gesot, déi awer nach eng Kéier muss gekuckt ginn, wat de Fonctionnement vun de Gemengen ubelaangt. An do wier ech da frou wann d'Kommissioun, Här Präsident - an dat riicht sech dann un eis, un d'Chamber selwer -, esou séier wéi méiglech am September hir Aarbechte géng ophuelen, fir dass mer dat kénnte kucken am Intérêt vun dem Fonctionnement vun de Gemengen.

No all deenen Ausféierunge wëll ech soen, dass d'DP-Fraktioun dësse Projet selbstverständlech stëmmt am Intérêt vun dem Fonctionnement vun de Gemengen a virun allem am Intérêt vun de Gemengebeamteten, déi laang heirop gewaart hunn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Nächste Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Här Präsident, Dir Damen an Dir Hären, ech géng och dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport, deen hien a ganz kuerzer Zäit huet misse maachen, well schliesslech ass den Avis vum Statsrot zu dësem Projet de loi eréischt de 4. Juli gemaach ginn an och dann eréischt an déi zoustänneg Kommissioun komm.

Mir hunn et hei ze di mam Gemengebeamtetenstatut, deen assimiléiert gëtt un dee vun de Statsbeamten. De Prinzip vun der Assimilatioun ass 1954 agefouert ginn, an den éischte Code vu Rechten a Pflichten, dat war 1919 fir d'Gemengenemployéen. 1979 ass deen neie Statsbeamtetenstatut agefouert ginn. 1985, no laangen, zéien Diskussionsvun der Gemengebeamtetenfederatioun, hunn dann dunn och d'Gemengebeamteten e moderne Statut kritt, deen ofgestëmmt war op dee vun de Statsbeamten.

An der Zwëschenzäit ass dee Statut vun de Gemengebeamteten och schonn e puermol ofgeännert ginn. Ënner anerem fanne mer haut och Bestëmmungen dran iwwert d'Employés communaux an iwwert d'Employés privés au service de la commune.

Dësse Projet de loi huet als Objet fir d'Bestëmmungen vun de Statsbeamteten ze iwwerhuelen, selbstverständlech mat Upassungen un déi kommunal Situatioun. An deem Sënn ass och vun der Geleeënheet profitéiert ginn, fir d'Gemengegesetz vun 1988 ofzeänneren.

Ënner anerem ass hei där allgemeiner Fuerderung Rechnung gedroe ginn, nämlech der Conciliatioun tëschent dem Famillieliewen, dem Privatliwwen an dem professionellen Liewen, dat iwwert de Wee vun der Deelzäitbeschäftigung vu 25, 50 a 75%. Eng Praxis, déi elo entérinéiert ginn ass, déi awer och scho virun am Gemengesektor praktizéiert ginn ass a wou den Intérieur och keng Schwieeregkeet domat hat, fir esou Deelzäitbeschäftigungen ze approvieren.

Déi Deelzäitbeschäftigung där selbstverständlech net géint den Intérêt vum Service sinn. Dat ass dat Gebot, wat ëmmer iwwerweit, an et gëtt ëmmer gekuckt, ob esou Décisiounen, fir esou Deelzäitbeschäftigungen ze accordieren, am Aklang si mat dem iwwergewerndneten Intérêt vun dem Service.

Ech wëll drop hiweisen, dass an där Politik do, vun der Conciliatioun tëschent Famillieliewen a professionellem Liewen, d'Gemengen awer schonn aner Moossname geholl hunn, wéi zum Beispill, soubal dat méiglech war, fir de früe Samschdeg am Schoulwiesen anzeféieren. An och fir de Précocé, soubal wéi dat vun der Regierung proposéiert ginn ass, fir d'Education précocé, anzeféieren, fir och am kommunale Secteur déi Moosnamen do ze huelen.

Dann elo neierdénags d'Schafte vu Maisons relais, fir och do de Leit entgéintzekommen, fir hir Kanner ënnerdaach ze kréien en dehors vun deenen normale Schoulzäiten.

Et ass och elo an dësem Statut virgesi ginn, fir déi Fonctionnairen, déi virun 1984 hu missen hir Demissioune huelen, wa se wollten hir Kanner bis zu 15 Joer erzéien - an deemools war et nach net méiglech fir e Congé sans traitement ze huelen -, elo nees ze réintégrieren. Do misst ech awer nach drop opmierksam maachen, dass een awer dofir sollt suerje fir deene Leit, déi elo laang net am Dénagscht waren, déi elo d'Méiglechkeet hunn, fir erëm zréck an de kommunalen Dénagscht ze kommen, eng Formatioun unzebieden, fir sech erëm kënneg ze maachen mam Secteur communal, mat deenen neien Dispositiounen, déi elo do vir sech ginn, a fir sech do an den Dénagscht vun de Benotzer vum Service public anzeschaffen.

Wat elo déi regelméisseg Entrennend vun de Beamten mam Schafférot oder mat de Chefs de service ubelaangt, fannen ech et eng ganz gutt Saach, dass iwwer Problematik geschwat gëtt, déi och am Intérêt vun Bierger sinn. Wichtig ass et och, dass déi lokal Autoritéit mat hire Mataarbechter zusemmekommen an dass do och d'Verantwortungsbewusstsein, de part et d'autre, gestärkt gëtt. Dat reizt och d'Motivatioun vun de Fonctionnairen un.

Dësse Dialog dréit och zu engem Vertrauensverhältnis tëschent dem Patronat an de Fonctionnairen bäi.

Wat de Régime disciplinaire ubelaangt, d'Instruction disciplinaire: Bis elo war et esou, dass de Schafférot chargéiert war mat der Instruction disciplinaire. Dat war ganz oft eng schwierig Missioun fir de Schafférot, well se ëmmer am enge Kontakt mat de Fonctionnairen waren, well do och net ëmmer konnt déi néideg Indépendance virherrschen, och net déi néideg Objektivitéit.

Dofir ass et elo gutt, dass mer déi Charge do, am Intérêt vun dem Fonctionnaire, un de Commissaire du Gouvernement ginn, dee fir de Stat schafft, dass deen elo dat Disziplinerverfahren fir d'Gemenge mat iwwerhëlt. Dee kann déi Aarbecht mat méi enger grousser Sachlechkeet a mengen Ae maachen, och mat méi Indépendance. Deen ass net am direkte Kontakt mam Fonctionnaire. Déi Prozedur am disciplinaren Beräich ass vu Garantien ëmginn, fir den Droit de la défense vum Fonctionnaire, deen en cause ass, ofzesécheren.

De Commissaire du Gouvernement kritt natierlech elo nach méi Aarbecht, wéi hien der schonn huet. Dee Mann, deen ass elo schonn iwwerbelaascht. Deen huet just eng Sekretärin zur Verfügung, déi hallef bei him beschäftigt ass. Fir dass hie seng Dossier esou séier wéi méiglech am Interesse vum öffentlichen Dénagscht an och besonnesch am Interesse vum Fonctionnaire evakuieren kann, misst awer onbedéngt dofir gesuergt ginn, dass hie materiell a personell ënnerstëtzt gëtt, fir kënneg Décisiounen a raisonnablen Délaien ze huelen.

De Conseil de discipline ass net nëmme méi e konsultatiivt Organ, mä eng Juridictioun, deem seng Décisiounen musse ëmgesat ginn. Et ass de Passage vum Organe consultatif zum Organe décisif. Net

dass et esou ass, dass, wann de Conseil de discipline, wéi dat bis elo war, eng Décisioun geholl huet, wann en eng Proposition gemaach huet, dass dunn dat déciivt Organ gemaach huet, wat et wollt.

Elo muss d'ausführend Organ déi Décisioun, déi de Conseil de discipline geholl huet, an d'Praxis ëmsetzen an et bleift kee Pouvoir créationnaire méi fir déi Instanz.

Wat elo d'Emännierung vum Gemengesetz vun 1988 ubelaangt, d'Ofännierung vum Artikel 19, do ass et esou, dass mer dem Conseil communal an dem Schafférot et méiglech maachen, dass am Virfeld vun enger Décisioun ka motivéiert ginn, bei Nominatiounen, bei Präsentatiounen de candidats, dass elo déi Sitzungen, déi dofir aberuff ginn, net méi den öffentliche Charakter hunn, dass dat keng Séance publique méi ass, mä dass dat an enger Séance secrète muss gemaach ginn, wou därer motivéiert ginn. Ëmmerhin ass et awer esou, dass an Zukunft nach ëmmer fir Nominatiounen a Präsentatiounen de candidats am Innere vun där geheimer Sitzung déi Voté muss secret sinn, also dass dat e geheime Vote ass.

Do kéint ee soen, dass net déi noutwendeg Kloerheit tëschent dem Statut vun de Fonctionnairen an tëschent dem Gemengesetz besteet an duerfir misst ee kucken, fir esou schnell wéi méiglech - wéi dat och scho vun de Virriedner gesot ginn ass - nach eng Kéier eng Revisioun ze maachen op deene Punkten, fir dass de Statut vun de Gemengefunktionnairen an d'Gemengesetz sech openeen aspillen, ananee gräifen. Duerfir misst een do esou séier wéi méiglech e puer Retouchen op deem Plang maachen.

Wat ech bedauern - dat ass och eppes, wat d'Chambre des Fonctionnaires publics kritiséiert oder zumindest observéiert huet -, dat ass, dass déi scho laang Fuerderung vun de Gemengesekretären, fir hir Missioun nei ze definieren am Gemengesetz, dass dës Kéier net vun der Geleeënheet profitéiert ginn ass, fir dat virzehuelen. Dat hätt sech elo maache gelooss.

Ech kréien elo natierlech wahrscheinlich als Äntwert, dass dat bei Geleeënheet, an der Diskussion iwwert d'Reforme territoriale geschéie wäert, mä et wier elo eng gutt Geleeënheet gewiescht fir d'Gemengesetz an deem Sënn ofzeänneren. Dat ass elo net geschéit, mä ech hoffen, dass dat an nächster Zukunft dann awer ka geschéien. Wéi gesot, dat ass eng laang Fuerderung vun de Gemengesekretären.

Nach e Punkt, deen ech opgräife wollt, dat ass wa klenger Gemengen e Fonctionnaire wëllen astellen an dann hu se e Kandidat, an dee muss dann an den INAP goen. Dee steet da méintlaang de Gemengen net zur Verfügung an dat gëtt dann eng Perturbatioun vun deem Service an deene Gemengen. An duerfir misst een och kucke fir dee esou kuerz ewéi méiglech oder jiddefalls nëmme periodesch an den INAP geet an dass hien awer voriwwer seng Gemeng, wou hie genannt ginn ass, zur Verfügung steet; net dass déi Gemengen do a Problemer kommen, wat den öffentlichen Dénagscht ubelaangt.

An do brauch ee sech och net ze wonneren, dass d'Gemengen oft dovun ofgesi fir e Fonctionnaire anzustellen a se op de Wee gi fir en Employé privé anzustellen, wou d'Prozedur vill méi séier geet, wou deen net brauch an den INAP ze goen an deen direkt der Gemeng zur Verfügung steet.

Voilà. Am Allgemenge kann ee soen, dass mer awer elo zefridde

sinn, dass de Statut vun de Gemengebeamteten op gestëmmt ass an dass hei gutt Dispositiounen dra sinn, am Intérêt vun de Fonctionnairen an och am Intérêt vum öffentlichen Dénagscht. Duerfir géif ech och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Klein. Nächste Riedner ass den Här Gira.

Här Gira, Dir waart elo gebéckt. Ech mengen, Dir wësst awer, dass et un lech ass.

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).- Wat gelift?

M. le Président.- Dir wësst awer, dass et un lech ass?

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).- Ech weess, dass et u mir ass. Ech wäert lech och net laang ploen.

Ech soen lech et riichter aus, well ech wierkelech keng Loscht hunn, nodeem wat dës Woch mat dësem Projet geschitt ass, hei elo inhaltlech Gréisseres ze erzielen.

Ech fannen et wierkelech bedauerlech, wat mat deem Projet hei geschitt ass. Net nëmme, dass de Rapport eréischt dës Woch ugeholl ginn ass, wat eigentlech géint d'Regelen vun der Chamber ass, mä alles ass en Dénagscht eréischt ugeholl ginn. Mir hunn do an enger Sitzung de Rapporteur bestëmmt, säi Rapport, deen hie scho virdu geschriwwen hat ouni nominéiert ze sinn, ofgestëmmt, den Avis vum Conseil d'Etat nach séier geholl wéi wa mer deen och nach géinge kucken an dunn de Rapport gestëmmt. Ech fannen dat wierkelech bedauerlech, dass hei eng Chamberskommissioun sech den Aarm béie gelooss huet, well eng Regierung dräi Joer hir Hausaufgaben net gemaach huet!

Ech kréie gesot, dass 80% vun dem Gesetz hei copy-paste ass vun deem wat am Gesetz iwwert d'Statsbeamteten gemaach ginn ass. Da froen ech mech, wéi et mat moderner Technologie méiglech ass, dass eng Regierung dräi Joer brauch fir copy-paste vun engem Text ze maachen!

Op där anerer Säit mengen ech perséinlech awer, dass et net grad esou ass, dass vill méi an deem Gesetz hei steet wéi copy-paste. Et sinn eng Rei spezifesch Bestëmmungen fir de Gemengesektor dran, wou et ganz wichteg gewiescht wier, menger Meening no, dass mer eis Zäit geholl hätten doriwier ze diskutieren. Ech ginn e puer Beispiller.

Den Délégué à l'égalité des chances, do hätt ee sech och kënneg virstellen, dass ee ganz aner Lösung fonnt hätt wéi elo déi Affär mat den hallwen Tâche vun de Sekretären an de Receveuren. Et kann een driwier diskutieren, ob net och nach aner Beamten a Beamtinnen do missten drënnere respektiv ob dat nach zäitgeméis ass, an esou weider an esou fort. Bon, dat war alles net méiglech. Et hätt ee sech och nach vläicht kënneg virstellen, dass een d'Gesetz tatsächlech gesplitt hätt an...

M. le Président.- Här Gira, erlaabt Der...

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).- ...da gesot hätt, déi Bestëmmungen iwwert d'Deelzäit-aarbecht, mengen ech, déi der Gewerkschaft jo och zu Recht am meeschten uewe leien, hätt ee vläicht kënneg splitten. Mä gutt.

Ech kréien dann awer gesot, dass et absolut dréngend wär, dass dat do soll geschéien, an dass och Leit perséinlech drënnere ze leiden hätten, dass mer dat do nach ëmmer net gemaach hunn. Duerfir si mer da konziliant um Enn vun dëser

laanger Sitzungswoch, an ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

Ech hoffen awer, Här Präsident, dass mer dat do esou bal net méi erliewe wäerten, dass mer eis deemnächst éischer esou wicHTigen Dossieren unhuelen an dass mer da permanent drop halen, dass, wann eng Regierung einfach mat der Aarbecht schleeft, mir awer dann net schlussendlech an eng onméiglech Situatioun kommen, dass mir all eis Regeln, all eis Gepflogeneheiten hei mussen iwwert den Dénagscht oder iwwer Bord gehéien, wou keen, mengen ech, an där ganzer Kommissioun frou driwier war. Duerfir en Appel un eis allegeren, eis deemnächst éischer ze wieren, fir dass eis dat do net méi geschitt.

Merci.

M. le Président.- Här Gira, laaft emol net fort, wann ech gelift. Den Här Grethen hat nach de Fanger gewisen.

(Hilarité)

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).- Jo.

M. Henri Grethen (DP).- Jo, Här Präsident, ech wollt mech beim Här Gira entschëllegen, well ech war ee vun deenen an der Conférence des Présidents, déi insistéiert hunn, dass dësse Projet sollt haut op den Ordre du jour kommen. Ech gouf an där Aktioun tatkräfteg vum Fraktiounsprésident vun...

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).- Ech weess dat, jo.

M. Henri Grethen (DP).- ...dem Här Gira senger Partei ënnerstëtzt, a mir hunn zesummen, mir zwee zesummen eigentlech, missen de Fraktiounsprésidente vun der Majoritéit den Aarm béien.

Duerfir wëll ech mech besonnesch beim Här Gira entschëllegen. Ech hat awer wierkelech net d'Absicht, him do iergendwéi eppes Onméiglech unzédinn. Ech wäert ni méi, ni méi main Accord, main Asaz fir esou eppes maachen, besonnesch well ech elo weess, dass hie praktesch net schlofe ka wéinst där Prozedur do, déi mer gewielt hunn!

(Hilarité)

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).- Also, Här Präsident, et kann een dat do natierlech absolut an d'Lächerlecht zéien.

M. Henri Grethen (DP).- Ma neen! Ech sinn déif betraff!

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).- Et kann een och bëllege Populismus hei bedriewen. Ech muss ganz éierlech soen, ech fannen et wierkelech en Hohn fir e Parlament, wat do...

M. Henri Grethen (DP).- Sinn ech mam Här Bausch e Populist?

(Hilarité)

M. Camille Gira (DÉ GRÉNG).- Neen! Ech mengen net, dass an der Conférence des Présidents am Detail kloer war, wat alles an dem Gesetz géng stoen a wéi voluminéis dat Gesetz wär. Do ass méi oder weiniger duergestallt ginn, dass et copy-paste wär vum Statsbeamtetenstatut an dass ausser der Deelzäit-aarbecht net vill schrecklech WicHTiges dra wier.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Nach eng Kéier: Dat eent huet nëischt mat deem aneren ze dinn. Ech maachen en Appel, dass mer allegeren zesummen, fraktiouns-iwwergräifend, eis dat do net méi selwer zoomudden, dass mer eis dat net méi bidde looszen an da mat Zäiten den Drock dohinner zréckginn, wou en hgehéiert, nämlech bei déi, déi responsabel sinn, dass et dräi Joer gedauert huet, dat Gesetz hei eranzubringen. Net méi an net manner. Fir de Rescht

bleiwen ech bei deem wat ech gesot hunn.

M. le Président. - Merci, Hâr Gira. Dann huet den Hâr Gibéryen d'Wuert. Hâr Gibéryen!

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Hâr President. Dir Dammen an Dir Hâren, och vun eiser Sait e Wuert vu Merci un de Kolleeg Fred Sonnen fir dee schnelle Rapport, deen hien hei gemaach huet.

Ech wëll mech do awer de Wieder vun der Madame Brousseur e bëssen uschlëssen. Wann ee bedenkt, datt mer dëse Projet, wat den Deel fir d'Statsbeamten ubelaangt, hei virun dräi Joer gestëmmt hunn, an elo d'Iwwerdroen op de Gemengeselector ëmmerhin dräi Joer gedauert huet, dann ass et ëmsou méi erschreckend, wann een dann héiert, datt de Rapport nach muss an engem Dag gemaach ginn, an engem Dag ugeholl ginn, an datt en am Fong géint d'Geflogeneheete vun dësem Haus, wat d'Délaië vun der Präsentatioun vum Rapport virun der öffentlecher Sitzung ubelaangt, och nach ze spéit komm ass.

Ech mengen, dës Chamber - an de Kolleeg Gira huet dat elo mat Recht hei gesot - huet an deene leschten Deeg a Wochen des Öfteren hei de Kopplabun bal geschloen, fir Gesetzter iwwert d'Bühn ze bréngen. Ech erënneren zum Beispill un d'Indexgesetz, wou mer et an engem Dag féierdeg bruecht hunn, de Projet virgestallt ze kréien, den Avis vum Conseil d'État ze liesen, de Rapporteur ze nennen, de Rapport virgestallt ze kréien an de Rapport unzuhuelen. Dat hu mer alles bei esou engem Gesetz an engem Dag féierdeg bruecht, a mir hunn et och féierdeg bruecht, et ze stëmmen, Hâr President, an deen Dag drop stoung et schon am Mémorial, ass et veröffentlecht ginn. Dat heescht, eise Statschef huet och nach missen deeselwechten Dag ënnerschreien,...

(Interruption)

...a wéi se dat féierdeg bruecht hunn, dann iwwer Nuecht - well ech gi jo awer dovun aus, datt se zumindest eise Vote hei ofgewart hunn, ier se et gedréckt hunn -, datt et dann och nach nuets gedréckt ginn ass, fir datt et moies schon am Courier war,...

M. Henri Grethen (DP). - Dat schwätzt fir d'Performance vun der Dréckerei!

M. Gast Gibéryen (ADR). - ...also et gesait een d'Performance vun deem ganze System, wann et si muss.

Mä ech, Hâr President, Dir Dammen an Dir Hâren, wa mer dräi Joer zrëckkucken, wéi mer den Accord salarial, wat d'Statsbeamten ubelaangt huet, hei an e Gesetz ëmgesat hunn, do ass praktesch op alle Bänken deemools gesot ginn: Mir mussen elo esou séier wéi méiglech kucke fir dat op de Gemengeselector ëmzesetzen. An deemools hätt mer eis am Fong scho missen d'Fro stellen: Firwat brénge mer et net féierdeg, déi zwee Gesetzter gläichzäiteg ëmzesetzen?

Well et handelt sech jo ëm d'Resultat vun engem Accord, dee mat de Gewerkschaften aus der Fonction publique getraff ginn ass, wou déi Bestëmmungen, déi fir d'Statsbeamten zoutreffen et fir d'Gemengebeamten zoutreffen. Et hätt ee menger Meenung no können direkt vun deenen zwee Ministären aus higoen déi Gesetzter ze presentéieren an déi zwee Gesetzter zesummen hei ze stëmmen. Déi aner Saachen, déi mer an dëse Projet elo mat integréiert hunn, hätt ee jo dann an engem separate Gesetz maache kënnen a sech déi Zäit dofir huele kënnen, déi een dofir gebraucht hätt, fir do eng gutt legislativ Aarbecht ze maachen.

Bei deem Volët, dee reng op den Accord salarial zrëckzeféieren ass, plädéiere mir op jidde Fall derfir,

datt deen an Zukunft soll vun deenen zwee Ministere gläichzäiteg erabreucht ginn. Da kéint een déi och hei zesummen diskutéieren, amplatz datt mer elo, wa mer wëllen, déiselwecht Ried nach eng Kéier géifen halen, déi mer virun dräi Joer gehalen hunn, wou mer alleguer déi eenzel Bestëmmungen erkläert hunn. Ech mengen, mir wëllen eis dat awer erspieren.

Et ass also och déi lescht Regierung, mengen ech, hei an der Pflicht gewiescht. Déi hätt scho kënnen direkt déi zwee Gesetzesprojete mat hei erabréngen, wou mer elo einfach hu missen dräi Joer drop waarden.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hâren, ech wëll duerfir och net méi op dëst Gesetz agoen. Ech mengen, mir hunn d'Erklärung virun dräi Joer ginn. Mir ware mat deem Gesetz virun dräi Joer averstanen. Et ass logesch, datt mir dann och mat dësem Gesetz averstane sinn.

Ech géif just vläicht ee Punkt opwerfen, dee mer schon e puermol opgeworf hunn, deen awer nach ëmmer net geléist ass, an en ass vum Frënd Jemey Klein zum Deel ugeschnidde ginn, dat ass deen, wat d'Gemengesekretären ubelaangt, wat hir Tâche ubelaangt.

Mir wëssen awer och, datt d'Ernennung vun Gemengesekretär an enger Rei vu Gemengen, virun allem a klengen Gemengen, ëmmer méi e Problem gétt, well eben a klengen Gemengen déi eenzel Fonctionnairen hir Carrière, well se ganz dacks eleng an där Carrière sinn, méi séier duerchlaufen, a wann dann de Postë vun engem Gemengesekretär vakant gétt an et méllt ee sech vun deene Redakteren op dee Posten, da si se an der Regel an hirer Carrière méi wäit vir wéi se an der planer Carrière, déi de Gemengesekretär huet, géifen ageschriwwen ginn.

Wat da mat sech bréngt, datt déi Leit géife wuel missen den Exame vun Gemengesekretär maachen, si kréien doduerch och méi Aarbecht, si kréien och méi Responsabilitéit, mä wa se de Posten als Sekretär géifen unuhuelen, da géife se an hirem Gehalt verléieren, an dat däreft menger Meenung no net sinn. Wat dann eben dozou féiert, datt vill vun deene Leit einfach de Posten net unuhuelen, an dann d'Gemengen eben iwwer Méint a Jore fonctionnere mat engem Secrétaire faisant fonction, well deen eben de Posten net wëllt unuhuelen, well hien da manner an der Pai hätt wéi hie virdrun als Redakter hat.

Ech géif de Minister invitieren, dee Problem trotzdeem dann elo eng Kéier ze léisen, well deen ass menger Meenung no punktuell ze léisen, et ass net vill, wat do muss gemaach ginn. Mä et kann op jidde Fall net esou weider fonctionnéieren.

A wa mer dëst Gesetz zum Beispill gesplitt hätten, mir wären deemools higaangen a mir hätten en Deel vum Accord salarial direkt ëmgesat a mir hätten dann dës Punkten eenzel an en anert Gesetz agebaut an diskutéiert, dann hätt een déi Problemer haut alleguer kéinte mat léisen; et sief, datt de Minister iwwert de Wee vun engem Reglement eventuell kéint de Problem léisen. Mä da géif ech de Minister invitieren och dat Reglement esou séier wéi méiglech ze huelen.

Dat gesot, Hâr President, Dir Dammen an Dir Hâren, bréngen ech den Accord vun eiser Partei fir dëst Gesetz.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Hâr Gibéryen. Dann huet den zoustänneg Minister, den Hâr Jean-Marie Halsdorf, d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.* - Merci, Hâr President. Dir Dammen an Dir Hâren, wann ech de Grondtoun vun

deenen Diskussiounen hei misst erëmginn, géing ech mengen, dass awer e grouss Konsensus do ass, fir dass déi Décisiounen oder déi Dispositiounen, déi mat dësem Gesetz ëmgesat ginn, an déi richteg Richtung ginn.

Et ass esou resuméiert ginn, mengen ech, vun der Madame Brousseur. Si huet gesot: Privat- a Berufsliewe sollt ee besser opeenen ofstëmmen, an d'Erziehung vun de Kanner sollt ee kompatibel maache mam Beruf. Dat ass dat, wat Dir gesot hutt, Madame Brousseur.

An elo zu der Ausso vum Rapporteur, dem Hâr Sonnen, deem ech och Merci soe fir dee gudden Rapport, deen hien hei gemaach huet. Hien huet, mengen ech, déi Haaptaspekter aus dësem Gesetz ervirgestrach: Et geet ëm d'Deelzäitaarbecht - dat ass jo e Stéck vum Liwensqualitéit -; et geet drëm de Congé parental an aner Congéen ze optimiséieren; et geet drëm Mataarbechtersgesprécher ze féieren.

D'Disziplinarverfahren, dat ass méi performant ginn am Sënn, dass e Regierungskommissär agesat gétt, an net méi de Schafferot responsable ass fir esou Verfahren ze féieren, wat den Hâr Klein jo ugeschwat huet. Doduerch kritt ee méi Neutralitéit a méi Objektivitéit. An ech mengen, dës Wee ass dee richteg Wee, well déi Autoritéit, déi nominéiert, nach just formaliséiert. An dat ass och richteg an dat ass doudsicher eng Plus-value am Gesetz.

Et ass och ugeschwat ginn, dass den Delegierte vun der Chancëgläichheet och elo generaliséiert gétt a Gemengen, déi keng Delegatioun hunn. Déi Persoun kritt dann eng Dispens vu véier Stonnen de Mount wa se dat mécht, an déi Persounen am Land sollen och eemol d'Joer vum Minister geruff gi fir dann eng Diskussioun ze féieren.

D'Nominationszäit ass fënnf Joer. Ech mengen, och do hu mer dann eng Strategie, déi gutt ass.

An déiselwecht Strategie, déi och wierklech an déi richteg Richtung geet, ass déi fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn iwwer 65 Joer eraus ze schaffen. Do ka jo elo bis 68 Joer geschaff ginn. Dat kann een an dräi Etappen, dräimol ee Joer, verlängert kréien. De Fonctionnaire fret e wéi héich säin Degré d'occupation si soll, an da kann hie während dräi Joer nach schaffe goen; wat ech och mengen, wat eng gutt Dispositioun wär, déi an déi richteg Richtung geet.

Dat sinn also Elementer an dësem Gesetz, déi am Fong geholl Parallelismus brénge mat de Statsbeamten. An et geet och am Fong geholl drëm fir déi zwee Regimer méi no beieneen ze bréngen.

An och eng aner Dispositioun, déi net ugeschwat ginn ass - vläicht nëmmen indirekt -, ass déi, fir am Fong geholl d'Méiglechkeet ze ginn, fir Leit an der Carrière vum Employé privé an der Carrière S ze engagieren. Déi Méiglechkeet gétt et och elo mat dësem Gesetz. Da géifen déi Leit fir ee Joer engagéiert ginn an da kéinte se eng Nominatioun kréien, déi definitiv ass, ouni an den INAP ze goen. Dat ass jo och en Aspekt, deen den Hâr Klein ugeschwat huet. Déi Dispositioun gétt et jo och beim Stat, esou dass ee wierklech ka resuméieren, dass mer mat dësem Gesetz do och méi Performanz an de Gemengeselector erakréien.

A wann och Dispositiounen do waren, vum Hâr Gira notament, ob de Secrétaire communal an de Receveur communal net d'Méiglechkeet kréien eng Tâche partielle vu 25, 50 oder 75% ze kréien, da muss ech lech awer hei soen, dass dat eng Demande war vun dem

Secteur vun de Gewerkschaften, déi wollten, dass de Secrétaire an de Receveur als Ganzt gesi ginn. Duerfir hu mir eis dann doru ralliéiert. Mir hunn eis och doru ralliéiert, fir den Direkteren oder Directeurs adjoints déi Méiglechkeet net ze ginn, fir eng Tâche partielle ze kréien, well déi grouss Syndikater, déi och Direkteren hunn, brauche jo och Leit, déi à plein temps schaffen.

Iwwerhaupt muss ech soen, dass dësse Projet de loi vläicht dräi Joer gebraucht huet, mä ech awer net onbedéngt d'Gefill hunn, dass hei - wéi den Hâr Gira et gesot huet - d'Regierung hir Hausaufgab net gemaach hätt. Ech hu mol nokucke gelooss wéi d'Démarche war vun deem ganze Gesetz, där Reform vum Statsbeamtstatut, dat den 19. Mee 2003 hei gestëmmt ginn ass.

Am Juli ware mir prett. D'Basisdokument war prett an do ass et an déi sou genannte Commission centrale gaangen. Do ass e Groupe de travail gegrënt ginn. An déi Aarbechte ware féierdeg am Januar 2004. Also ware mer do nees prett, an do huet de Stat 15 nei Règlements grand-ducaux bruecht. A mir hunn dat awer als Ganzt gesinn. Mir hu gesot: Wa mer schon e Gesetz, de Statut transposieren, da muss mer och d'Règlements grand-ducaux mat schaffen. Do ass nees eng Kéier eng nei Diskussioun ugaangen an dat huet dann och Zäit kascht.

An ech wäert och elo an deenen nächsten Deeg zéng Règlements grand-ducaux déposieren. Duerfir soen ech der Chamber Merci, dass se nach virum Summerlach - looss mer soen - dëst Gesetz haut an hei stëmmt; et war keng Demande vum Minister fir dat kuerzfristeg op den Ordre du jour ze huelen. Ech soen der Conférence des Présidents Merci, dass se dat gemaach huet. Esou kënn mer direkt déi Règlements grand-ducaux, déi zéng Stéck, déposieren.

A mir maache jo haut net nëmmen eleng eng Transpositioun vum Statut vun 2003, mä hei sinn och Elementer vum sou genannte Partenaariatgesetz agebaut ginn an dëst Gesetz. Den Accord salarial vum Joer 2005 ass och Partie intégrante vun deem Text, deen haut dann hei an der Plénière diskutéiert gétt. Esou dass ech der Meenung sinn, dass hei eng gutt Aarbecht gelescht ginn ass, an dass mer mat deem Gesetz haut an hei eng gewësse Kohärenz an de Gemengeselector kréien.

Ech sinn d'accord, d'Madame Brousseur huet dat ugeschwat, fir am Hierscht mat der Kommissioun zesummenzekommen a fir nach Diskussiounen ze féieren iwwer Punkten, déi och elo kuerzfristeg an der Kommissioun diskutéiert gi sinn. Mir mussen dat ëmsou méi maachen, well mir jo och nach zwou Direktiven aus dem Statsbeamtesektor ëmsetze mussen.

An do huet de Statsrot jo gefrot, fir dass dat parallel gemaach gétt, dat wat den Hâr Gibéryen ugeschwat huet. Iwwerhaupt hu mer an Diskussiounen mam Hâr Wiseler eis Moyeré ginn, fir méi Parallelismus an déi zwee Beräicher ze kréien. Dat ass net esou einfach. Mä mir hunn eis do d'Wuert an och d'Dispositiounen gi fir kënnen méi parallel a méi séier mateneen ze schaffen. Esou dass ech dervun ausginn, dass mer an Zukunft kënnen méi séier déi Gesetzter nuschéissen, wann eent fir d'Statsbeamte kënn, dass dann de Gemengeselector relativ séier nokënn.

Mme Anne Brousseur (DP). - Keng dräi Joer méi?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.* - Keng dräi Joer méi, Madame Brousseur. Richteg.

Da wollt ech nach e Punkt uschwätzen, deen och gesot ginn

ass, an dat ass dee vun de Gemengesekretären, wat den Hâr Klein ugeschwat huet. Et läit op der Hand - ech hat dat och op hirer Generalversammlung gesot -, wat hire Statut oder hir zukünfteg Aarbechtvisiounen ugeet, dass déi nëmmen kënnen iwwert d'Aarbechte vun de Réformes territoriales ofgewéckelt ginn. Dat dauert och keng Éiwegkeet méi. An ech mengen, och do kéinte mer - wéi géif ech soen - konkret Elementer hunn an deenen nächste Méint a sécherlech nach an dëser Legislatur.

Esou dass ech ofschléissend géif soen: Dëst Gesetz ass also net onbedéngt, esou wéi den Hâr Gira gesot huet, e copy-paste, mä et ass e komplex Gesetz, wat ee Plus bréngt fir all déi Leit, déi concenréiert sinn.

(Interruption)

Et bréngt déi zwee Secteure méi no beieneen. Et bréngt eng gewësse Kohärenz an dat Ganzt eran, esou dass ech frou wär wann d'Chamber dëst Gesetz géif stëmmen.

Ech géif nach vläicht zu engem leschte Punkt kommen, zu deem wat ugeschwat ginn ass iwwert déi Ännerungen am Gemengegesetz, wou jo elo d'Méiglechkeet gi gétt, dass d'Nominatiounen, d'Promotiounen, d'Demissiounen an d'Peines disciplinaires mussen bei Huis clos gemaach ginn. An da spillt den Artikel 32 vum Gemengesetz, dee seet: D'Nominatiounen als solch, déi mussen weider nach mat den Ziedelcher, mat de Bulletiné gemaach ginn. All déi aner Diskussiounen oder Décisiounen iwwer Promotiounen, Demissiounen a Peines disciplinaires brauchen also net bei engem Vote secret gemaach ze ginn.

Wéi et elo mat den Nominatiounen an Zukunft soll weidergoen, dat solle mer an deenen Diskussiounen decidieren, déi mer elo am Hierscht mat der Chamberskommissioun féieren, esou dass ech zefridde si mat deem Esperit, deen hei vun allen Deputéierten un den Dag geluecht ginn ass. Et war eng konstruktiv an eng flott zesummenaarbecht mat lech méiglech an ech wëll lech déi och weiderhi ginn an deenen nächsten Diskussiounen, déi mer dann am Hierscht féieren.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Hâr Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullan, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupter, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sonnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnar, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Alex Bodry), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brousseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zu engem Projet de loi, dee mer haut de Mëtteg sollten um Ordre du jour hunn, mä vu wat mer virdrun décidéiert hunn a vu d'Presenz vun de Ministeren, huele mer dee Projet de loi iwwert de Code du Travail elo un d'Rei. Ech denken, dass mer mat der Diskussioun kënnen virun der Mëttespauz faerdeg ginn. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Spautz.

7. 5346/5420 - Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marc Spautz (CSV), rapporteur. - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës zwee Gesetzestexter, déi mer elo haut ofstëmme, hunn eng ganz besonnesch Bedeutung: Si sollen d'Aarbechtsrecht, dat sech iwwert d'Joren zu engem ëmmer méi onduerchschaubar Gewull vum Gesetz, groussherzogleche Reglementer a ministerielle Arrêten entwéckelt huet, méi zougänglech maachen. D'Inflatioun vun deenen Texter souwéi och déi legislativ Ännerunge maachen, dass dës Gesetzgebung ëmmer méi schwierig ze handhaben ass, besonnesch fir all déi Leit, déi dagdeeglech domat ze dinn hunn: d'Delegiert an de Betriber respektiv all déi Leit, déi an de Ressources humaines schaffen.

Eng adequat Uwendung vum Gesetz verlaangt eng Kohärenz an den Texter, an et ass aus deem Grond, dass eng Presentatioun vun der Gesetzgebung vum Arbeitsrecht an ee Ganz muss organiséiert ginn, déi no engem logesche Fuedem opgebaut ass. D'Gewerkschaften, oder besser gesot d'Sozialpartner am Allgemengen, fuerderen dat scho säit Joren.

D'Kodifikatioun entpopt sech hei als en onentbierlech Instrument, dat dem Bierger zu engem méi einfachen Zougang zu de Rechtsregelen an deem wichtege Beräich verhëllefle wäert. Bei dëser Kodifikatioun handelt et sech ëm eng Zesummstellung vun all deene legale Dispositiounen vum Arbeitsrecht an engem Gesetzbuch. Dëst legislativ Wierk ënnerscheet sech da fundamental vun deene verschiddene Sammlunge vum Arbeitsrecht, déi virun allem aus enger Kompilatioun vu legale Reglementairen Texter bestinn.

Nieft enger vereinfachter Zougänglechkeet bréngt eis dës Kodifikatioun méi juristesche Sécherheet, well dës Dispositiounen besser lesbar wäerte ginn a well de Risiko vun enger falscher Interpretatioun méi kleng wäert ginn. Och de Bierger wäert sech hei besser erëmfinden. Iwwer e Lëtzebuerg huet jiddereen dann Zougang zu deem Code du Travail. Des Weidere kennt och eng Papeierversion, e Classeur, dee regelméisseg Mise-à-jouré wäert kréien, op de Marché, esou dass all Mënsch d'Méiglechkeet huet, sech all Kéiers dorriwwer ze informéieren.

Weider soll dës Kodifikatioun d'Kontradiktiounen an d'Feeler behiewen, wéi och Dispositiounen, déi an der Praxis ni ugewannt respektiv op implizit Aart a Weis duerch nofolgend Texter ofgeschaf goufen, eraushuelen.

Allerdéngs muss ech ënnersträichen, dass dës Kodifikatioun keng Ännerung, ech betounen, keng Ännerung mat sech bréngt, wat de Fong vun der bestehender Gesetzgebung am Beräich vum Arbeitsrecht ubelaangt. Ännerunge vu bestehenden Texter, déi Géigestand vun deeser Kodifikatioun sinn, fanne just da statt, wa se noutwendeg sinn, fir eng redaktionell Kohärenz an déi gesammelt Texter ze bréngen respektiv fir verschiddene Texter méi kloer, verständlech an implizit ze maachen.

Här President, wat dës Gesetzesprojet ubelaangt, erlaabt mer d'Aarbecht vum Statsrot besonnesch ervirzehiewen, well seng Stellungnahmen de Gesetzgeber op eng positiv a konstruktiv Aart a Weis an deem imposante legislative Wierk guidéiert hunn. D'Aarbechtskommissioun huet dem Statsrot sengen lwwerleeungen och zum gréissten Deel Rechnung gedroen, mat just e puer Ausnahmen, op déi ech spéider zrëckkommen.

Esou ënnersträicht de Statsrot a sengem Avis ganz zu Recht, dass, am Géigesaz zum Zil vun den napoleonneschen Coden, et bei dëser Kodifikatioun net ëm eng generell Reform vun deem wichtege Deel vum Droit geet. D'Zil ass eisichter méi bescheiden: D'Kodifikatioun soll sech dorop beschränken, fir déi aktuell Norm ze synthetiséieren a se an engem méi kohärenten Plang ze presentéieren. De Statsrot ass awer der Meenung, dass dës Kodifikatioun et méi einfach an Zukunft wäert maachen, fir déi bestehend Inkohärenz auszemaachen an dës eventuell an enger zweeter Phas opzehiewen.

Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Uwendung vun der Technik ubelaangt, proposéiert de Statsrot den initiale Gesetzesprojet lücht ëmzeänneren. Fir de Statsrot representéiert den Artikel dat fundamentaal Element vun der Struktur vun deem Gesetz a vun engem Code. A senger Glidderung ënnerscheet de Statsrot zwëschen Partien, Bicher, Titelen, Kapiteln, Sektoren an Artikelen. Esou goufen déi sou genannte „Ënnerstitelen“ an „Ënnersektoren“, déi mer am initiale Gesetzesprojet stoen haten, an där neier Version vum Statsrot erausgeholl.

D'Kommissioun deelt hei d'Meenung vun Statsrot, dass dës lescht Ënnerdeelungen net zur Kloerheet vum Text bäigedroen hätten. Dobäi kënnt, dass dës Ënnerdeelungen och am Géigesaz zu engem System vun dezimaler Numerotatioun stinn, wéi se am Text vun den Autoren virgeschloen a vum Statsrot zrëckbehalde ginn ass. Bei sengen Ënnerdeelungen huet sech de Statsrot bei eisem franséischen Noper, e grouse Meeschter am Beräich vun der Kodifikatioun vun etlechen Droitsbranchen, inspiréiert.

Här President, am Statsrot senger Version vum Gesetzestext ass et deels zu enger neier Andeelung vum Code komm. Esou sinn zum Beispill all déi Dispositiounen iwwert d'öffentlech Uerdnung, déi aus communauteschen Direktiven erausstiechen, an dat sou genannt eisicht Buch geholl ginn. Am Statsrot senger Proposition iwwerhëlt dann dat eisicht Buch all d'Dispositiounen iwwert déi individuell a kollektiv Arbeitsrelatiounen.

Esou fanne mer an deem Buch Titelen wéi de Léiervvertrag, de Contrat de travail an de Kollektivbeziungen, d'Zäitarbecht, den Détachement vun den Arbeitskräfte souwéi och d'Studentenarbecht, déi aus dem drëtten respektiv aus dem véierten Buch, wat d'Regierung proposéiert hat, erausgeholl goufen. Datselwecht gëllt fir d'Deelzeitsbeschäftigung, déi dat drëtt Kapitel vum zweeten Titel ausmécht, deen iwwert den Arbeitsvertrag handelt, sou dass och do eng Verschiebung komm ass.

Dat zweet Buch betrëfft d'Reglementierung vun den Arbeitskonditiounen. Hei schléit de Statsrot vir, dat spezifescht Kapitel iwwert d'Aarbechtssdauer vun de Beamten erauszehuelen, well e groussen Deel vun deeser Dispositioun mat deene vun den Arbeitskonditiounen iwwereneestëmmt. Dëst Kapitel wëllt sech also un all Zort vun Travaillere. Am Fall wou nach Ënnerscheeder am Gesetz bestoe bleiwen, gëtt den Uwendungsbereich vun deene spezifeschen Dispositiounen entweder op d'Aarbecht oder op d'Beamte verwisen.

D'Aarbechtskommissioun begreift hei d'Relevanz vun deem Virschlag vu Säite vum Statsrot, déi de Virdeel huet, elo schonn op eng gewëssen Aart a Weis dem ugekënnegten eenheetleche Statut vun den Arbeitskräfte Rechnung ze droen. Esou wäerten déi gesetzlech Ännerungen, déi sech an deem Beräich an Zukunft eventuell ukënnegen, méi einfach ze realiséieren ginn.

Dat drëtt Buch vun där neier Version vum Gesetzesprojet bezitt sech net nëmme op Gesondheet a Sécherheet op der Arbeitsplaz, mä och op hire Schutz, wéi ënner anerem de Schutz vun eise werdenden an nierende Mammen. Weider sinn och hei d'Dispositiounen vum Gesetz vum 20. Mee 1988 iwwert de Schutz vun den Arbeitskräfte, déi chemeschen, physeschen oder biologesche Substanzen ausgesetzt ginn, erausgegraff.

Am véierten Buch geet et dann ëm d'Personalverriedung, wou et jo och wichtig ass, dass elo d'Gesetz vun 1974 an 1979 dran akorporéiert gëtt, a wou jo den Arbeitsministère amgangen ass, en Avant-projet fir den Dialogue social auszeschaffen.

Am fënnefte Buch, wou et ëm d'Beschäftigung an d'Aarbechtslosigkeit geet, sinn d'Dispositiounen iwwert d'Beschäftigung vun de Behënnerte souwéi och deene mat beschränkter Arbeitsfähigkeit iwwerholl ginn.

Am sechsten Buch fanne mer all déi Dispositiounen iwwert d'Organismen erëm, wéi zum Beispill d'Inspection du Travail, d'Administration de l'Emploi, de Fonds pour l'Emploi respektiv den Observatoire des Relations professionnelles et de l'Emploi.

Wat déi stroferechtlech Dispositiounen ubelaangt, vertritt de Statsrot eng aner Siicht wéi d'Regierung, déi all déi Dispositiounen an engem Titel zesummeffasse wëllt. De Statsrot réit vun esou enger Zesummeffaassung of, déi de Lieser ëmmer erëm op aner Plaze verweise géif. De Statsrot réit zudeem, all déi Dispositiounen erauszehuelen, déi sech op d'Stroferecht en général bezéien, well déi schonn am Code pénal respektiv am Code criminel stinn.

Här President, den urspréngleche Projet hat eng relativ breet Opfaassung vum Arbeitscode virgesinn. Hei goufen nämlech all déi Texter mat erageholl, déi direkt oder indirekt d'Aarbechtsbeziunge betreffen. Aus deeser Optik géif de Code op eng integral Aart a Weis verschidde Gesetzestexter iwwerhuelen, déi zu groussen Deeler iwwer ganz aner Sparte vum Droit géifen handeln, wéi zum Beispill de Congé parental, den RMG fir déi behënnert Leit, d'Gesetzgebung iwwert d'Ofgaben an d'Saisien oder och déi speziell Congéien.

Mir hunn an der Kommissioun dës Siicht vum Statsrot gedeelt an d'Meenung vertraut, dass een Abstraktioun vun all deenen Dispositiounen maache sollt, déi direkt näischt mam Arbeitsrecht ze dinn hunn. Esou sinn nëmme déi

jeineg an de Code erageholl ginn, déi sech konkret op dës Sparte vum Droit bezéien.

De Statsrot proposéiert am Artikel 4 vum Gesetzesprojet eng Dispositioun mat eranzebréngen, déi virgesäit am Fall vun enger Gesetzesännerung all zesummenhängend Dispositiounen am Code de plein droit mat ëmzeänneren. D'Kommissioun begreift dës Virschlag ganz besonnesch, well dës Restrukturatioun vum Arbeitsrecht de grouse Virdeel huet, dass an Zukunft all Ännerunge vun enger Dispositioun am Arbeitsrecht eng bannend Ännerung am Arbeitscode mat sech bréngt. An der Vergaangenheet ass et des Öftere virkamm, dass verschiddene implizit Ermänerunge vum Arbeitsrecht net richtig erkannt goufen, well hei nei Gesetzter agefouert goufen, déi d'Aarbechtsrecht eigentlech nëmme indirekt betraff hunn.

Esou wëllt ech hei, och am Numm vun der Arbeitskommissioun, den Opruff un de President an un d'Conférence des Présidents maachen, fir dass si eiser Kommissioun an Zukunft e Rapport oder zumindest pour avis alles dat ginn, wou de Projet vum Code du Travail mat implizéiert ass an enger Ännerung, wéi zum Beispill an der Familljepolitik oder an der sozialer Sécherheet.

Kolleeginnen a Kolleegen, de Statsrot ënnersträicht a sengem Avis, dass d'Uwendung vun enger Partie Dispositiounen am Arbeitsrecht zäitlech begrenzt ass. Dobäi kënnt, dass oft déi Fristen, déi an deene Gesetzter virgesi goufen, duerch d'Budgetgesetz verlängert gi sinn; fir nëmme dat Beispill ze nennen. Am Statsrot sengen Ae stellt dëst eng gewëssen Unsécherheet duer, well ee sech hei muss op dat eent oder dat anert Budgetgesetz bezéien fir d'Uwendbarkeet vun deene betreffenden Dispositiounen ze kennen.

Aus deem Grond plädéiert de Statsrot dofir all déi betreffend Dispositiounen am Code op d'Lee ze huelen, awer gläichzäiteg hir Zäitlimite ze sträichen. Der Kommissioun no betrëfft dës Virschlag vum Statsrot de Fong vun deene betraffene Moossnamen a politesche Vertrag, woubäi dës ganz oft ënner schwierigen Umständen négociéiert goufen, a wou d'Zäitlimite eng Haaptroll gespilt huet. Hei si besonnesch verschidde Moossnamen aus der PAN-Législatioun ervirzehiewen.

D'Zäitlimité sinn an deem Fall Bestanddeel vun deem ausgehandeltem Tripartite-Accord. Ganz oft konnten an der Vergaangenheet ganz wichteg Neierungen a Fortschritte am Beräich vun der sozialer Gesetzgebung erreicht ginn, well déi deemspriechend Dispositiounen an enger eisichter Phas zäitlech begrenzt goug.

D'Propositiounen, déi de Statsrot an deem Kontext mécht, hunn an den Ae vun der Arbeitskommissioun awer do eng ganz Rei vu Répercussiounen, déi just dat an der Kodifikatioun ervirsträichen. Hei duerch gëtt et nämlech vläicht méi schwéier an Zukunft nei Léisungen ze fannen, déi d'Sozialpartner mat der Regierung aushandelen. Mir géife proposéieren op en anere Faktor zrëckzekommen.

Nodeem mir als Kommissioun all déi Saache begutachtet hunn, hu mer proposéiert, dass mer och an Zukunft sollen Zäitlimitatiounen eraushuelen an e festen Datum an déi Gesetzter aschreiwen, well een et doduerch dem Utilisateur vum Code méi einfach mécht direkt ze wësse wéini dat Gesetz ophält, amplaz dass do steet: Dat ass eng Durée pour trois ans, an da muss hie fir d'eisicht nosiche goe wéini dat Gesetz dann och a Kraaft getrueden ass.

Ech wëll awer och drop agoen, wat dës Kéier am Code d'Datumlimitatiounen ubelaangt: Esou ass et just eng Dispositioun, déi do zielt,

an dat ass konkret den Artikel L. 311-11 vum Regierungstext. Do geet et nämlech iwwert d'PAN-3-Gesetz iwwert d'Referenzperiod an den Organisationsplang vun der Arbeitsrecht, dat op den 31. Juli 2007 limitéiert ass.

Virun deem Datum soll och eng Bewäertung vun de Konsequenzen vun deenen Dispositiounen op de Lëtzebuergere Arbeitsrecht gemaach ginn. Dëst gëtt an deem neie Projet dann elo virgesinn als den L. 211-11, als ganz Unitéit, wou dann och deen Datum wäert mat drastoen.

Här President, ech wëllt nach bemerken, dass de Statsrot eng Partie Dispositiounen am Gesetzesprojet richteggestallt huet fir de constitutionnelle Imperative Rechnung ze droen. De Statsrot huet zudeem och eng Opposition formelle ugedroht, am Fall wou d'Chamber hiren Ännerunge keng Rechnung géif droen. Zum Beispill fanne mir hei am Text op verschiddene Plazen - an dëst am Géigesaz zu deene constitutionnelle Dispositiounen - ministerielle Reglementer, fir nëmme déi als Beispill ze ginn, déi och haut net méi déi Valeur hu wéi virdrun. De Statsrot huet déi duerch groussherzogleche Reglementer ersat. D'Kommissioun gëtt hiren Accord zu deenen Ännerungen.

Am Text vum Statsrot gëtt och proposéiert den Amendementer vun der Regierung Rechnung ze droen, wou drasteet, dass all déi Gesetzter, déi mer virun e puer Woche respektiv gëschter gestëmmt hunn, och elo nach sollen nodréiglech iwwer e Règlement grand-ducal an de Code agebaut ginn. An datselwecht géllt och do - ginn ech emol dervun aus - fir dat Gesetz, wat mer de Mëtteg nach wäerte stëmme, wat och seng Implikatiounen op de Code du Travail huet. Do fällt och nach des Weideren d'ATT-Gesetz drënner, wat mer virun dräi Wochen gestëmmt hunn, well dat muss och iwwert de Règlement grand-ducal an de Code du Travail inkorporéiert ginn.

De Code u sech trëtt den 1. September 2006 a Kraaft, well mer dann och de Leit d'Méiglechkeet gi sech domat ausenaner ze setzen ier en da voll do ass.

E grouse Merci wëll ech deenen zoustännege Beamten am Arbeitsministère soen an dem Sekretär vun der parlamentarescher Kommissioun fir déi Sisyphusarbecht, déi si hate fir dës Code an d'Realitéit ëmzesetzen. E grouse Merci och un all d'Kolleegen an der Arbeitskommissioun fir déi flott Zesummenaarbecht.

Vill Leit stelle sech elo d'Fro firwat elo nach e Code du Travail gestëmmt gëtt an net gewart gëtt bis de Statut unique do ass. Nieft dem Statut unique kënnt jo och nach d'ITM-Reform, déi jo schonn zwee respektiv dräi Jore ënnerwee ass, an déi Tripartite-Moossnamen, déi de Minister gëschter zum Schluss vun eiser Sitzung nach ugekënnegt huet an Enn dës Joers ëmgesat solle ginn; datselwecht géllt fir verschiddene EU-Direktiven.

Mä mer sinn awer der Meenung, dass et elo doréms geet fir keng Zäit ze verléieren, an dass et wichtege ass elo dee Code op de Maart ze bréngen, well och an deenen anere Coden, ob dat de Code civil, de Code pénal oder de Code de la Route ass, och do komme kontinuierlech Ännerungen. Well e richtige Moment gëtt et net fir ze soen: Elo kënnen mer et maachen, well elo hu mer ee Joer Rou bis et erëm zu Ännerung kënnt. An dofir si mir der Meenung, dass de Code du Travail, wéi en elo ass, gutt ass, an dass en zum jétzege Zäitpunkt nach Réalitéit gi soll.

Wichtig ass elo och, dass all déi Institutiounen wéi d'Gewerbeinspektioun, d'École supérieure du Travail sech awer och schonn direkt mat deem Code ausenaner setzen, fir dass si sech ab dem 1. September och mat deem neie Code familiari-

séiert hunn, an dass et net zu kontradiktoreschen Aussoe kënn.

Weider ass et wichteg, an de Minister huet eis versprochen, dass dat bis den Hierscht do wier, dass och elo e Code réglementaire kënnt, wou all déi Reglementer, déi nach mussen a vigueur sinn, no d'ärselwechter Numérotatioun, just mat engem „R“ amplaz engem „L“ virun, an d'Réalitéit ëmgesat ginn, fir dass si et méi einfach hu fir domat ze schaffen.

Kolleeginnen a Kollegeen, ech sinn dovunner iwuerzeegt, dass d'Chamber a grousser Zuel d'ësem wichtegen neie Code du Travail wäert d'Zoustëmmung ginn.

Ech soen lech Merci fir Är Opmerksamkeet.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Marcel Glesener ageschriwwen. Här Glesener!

Discussion générale

M. Marcel Glesener (CSV). - Merci, Här President, fir d'Wuert. Kolleeginnen a Kollegeen, de Marc Spautz huet der Chamber elo hei e méndleche Rapport gemaach, deen de schréffleche Rapport ergänzt. Hien huet dat op eng brillant Aart a Weis gemaach, sou dass hie praktesch alles gesot huet, sou dass et mir am Numm vun eiser Fraktioun schwéier wäert falen nach eppes wesentlech Neies hei ze soen.

Ech wëll awer dräi Remarquë maachen zu deem Projet. Et ass richtig, dass eng Kodifizierung vum Arbeitsrecht ëmmer méi noutwendeg ginn ass a praktesch onverzichtbar ginn ass. De Marc Spautz huet drop higewisen zu Recht, dass während deene leschte 35 Joer eist Arbeitsrecht onwahrscheinlech evoluéiert huet. D'Gesetzer hunn al Gesetzer ofgeännert, ergänzt, a Fro gestallt, iwwerschafft, esou dass et praktesch net méi méiglech war den Iwwerbléck ze behalen, wat dann elo an deenen eenzelne Gesetzer iwwert d'Arbeitsrecht wierklech aktuell wär oder net. Et huet ee missen an enger ganzer Rei vu Gesetzer nokucke fir déi Uwendungen dann ermëzefannen.

Hei e Beispill: Géschter hu mer am Numm vun de Sociétés européennes am Matbestimmungsgesetz wesentlech Punkten ofgeännert an ergänzt. Wann een elo dat aalt Matbestimmungsgesetz kuckt, da fënnt een dat mat Sécherheet net erm, well et net dran ass. Esou dass et noutwendeg ass, dass awer jiddereen en connaissance de cause kann Décisiounen huelen, dass et noutwendeg ass, dass effektiv dat Arbeitsrecht ee fir alle Mol elo kodifizéiert gëtt an och deementspreechend, esou wéi de Rapporteur elo gesot huet, ergänzt gëtt an ajoutéiert gëtt, dass ee permanent den Iwwerbléck huet iwwert déi lescht Bestëmmungen.

Dofir war et richtig, dass den Arbeitsminister no laangen Diskussionsion gekuckt huet - an déi Diskussionsion si scho virun 1999 ugaangen, wéi den Här Biltgen nach net Arbeitsminister war - fir onbedéngt dorop hinzewirken, dass mer ee fir alle Mol dat Arbeitsrecht géife kodifizéieren. An no laangen Diskussionsion huet de Minister dann och deklaréiert, dass et ee vu sengen Haaptobjektive wier dat besteend Arbeitsrecht ze kodifizéieren. Dat huet dräi Joer laang gedauert an dat war wierklech eng Benediktinaararbeit, déi do gemaach ginn ass fir sech do an déi Gesetzer eranzuschaffen, fir ze kucke wéi dat ausgesi soll. An et war en Team vun enger Rei Juristen a Beroder, déi dann endgültig déi nei Fassug vun där kodifizéierter Form vum Arbeitsrecht hei presentéiert hunn.

An ech géif am Numm vun eiser Fraktioun an och als President vun

eiser Kommissioun deene Leit mam Minister Merci soen, déi déi Arbeit do gemaach hunn, déi wierklech beispillhaft war a mat Sécherheet e ganz schwiergegt Unterfang war.

Ech wëll dann zweetens soen, dass d'Resultat dann ugekënnegt ginn ass vum Minister, hie géif dann dee Projet nach virun de Wahle vun 2004 déposéieren. Dat war knapps ugekënnegt. Dunn ass hien - dat wëll ech nach eng Kéier bemierken - öffentlech ganz vehement kritiséiert ginn. Et ass gesot ginn, dass de Minister eng Geleeenheet géif verpassen, fir wichteg Reformen an d'Arbeitsrecht mat anzubannen an esou dat op d'laang Bänk ze schécken an ze schieben.

Bon, dat war jo net den Zweck an net d'Ursach hie déi Kodifizierung, fir elo nach wesentlech Reformen ze maachen, mä et ass jo drëm gaangen, fir effektiv déi besteend Gesetzgebung an eng Form ze bréngen, dass se iwwersichtlech wär, sou dass all déi Kritiken, déi deemools un den Arbeitsminister geriicht gi sinn, virun allem och vu Gewerkschaftsleit vun enger bestëmmter Gewerkschaft, mat Sécherheet net ubrecht waren.

Gutt, de Minister huet sech awer net découragéiere gelooss an hien huet de Projet op den Instanzewee ginn. A mir hunn dann, och mat Hëllef vum Statsrot, deen eng wesentlech Arbeit geleescht huet, et fäerdeg bruecht, nach rechtzäitig virun dëser Summerpauze, dee Projet net nëmmen op den Instanzewee, mä och hei zu engem Ofschloss ze bréngen. Ech géif also nach eng Kéier op d'Wichtigkeet vun deem Projet hiweisen an ee Merci soen un de Rapporteur an och un all déi Leit, déi matgeholl hunn, dee Projet hei ze realiséieren.

Dann ee lescht Wuert nach, well de Rapporteur vun der Ëmsetzung vun Direktive geschwat huet, wëll ech och op eppes hiweisen, wat mer schwéier um Mo a schwéier um Häerz läit, dass ass d'Ratiofiatioun vun der Sozialcharta vum Europarat.

Mir hunn 30 Joer laang gebraucht - dat ass scho bal e Skandal -, bis 1992, fir déi Sozialcharta hei am Parlament ze ratifizéieren. Mir ginn dobausse gären esou e gutt Beispill vu mustergültegen Europäer, mir ginn och ville Länner a ville State Lektionen, wéi se sech solle wierklech verhalten an Europa, an et huet awer 30 Joer laang gedauert, bis Lëtzebuerg et fäerdeg bruecht huet, praktesch als leschte Memberstat vu 44 Länner, déi Sozialcharta vum Parlament ratifizéieren ze loosse.

Mir hu virun zwee Méint dat zéngjähere Bestehende gefeiert vun der rektifizierter Sozialcharta. Ech mengen, et ass namabel, dass mer et bis haut nach net fäerdeg bruecht hunn, dee Projet op den Instanzewee ze ginn. Et ass net d'Schuld vum Arbeitsminister, mä et ass eng kollektiv Vernoléisigung vun den Obligatiounen vun eiser gesamter Regierung.

An ech géif effektiv hei en dréngende Wonsch ausdrécken an dat ënnerstëtzen, wat de Chamberspräsident virun zwou Wochen nach an engem Bréif un de Statsminister geriicht huet, fir dach endlech virun ze maachen an hei dee Projet vun der Ratifikatioun, vun der revidierter Sozialcharta op den Instanzewee ze ginn, fir dass Lëtzebuerg net zu deene leschte fënnef State vu 46 gehéiert, déi et nach net fäerdeg bruecht hunn, fir déi Sozialcharta ze ratifizéieren.

Dat gesot, nach eng Kéier, Här Minister, Kolleeginnen a Kollegeen, ginn ech selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu deem Projet, deen de Marc Spautz hei presentéiert huet.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Glesener. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Calmes.

M. Emile Calmes (DP). - Här President, erlaabt mer am Numm vun eiser Fraktioun dem Rapporteur fir säi schréfflechen a méndleche Rapport hei ze félicitéieren. Deem ass näischt méi bäizefügen an ech géif och am Numm vun eiser Fraktioun den Accord bréngen.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Castegnaro. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

M. John Castegnaro (LSAP). - Här President, Kolleeginnen a Kollegeen, Merci och dem Rapporteur fir de schréfflechen a méndleche Bericht. Besonnesch an deem méndlechen huet hien et fäerdeg bruecht déi néideg Präzisiounen an Detailer ze liwweren, wat den Inhalt an den Opbau vum Code du Travail ubelaangt. Et ass domat och d'aitlech ginn, dass mat deem Vote iwwert déi Projeten haut e Regelwierk geschaf gëtt, wat alle Leit zegutt kënn, déi an iergendenger Form mam Arbeitsrecht konfrontéiert sinn.

Hei ass wierklech gutt Arbeit geleescht gi vun all deenen, déi un der Kodifizierung bedeelegt waren. An dobäi sinn deiselwecht Leit schon zënter enger gudder Zäit amgaangen - dat ass hei ervirgestrach ginn - d'Kodifizierung vun de Reglementer och virzebereden oder souguer geschwënn ofzeschléissen.

Ech wëll deenen anonyme Mataarbeiter um Code - well där goufen et jo och e ganze Koup - Merci soen, geneesou deenen aus dem Ministère du Travail, mä besonnesch dem Statsrot, dee jo oft hei kritiséiert gëtt, deen an deem präzise Fall hei Feinaarbeits geleescht huet an domat d'Liesbarkeet an d'Transparenz wesentlech verbessert huet.

Wann och mat Recht behaupt gëtt, dass et sech beim Code du Travail weiniger ëm e politescht, awer dofir méi ëm e technesch Wierk handelt, da stëmmt dat nëmme bedéngt.

Et stëmmt, dass mam Code keng politesch Verännerungen am Sënn vun Ofbau oder Verbesserungen an och keng negativ Flexibiliséierung virgeholl ginn.

Et stëmmt awer och, dass et eng politesche Décisioun huet misse sinn, also och politesche Wëllen noutwendeg war, fir endlech e Code du Travail hei virun dat héicht Haus ze bréngen, a Form vun deene Projeten, déi mer elo kennen.

Erlaabt mer eng perséinlech Bemierkung zu deem Ganzen, an dat net ouni Emotioun, well ech fir mech selwer fannen, dass d'Verabschiedung vun deem Gesetz - fir mech jiddelfalls - en historichesche Moment bedeit.

Firwat? Ma well ech zënter menger zäertlechster Jugendzeit - an ech schwätzen do vun där Zäit vun 1961 un - als jonke Gewerkschaftsmilitant a jonke Gewerkschaftsfunktionär ugefaangen hunn, praktesch an alle Rieden, d'Kodifizierung vum Arbeitsrecht ze fuerderen, geneesou wéi meng Gewerkschaft an aner Gewerkschaften dat gemaach hunn.

Firwat? Ma well mir fonnt hunn, dass d'Biurger e Recht hunn déi Gesetzer, déi si betreffen, op eng Aart a Weis presentéiert ze kréien, déi et hinne méiglech mécht se ze iwwersinn an ze verstoen, d'Zesammenhang ze gesinn, fir dass se hir Rechter - an d'Gesetzer gi jo gemaach, fir dass se Rechter kréien - an natierlech och hir Flichten op eng llicht verständlech an erkennbar Aart a Weis zougedroe kréien.

Dëse Code du Travail - an duerno ergänzt iwwert de Code vun de Reglementer - muss natierlech permanent ugepasst ginn un all nei gesetzlech a reglementaresch Bestëmmungen - dat ass och scho gesot ginn. Alles, wat also mat Arbeitsrecht ze dinn huet, muss sech dann do ermëffnen. An d'O.P.A.-Gesetzgebung an deene Punkten, déi ech géischer genannt hunn, zielt geneesou dozou, wéi d'Sociétés européennes oder den Index an anerer och.

An dat ënnersträicht, dass de Code, wéi all Code, eppes ganz Lieweges ass, wat also net eng Kéier votéiert gëtt an da starr während Jore oder Jorzéngte bleibt, mä lieweg ass an deem Sënn, dass Changeementer, déi antrieden - an de Rapporteur huet dat éineschters ëmschriwwen -, sech musse méiglechst schnell an deem Code ermëffnen, fir dass en „up to date“ ass, dass en also deenen Erausforderungen an Erwaardunge gerecht gëtt, déi dann elo un e gestallt ginn.

An et geet awer elo och drëm - an ech riichte mech do ganz besonnesch un den Arbeitsminister -, dass dee Code du Travail besonnesch de Salariaen zougénglech gemaach gëtt. Déi Professionell op Patronssäit oder d'Affekoten an anerer hu kee Problem, fir sech esou e Wierk unzeschaffen an ze wëssen, wou se et fannen. Mä Wonsch wär deen, dass den Arbeitsminister sech Gedanke mécht, wéi mer et fäerdeg bréngen, dass d'Mass vun de Leit, also d'Salariaen, déi an alleréischer Linn vum Code betraff sinn, deen Zougang erliichtert kréien.

An dobäi soll ee sech net op eLuxembourg oder eLëtzebuerg beschränken. De Statsrot huet zwar iergendwou gesot, dass den Internet déi beschte Plaz wär, wou een den Abléck kënn kréien, mä dat géif awer bedeuten, dass mer, trotz alle Fortschritte, déi mer bei eLëtzebuerg gemaach hunn, ëmmer nach e Koup vu Leit vum Zougang géifen ausschléissen.

An dofir sollt een e Wee sichen, wéi een et am beschte ka maachen; an dat zesumme mat de Gewerkschaften, mat de Berufschamberen, déi och do eng Responsabilitéit hu fir iwwer eventuell Begleitmateriale, ob dat elo Handbicher, Vademecumen oder wat och ëmmer nach ass, déi Lektür ze vereinfachen, ze erklären, zesammenzufassen, fir dass effektiv jiddereen déi Méiglechkeete kritt, déi mer am Code du Travail, als e wesentlech Handwierksgeschir fir d'Salariaen a fir all déi aner, gesinn an och gären hätten, dass et esou fonctionnéiert.

Erlaabt mer aus menger Siicht, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer fundamental Iwwerleeungen a Bemierkungen.

De Code du Travail - fir mech jiddelfalls - kritt dann den definitive Glanz an och eng Vereinfachung, wa mer et fäerdeg bréngen, méiglechst schnell déi onberechtigt statutaresch Differenzen zwëschent Arbechter a Beamten aus dem Wee geschaf ze kréien, an dat mat der Schafung vum Statut unique, wat jo eng vun de wesentleche Strukturereformen ass, déi an der Tripartite zréckbehalte gi sinn, a wou och just an dese Stonnen d'Verhandlungen op Héichtouren tëschent Gewerkschaften, Patronat an den zoustännege Ministère lafen, fir hoffentlech zu engem positiven Ofschloss ze kommen.

De Statut unique duerch eng Gläichstellung op héijem Niveau, net duerch en Nivellement vers le bas: En d'äerf also net eng Geld- an eng Käschtefiro sinn, also net dorop redüziéiert ginn, mä e bedeit am Endeffekt d'Unerkennung vun all deenen, déi schaffen, a vun all deenen, ouni Ausnahm, ob et Arbechter oder Beamte sinn, dass se deem Asaz, dee vun hinne verlaangt gëtt fir méi Produktivitéit, och kënnen duerch e gudd Statut gerecht ginn. Et muss ee jo och ën-

nersträichen, dass op där anerer Säit Arbechter oder Beamten ouni Differenz Affer vu Failliten, Betriebschléissungen oder Ofbau ginn.

De Statut unique ass also eng Viraussetzung an e Bäitrag fir deene groussen Erausforderunge gerecht ze ginn, och der sou genannter Lissabon-Strategie.

De Statut unique wär fir mech - an duerfir hunn ech dat hei einfach wëlle soen - d'Kiischt um Kuch, wann een de Code du Travail esou definéiert, wéi mir dat och an der Kommissioun gesinn hunn, an et wier, wann ee seet, d'Kiischt um Kuch, op där anerer Säit dat wat ech virdu den definitive Glanz vum Code du Travail genannt hunn, an ech wënsche mer, dass mer do zu engem positiven Enn kommen.

Ofschléissend: Natierlech stëmmt d'LSAP-Fraktioun dës Gesetzer. Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Castegnaro. Lescht Riednerin, déi ageschriwwen ass, ass d'Madame Loschetter vun deene Gréngen.

Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG). - Ech mengen, den Här Jaerling ass och ageschriwwen.

M. le Président. - An den Här Jaerling och.

Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deese Projet de loi ass d'Endresultat vun enger enormer Arbeit - et ass scho gesot ginn -, eng Arbeit, déi all bestehend an och zukünfteg Gesetzer, déi sech mat Arbeitsrecht beschäftegen, soll regroupéieren, kodifizéieren, an d'ës no engem ganz kloer System. Mä ech denken, dass deen Effort, dee geleescht ginn ass, gradesou grouss ass wéi deen, deen nach weider an Zukunft wäert ze leeschte sinn - et ass och schon haut hei gesot ginn -, wat d'Kodifizierung ubelaangt vun deenen nächsten, dat heescht vun deenen zukünfteg Projeten.

Dozou wëll ech ganz kuerz an enger Minutt just dräi Remarquë maachen a mech och op dës dräi Remarquë beschränken.

An Zukunft heescht dat, dass bei all zukünftegem Projet de loi, wou an iergendenger Form d'Arbeitsrecht mat implizéiert ass, sief et an engem bestehende Gesetz wat ofgeännert gëtt oder sief et an engem neie Gesetz, d'Arbeitskommissioun sech mat deem System vu Kodifizierung muss befaassen. Iwwert de Wee vun der Arbeitskommissioun gëtt dann och herno d'Kodifizierung à jour gehalen.

D'ës verlaangt dann och eng enk, oder vläicht méi eng enk Kollaboratioun tëschent de verschiddene Ressorten. Or, mir hunn et elo schon e puermol erlieft a verschiddenen Arbeitsgesetzer, dass et munchmol u Koordinatioun gefeelt huet respektiv d'Arbeitskommissioun net fir hiren Avis gefrot ginn ass oder heiansdo im Nachhinein gewuer ginn ass, dass eppes geschaff ginn ass, wou mir an der Arbeitskommissioun net emol doriwwer informéiert gi waren.

Wéi zum Beispill, ech nenne just e puer Ressorten, mat deene mer, mengen ech, an Zukunft am meeschten zesumme schaffen mussen an deem Kontext vun der Kodifizierung: Dat ass d'Ökonomie, d'Formation professionnelle, awer och d'Sécurité sociale oder d'Santé.

Zweet Remarque: Dës Kodifizierung mécht nëmme Sënn, wa se och direkt accessible ass fir all Salariae - an enger aktualiséierter Form - oder all Concernéierte vun deem Arbeitsgesetz. Dat ass net onwesentlech, well de Code du Travail ass ebe par definition eppes wat permanent changéiert a wat och permanent adaptéiert gi muss.

Wichtig ass - an do riichten es mech och un den Aarbechtsminister -, elo eng Informatiounscampagne ze lancéieren, fir datt all Concernéierten oder potenziell Concernéierte Beschuede weess iwwert déi verschidde Méiglechkeeten, déi an Zukunft existéiere wäerten, wou ee sech dann och ka klug maachen iwwert de Stand vum Aarbechtsrecht, sief et iwwer Internet, Legilux oder och nach aner Méiglechkeeten.

Drétt a lescht Remarque: Wichtig ass et elo, fir wierklech jiddferengem et méi einfach ze maachen, datt datselwecht an esou séier wéi méiglech och mat deene Reglementer geschitt, an dat virun allem um Niveau vun de Reglementer wou een dach awer nach séier wéineng den Duerchbléck esou einfach huet.

Voilà, d'ës gesot, Här President - ech hat gesot ech géing dat an enger Minutt maachen -, wéll ech den Accord vu menger Fraktioun ginn an dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo den Aarbechtsminister, den Här François Biltgen. Oh, pardon, den Här Jaerling!

M. Aly Jaerling (*Indépendant*). - Ech hat gemengt, Dir hätt dat ebe gesot.

M. le Président. - Här Jaerling, ech hat lech net gesinn, well Der an Diskussioun waart.

(Interruption et hilarité)

M. Aly Jaerling (*Indépendant*). - Här Minister, ech sinn haut fei mat lech, de Mueren nach, de Mëtten net méi.

Bon, Här President, Merci dem Här Rapporteur fir säin explizite Rapport. Mä ech wéll awer och net vergiessen, dem Här Ali Kaes Merci ze soe fir säi Rapport vu gëschter. Ech hat dat gëschter vergiessen, an ech wéll déi Geleeënheet hei awer net verfeelen, fir dat haut awer nozehuelen - soss mécht hie mer erëm en Ouer doënne an der Buvette.

(Hilarité)

D'ës ass e Gesetz, wat technesch ass a wat nëmmen zum But huet, eng Panoplie vu Gesetzter vum Aarbechtsrecht an engem Code ze vereenegen. Esou kënn een dat am Fong mat einfache Wierder soen.

Mä et ass net esou einfach, et stécht wahnsinneg vill Aarbecht derhannert, an duerfir ass et och wichtig, dass all déi Leit, déi do runner geschafft hunn, besonnesch och d'Beamten, emol Merci gesot kréie fir déi Aarbecht, well dat war net esou evident.

D'ës Code mécht souwuel de Salarié wéi och de Betriber et méi einfach fir sech an där grousser Welt vum Aarbechtsrecht erëmzefannen an och fir d'Aarbechtsrecht ze interpretéieren. Ech wéll awer hei drop pochen - an ech hunn dat och schon an der Kommissioun gesot -, dass et muss selbstverständlech sinn, dass, wann d'ës Code du Travail fäerdeg ass, en all Salarié an all Betrib gratis muss zougängelech gemaach ginn, well dann eréischt ass et och e Recht, wann all Salarié an all Betrib e ka kréien.

An ech wéll d'ës Geleeënheet och net verfeelen, Här Minister, fir nach eemol un eng Fuerderung vu mir ze erënneren, fir och eng zentral Stell ze kreéieren, wou d'Salariéen Zougang zu alle Kollektivvertrag kréien, dat souwuel fir déi betrieblech, déi sektoriell wéi och besonnesch déi allgemeng verbindlech, well vill Salariéen einfach keng Méiglechkeet hunn, fir un hire Kollektivvertrag ze kommen.

Am Gesetz vum 24. Mee 1989 steet wuel dran, dass all Salarié

misst deen Dag, spéitstens deen Dag wou hien an e Betrib antrëtt, e Contrat de travail kréien, mä et steet net dran, dass dat och fir d'Kollektivvertrag gültig ass. Dat heescht, hie kritt wuel e Contrat de travail, mä hie kritt wuel Patron net automatesch e Kollektivvertrag ausgehändegt. Ech mengen, dat misst och onbedéngt e Recht fir de Salarié ginn, sief et, dass entweder d'Aarbechtsgesetz esou ausgeleucht gëtt, dass hien d'office ee muss vum Patron kréien, oder sief et, dass dofir gesuergt gëtt, dass all Salarié awer e Recht kritt, dass hien iergendeng Plaz huet, wou hie kann un de Kollektivvertrag kommen, deen hie betrëfft.

Dat misst e Recht sinn, an duerfir wéll ech nach eng Kéier dorunner appelléieren, an och dass mer eng Kéier misste kucken, fir do eng Méiglechkeet ze schafen, dass dat och fir all Salarié e Recht gëtt, dass niewent dem Code du Travail och all Salarié kann e Recht op säi Kollektivvertrag hunn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Jaerling. Elo huet den zoustännege Minister, den Här François Biltgen, d'Wuert.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Merci, Här President. Sot mer direkt wéi vill Minutten ech hunn.

(Hilarité)

M. le Président. - D'Regierung huet zéng Minutten.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Da wäert ech mech drun halen, Här President.

M. le Président. - Dat wier ganz léif.

Une voix. - Juppil!

M. le Président. - D'Chamber ass lech dankbar.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll awer och mam Merci un de Rapporteur, de Marc Spautz, ufänken, deen et hei wierklech a kuerzen an a verständleche Wierder fäerdeg bruecht huet, de Prinzip vum Code ze erklären. Well dat kléngt ganz einfach, mä et ass, wéi et schon e puermol gesot gouf, net ëmmer einfach fir jiddferengem dat ze erklären. Mir wäerten och doudscheer eng Informatiounscampagne esou oder esou maachen, fir de Leit eben ze erklären, wéi dat an Zukunft fonctionnéiert. An da ginn ech jo dovunner aus, dass deen een oder deen anere vun lech, ugefaange mat Ärem Rapporteur, dem Marc Spautz, och do matmaache wäert, fir dat heiten ënner d'Leit ze bréngen.

Ech muss éierlech soen, dass a mengem politesche Liewen deen heitegen Dag mat ee vun deene schéinsten ass, well dat heiten eppes ass, wat ech mer direkt 1999 virgeholl hat, wéi ech Aarbechtsminister gouf, ze maachen, an elo hu mer et duergesat. D'lescht oder d'virescht Woch stoung am „Lëtzebuerger Land“ en Artikel: „Codex aureus imagunculae“. Dat heescht: De goldene Code vum klänge Bildchen. Ech muss soen, ech hunn dat als éierevoll emfonnt, well dat heite wierklech eppes ass, wat mer ganz vill Freed mécht, dass mer dat maachen.

An et ass eng laangjäreg Fuerderung gewiescht. Ech mengen, de John Castegnaro huet vu senger Erfahrung geschwat - hien ass jo laang derbäi - fir dat ze fuerderen. De Marc Spautz huet hei déi grouss Eier eigentlech och eppes mat kennen ze realiséieren wat säi Papp, eisen Éierchamberspresident, och ëmmer an d'ärselwechter Zäit gefuerdert huet. Dat heescht, et ass ëmmer erëm gefuerdert ginn an et huet laang gedauert, bis dass

mer et elo endlech hunn. An et war och net einfach dat ze maachen.

Ech wéll dofir - et ass schon e puermol anonym gesot ginn - déi Leit och hei ernimmen, deenen ech vill ze verdanken hunn, dass mer dat esou hei elo do stoen hunn. Dat waren déi dräi Consultanten, déi ech consultéiert hu fir Iddien ze kréie wéi mer sollen un déi Saach eruegen: Dat war de Romain Schintgen, eise Riichter op der Cour de Justice, ale Mataarbechter vum Haus, dat war de Marc Feyerisen, dee jo vill an deem Domän aktiv war an deen éischt Virstellungen heizou schon hat, déi ech fonnt hat am Haus, op deene mer da weidergeschafft hunn, an dat war de Rémy Schwartz aus dem französische Conseil d'État, deen dee Spezialist a Frankräich ass vun der Kodifikatioun. Mir hunn eis also hei ganz französisch inspiréiere gelooss. Duerno hu mer déi Iddien ëmgesat.

An och do wéll ech Leit Merci soen: dem Maître Guy Castegnaro, deen hei praktesch all déi Klengarbecht gemaach huet mat senge Leit, awer och de Leit bei mir am Ministère: virun allem dem Nadine Welter a sengem Mataarbechter, dem Gary Tunsch. Merci dem Statsrot, well hien huet eis wesentlech no vir bruecht. Merci awer dann nach eng Kéier och der Chamberskommissioun, hirem Sekretär, dem Martin Bisenius, hirem Rapporteur an, ech mengen, wierklech all deenen Deputéierten, déi hei geschwat hunn, well dat war alles gutt, wat se gesot hunn, an, ech mengen, mat enger ganzer Partie Suggestiounen. Et war keng schlecht Suggestioun dobäi; ech wäert se all mat ophuelen.

A kuerze Wierder. Wat ass d'ës Code? D'ës Code ass e Code-loi, also e Gesetz, a kee Code-compilation. Dat war deen éische Problem, deen ech ëmmer erëm hat, de Leit ze erklären, déi sot: Mä et gëtt jo Coden, wéi déi vum Service central de Législation; hei ginn et Coden, do ginn et Coden. Dat si keng richtig Coden: Do sinn d'Gesetze hannereneen opgereit ginn, mä et war keng Struktur dran.

Dat heescht, hei maache mer eppes, wat den Napoleon ugefaangen huet a wat a Frankräich elo méttlerweil ganz à la mode ass - bei eis eigentlech net vill -: Mir maachen e richtige Code, dee strukturéiert ass. Mir hunn där, ofgesi vun deenen ale Coden: Code civil, Code de Procédure civile, Code pénal, Code de Procédure pénale, ganz wéineng. Et fält mer just de Code des Assurances sociales eigentlech als déckert Dokument an, wat och esou strukturéiert ass. Mä an der neierer Zäit hu mer dat net méi gemaach. Dat hei ass also eng éische Kéier, dass mer dat doten erëm eng Kéier maachen.

D'Virdeeler vun deem Code sinn: 1. den Zougang, 2. d'Kohärenz.

Zougang doduerch, dass een an engem Buch ka bliedern, an dass een dat automatesch erëmfënnt. A wa mer dat bis onschleunig hunn, dann ass et mam Suchautomat nach vill méi einfach sech do iwwerall erëmzefannen, wou ee gären eppes hätt. Dat ass also fir d'Praktiker vum Recht extrem wichtig. A wann ech soe Praktiker vum Recht, denken ech net nëmmen un d'Affeketen; ech denken un d'Gewerkschaftler. D'Delegatiounen, déi kréien also hei hir Aarbecht vill méi einfach gemaach.

Ech hunn zu Paräis op der Uni geleiert - esou sot mä Professor -: «Le droit doit être à la portée de la femme de ménage.» An dat ass eppes, wat mer oft erëm vergiessen. Mir maachen esou komplizéiert Texter, wou een eben de Problem huet, dass een emol net

weess, wou se stinn. Elo wesse mer, wou se stinn.

Kohärenz: Mir hu festgestallt, wéi mer dee Code hei gemaach hunn, dass de Législateur all puer Joer erëm hei eppes mécht an do eppes mécht a sech selwer oft net bewosst ass, dass seng Texter kenne kontradiktoresch sinn. Dat waren also e puer Punkten, op déi mer hei opmierksam gi sinn. Et war Kontradiktioun. Wa mer dat alles an engem Code hunn, hu mer an Zukunft vill manner eng Gefor vu Kontradiktioun.

Also nach eng Kéier: Zougang a Kohärenz, dat sinn déi zwee wesentlech Virdeeler.

D'Prinzipien, wéi mer et ëmgesat hunn:

Droit constant, ganz kloer, mir hunn hei näischt geännert. Mir hu misse Arbitragé maachen. Et d'äerf een net e Code benotze fir Gesetze ze änneren, soss gëtt ee souwéisou ni fäerdeg.

Zweetens, d'Numérotatioun. D'Numérotatioun huet zwee grouss Virdeeler. Si ass vläicht am Ufank net verständlech, well mer net hei mat engem Artikel 1 ufänken, mä mam Artikel 111. Mä d'Numérotatioun ass wichtig, well mer kënnen dee Code elo - et ass vum John Castegnaro gesot ginn e muss liewen - duerch déi Numérotatioun liewe loossen an erëm nei Kapiteln dramaachen. An d'Numérotatioun bréngt dann och erëm eng Kéier vill méi Liesbarkeet eran.

Notamment och wat d'Reglementer ubelaangt. Well d'Reglementer, déi mer jo och wëllen am Hierscht iwwert d'Voie de règlement grand-ducal hei virschloen, déi kenne mer elo ganz einfach zesummebündelen. Dat heescht, ech huelen den Artikel 121-1 iwwert de Contrat de durée déterminée. Deen huet e Règlement d'exécution. Elo kritt dee Règlement d'Nummer R. 121-1. Dat heescht, fir een, deen eppes nozesichen huet, dee weess ganz séier an Zukunft wou e Règlement komm ass a wou kee komm ass. Also, dat doten ass och ganz wichtig.

Dann ass natierlech och d'Legistik wichtig, dass mer hei versicht hu Saachen zesummenezemaachen.

A wat de Statut unique ubelaangt, hu mer elo hei eigentlech schon de Statut unique. Mir hu just déi puer - am Droit du Travail sinn et der net esou vill - Énnerscheeder, wou notamment d'Employé-privé en anere Regime hu wéi am Allgemengen, hei gekennzeechent, esou dass mer awer do schon eng grouss Viraarbecht gelescht hunn.

Eng Diskussioun, déi mer haten, de Marc Spautz ass un déi erukomm, dat ass déi vum Champ d'application. Mir wollten e vill méi breet maachen, ebe fir de Rechtspraktiker méi Zougang ze ginn, wat si wäit oder breet géif interesséieren. De Statsrot sot: Neen, maacht dat net! Gitt do op de Core business vun lech zrëck - dat ass also de Code vum Aarbechtsminister.

Gutt, ech mengen, dass mer domadder liewe kënnen. Et ass nach net alles geléist, mä mer kënnen domadder liewen. De Virdeel ass awer deen - elo kommen ech drop zrëck, wat d'Viviane Loschetter gesot huet -, dass et an Zukunft vill méi schwierig ass, dass den Droit du Travail court-circuitéiert gëtt. Mir hunn ëmmer erëm Gesetze fonnt, déi CDDe verlängert hu géint d'Aarbechtsrecht. An dat ass a sektorielle Gesetze geschitt, wou den Aarbechtsministère emol näischt dovunner matkritt huet. Dat ass an Zukunft net méi de Fall. Dat kréie mer an Zukunft besser ënner Kontroll.

Wat mer hu missten, dat ass wéi a Frankräich Codes pilotes a Codes suiveurs. Déi léisen esou déi Problemer vum Champ d'application vun den eenzelne Coden.

Dat heescht: Wat brauche mer? Mir brauche méi Coden. An ech hoffen op eng Décisioun, déi iwwregens

nach an der viregter Regierung geholl gouf, „better regulation“ huet déi geheescht, also „besser Gesetzgebung“. An där Décisioun vun der Regierung steet dran, dass de Code du Travail en éische Pilotprojet wär, an dass een an Zukunft all déi aner Beräicher och kodifizéiere soll. Da gëtt den Droit wierklech méi liesbar fir eis Leit.

Da mä leschte Punkt: Wéi maache mer deen elo zougängelech? Et ass ganz kloer, dee Code trëtt den 1. September a Kraaft a mir wäerten och do eng Partie Publicitéit ronderëm e maachen. Ech mengen, haut kréien déi mannste Leit mat, dass mer do dee Code gemaach hunn, well mer virun der Vakanz sinn a well awer nach vill aner Saache méi diskutéiert gi wéi d'ës Code.

Wichtig ass fir e Code, dee leeft, dass mer e vun Ufank un - an do sinn d'Gespräicher scho gelaf - mam Service central de Législation iwwert de Wee vu Legilux zougängelech maachen. Well dee leeft jo, dat heescht, deen ass jo net figéiert, an dee muss dann ëmmer erëm do consultéiert ginn. Mir sinn amgang fir eise Ministère en neie Site ze maachen, eisen ass net ganz brilliant, muss ech als ehemalegen eLëtzebuerger-Minister soen. Mir sinn amgang en neie Site ze maachen. Do maache mer dann och Linke mat Legilux. Mä an Zukunft kritt een dann iwwer Legilux den direkten Zougang dozou.

Legilux - also de Service central de Législation, besser gesot - wäert selbstverständlech och eng Partie Pabeiversiounen op de Maart ginn, wéi et eben och elo scho bei anere Publikatiounen de Fall war. Also, do si mer och mat dem Service central de Législation amgang ze kucken.

An da ginn ech dovunner aus, dass d'Chambres professionnelles, an esou wäit ech op d'mannst d'Chambre des Employés privés kennen, sinn déi schon amgang - ech hunn net mat hinne geschwat, mä ech weess awer wéi äerdeg déi sinn -, fir och eege Broschüren ze maachen.

Well da kënn jo nach eppes Neies: Den Droit, d'Gesetz selwer muss jiddferengem zougängelech sinn. Mä d'Commentairen dozou, wat dat bedeit, och wat d'Jurisprudenz bedeit, dat ass eng intellektuell Aarbecht, déi Auteure maachen. An ech hu mat vill Satisfaktioun festgestallt, dass méttlerweil - géif ech mengen, well et ass elo nach en neit Buch erauskommen - op d'mannst eng halléif Dosen Auteuren am Droit du Travail schaffen, wat jo och flott ass. Och dat ass eppes, wat eppes Zousätzlech bréngt.

An ech mengen déi, déi och wäerte versichen dat un hir Leit ze bréngen, dat sinn eis Gewerkschaften, déi jo Centre-de-formation hunn, do wäerten d'Delegéierten dat scho gewuer ginn. Selbstverständlech wäert ech och mat der École supérieure du Travail schwätzen, dass och do esou séier wéi méiglech dat do weidergeet.

(Coups de cloche de la Présidence)

Här President, et sinn zéng Minutten a zwou Sekonne vergangen. Ech halen elo op. An da wéll ech dem Här Marcel Glesener soen, dass ech dat vun der Sozialcharta mathuelen. Dat ass eng Saach, déi den Aarbechtsminister net eleng ka maachen, mä mir wäerten et op den Ordre du jour vun engem nächste Regierungscouncil setzen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut de Moien ukomm. De Vote iwwert d'ës Projet de loi fënnt haut de Mëtten no der Debat iwwert d'Antitubakgesetz statt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.31 heures)

Ordre du jour

1. Communications

2. 5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution

(Déclaration de recevabilité)

3. 5533 - Projet de loi

1) relatif à la lutte antitabac;

2) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

3) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail;

5) abrogeant la loi modifiée du 24 mars 1989 portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Amendements - Votes et dispense du second vote constitutionnel - Motion - Résolution)

4. 5558 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5346/5420 - Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail (suite)

(Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5518 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale)

7. Hommage à Monsieur Niki Bettendorf

8. Projet de loi 5518 (suite)

(Discussion générale - suite - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président. - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen? Här Minister, huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président. - Ech hu folgend Kommunikatiounen ze maachen:

«Notre amour de la liberté ne doit pas nous entraîner à ignorer les problèmes qu'engendrent ses abus.»

Avec cette citation du philosophe Karl Popper, à la fin du débat sur le rapport intitulé «Allégations de déclarations secrètes et de transferts

interétatiques illégaux de détenus concernant des États membres du Conseil de l'Europe», le rapporteur de la Commission des questions juridiques et des droits de l'Homme, M. Dick Marty, a mis en évidence la ligne à suivre:

«Rigueur, mais respect des droits fondamentaux. C'est avec un comportement profondément éthique que nos démocraties pourront relever ces grands défis. Une démocratie qui est mûre et solide devrait avoir le courage de dire: oui, nous avons fait des erreurs, nous l'avons compris, nous allons changer. C'est le message que nous souhaitons adresser aujourd'hui.»

Au cours du susdit débat, un des points forts de la troisième session de 2006 de l'APCE, sont également intervenus: M. Franco Frattini, Vice-Président de la Commission européenne, chargé de la justice, de la liberté et de la sécurité; M. Cem Özdemir, Vice-Président de la

Commission temporaire du Parlement européen sur l'utilisation alléguée de pays européens par la CIA pour le transport et la détention illégale de prisonniers; ainsi que M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

Ont été présents à cette troisième partie de la session ordinaire de 2006 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg, du 26 au 30 juin 2006: M. Marcel Glesener, Président de la délégation, MM. Norbert Hauptert et Jean Huss ainsi que Mme Anne Brasseur, suppléants. Se sont excusés: Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, membres effectifs.

Lors de cette session Mme Brasseur a été nommé Vice-Présidente de la Sous-commission de la jeunesse et des sports de la Commission de la culture, de la science et de l'éducation.

Après l'ouverture de la première séance de cette troisième partie par le discours du Président de l'Assemblée, M. René van der Linden, il est procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux membres de l'Assemblée, à l'adoption du procès-verbal de la réunion de la Commission permanente à Moscou en mai 2006 ainsi qu'à l'approbation du rapport d'activités du Bureau et de la Commission permanente.

Ensuite l'Assemblée est passée à l'ordre du jour, dont les autres points culminants des huit séances ont été les suivants:

- mise en œuvre de la Résolution 1480 (2006) sur la contestation des pouvoirs de la délégation parlementaire d'Azerbaïdjan;

- relations extérieures du Conseil de l'Europe;

- élection de Mme Päivi Hirvelä, au titre de la Finlande, comme juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme avec mandat du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2013;

- élection de Mme Isabelle Berro-Lefevre, au titre de Monaco, comme juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme avec mandat du 27 juin 2006 au 26 juin 2012 et

- élection de M. Giorgio Malinverni, au titre de la Suisse, comme juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme avec mandat du 19 janvier 2007 au 18 janvier 2013;

- contribution de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) au développement économique en Europe centrale et orientale avec l'intervention de M. Jean Lemierre, Président de la BERD;

- droits fondamentaux des migrants irréguliers avec l'intervention de Mme Nouzha Chekrouni, Ministre déléguée auprès du Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Maroc, chargée des Marocains résidant à l'étranger;

- liberté d'expression et respect des croyances religieuses avec le discours de M. Recep Tayyip Erdoğan, Premier Ministre de la Turquie;

- suivi du Troisième Sommet des chefs d'État et de Gouvernement des États membres du Conseil de l'Europe (Varsovie, 16-17 mai 2005) avec

a) la mise en œuvre des décisions du Troisième Sommet,

b) les migrations, les réfugiés et la population dans le cadre du Troisième Sommet,

c) la priorité à la coopération culturelle,

- les parlements unis pour combattre la violence domestique con-

tre les femmes avec l'intervention, entre autres, de Mme Yakin Ertürk, rapporteur spécial des Nations Unies sur la violence contre les femmes,

- position de l'Assemblée parlementaire à l'égard des États membres et observateurs du Conseil de l'Europe n'ayant pas aboli la peine de mort,

- évolution de la procédure de suivi de l'Assemblée (mai 2005-juin 2006),

- la prévention des incendies de forêts et

- liberté académique et autonomie des universités.

Au cours de cette troisième session de 2006 l'Assemblée a pu suivre

- la communication du Comité des Ministres faite à l'Assemblée parlementaire par M. Alexandre Grouchko, Ministre adjoint des Affaires étrangères de la Fédération de Russie et

- l'allocution de M. Sergueï Mironov, Président du Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie.

En plus se sont tenues deux discussions selon la procédure d'urgence: l'une sur la réforme constitutionnelle en Bosnie-Herzégovine et l'autre sur les conséquences du référendum au Monténégro.

L'Assemblée a adopté dix recommandations et onze résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

«D'après la loi des dominos, la région dans son ensemble pourrait basculer dans une spirale dangereuse.»

Avec ces mots Monsieur Vuk Drašković, Ministre des Affaires étrangères de la Serbie, a appuyé sa mise en garde contre le fait que des puissants de ce monde pourraient proclamer sur le territoire de la Serbie un nouvel État albanais dans les Balkans, le Kosovo. Les Serbes du monde entier, et pas seulement en Serbie, percevraient une telle décision comme une humiliation nationale et des forces politiques rétrogrades prendraient probablement le pouvoir à Belgrade. Pour celles-ci, l'UE, les États-Unis et l'OTAN sont des ennemis. Le ministre a aussi précisé que suite à une telle décision la Serbie remettrait en cause sa demande d'adhésion à l'Union européenne.

Bien que la capture du général Ratko Mladić soit une condition indispensable pour les négociations sur l'adhésion de la Serbie à l'UE, M. Charles Goerens, Président honoraire de l'Assemblée et corapporteur pour la Serbie de la Commission de suivi de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, a déclaré lors d'une conférence de presse commune avec M. Drašković avoir été frappé au cours d'une récente visite à Belgrade par le refus des jeunes Serbes de servir d'otages à la capture de Mladić.

À la première partie de la 52^e session de l'Assemblée le l'Union de l'Europe occidentale, qui a eu lieu à Paris du 19 au 21 juin 2006, le Luxembourg a été représenté par le Président de la délégation, Monsieur le Député Marcel Glesener, et Monsieur le Député Charles Goerens, Membres effectifs, ainsi que par le Député Monsieur Norbert Hauptert, Membre suppléant, les membres Mmes Lydie Err et Anne Brasseur ainsi que M. Jean Huss s'étant excusés.

Les principaux thèmes figurant à l'ordre du jour de la susdite session ont été

- les nouveaux défis d'une politique européenne étrangère, de sécurité et de défense commune - Réponse au rapport annuel au Conseil,

- les relations entre l'Assemblée de l'UEO et le Parlement européen,

- les aspects de la PESD - Réponse au rapport annuel au Conseil,

- l'opinion publique et la mission Althea: un an après,

- la sécurité et la stabilité dans la région méditerranéenne,

- les forces européennes en Afghanistan: leçons à tirer,

- les régimes de pensions dans les organisations coordonnées,

- projet de budget de l'Assemblée pour 2006 - Avis du Conseil,

- la recherche en matière de sécurité en Europe - Réponse au rapport annuel au Conseil,

- le déploiement d'armements dans l'espace,

- le rôle de la Force de gendarmerie européenne et

- la non-prolifération des armes de destruction massive.

En outre, l'assistance a pu suivre

- au cours de la première séance de lundi après-midi les discours

- de M. Pierre Masseret, Président de l'Assemblée,

- de M. Karel De Gucht, Ministre des Affaires étrangères de la Belgique, Président entrant du Conseil de l'UEO et

- de M. Seppo Kääräinen, Ministre de la Défense de la Finlande, représentant la Présidence entrante de l'UE;

- au cours de la deuxième séance de mardi matin le discours

- de M. Vuk Drašković, Ministre des Affaires étrangères de la Serbie;

- au cours de la troisième séance de mardi après-midi les discours

- de Mme Dora Bakoyannis, Ministre des Affaires étrangères de la Grèce,

- de M. Hikmet Çetin, Haut représentant civil de l'OTAN en Afghanistan;

- au cours de la quatrième séance de mercredi matin l'intervention

- de M. Hendrik Daems, Président de la Commission des relations extérieures de la Chambre des représentants belge, représentant le Président de la Chambre.

L'Assemblée a adopté lors des quatre séances de cette première partie de sa 52^e session 2 directives et 10 recommandations au Conseil.

2. 5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution**5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution****Déclaration de recevabilité**

Esou wéi den Artikel 57 (1) vum Chamberreglement et virgesäit, hunn d'Fraktionspresident sech dofir ausgeschwäet, dass d'Revisiounsvirshléi 5595 a 5596 iwwert d'Artikelen 10 a 16 vun der Verfassung fir recevabel erkläert ginn.

Ass d'Chamber domat averstanen?

Une voix. - Jo, Här President.

M. le Président. - Dann ass et esou decidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5533. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Stein, den Här Bettendorf, den Här Huss, den Här Gibéryen, den Här Jaerling, d'Madame Arendt an d'Madame Brasseur. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun demem Projet de loi, déi honorerabel Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

3. 5533 - **Projet de loi**

1) relatif à la lutte anti-tabac;

2) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

3) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail;

5) abrogeant la loi modifiée du 24 mars 1989 portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice. - Merci, Hâre President. Dir Dammen an Dir Hâren, ech sinn haut ganz frou, dass ech als Rapportrice dëse Projet an och de Rapport vun der Kommissioun iwwer d'Luft antitabac ka virstellen. Et ass e Sujet, dee mir perséinlech um Hâerz läit, an ech sinn och virun allem ganz zefridden iwwer d'Evolutioun vun dësem Projet an iwwer déi Adaptatiounen a Verbesserungen, déi mir als Chamberskommissioun konnten erbréngen.

Dass Fëmme schiechlech ass, dass Fëmme ofhängeg a krank mécht, ass gewosst. Mëttlerweil gëtt et ëmmer méi Etüden, déi och bewiesen, dass dat passiv Fëmme, d'Anootme vum Tabaksdamp vun deenen aneren, extrem schiechlech ass. D'Weltgesundheitsorganisation geet dovunner aus, dass Leit, déi regelméissig a jorelaang dem Tabaksdamp ausgesat sinn, net nëmmen eng zwou- bis dräifach erhéicht Probabilitéit hunn, fir chroneschen Houscht, Bronchiten oder Asthma ze kréien, mä och vill méi e grouse Risiko droen, fir Longekriibis ze kréien. Och virun deem Hannergrond ass de Projet de loi 5533 iwwer d'Luft antitabac ze gesinn.

Et geet virrangeg dréms, fir den Tabagisme passiv ze bekämpfen, an et geet virrangeg dréms, fir déi jonk virum Tabak ze schützen an oni falsch Moral oder gehuewene Fanger en Émfeld ze schafen, dat si dovunner ofhält, fir iwwerhaapt mat Fëmme unzefänken. Mir musen alles drusetzen, fir ze verhënnere, dass weider Leit, a virun allem jonk Leit, an d'Fal vun der Tubakssucht geroden. Ech si ganz optimistesesch, dass dëse Projet de loi dozou bäidréit an erreecht, dass d'Netfëmme ëmmer méi d'Norm gëtt an d'Fëmme scho bei deene Jonken net méi als cool, mä als einfach net méi zäitgeméiss ugesi gëtt.

D'Fëmme soll an där Logik net als Genoss oder als Sënn ugesi ginn, déi ee sech emol gënne kann oder och net gënn, well dat ass et nämlech net. Fëmme soll als dat ugesi ginn, wat et ass: eppes wat ofhängeg mécht an eppes wat krank mécht.

Mat dësem Gesetzesprojekt iwwer d'Luft antitabac kënnt Lëtzebuerg verschidden internationale Verpflichtungen no. Eist Land ännert net nëmme säi bestehend Tabaksgesetz vun 1989, mä mir setzen och mat dësem Projet d'Direktiv 2003/33/CE iwwer d'Publicitéit fir Tabakproduiten ëm. Eise Projet

geet an deem Zesummenhang méi wäit wéi dat, wat vun der Direktiv virgesinn ass, well mer virrangeg deenen Engagementer nokomme wëllen, déi mer viru gutt engem Joer mat der Ratifizierung vun der Kaderkonventioun vun der Weltgesundheitsorganisation agaange sinn.

Dës OMS-Kaderkonventioun, déi Lëtzebuerg de 16. Juni 2003 ënnerschriwwen huet an déi mer hei an der Chamber de 4. Mee d'lescht Joer gestëmmt hunn, war an ass en Engagement, fir mat engem ganze Package vu méigleche Mesuren den Tabagisme ze bekämpfen. Et si verschidden Handlungsfelder, déi ugeschwat ginn, zum Beispill: de Schutz vun de Mineuren, de Verbuet vun der Publicitéit, d'Verfügarkeet vun den Zigaretten am Allgemengen, d'Protectioun vun den Non-fumeuren, net nëmmen, mä och op der Aarbechtsplaz, d'Präisser vun den Zigaretten, d'Tubakssteuer an d'Begleitung vun de Fumeure beim Entzuch.

Mam virleiende Gesetzesprojekt gi mer eis déi néideg legislativ Instrumenter, fir deene Verpflichtungen, déi sech aus der OMS-Konventioun erginn, och nozokommen. Souwäit fir de Kader vum Projet de loi e bëssen ze ëmërassen.

Ech kommen dann elo zu den Detailer vun de Mesuren a Regelungen, déi am Projet de loi virgesi sinn. Fir d'ëischt, fir nach ee Moment dobäi ze bleiwen, de Verbuet vun der Publicitéit. Wéi scho gesot, geet de Projet méi wäit wéi dat, wat an der Direktiv virgesinn ass. Duerch d'Direktiv an den 90er Joren iwwer d'„Télévision sans frontières“ ass schon haut d'Publicitéit fir d'Tabakproduiten op der Televisioun verbueden. D'Direktiv 2003/33 imposéiert e Verbuet fir d'Publicitéit fir Tabakproduiten an de Printmedien, um Radio an um Internet, grad ewéi de Sponsoring an de Parrainage vu Manifestatiounen mat enger „dimension transfrontalière“.

De Projet de loi, ëm deen et haut hei geet, féiert e globaalt Werbeverbuet an, esou wéi dat am Artikel 13 vun der Kaderkonventioun vun der OMS virgesinn ass. Eng kleng Ausnahm wäerte mer bannent den ausgewisene Point-de-venté maachen, direkt do, wou d'Tabakproduit verkaaft ginn.

Wa mer dëse Projet de loi haut hei stëmmen, da bleiwe just nach Däitschland, Spuenien, d'Tschechsch Republik an Ungarn, déi d'Direktiv net oder net komplett an nationaalt Recht ëmgesat hunn. Däitschland hat jo e Recours um europäesche Gerichtshaff géint d'Direktiv agereecht. No der Recommendatioun vum Avocat général un de Gerichtshaff, fir de Recours zréckzeweisen, huet Däitschland sech awer elo bereet erkläert, fir d'Direktiv ëmzesetzen. D'Kommissioun huet géint all dës Länner Prozeduren engagéiert, freet Erklärungen a verlaangt eng konform Ëmsetzung. Gutt, dass mer do net dobäi sinn!

Wann all déi europäesche Memberstaaten d'Direktiv ëmgesat hunn, da wäerten d'Ënnerscheeder op deem Niveau an och den eventuelle Risiko vun enger Benodeedung vun den Entrepreneuren an deenen entspreche Länner, déi d'Ëmsetzung gemaach hunn, ganz verschwannen. Et bleift, dass Lëtzebuerg nom Vote vum Projet méi eng streng Regelung wäert hu wéi seng Nopeschlänner. A grad dorüwer kann een zefridde sinn; et ass positiv, dass grad an deem wichtege a sensibele Beräich Lëtzebuerg d'Roll vum Virreider iwwerhëlt. Ech hoffen a sinn iwwerzeegt, dass iwwer kuerz oder laang eist Beispill wäert Schoul maachen, sou dass ëmmer méi Länner op dee Wee wäerte goen.

De Verbuet vun der Publicitéit fir d'Tabakproduiten ass wierklech e wichteg a staarkt Signal. A wa gesot gëtt, dat hätt kee Wäert, fir d'Publicitéit ze verbidden, well den

Afloss oder d'Auswierkung vun der Publicitéit net erwise wärd, da muss ee sech wierklech froen, fir wat dann esou vill Entrepreneuren esou vill Suen dofir ausginn. D'Äntwert ka jo jiddferee sech da selwer ginn.

An Zukunft wäert et och - an och hei e ganz staarkt Signal - verbuede sinn, fir Tabakproduiten u Jonker ënner 16 Joer ze verkafen. Och dat ass eng ganz wichteg Messure, well se deene Jonken den Zougang zu den Zigaretten an dem Tabak erschwéiert a se hoffentlech drun hënnert, fir iwwerhaapt mat Fëmme unzefänken. Et kann ee wuel argumentéieren - an dat wäert och kommen -, dass fir déi jonk grad dat, wat verbueden ass, nach méi e Reiz huet. Dat ass net ganz falsch, mä wat ass d'Alternativ?

Wann een de Verkauf vun Tabakproduiten u Jonker ënner 16 Joer net verbitt, dann ass dat jo awer eng regelrecht Invitatioun. Den Tabak an d'Consumatioun vum Tabak gëtt weider banaliséiert, an da seet ee sech als Jonken: Et ka jo näischt Schlëmme dru sinn! Mat deem Wëssen am Hannergrond ass et kloer, dass dann de Verbuet awer déi eenditeg besser Léisung ass.

Een zweete wichtege a groussen Deel vun dësem Projet de loi betrëfft de Fëmmverbuet op enger ganzer Rei vu Plazen. Dorënner falen ënner anerem all öffentlech Gebailechkeeten a Gebaier, déi dem Stat, de Gemengen, engem Etablissement public gehéieren, vun hinnen oder fir si géréiert ginn. D'Kommissioun huet eng Regelung fonnt, déi virgesäit, dass och de Flughafen an d'Gare heirënner falen.

Weider gëllt de Fëmmverbuet a sämtleche Schoulgebäier an an der Enceinte vun deene Gebaier, an de Sportshalen, an de Galerie-marchandé grad ewéi an de Gebaier, wou Kino an Theateren dra sinn; och an de Wartesäll vu sämtleche Gesondheitsberuffer a -servicer ass d'Fëmme an Zukunft net méi erlaabt.

An de Spideeler, an am direkten Angangsberäich ronderëm, gëllt e generell Fëmmverbuet, mat der Méiglechkeet, fir pro Spidol maximal ee Fumoir anzerichten, deen awer nëmmen den hospitaliséierte Patienten an nëmmen op explizit Demande vum Patient zougänglech ass.

D'Chamberskommissioun ass bei dëser Ausnahmeregelung op de Wee gaangen, deen de Conseil d'État virgeschloen hat, ënner anerem aus der Iwwerleeung eraus, fir der Tatsaach Rechnung ze droen, dass beispillsweis Patienten aus der Psychiatrie oder aus der Palliativstatioun, déi an enger besonnesch kritescher Liewenssituatioun sinn, net och nach en Entzuch kënnen zougemutt kréien.

Speziell geregelt ass dann elo de Beräich vun de Restauranten. Hei ass d'Méiglechkeet virgesinn, fir en Espace fumeur anzerichten, allerdéngs mat ganz präzisen a strenge Oploen, déi iwwer e Règlement grand-ducal wäerte weider präziséiert ginn. Am Rescht ass et verbueden. Op jidde Fall muss den Espace fumeur strikt ofgetrennt si vum Rescht vun de Raim, en dierf maximal e Véirel vun der ganzer Surface vum Restaurant ausmaachen a muss mat engem speziellen a performant Entlüftungssystem équipéiert ginn.

Dat ass iwwerens och, wat vill Leit net wëssen, d'Formule, déi den italienesche Législateur virgesäit, och wa weinst dëse Contrainté vill Restaurateuren an der Praxis um Terrain ganz op e Fumoir verzichten an net op dee Wee ginn, well et einfach fir si besser ass, fir direkt op dee Wee ze goen, deen sech an Zukunft eigentlech iwwerall ofschätzt. A wéi ass et an Italien um

Terrain? Do fonctionnéiert et ganz gutt an et gëtt akzeptéiert.

D'Fëmmverbuet gëllt och an de Caféen, déi Platen zerwéieren, an dat zu deenen Zäiten, wou gemeingerhand - bei eis am Land zumindest - lessen zerwéiert gëtt, nämlich tëscht 12 a 14 Auer mëttes an tëscht 7 an 9 Auer owes. Et bleift ze ënnersträichen, dass dës restriktiv Bestëmmungen, och bei Restauranten, net fir oppen Terrassé gëlen, wat virun allem elo am Summer vu ville Restaurateuren als Fro an de Raum gestallt gi war.

Et ass virun allem d'Regelung, déi d'Restauranten an d'Caféë betrëfft, déi am Virfeld vun dëser Debat fir vill Gespréchsstoff gesuert hat. De Secteur vun der Horesca mécht sech Suergen, si géifen domadder e groussen Deel vun hirer Clientèle ganz einfach verléieren. Dobäi muss een awer fir d'ëischt emol bedenken, dass, no den neisten Zuele vun der Fondation luxembourgeoise contre le cancer, iwwer 73% vun der Populatioun net fëmmen. Iwwer 73% vun der Lëtzeburger Populatioun fëmmen net! Si hunn, menge mer, als Éischt e Recht, net mussen den Dampf vun de Fëmme anzeootmen.

Doriwwer eraus kann een dovunner ausgoen, dass dës 73% - dat sinn ëmmerhi bal dräi Véirel vun der Populatioun - ëischter frou wäerte sinn, wann d'Restaurantë fëmmfräi sinn an dass si bestëmmt duerch dës Regelung méi oft an de Restauranten gi wéi virdrun. An dat gëllt ëmsou méi, wa se Kanner hu fir matzuhuelen.

D'Beispill vun Irland, dat jo zënter 2003 e generell Fëmmverbuet agefuert huet, weist, dass dat esou ass. Déi Responsabel vun de Restauranten a Pubë soten, si hätten zënterhier zwar wuel e klengen Deel vun hirer Clientèle verluer, mä dofir awer och eng nei Clientèle amplaz gewonnen. Dat Wichtegst dobäi ass: Déi ganz grouss Majoritéit vun der Populatioun steet hanner dësen neie Bestëmmungen! En offizielle Rapport huet, ee Joer no der Aféierung vun den Antitubakbestëmmungen an Irland, Bilan gezunn. 96% vun den Ire fanen, dass dat neit Gesetz eng Réussite ass, ënnert de Fumeure sinn et ëmmerhin 89%. Dat huet mech perséinlech gewonnert. 89% souguer vun de Fumeure sinn där Meinung! Och an Italien, wou et zënter Ufank 2005 en Antitubaksgesetz gëtt, ass den Echo an der Populatioun ganz positiv. Et geet also!

Et ass meng perséinlech Iwwerzeegung, dass et zu Lëtzebuerg wäert d'selwecht goen. Dat weist och de Fait, dass entre-temps, an nach ier se vum Gesetz dozou obligéiert sinn, och bei eis schon eng ganz Rei vu Restauranten fräiwëllig „Non-fumeur“ affichéiert hunn. Dat beweist, dass et och zu Lëtzebuerg e grouse Potenzial u Clienté gëtt, déi dat apprécieieren a grad dowéinst verstärkt an déi fëmmfräi Restauranten wäerte goen.

Ganz besonnesch frou sinn ech, dass mer - zesumme mat den zoustännege Ministeren a Chamberskommissiounen - um Enn elo awer eng ganz gutt Regelung am Projet de loi hunn, wat de Lieu de travail ubelaangt, an dat souwuel fir de Secteur privé wéi och fir de Secteur public. Heino muss de Patron an Zukunft obligatoresch mat enger Obligation de résultat dofir suergen, dass hie säi Personal virun Zigarettenrauch anere schützt. Iwwerens falen och d'Restauranten, d'Caféen an d'Discoen ënnert déi Dispositiounen, déi elo mat alle Sozialpartner diskutéiert ginn an en musique gesat ginn, an e Règlement grand-ducal soll d'Detailmodalitéite gegebenefalls regelen, an dat ass och gutt esou.

Ech wollt op dëser Plaz d'Beispill vun der Spuerkeess ervirsträichen, déi net op de Vote vun dësem Projet de loi gewaart hunn an uganks dëst Joer 2006 e Fëmmverbuet an all hire Gebaier ausgesprach hunn.

En enger Iwwergangszäit huet si souguer dem Personal, dat wollt ophale mat fëmmen, proposéiert, fir en Deel vun de Käschten ze iwwerhuelen, wa se Hëllefsmëttel, wéi Plooschteren zum Beispill, dofir brächten. Dovunner gouf zwar nëmme minimal profitéiert, par contre krute mir gesot, dass d'Fëmmverbuet oni Problem respektéiert gëtt, souwuel vum Personal wéi och vun de Clienten an de Visiteuren. Ech sinn optimistesesch, dass dës positivist Beispill an Zukunft wäert Schoul maachen.

Iwwerens ass am Projet de loi eng Obligatioun fir d'Regierung virgesinn, fir e weideren an zousätzlechen Effort ze maachen a Saachen Informatioun, Preventioun a Konsultatioun an an deene genannte Beräicher koordinéiert a strukturéiert Aktivitéiten unzëbiden. Dëse Projet seet dem Tabak de Kampf un an net de Fëmme - souwäit si bereet sinn a prett sinn, déi aner Mënschen ze respektéieren. Vill Fëmme sinn ofhängeg. Si muss gehollef kréien, encastréiert an ënnerstëtzt ginn, wa se wëllen ophale mat fëmmen.

Et bleift nach ze soen, dass parallel zu den Interdictiounen, déi an dësem Projet de loi virgesi sinn, och eng ganz Rei vu Sanktiounen a Strofe spille wäerten, well dat schéinst an dat besch Antitubaksgesetz bréngt awer näischt, wann ee sech net och d'Moyenë gëtt, fir et eventuell aneschters wéi mat Grondakzeptanz respektéiert ze kréien.

Ech wëilt elo resuméieren, wou an op wéi enge Plazen d'Fëmme an Zukunft net méi wäert erlaabt sinn:

- an alle Spideeler, mat Ausnahm vu maximal engem Fumoir pro Spidol, just fir déi hospitaliséiert Patienten, an op explizit Demande; an den Apdikten; an de Wartesäll vun den Dokteren an an allen anere Santéserberuffer a -servicer; an alle Gemeinschaftsraim bannent den Alters- a Fleegeheimer;

- an de Schoulen an um Terrain, deen dozou gehéiert, grad ewéi an de Raimlechkeeten, déi fir den Accueil vu Jonker ënner 16 Joer do sinn;

- an alle Gebailechkeeten, wou Sport bedriwwen gëtt;

- an de Kinos- an Theatersäll an an den Halen a Couloiren, wou se dra sinn, grad ewéi an de Muséëen, Galerien, Bibliothéiken a Liesraim, déi dem Public zougänglech sinn;

- an de Gebailechkeeten vum Stat, de Gemengen an den Etablissementes publics;

- an den Autobussen an an den Zich.

Wat elo d'Gebailechkeeten vu Stat, Gemengen an Etablissementes publics ubelaangt, esou steet am Text: «dans les halls et salles». Dës Formulatioun ass gewielt ginn, fir ze soen, dass all Espaces publics comuns viséiert sinn, ausser eventuell déi individuell Büroen, déi de Législateur net primär viséiert huet. Si falen ënnert d'Obligatioun de résultat de santé vum Employeur.

- Da weider an de Galerie-marchanden an do wou Liewensmëttel verkaaft ginn;

- an de Restauranten an an de Salons de consommation vu Pâtisseries, mat der Méiglechkeet, fir mat speziellen, strenge Oploen en Espace fumeur anzerichten;

- an de Caféen, déi Platen zerwéieren, an der Zäit tëscht 12 a 14 Auer mëttes an tëscht 7 an 9 Auer owes, mam generellen Hiweis, dass et op den Terrassé vu Caféen a Restauranten weider erlaabt wäert sinn ze fëmmen.

Nach e Wuert zu den Avisë vun de Chambres professionnelles an deenen anere consultéierten Organismen. Hei kann ee vun zwou groussen Tendenze schwätzen. Eng grouss Majoritéit vun Avisen - déi vum Collège médical, der Association des Médecins et Méde-

cins dentistes, der Fondation luxembourgeoise contre le cancer an der Union des Consommateurs, fir nëmme si ze nennen - ware ganz positiv wat d'Zilsetzung vum Projet ugaangen ass. Au contraire, si hu souguer gläichzäiteg gesot, dass den initialen Text vum Regierungsprojet hinnen net wäit genuch géing goen, virun allem wat d'Bestëmmunge fir d'Ariichtung vu Fumoiiren an de Restauranten ugeet oder och wat de Schutz op der Aarbechtsplaz betrëfft. Dëse Kritiken, déi och am Conseil d'État sengem Avis formuléiert goufen, huet d'Kommissioun mat hiren Amendementer Rechnung gedroen.

Op där anerer Säit stoung a steet d'Meenung, dass d'Gesetz ze wäit géif goen, virun allem wat de Verbuet vun der Publicitéit ugeet, mä och a Saache Fëmmverbuet an de Restauranten an esou weider. Zu dëser Tendenz gehéiert och e minoritären Avis vum Statsrot souwéi d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers. Och de Conseil de Presse hat verständlecherweis Bedenken, wat de Werbeverbuet betrëfft, verständlecherweis dowéinst, well bei der Publicitéit gutt et ëm eng wesentlech Source vun hire Recetten. Hei weist d'Entwécklung, wou mer histeieren, well d'Publicitéit an de Printmedië fällt ënnert d'Bestëmmunge vun der EU-Direktiv.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer um Enn nach e puer Iwwerleeungen a mengem eegenen Numm mat op de Wee ze ginn. Iwwerleeungen, déi awer vun enger grousser Majoritéit vun de Membere vun der Santéskommissioun gedeelt ginn.

Et ass schon zënter enger Zäit hei am Land e Mentalitéitswiessel amgaangen. Dëse Projet de loi, iwwert dee mir haut diskutieren, notzt, stäipt an ënnerstëtzt dëse Mentalitéitswandel. Ëmmer manner Leit fëmme bei eis am Land. Ëmmer méi Leit packen et, fir opzehale mat fëmme bei eis am Land, an ëmmer méi Leit, déi net fëmme, insistieren op hirem Recht, fir net musse passiv matzefëmme. Si solle virrangeg geschützt ginn. Si solle gehollef kréien, fir zu hirem Recht ze kommen, nämlech op d'Recht op e gesond Liewensfeld, net méi an net manner. Parallell dozou soll verhënnert ginn, dass d'Leit a virun allem Jonker iwwerhaupt emol ufänke mat fëmme.

D'Ëmsetzung vun dësem Projet wäert eis all e Plus u Liewensqualitéit bréngen an eng grouss Akzeptanz an Ënnerstëtzung vu Säite vun der Populatioun mat sech bréngen. Dat weisen d'Beispiller vun Irland an Italien ganz gutt, an dat weisen och d'Beispiller vun deene Restauranten an aner privaten an öffentlechen Acteuren hei zu Lëtzebuerg, déi schon elo hei matmaachen.

Ech hu mer iwwregens vun enger ganzer Rei vu laangjährege Fumeure soen a bestätege gelooss, dass si léiwier net géife fëmme, an dass déi meescht vun hinne wéilten, si hätten ni ugefaangen. Si mengen och, wann et heiansdo net einfach wäert sinn, esou wäre si awer eigentlech heemlech frou, dass si an Zukunft e bësse gewongne ginn, fir manner oder guer net méi ze fëmme.

Op där anerer Säit gëtt et awer och Leit, déi mengen, dëse Projet géif d'Fräiheet vun deenen Einzelne beschneiden, mir géifen de Fumeuren hire Plëséier net gënnen an esou weider. A mengen Ae sinn dës Kritiken net nëmme naiv, mä si droen der Gravitéit vum Problem net Rechnung a weisen e ganz grousser Mangel u Respekt vis-à-vis vun enger ganz grousser Zuel vu Leit, fir net ze soen der Majoritéit vun eiser Populatioun.

Ech soen et hei nach eng Kéier, och op de Risiko hin, mech ze widerhuelen: Fëmme ass net einfach nëmme eng schlecht Gewunnecht, et ass net nëmme eng kleng Sënn, déi ee sech heiansdo gënnt, e kleng Plëséier. Fëmme

ass ee Suchtstoff, deen extrem séier ofhängeg mécht an dee krank mécht - net nëmme deen, dee fëmmt, mä och déi Leit ronderëm, déi dësen Dampf mussen mat anootmen.

D'Fräiheet vum Fëmmert fir ze fëmmen, wann ee bei enger Sucht iwwerhaupt vu Fräiheet ka schwätzen, hält do op, wou dem Netfëmmert seng Fräiheet a säi Recht op eng propper Loft ufänkt!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Mënsche si Gewunnechtsdeieren, dat wësse mer.

(Hilarité)

Si si gréisstendeels resistent géint all Changement, dee si zwängt, eppes un hire Gewunnechten ze änneren. Bis elo war et, bis op e puer Ausnahmen, normal, dass an öffentleche Gebaier, Cafés, Restauranten, iwwerall gefëmmt gouf. Elo muss ee sech, bis op e puer Ausnahmen, eben ëmgewinnen. Munnechem wäert dat méi lichter falen, anere wäert dat méi schwéier falen. Et wäert eng Zäit brauchen, bis dat als normal ugesi gëtt, wat eigentlech scho laang esou misst sinn. Ech sinn iwwerzeegt, dass mir zu Lëtzebuerg ganz séier mieren a frou doriwwer wäerte sinn, dass dëst neit Gesetz eis Liewensqualitéit am Alldag ganz enorm wäert verbessern.

Mäi Merci a meng Unerkennung als Rapportrice a Presidentin geet ofschléissend un eis ganz Santéskommissioun, déi an dëser net einfacher Matière an a permanenten Presenz vun Gesondheitsminister a senger Mataarbechter konstruktiv an engagéiert matgeschafft huet. Den Accord zu dësem Projet bréngen ech am Numm vun eiser ganzer Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix - Très bien!

M. le Président. - Merci, Madame Rapportrice. Als éischt Riederin ass ageschriwwen d'Madame Martine Stein-Mergen. Madame Stein-Mergen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen (CSV). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann den Tubak géif haut entdeckt ginn, da géif weder seng Produktioun nach säi Konsum toleréiert ginn oder och nëmme erlaabt ginn. Dat ass awer net de Fall.

Amerikanesch Indianer haten d'Kultur an de Konsum vun Tubak säit 2.000 Joer ongeféier kennt. Et war de Christoph Kolumbus, deen op Kuba Raacher fonnt huet, an hien huet den Tubak mat an Europa bruecht. Him goufen nämlech déi Zäit medikamentös Eegeschafte zouggeschwat. Esou huet d'Maria vu Medici hir Kanner, wa se krank waren, mat Tubakspudder behandelt. Ech huelen un, dass déi, wéi déi Zäit d'Leit alleguerten, och net ganz laang gelieft hunn.

(Hilarité)

Säit dem 16. Jorhonnert gëtt Tubak och an Europa ugebaut, a vun hei aus ass e virugaangen an Indien, a Japan an an all d'Länner vun der Welt. Dat war déi Zäit sécher eng „success story“.

Am 17. Jorhonnert ass a Frankräich eng éischt Tax op den Tubak agefouert ginn - och dat huet also Geschicht -, an de Kinnek hat e Monopol op der Vente an op der Fabrikatioun.

Während der Franséischer Revolutioun 1791 ass dunn de Verkauf liberaliséiert ginn, mä den Napoleon huet schon 1811 erëm de Statsmonopol rétabléiert. Hien hat sécher erkannt, dass domat Geld ze verdéng wier. Esou kann ee sech iren, an dat während Jorhonnerten!

(Interruption)

Eréischt an de spéide 60er Jore vum leschte Jorhonnert huet d'Medezin erkannt, wat fir Folgen de

Konsum vun Tubak huet, an ugefaang no Moosnamen ze froen. Mir kennen haut den Asaz vun der WHO an och vun der Europäescher Kommissioun, déi mat hirem Programm «Europe contre le cancer» net nëmme, mä och géint dës Pandemie ukämpft.

Kolleginnen a Kollegeen, nodeem d'Madame Mutsch hei an hirem excellenten schrëftlechen a mëndleche Rapport ausenanergeluecht huet, wat fir eng Viraarbecht net nëmme vun der Kommissioun, mä och vun allen aneren Acteuren gelescht ginn ass, dass mer dëse Projet haut kënnen stëmmen, wäert Der verstoen, dass et keng Floskel ass, wann ech hir haut, am Numm vun onser Fraktioun, villmools Merci soen.

Si huet et schon gesot: Et war der aktueller Regierung en Uleies, net nëmme d'Direktiv 2003/33 ëmzesetzen, mä op dësem Gebitt eng vill méi restriktiv Politik duerchezéien, sou wéi dat am Regierungsprogramm festgesat war.

De Minister huet sech dann och mat ganz vill Asaz drugemaach, de Projet ze preparieren, esou dass mer en am Januar dëst Joer an d'Kommissioun kruten. Wann een dat mat villen anere Gesetze vergléicht, da kann ee soen, dat wier eng Rekordzäit, vu Januar bis Juli, besonnesch wann ee matkritt huet, wat fir e Gedäisch dëst Thema do bausse gemaach huet. Et gëtt en fait weing Gesetze, iwwert déi esou vill an esou kontrovers diskutiert a gestridde ginn ass.

Ech wëll lech e Beispill soen. Eng Zäit laang hutt Der am Google en Chatroom fonnt, wou iwwert d'Gesetz diskutiert gouf. An ee vun den Chatter huet dann d'Populatioun dozou opgeruff, op guer kee Fall méi engem vun de Membere vun der Santéskommissioun eng Stëmm bei de Wahlen ze ginn. Mä et war awer net erausgefannen, ob hie fonnt huet, dass d'Gesetz net wäit genuch géif goen, oder ze wäit.

Dëse Projet huet ons Populatioun oder Deeler dovun an zwee Campen agedeelt, déi Fanatesch-Dofir an déi Fanatesch-Dergéint, an déi hu sech dann och oft an ausgiebig zu Wuert gemellt. Déi méi Gemäsegt melle sech jo leider net esou oft. Ech sinn der Meenung, dass duerch dës Leit, och wann et nëmme e Brochdeel vun onse Matbierger ass, dat ganz Gesetz zäitweis a Fro gestallt war. Mat Fanatismus kann ee keng Gesondheitsan och allgemeng keng Politik maachen.

Mir haten an dësem Zesammenhang och an onser Fraktioun eng Rei vu Sätzungen, an och bei ons ass zum Deel méi haart a méi hëtzig iwwert dëse Projet debattéiert ginn. Mir waren ons all eens, dass d'Onkloerheet, wat fir eng Grundphilosophie de Projet eigentlech hätt, zu enger ganzer Rei Malentenduë geféiert hat, esou wéi dat sech och an deenen éischten Avisé répercutéiert hat.

Och déi Meenungen, déi een do bausse esou opgefaangen huet, ware räichlech konfus. Et ass nottament drëm gaangen, dass d'Fëmme op der Aarbechtsplaz widder spréichlech behandelt ginn ass.

Mir hunn ons dunn an der Kommissioun drugemaach, d'Spree vum Weess ze trennen, an aus deenen Diskussiounen, an Zesammenaarbecht zwëschen de Ministere Biltgen, Di Bartolomeo a Wiseler, déi jo kompetent net nëmme fir de gesondheets- mä och fir den aarbeitsrechtlechen Deel sinn, ass et dunn zu deenen zwee ënnerschiddlechen Undeeler vum Gesetz komm: deen een, dee sech ëm d'Ëmsetzung vun der Direktiv an och d'Fëmmverbuet op verschidde Plazen aussprécht, an

deenen aneren iwwert d'Handhabung vum Fëmme op der Aarbechtsplaz. Ech wäert herno dorop zrëckkommen.

Aus deenen Ursachen eraus, mä och ënner Berücksichtigung vu groussen Deeler vun den Avisen, déi erakomm sinn, war also d'Gesetz ëmstrukturéiert ginn. Et ass fir ons elo haut kohärent, an Dir wäert all gesinn, dass et ons am Kampf géint den Tabagismus e grouss Schrëtt virubrëngt.

Et ass jo net esou, Dir Dammen an Dir Hären, dass um Terrain nach näischt geschitt wier. A verschidde Spideeler, en fait, ech mengen, an alleguerten haut, gëtt et schonns säit Joren d'Regel «Hôpital sans tabac», an ech kann lech soen, dass dat net esou ouni weideres iwwert d'Bühn gaangen ass virun zéng Joer, wéi dës Diskussioun zum Beispill bei ons am Spidol ugaangen ass. Ech kenne keng Plaz, wou d'Leit iwwert d'Folge vum Fëmme besser informéiert sinn a wou méi gefëmmt ginn ass wéi an de Spideeler.

Dir hutt och schon all déi Leit gesinn, déi an oder vill méi virun de private Betriber um Trottoir stinn, Summer wéi Wanter, an do hir Zigarett fëmme. A ganz ville Boité gëtt nämlech schon haut a scho laang net méi gefëmmt. A ville Restauranten ass och schon haut net méi gefëmmt ginn. Vill Restaurateuren hu scho vu sech aus an och op Demande vun hire Clientë Fumoiiren ageriicht.

Une voix - Déi meescht.

Mme Martine Stein-Mergen (CSV). - All dës punktuell Observatiounen féieren zu enger ganz wichtiger Feststellung: Iwwerall fëmme ass net méi esou selbstverständlech, d'Rapportrice huet et scho gesot. Den Trend aus den USA, d'Fëmme ze verdäiwelen, huet och hei an Europa seng Friichte gedroen, ouni awer bis elo déi Auswüchse mat sech ze féieren, wéi dat doiwuer de Fall ass. Wann et nämlech an de Vereenegte Staten a verschidde State verbueden ass, a sengem Auto d'Fenster opzemaachen, wann een eng fëmmt, fir dass den Dampf do bausse kee belästegt, freed ee sech, wat esou Moosnamen nach mam Schutz vum Netfëmmert ze dinn hunn, an ob et do net besser wier, d'Waffen op der Strooss amplaz d'Fëmme ze verbidden.

Une voix - Ganz richtig!

Mme Martine Stein-Mergen (CSV). - Wann een esou wäit wëllt goen, Kolleginnen a Kollegeen, da muss een de Verkauf vun Tubaksproduit ganz einfach verbidden. Dat wëllt awer hei an elo keen.

(Interruptions)

Ech hoffen, dass mer ons heibanen alleguer eens sinn, dass, och wa mer ons hei iwwert déi Fortschréttter freeën, déi duerch dat heitegt Gesetz zustane wäerte kommen, et net därerf hei bei ons an Europa zu där Hexejuerd kommen, wéi dat an den USA a verschidde Staaten de Fall ass.

Iwwert de Schutz vum Fëmmert a vum Netfëmmert ewech sollte mer duerch dëst Gesetz léieren, wéi ee sech kann ënnerenaner eens ginn, fir een deen aneren net ze belästegen. Toleranz a Respekt sinn Zauberiwerder, déi mer hei musse beëmiieren.

Och op där anerer Extremitéit fënnst een Extremismus. Wien haut nach behaupt, Tubak wier iwwerhaupt net schiedlech, deem ass einfach net ze hëllef! Besonnesch falsch, awer heefeg zitëiert, ass och de Vergleich mam Alkoholkonsum, well vill Leit stéiert et anscheinend vill méi, wann een nieft hinne sëtzt, deen ze vill gedronk huet, wéi wann een nieft hinne fëmmt. Nun ass et awer esou, dass deem enge säin Alkohol deem aneren näischt kann undoen, während mer säit ongeféier 15 Joer sécher wë-

sen, dass passiven Tubakkonsum - „environmental tobacco smoking“ heescht dat op Medezinesch - och amstand ass, am richtege Verhältnis dëselwecht Krankheeten ervirzueruffe wéi beim Raacher.

Verschidde vun onsen Nopeschlänner hunn ons de Wee gewisen. Deenen engen hire war méi kategoresch, anerer hu méi labber Fëmmgesetze gestëmmt a Moosnamen an d'Wee geleet, déi och ganz allgemeng op gutt Echoe gefall sinn.

Den Enjeu, ëm deen et hei nämlech geet, ass derwäert fir pondéiert ze ginn. Mir hunn ons all an deene leschte Méint zesumme Gedanken driwwer gemaach, wéi ee fir onst Land d'Regele kann opstellen, fir éischten méiglechst vill Jonker ze iwwerzeegen, net unzefänke mat fëmme, méiglechst ville Raacher ze hëllef, fir opzehalen, an drëtzens déi, déi net raachen, optimal géint de passive Konsum ze schützen.

Deen éischte vun dësen dräi Punkten, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, dat ass fir mech dee wesentlechen. Ech wäert en dofir och e bësse méi laang behandelen.

Wat fir Moosname sinn amstand ons Kanner dovun ofzehalen, unzefänke mat fëmme? Fir een, deen nach ni gefëmmt huet, oder fir een, deen eng Kéier probéiert huet an deem et net geschmaacht huet, ass et einfach, iwwer Antitubakmesuren ze schwätzen. Et ass awer vill méi schwéier fir domat opzehalen, wann een nun eemol ugefaangen huet - an ech weess vu wat ech schwätzen.

Dës Suchtproblematik ass sécher ähnelech wéi déi vun den Drogen, vun deene mer déi lescht Woch geschwat hunn. Och wann een de Risiko vum Alkoholismus, besonnesch wat d'Envergure vum Problem ubelaangt, net sollt ënnerschätzen, esou ass de Suchtpotenzial vun der Zigarett - an d'Madame Rapportrice huet och schon dovunner geschwat, an ech soen express Zigarett an net Tubak - vill méi héich an duerch den illegalen Drogen ze vergläichen.

Mir haten déi lescht Woch gesot, dass haut den Haschisch net méi mat deem ze vergläichen ass, deen d'Hippië viru 35 Joer gedämpft hunn. A gradso wier een naiv, wann ee sech net bewosst wier, dass d'Zigarettenhändler Potenzierungsmëttel an aner Stoffen dem Tubak bäimëschen, fir esou schnell wéi méiglech eng Ofhängegkeet ervirzueruffen.

Une voix - Très bien.

Mme Martine Stein-Mergen (CSV). - Den Trick ass och dann deen, deen d'Drogenhändler och uwenden, wéi se et mat de Kanner maachen: Fir d'éischt loosse se probéieren, a wa se bis Goût dru fonnt hunn, da gëtt d'Schrauf zougezunn an da gëtt den Dreck verkaaft. Gradsou soll et mat verschidde Zigarettefirmen an der Drëtter Welt oflafen.

Dëse Message also, Accro ass Accro, dee muss mer kënnen vermëttelen, well en 12-Jährege betruecht Longekriibs an Häerzinfarkt als eng Krankheet vum héijen Alter, woubäi ee muss wëssen, dass, och wann een dat mat 30 Joer krit, fir en 12-Jähregen en 30-Jähregen een am héijen Alter ass.

(Hilarité et coups de cloche de la Présidence)

D'Bild vum de Laangzäitfolgen an de Schoulen ze zeechnen ass also sécher net dat, wat wäert eleng an dësem Domän zu Resultater féieren. Am Iwwerregens ass deesen Thema scho säit Joren e feste Bestanddeel vun de Schoulprogramm.

Laut «Europe contre le cancer» gëtt et nëmme zwou Mesuren, fir déi Jonk vum Fëmmen ofzehalen.

Här Minister, lauschtert no! - ...zwou Mesuren, fir déi Jonk vum Fëmmen ofzehalen:

E sensibelt Unhiewe vum Präis vun den Zigarette respektiv eng Er-schwéierung vun der Beschafung, an en allgemengt Ëmdeken von der Bevölkerung.

D'Femme soll als almoudesch, sténkeg an oncool gëllen. Allgemeng gëtt enger soziologescher Approche méi Succès zougetraut wéi punktuellen Mesuren, wéi zum Beispill eng Offre de sevrage.

Ech wëll dofir awer d'Aide au sevrage net schlechtrieden, mä ech wëll hei de Point de vue vum Epidemiolog vertrieben: Hei geet et net ëm den Einzelnen, mä ëm d'Pandemie.

Dat Ëmdenken hëlt vill Zäit - d'Madame Mutsch huet et och scho gesot -, mä gewëssen Tendenzen an des Richtung si feststellen.

Déi aner Measure gëtt an deem Gesetz undeitungsméisseg ëmgesat. De Verbuet vun der Vente u Jonker ënner 16 Joer wäert et net onméiglech, awer wesentlech méi schwéier maachen, sech Zigaretten ze beschafen.

Och wann de Präis vun den Tubakprodukten iwwert déi lescht Jore konstant an d'Luucht gaangen ass, wier eng substanzuell Verdeierung vläch e finanztechnesche Risiko fir onst Land, vläch eng onsozial Moosnam, well dann nëmmen déi Räich sech kënten Zigarette leeschten an déi aner net méi. Mä dëst wier wahrscheinlech vun alle Moosnamen déi effikasst, net nëmme fir Jonker vum Tubak ewechzehalen, mä och fir e weident Argument bei deene Leit ze bréngen, déi wëllen ophale mat fëmmen.

An England sinn d'Ufänger ënnert de Jugendlechen eréischt dunn erfogaangen, wéi de Präis vum Pak Zigaretten op aacht Euro ëmgerechent an d'Luucht gaangen ass. Affaire à suivre.

De Verbuet vun all Werbung, deen hei an onsem Gesetz wesentlech méi wäit geet, wéi d'europäesch Direktiv et vorschreibt, ass ganz sécher e Wee an d'Richtung vun der Onattraktivitéit vum Fëmmen.

Mir hunn an der Fraktioun och laang iwwert dese Punkt diskutiert. Et ass e Fait, dass duerch e Werbeverbuet ons national Hiersteller wäerte benodelegt ginn. Mir wëssen, dass d'Publicitéit mat den ausländeschen Zeitungen iwwert d'Grenz kënnt an dass mer doru selwer näischt kënnen änneren. Mä et gëtt Hoffnung: An deene leschte Woche kënnen et an Däitschland - d'Madame Mutsch huet schon iwwert d'Ëmsetzung vun der Direktiv geschwat, déi lescht Bastioun vun de Fëmmlobbyisten - zu allerhand Bewegung an deem Dossier, an et ass unzweifelhaft, dass och si deemächst gesetzelch Moosnam gëint d'Tubakwerbung wäerten ëmsetzen.

Souwäit d'Primärpreventioun. Wéi ass et mat der Sekundärpreventioun, dat heescht mam Sevrage? Dëst Wuert gëtt ëmmer erëm an Passiv gebraucht, mä en fait ass de Sevrage eng Aktivitéit, eng aktiv Prozedur, déi vum Söchtege selwer duerchgezu gëtt. Wat mir kënnen ubidden, dat ass eng Hëllef beim Sevrage, sief dat a Form vu Gesprécher, vu verschiddene Medikamenter, deenen hir Wirkung allerdingen net méi esou sécher ass, wéi et nach virun dräi Joer gesot ginn ass, mat enger Nikotinsubstitioun oder awer enger Kombinatioun vun dese Moosnamen. Et ass awer nach ëmmer de Patient selwer, deen de Wëlle muss opbréngen.

Fir dat ze maachen, brauch hie fir d'alleréisch emol déi richteg Argumenter. Et ass d'Aufgab vu sengem Dokter oder vum Beroder, fir des Argumenter ze bréngen:

Mir wëssen, dass d'Fëmmen iwwer méi wéi 20 verschidde Weeër kann ëmbréngen oder krank maachen. En gros sinn et awer dräi Kategorien vu Krankheeten, déi d'Fëmmen no sech zitt: Déi eng si cardio-vasculaire: Arteriosklerose, Hërzinfarkt,

Hireschlag, ass déi éischt. Dann hu mer d'Longekrankheeten: Insuffizienz, chronesch Bronchite, Emphysem; a schlisslech déi verschidde Kriibszorten.

E Fëmmert verléiert, statistesch wuelverstanen, ongeféier 20 bis 30 Joer Liewenserwaardung par rapport zu engem Netfëmmert. Ongeféier d'Halschecht vun de Raacher stierwen un de Folge vun hirer Sucht. Dat wësse mer haut. Dat misst eigentlech jiddferen wëssen.

Bei «Europe contre le cancer», wou ech onst Land jorelaang am Grupp vun de Generaliste vertrueden hunn, ass awer festgestallt ginn, dass dëst Wëssen net duergeet.

De Prozess, deen zum Sevrage féiert, ass bei jiddferengem anescht, an oft kënnt dat verdrängt Wëssen ëm d'Gefor dann zum Virschän, wann et engem net esou gutt geet. Et gëtt also fir den Dokter keng besser Geleeheneit wéi zum Beispill eng Bronchite, fir mat sengem Patient vum Sevrage ze schwätzen.

Duerfir ass an deene meeschte Fäll de Sevrage keen nationalen a kee Grupphefenomeen, mä opportunistesch, an englesche Sënn vum Wuert, an individuell; e verleeft an e puer Etappen a féiert an ongeféier 30% déi éischte Kéier zum Zil; mä et kann ee jo nach eng Kéier probéieren, an dann nach eng Kéier.

Aus menger beruflecher Erfahrung weess ech och, an ech hunn et an der Kommissioun och gesot, dass et net wichtig ass, dass Substitutionsproduiten iwwert d'Krankekeese bezuel ginn, well d'Lëtzebuerger Mentalitéit „Wat näischt kascht, dat ass näischt“ géing do zu engem weideren Hindernis féiere fir deen, deen da motivéiert wier. Hie spuert ja da vill Suen, wann en net méi fëmmt, sou dass e sech déi Patche ka kafen.

Iwwert dat passiivt Fëmmen gëtt et dann och haut genee Statistiken - d'Madame Mutsch huet dat scho gesot. Wann een och am Einzelfall net ka mat Sécherheet soen, ob e gewësse Patient net och Longekriib kritt hätt, wann hien net exposéiert gewiescht wier - och där wäert et ginn a gëtt et -, kann ee sech op Statistike stäipen, déi ausokräfteg sinn.

Déi besch Beispiller sinn déi vun de Kanner, déi an hiren Elterenhaiser dem Dampf ausgesat sinn, déi kréie méi heefeg Asthma; a Frae vu Männer, déi doheem fëmmen, déi kréie méi oft Longekriibs.

Et ass also ubruecht, alles ze maachen, wat dozou féiert, dass Net-raacher an enger dampfräier Atmosphär kënnen liewen a schaffen.

Aus deser Ursach gesäit d'Gesetz dann ebe Fëmmverbueder op verschiddene Plaze vir, am Artikel 6. Op dee wäert meng Kolleegin Nancy Arendt zrëckkommen. Ahem!

Une voix - Oh, Fëmmerten!

(*Hilarité*)

Une autre voix - Profitéiert, well dat ass och geschwé verbueden!

Mme Martine Stein-Mergen (CSV). - Am Gesetz sinn dann och Sanktiounen virgesinn, wann ee sech net un des Regeln hält. Dat schéngt ons als CSV-Fraktioun eminent wichtig, mä mir wëlle betounen, dass esou Restriktionen nëmme da sënnvoll sinn, wa se och kontrolléiert a sanktionéiert ginn. Mir wäerten also déi praktesch Ëmsetzung vun desen Artikelen mat der néideger Spannung an Opmierksamkeit verfollegen.

En anere Punkt, wou mer kategoresch dofir agetruede sinn, dat ass, dass de Lieu privé aus deem Gesetz erausleift. Et ass richteg, dass mer domat keen Afloss hunn an deene Fäll, wou zum Beispill Kanner an hiren Elteren hirem Gal-

lem sëtzen, mä fir d'CSV ass Privat Privat, an esou Virschräfte wiere letztendlech och net ze kontrolléieren. Déiselwecht Position hu mer dunn och vertruede wat d'Altersheemer betrëfft, wou d'Leit jo och wunnen, oder och zum Beispill de Prisong, wou d'Leit jo eigentlech och wunnen, wann och net ganz fräiwëlleg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den zweeten Deel vun onsem Projet handelt dann, wéi gesot, vun den Aarbechtsplazen. Dat sinn d'Artikelen 16 a 17. Hei gëtt an engem méi weide Konzept eng Obligation de résultat de santé fir d'Patronen agefouert, fir déi privat an déi öffentlech. Wéi scho gesot, hunn déi zwee zoustänneg Ministère sech mat vill Engagement drugesat, fir dass d'Interferenzen tëschent Fëmmverbuet an Aarbechtsplazregelung op eng kohärent Aart a Weis an dëst Gesetz kënten englobéiert ginn.

Dat ass och elo de Fall. Et wäert de Patronen iwwerlooss bleiwen, fir op där enger Säit ze verhënneren, dass Netfëmmerten am selwechte Büro wéi d'Fëmmerte sëtzen an eventuell a sengem Betrib selwer ze campagnen an eng Aide au sevrage ze offréieren, well mer jo net däerfe vergiessen, dass onst Gesetz fir de Schutz vum Fëmmert a vum Netfëmmert antrëtt.

Mir wollten ee Moment heizou eng Motioun presentéieren, hunn awer an der Diskussioun décidéiert, dat net ze maachen, well mer an ons Ministere Biltgen a Wiseler vollst Vertrauen hunn, dass des Moosnamen och wäerten zum gegebene Zeitpunkt kontrolléiert ginn an dass dann eventuell aner Mesurë wäerte virgesi ginn.

Haut de Moien, léif Kolleeginnen a Kolleegen, hate mer op onsem Pult nach en zousätzlechen Avis vun der Chambre du Commerce. Wann ech nodréiglech iwwer verschidde praktesch Punkten nodenken, wéi onst Gesetz soll ëmgesat ginn, dann deet et mer eigentlech leed, dass ech - an ech schwätzen hei fir mech ganz eleng - mech net méi dofir agesat hunn, dass verschidde Iwwergangsregele virgesi wiere respektiv verschidde Punkten nach méi genee sollten definiert ginn.

Une voix - Très bien!

Mme Martine Stein-Mergen (CSV). - Ech wëll den Délai uschwätzen, fir Fumoiere opzerrichten. Fir ons Restaurateure geet et elo extrem schätzeg,...

Une voix - Très juste!

Mme Martine Stein-Mergen (CSV). - ...an dass et duerch de Congé collectif am Summer wäert schwéier ginn, déi Corps-de-métieren ze fannen, déi des Aarbechten zur Zäit kënnen duerchféieren, dat weess jiddferen, deen eng Kéier am August eng Panne doheem hat. Ech mengen och net, dass en Délai vun dräi Méint der Kaz e Bockel gemaach hätt, wann ee weess, dass déi gesondheetspolitesche Auswierkung wa manner Leit fëmmen, zum Beispill op d'Morbiditéits- an d'Mortalitéitsstatistiken u Kriibs, sech wäerten an ongeféier 20 Joer weisen.

D'Fro, déi d'Chambre de Commerce stellt, ob een dann am Privé ass, wann een e Restaurant oder e Centre culturel lount, eng Société close quasi, déi wäert da wuel op de Gerichter entscheet ginn. Well des Lokaler gi jo eigentlech verlount, an dann huet deen, dee se lount, jo eigentlech dann och d'Recht fir do ze fëmmen.

Eng aner Proposition vun der Chambre de Commerce iwwert d'Englobéierung vun den Terrassé vun de Pâtisseries schéngt mer

awer superflue, well dobaussen ass dobaussen, a mir hei, wéi schonns gesot, keng amerikanesch Verhältnisser wäerten an däerfe kréien.

Mir waren also an onser Begeeschterung vläch e bëssen haseleg, mir hu vläch e bësse bâcléiert, mä ech mengen, global kann een dëst Gesetz als e Fortschrëtt gesinn. Ech hunn och Vertrauen an ons Geriichtbarkeit, fir Décisiounen, déi da wuel wäerten op se zoukommen, an engem Geescht vu gesondem Mënscheverstand, Toleranz a Responsabilitéit ze léisen.

Wat meng Confrères Dokteren ubelaangt, esou kann ech lech soen, dass si mat Ongedold heiropp gewaart hunn, well, och wa sech epidemiologesch Besserungen eréischt wäerten no ongeféier 20 Joer weisen, esou wäert et fir deen eenzelne Patient, dee mer dann elo zesammen iwwerzeegt kréien, fir opzehlen, ganz kloer zu enger Verbesserung vu senger Liewensqualität kommen.

Ech kann lech dann och zum Schluss mat op de Wee ginn, dass et ëmmer nach, och wann ee schonns laang gefëmmt huet, zu enger Verlängerung vun der Liewenserwaardung féiert, wann een ophält. Et ass also ni ze spéit!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Mutsch huet et scho gesot: D'Fräiheet vun deem engen hält do op, wou d'Fräiheet vun deem aneren ageschränkt gëtt. An deem Sënn bieden ech lech, dëst Gesetz ze stëmme, a bréngen den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix - Très bien!

M. le Président. - Merci, Madame Stein. D'Wuert huet elo den Här Bettendorf, deen am Numm vun der DP-Fraktioun d'Wuert ergräift.

M. Niki Bettendorf (DP). - Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen haut, kuerz virun der Summer-vakanz, och kuerz viru menger Pensioun, an nodeems scho méi wéi e Joer laang kontrovers an der Öffentlechkeet iwwert dese Projet diskutéiert gouf, zum sou genannten Antitubaks- oder Antifëmmgesetz. De genauen Term ass «Lutte antitabac»,...

Une voix - Très bien.

M. Niki Bettendorf (DP). - ...wat a sech e Kämpfereschen, e radikalen Term ass.

Et stëmmt, dat de Gesondheitsminister dem Tubak an de Fëmmerten de Kampf ugesot hat, och wann hien an der Zwëschenzäit e bësse méi konziliant ginn ass. De Minister huet ëmmer gesot: „D'Stoussrichtung ass richtig.“ Ass dat esou, Här Minister? „D'Stoussrichtung ass richtig.“ Mir perséinlech geet déi richteg Richtung duer. Et muss net onbedéngt d'Stoussrichtung sinn, wou jiddferen, deen enger anerer Meenung ass, nidder- oder ewechgestouss gëtt. Et muss net esou sinn, wéi de Zizou um Terrain de Fransouse geschuet huet, wou hie mam Kapp gestouss huet.

Här President, den Term «Lutte antitabac» staamt vun der OMS-Kaderkonventioun, déi Lëtzebuerg de 16. Juni 2003 - Här Minister, wann Der wëllt nolauschteren! -,...

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Dir sollt net esou nervös sinn!

M. Niki Bettendorf (DP). - ...deemno nach ënnert der viregter Regierung, ënnerschriwwen huet, a wou de politesche Wëllen ausge-dréckt gouf, fir progressiv den Tubakskonsum weltwäit ze reduzéieren.

Ech war iwwerrascht - ech weess, Här Minister, Dir litt net.

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Ouh?

M. Niki Bettendorf (DP). - Dir litt net. Mä wann ech am «Quotidien» haut de Moie liesen: «Il faut préciser qu'il y a deux ans le Luxembourg refusait encore de signer la convention-cadre de l'Organisation mondiale de la Santé pour la lutte antitabac, alors qu'aujourd'hui il y a un consensus.» Ech huelen net un, dat Dir dat gesot hut, mä datt dat carrément e Fëller vum «Quotidien» ass. Dir géift lech jo net erlaben, eng Onwourecht ze soen, wou déi Convention-cadre ënnert der Demokratescher Partei, wéi déi an der Regierung war, deemools ënnerschriwwen ginn ass. Ech weess, Här Minister, Dir litt net, dofir...

Plusieurs voix. - Oohhh, aaahhh!!!

M. Niki Bettendorf (DP). - ...déi Richtigstellung hei op deser Plaz.

Mir als Chamber hunn d'lescht Joer deser Kaderkonventioun och zougestëmmt. Deemools war dem Gesondheitsminister seng Intentioun, d'Fëmmen an de Restauranten ze verbidden, schonns bekannt, sou datt déi eenzel Partei sech schonns deemools positionéiert hunn, och mir, d'Demokratesche Partei, a mir vertrieben eis Meenung vun deemools och nach haut!

Mat deem Gesetzesprojet soll, zumindest dem Intitulé no, zum Antitubakskampf opgeruff ginn, woubäi et jo awer och haupsächlech ëm e bessere Schutz vum Netfëmmert vis-à-vis vum Fëmmert geet. Dofir hate mir am Artikel 1 en aneren Text proposéiert, an zwar: «La présente loi a pour objet, dans l'intérêt de la santé publique, de promouvoir la protection des non-fumeurs et la lutte contre le tabagisme.» Eisen Amendement gouf verworfen, mä mir mengen, mir wäere mat onsem Text méi crédibel gewiescht.

Här President, mat dem Objektiv, d'Netfëmmerte par rapport zu de Fëmmerten an hirem Tubaksdamp allgemeng ze schützen, kann d'Demokratesche Partei nëmme avestane sinn. Dat heescht awer net, datt mer eis mat allen Dispositiounen aus deem Gesetz d'accord erkläre kënnen.

Et ass Usus hei am Haus, Här President, datt een dem Rapporteur Merci seet fir säi schrëflechen a mündleche Rapport. Dat kënnt munnechmol vun Hërz, ass heiansdo awer net méi wéi eng héiflech Floskel. Dese Rapport vun der Présidente-Rapportrice, der Madame Lydia Mutsch, ass excellent geschriwwen an och mündlech gutt exposéiert ginn, an ech soen hir dofir et e ganz grouse Merci. Ech wäert trotzdem spéider nach eng Kéier op de Rapport ze schwätzen kommen, well menger Meenung no eng Rei Saachen an deem Rapport net mentionnéiert ginn, eng Rei Saachen, déi doranner net figuréieren.

Ech wëll direkt am Ufank nach eng Kéier déi Ënnerstellungen, déi de Gesondheitsminister Di Bartolomeo hei virun engem Joer vis-à-vis vun der DP an deem Dossier gemaach huet, vehement zrëckweisen! Mir stiechen net ënner enger Decke mat der Tubaklobby!

M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Och dat ass nei.

M. Niki Bettendorf (DP). - Här President, däerf ech lech drun erënneren, datt schonns am Joer 1983 den deemolegen DP-Gesondheitsminister Emile Krieps en éischten «Projet de loi portant interdiction de fumer dans certains lieux» ausgeschafft hat. Hei liest een am Exposé des motifs:

«Il devient (...) de plus en plus urgent de faire adopter au moins un

minimum de mesures pour protéger les non-fumeurs contre les méfaits de la fumée du tabac. Car le fait de fumer, plaisir pour les uns, peut devenir malheur pour les autres.

La prise de conscience par le fumeur de la gêne qu'il répand autour de lui et, ce qui est plus grave, des risques pour la santé qu'il fait courir au non-fumeur, devrait inciter à la réflexion tous ceux qui choisissent à l'encontre du bon sens de s'intoxiquer progressivement en continuant de fumer.

Si les mesures proposées sont comprises, elles devront aider les fumeurs à se rendre compte qu'ils n'ont pas le droit de transformer, avec les risques que cela comporte, les non-fumeurs en fumeurs malgré eux.

L'intoxication du fumeur passif, elle est indubitable si on l'oblige à séjourner longuement dans un local enfumé, non ou mal ventilé.

Il est ainsi suffisamment établi que la fumée de tabac provoque pour le non-fumeur des effets qui vont nettement au-delà de la simple gêne. Aussi les non-fumeurs peuvent-ils légitimement s'attendre à ce que les fumeurs s'abstiennent de fumer dans certains lieux publics que l'on n'a pas le choix de ne pas fréquenter.»

Op dese leschte Punkt kommen ech nach spéider zréck.

Compte tenu vun deem, wat ech elo hei virgelies hunn a wat en DP-Minister virun 23 Joer geschriwwen huet, kann een net heihinner kommen a soen, eis Partei géif der Tubaklobby op de Lâim goen. Och ass jo d'OMS-Kaderkonvention vum DP-Minister ennerschriwwe ginn.

Neen, Här President,...

(Interruption)

2003, Här Minister, ass déi ennerschriwwe ginn,...

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - An net ratifiéiert!

M. Niki Bettendorf (DP). - ...wou d'Demokratesch Partei an der Regierung war. Här Minister, ech hunn elo grad gesot, Dir hätt net gelunn an der Zeitung, mä wann ech Är Reaktioun héieren, da froen ech mech, ob Der net awer wässentlech am «Quotidien» haut de Moien nach d'Onwourecht gesot hutt.

(Interruption)

Neen, Här President, mir sinn net d'Partei vun enger Tubaklobby, mä et muss awer erlaabt sinn, wichteg Froen ze stellen. An elo sinn ech erëm beim Rapport vun der Santéskommissioun: Vlächicht hätt d'Ekonomieskommissioun och missen zu dësem Projet hiren Avis ofginn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Elo kommt Der erëm op de Buedem...

M. le Président. - Här Minister, et ass elo um Här Bettendorf!

M. Niki Bettendorf (DP). - Mir hunn eng national Tubakindustrie hei zu Lëtzebuerg, déi ronn 700 Aarbechtsplaze staark ass. Dat sinn och am Ganzen a mat allem ronderëm wäit iwwer 1.000 Aarbechtsplazen, an ech mengen, och dat soll een an dëser Diskussioun net vergiessen.

Mir mussen och wëssen, dass mer iwwert den Droit d'accise autonome - nëmnen den Droit d'accise autonome - hei zu Lëtzebuerg 50 Milliounen Euro an de Statssäckel erakriegen, an dass iwwert d'Union économique belgo-luxembourgeoise méi wéi 422 Milliounen Euro verdéngt ginn, wovun mir och e groussen Deel vun deene Suen an eise Statssäckel kriegen. Dass e Fait, an dass huet näischt mat enger Tubaklobby ze dinn. Dass de

Lëtzebuenger Stat, deen hei Suen akasséiert.

Iwwerhaupt, Accisen en général: Et muss ee wëssen, dass dem Lëtzebuenger Stat säi Budget zu 25% am Ganzen vun Accisën gespeist gétt. Ech mengen also, hei wier et richteg gewiescht, dass och eng Ekonomieskommissioun e Wuert matgeschwat hätt.

Mä mir sinn hypocrite an déi Hypokrisie féinnt sech och op europäischem Niveau erëm, wou den Tubak zwar verdäwelt gétt, gläichzäitig awer den Tubaksubau mat ronn enger Milliard Euro d'Joer subventionéiert gétt. Dass muss ee sech emol virstellen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.* - Bis 2008.

M. Niki Bettendorf (DP). - Et wier ze wënschen.

Une voix. - Bis 2008.

M. Niki Bettendorf (DP). - De Volet Impact op eis einheimesch Tubakindustrie mat hire ronn iwwer 1.000 Aarbechtsplaze gétt net emol ugedeit.

Här President, ech mengen, iwwert d'Risiken an d'Geforen, déi d'Femme mat sech bréngt, ass haut jiddferree sech bewosst. Jiddferree, ob ee fémmt oder net fémmt, weess, dass den Tubak der Gesondheet schuet. Et kann haut kee méi behaupten, hien hätt net enne connaissance de cause gefémmt. Wien ass haut nach esou naiv a gleef u Slogane vu Fräiheet, Virilitéit oder Féminitéit vun Tubakreklammen? Een, dee fémmt an den deen déi Erkenntnisser verdrängt, gétt ëmmer erëm op en Neits drun erënnert. D'Sensibiliséierungscampagnë lafe schonns säit Joren a gi mat der Zäit ëmmer méi schlagkräfteg.

Esou sollen an Zukunft net nëmnen Texter op den Zigarettepack ze liesen sinn, wou op d'Geforen higewise gétt, mä och ofschreckend Fotoen. Spoten, déi an hire Gräisslechkeet kaum ze iwwertreffe sinn, lafen op der Televisioun. Iwwert d'Crédibilitéit an den Impact vun esou iwwerdriwwene Spoten, och wa se gutt gemengt sinn, léisst sech diskutieren, grad ewéi iwwert den Impact vum Reklammeverbuet fir d'Tubakprodukter, wat jo eng europäesch Décisioun ass.

Iwwerhaupt, ech war iwwerrascht iwwert d'Europa-Décisioun: keng Reklam. Kucken ech de Grand Prix vu Monaco, da gesinn ech, dass op de Ferrarië grouss „Marlboro“ dropstoung. Europäesch Direktiven, an awer Ausnahme matzen an Europa: Dass gétt engem ze denken!

Wat mer brauchen, ass eng éierlech an eng seriö Oplärungscampagne iwwert d'Gefore vun Tubak. Déi besch Method fir perséinlech dem Tubakproblem, dass heescht der Tubaksofhänggekeet aus dem Wee ze goen, ass a bleift déi fir iwwerhaupt net mam Fémme unzefänken. Haaptsächlech muss eis Jugend sensibiliséiert an informéiert ginn. D'Etüden an d'Realitéit weisen eis, dass vill Fémmeren ëmmer méi jonk mam Tubakskonsum ufänken, an dass d'Unzuel vun deene méi jonke Fémmeren ëmmer méi zohält.

Et ass hei d'selwecht wéi mat dem Drogekonsum, deen ech virun zwou Wochen hei an der Chamber belicht hunn. Iwwerhaupt, Dir allegerquerten, Dir kommt hei an d'Chamber an Dir gitt heliansdo emol duerch d'Groussgaass en Tour maachen. Da wäert et lech och opfalen, dass virun allem méi jonk Meedercher mat Zigaretten am Mond dorëmmer lafen. Dass ass eppes, wou ech mengen ze mierken, dass mer mat eisen Oplärung vis-à-vis vun der Jugend falsch leien. Mir mussen weider Effortë maachen, fir ze verhënnern, dass eis jonk Matbirger an Tentatioun kommen, fir iwwerhaupt unzefänken.

An deem Kontext ass och de Verkauverbuet u Jugendlecher ënner 16 Joer ze begrëssen. Mä wann ee weess, wéi einfach eis Jugendlecher haut u Cannabis erukommen, da féerten ech, dass de Verkauverbuet kee groussen Impact wäert hunn. Mä d'Signal, dass mer domadder setzen, ass sécherlech richteg. Weider Effortë mussen ënnerholl ginn, fir deenen, déi tubaksofhängeg sinn, an hirem Beméien, fir hirer Sucht lasszeginn, ze hëllefén.

D'Demokratesch Partei vertritt weiderhin d'Meenung, dass Substitutionsmëttel wéi Nikotinspatche sollte vun der Krankkeess rembourséiert ginn. Ech wollt do am Fong geholl eng Motioun erabréngen. Et sollt awer eng vun der Majoritéit kommen; an déi ass dann natierlech net komm. Meng Virriednerin, d'Madame Stein-Mergen, huet hei gesot, dass wier net de richtige Wee: Eppes wat näischt géif kaschten, dass wier och näischt. Si ass also der Meenung, dass een déi Patchen net soll rembourséieren. Dont acte.

Här President, ech kommen elo zu der Protektioun vun den Netfémmeren. Heibäi handelt et sech ëm d'Kärstéck vun dësem Gesetzprojekt an ëm dee Punkt, notament de Fémmeverbuet an de Restaurants, deen am Virfeld am meeschten diskutéiert gouf. D'Demokratesch Partei war vun Ufank u géint e radikalt an totalt Fémmeverbuet an de Caféen a Restaurants wéi an Irland an an Norwegen a wéi ufanks vun eisem Gesondheitsminister ugekënnegt.

Am Mäerz d'lescht Joer huet et dunn an enger Äntwert op eng parlamentaresch Ufro vun eisem Kollege Claude Meisch geheescht: «Des espaces fumeurs bien séparés pourraient être aménagés sous des conditions à définir.» De Minister war entre-temps schonns e bésse méi verstänneg ginn.

D'DP ënnerstëtzt all Mesure, déi zu engem bessere Schutz virum Tubaksdamp bäidréit, wéi et d'Kaderkonvention vun der OMS och virgesäit. Mir sinn der Meenung, dass op deene Plazen, wou een de Choix net huet, fir net dohinne ze goen, et soll verbuede sinn ze fémme. «Aussi les non-fumeurs peuvent-ils légitimement s'attendre à ce que les fumeurs s'abstiennent de fumer dans certains lieux publics que l'on n'a pas le choix de ne pas fréquenter», huet den Emile Krieps 1983 a sengem Projet de loi gefrot, am Exposé des motifs.

Mir kruten dat éischt Gesetz 1989, also méi wéi sechs Joer duerno. A wat aus deem Gesetz ginn ass, dass wësse mer: Et huet kee sech dru gehalen!

Wat d'Lieux publics intérieures betrëfft, esou besteet e Fémmeverbuet - ech hunn et schonns gesot - säit 1989. Hei handelt et sech ëm öffentlech Gebaier wéi Post, Gare, Flughafen a méi. Allerdéngs gétt de Fémmeverbuet net iwwerall, bal néierens a gehalen.

De Schutz virum Tubaksdamp op der Aarbechtsplaz ass sécherlech eng vun den Haaptprioritéiten. Mat deene Mesuren hätt een eigentlech missen ufänken, ier een e Fémmeverbuet am Restaurant an an de Caféen annoncéiert. Och wann Der elo sot, et géif sech hei ëm e Lieu de travail handelen fir déi, déi do schaffen. Op der Schaff huet een de Choix net, fir dohinne ze goen oder net, an et bréngt een all Dag mindestens acht Stonnen do zou. Datselwecht géllt fir d'Schoulen. Et ass kloer, dass hei d'Recht vun den Netfémmeren op propper Loft muss am Vierdergrond stoen. Hei muss op den éducativ Volet gepocht ginn.

Bei Caféen a Restaurants handelt et sech awer net ëm öffentlech Raimlechkeete wéi eng Post oder eng Gare, et handelt sech och net

ëm e Büro. Et handelt sech ëm e Lieu de rencontre a privatem Eigentum, wou traditionell gefémmt gétt a wou kee gezwonge gétt, dohinne ze goen.

Passivfémme ass - an dass hunn ech schonns gesot - schiedlech; do därfe mer net méi drun zweifelen. Ech mengen awer net, dass dee gréisste Schued an engem Restaurant entsteet. Wann een do fémmt, dass stéiert, hëlt engem de Pléséier beim lessen an ass ganz einfach onhéiflech vun deem respektive Fémmer. Dass mécht een net. Mä, emol éierlech: Kann een do wierklech vu systemateschem Passivfémme schwätzen?

Ass et net éischerter dass regelméissegt passivt Fémme bei de Kanner oder engem Partner doheem, an den eegene véier Wänn, dass gesondheetsschiedlech ass? Hei misst ee méi geziilt d'Eltere responsabiliséieren, net a Presenz vun hire Kanner ze fémme. Verbidde kann een hei natierlech näischt.

Am Restaurant gétt et elo awer verbueden, ob de Patron wëllt oder net. An hei handelt et sech och, wéi schonns gesot, ëm Privateigentum. Elo kann ee soen, eng Entreprise, e Spidol oder eng Schoul kann och Privateigentum sinn, okay, mä et kann een dat awer net mat engem Restaurant oder enger Brasserie vergläichen, wou een net onbedéngt muss higoen a wou een och nëmme eng kuerz Zäit verbéngt, ausser wann een do schafft.

Mä deen Aspekt gétt elo och net vun deem Gesetz kloer geregelt. Och därfer zum Beispill kee Garçon oder keng Serveuse an e Fumoir eragoen.

Holland huet d'Distinction gemaach téscht deene Lokaler, wou Personal ageballt gétt, an deenen, wou de Wiert oder de Patron eleng schafft. Déi Distinction hu mir net gemaach.

A Spuenien géllt d'Obligatioun fir e Fumoir anzerichte bei Restauranté wou méi wéi 100 m². Restaurants, déi méi kleng sinn, mussen de Choix maachen téscht Fémme verbueden oder erlaben. Déi Distinction hu mir hei zu Lëtzebuerg och net gemaach.

An de Brasserië géllt de Fémmeverbuet während verschidenen Zäitplagen, wou lessen zerwéiert gétt. Hei gétt manifestement den Tubaksdamp op eng Gêne während dem lesse redzéiert, wat et jo un éischerter Stell och ass.

Am Artikel 16, wou et ëm d'Sécuritéit an ëm d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz geet, steet notament: «L'employeur ... [prend] les mesures nécessaires afin que les travailleurs soient protégés de manière efficace contre les émanations résultant de la consommation de tabac d'autrui.»

E Règlement grand-ducal soll an deem Kontext d'Obligatioun vun dem Employeur regelen. Dëse Règlement grand-ducal huet natierlech nach kee gesinn.

An eisem Rapport steet, dass dës Dispositioun och d'Caféen, d'Baren an d'Diskotheke betrëfft. Wéi soll dat alt erëm eng Kéier an der Praxis ausgesinn? Bréngt dass net indirekt e Fémmeverbuet och an de Caféen, wat jo déi éischt Intention vun eisem Gesondheitsminister war, mat sech? Do wäerten, no amerikaneschem Muster, Prozesser an d'Haus stoen.

Firwat dann net op de Wee vun enger Aféierung vu Fémmepräzonen op fräiwëlleger Basis goen?

D'Demokratesch Partei kritiséiert och weiderhin, dass hei per Gesetz vun uewen erfollt soll e Verbuet imposéiert ginn. Firwat net méi Vertrauen an d'Horesca hunn? Firwat net dem Beispill vun Holland oder Eisträich follegen an op de Wee vun engem Accord goen? Misst hei net net non Prinzip vun der Subsidiaritéit gehandelt ginn an een der Horesca d'Chance ginn, déi Saach selwer an de Gréff ze kriegen?

D'Horesca selwer seet, dass 80% vun den Employeuren am Horesca-Secteur géint e Fémmeverbuet wäeren. Déi concernéiert Leit féierte ganz einfach, dass se een net négligeablen Deel vun hire Clientèle verléieren, sinn awer bereet, Efforten ze maachen, fir déi Leit, déi net fémme - an dass ass statistesch gesi jo ëmmerhin d'Majoritéit -, besser ze schützen.

Mir hunn en Amendement preparéiert, aus deem ervirgeet, dass den Exploitant ka fräi entseeden, ob bei him gefémmt gétt oder net, ob et e Fémmevum an en Netfémmevum gétt. An deem leschte Fall muss en adequate Fémmevum ageriicht ginn.

Mir hunn am Amendement stoen: «Les exploitants des établissements de restauration, des salons de consommation, des pâtisseries et des boulangeries ainsi que des autres débits de boissons servant des plats du jour doivent clairement indiquer à l'entrée de leur établissement s'il s'agit d'un local fumeur, exclusivement non-fumeur ou bien mixte.

Afin de faciliter la coexistence de fumeurs et non-fumeurs dans les locaux mixtes, des fumeurs doivent être spécialement aménagés à cette fin par l'exploitant des lieux ou bien disposer de pièces séparées par des cloisons étanches, et qui sont spécialement signalées comme pouvant accueillir des fumeurs.»

An da schwätz mer, wéi esou e Fumoir muss ausgesinn: «système d'extraction ou d'épuration d'air», dass muss Schélder do sinn an esou weider an esou virun. Bon, dee wäert lech herno ausgedeeit ginn.

Mir froen och fir deen do Fall, Här Minister: «Une période transitoire d'une année à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi est destinée à permettre aux exploitants de locaux mixtes dont question au point ci-dessus d'effectuer les aménagements nécessaires, c.-à-d. l'aménagement de fumeurs ou d'une pièce séparée par des cloisons étanches.» D'Äntwert op eisen Amendement schéngen ech ze kennen, well Dir hutt och an engem „Tageblatt“-Interview gesot: Dass kënn fir eis net a Fro. D'Gesetz trëtt direkt a Kraaft. Also: Mir probéieren et. Mir bréngen den Amendement eran, an d'Majoritéit mécht natierlech domat, wéi si et fir gutt féinnt.

Amendement 1

L'article 6 est amendé comme suit:

Le point 13 du paragraphe 1^{er} ainsi que le paragraphe 4 sont supprimés. Le paragraphe 3 aura la teneur suivante:

(3) Les exploitants des établissements de restauration, des salons de consommation, des pâtisseries et des boulangeries ainsi que des autres débits de boissons servant des plats du jour doivent clairement indiquer à l'entrée de leur établissement s'il s'agit d'un local fumeur, exclusivement non-fumeur ou bien mixte.

Afin de faciliter la coexistence de fumeurs et non-fumeurs dans les locaux mixtes, des fumeurs doivent être spécialement aménagés à cette fin par l'exploitant des lieux ou bien disposer de pièces séparées par des cloisons étanches, et qui sont spécialement signalées comme pouvant accueillir des fumeurs.

La pièce séparée doit être munie d'un système d'extraction ou d'épuration d'air. Les caractéristiques techniques du système d'extraction ou d'épuration d'air seront fixées par règlement grand-ducal.

La pièce séparée doit être installée de manière à réduire au maximum les inconvénients de la fumée vis-à-vis des non-fumeurs et ne peut être une zone de transit.

Un ou plusieurs signaux rappelant l'interdiction de fumer dans les espaces réservés aux non-fumeurs doivent être posés de telle sorte que toute personne présente puisse en prendre connaissance.

L'exploitation de la pièce séparée est soumise à l'autorisation préalable du ministre ayant la Santé dans ses attributions, qui ne l'accorde sur rapport de l'Inspection sanitaire que si les exigences prévues au présent article sont remplies.

L'Inspection sanitaire veille au respect des exigences précitées.

Une période transitoire d'une année à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi est destinée à permettre aux exploitants de locaux mixtes dont question au point ci-dessus d'effectuer les aménagements nécessaires, c.-à-d. l'aménagement de fumoirs ou d'une pièce séparée par des cloisons étanches.

(s.) Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Henri Grethen, Claude Meisch, Carlo Wagner.

Här President, mir sinn der Meinung, et soll een et dem Patron iwerloosen, ob a sengem Restaurant gefëmmt gëtt oder net. Entweder et handelt sech ëm e fëmmfräie Restaurant oder et dærf do gefëmmt ginn. Dëst soll kloer an der Entrée affichéiert ginn.

Mir sinn och fir d'Ariichte vu sou genannte Fumoiren an deene Lokaler, wou Fëmmerten an Nettefëmmer solle koexistéieren. Mir sinn awer géint d'Imposéiere vun enger Maximalsurface fir dës Fumoiren.

Och meng mer, datt hei eng Période transitoire - an ech hunn et erkläert - misst gëllen, fir et den Exploitanten ze erlaben, dës Fumoiren, déi effektiv sollen hermetesch zou sinn, mat enger adequater Entlüftung kënnen anzeriichten.

Wéi soll dat Gantz dann an der Praxis ausgesinn, wou dann och ee vu 16 Joer oder ënner 16 Joer net dærf an esou e Fumoir erageen? Muss de Patron, den Exploitant vun engem Restaurant, och elo an Zukunft nach en Türsteher virun dee Fumoir stellen, fir datt do keen ënner 16 Joer erageet?

Am Rapport vun der Gesondheitskommission steet, datt mat Satisfaktioun géif festgestallt ginn, datt ëmmer méi Restauranten als Espace non-fumeur géifen ëngewandelt ginn. Weist dat net, datt mer keng gesetzlech Zwangsjack brauchen?

An der Kommissioun hu mer öfters gesot kritt, datt e Restaurant zu Esch vill Succès hätt, well hien e fëmmfräie Restaurant wier. D'Leit géifen dohinner lafen. Mä tant mieux, wann dat esou ass! Da bräichte mer jo och kee Gesetz. Da bräichten nëmmen déi Leit, déi esou e Restaurant hunn, ze soen: „Bei eis gëtt net gefëmmt“, an da lafen d'Leit dohinner. Genausou kënt et sinn, datt een, deen e Restaurant huet, deen eng aner Clientèle huet, wou ebe gare gefëmmt gëtt, géif soen: „Bei eis gëtt gefëmmt“, an da geet deen net méi doran, deen net wëllt, datt hie sech iergendwou befënnert wou ebe gefëmmt gëtt.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. Niki Bettendorf (DP).** - Här President, wat d'Mise en vigueur vun Gesetz ubelaangt, do proposéiert d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei eng Période transitoire - ech hunn et gesot - zu dësem Punkt ebe just vun engem Joer.

An engem Bréif un de Gesondheitsminister huet d'Confédération luxembourgeoise du Commerce mat der Horesca klogergemaach, firwat eng Mise en vigueur différée vun Gesetz misst virgesi ginn, an dat well een net kann déi Dispositionen, déi am Gesetz stinn, vun engem Dag op deen aneren ëmsetzen.

Esou brauchen d'Geschäftsleit, déi Zigarettenautomaten hunn, dräi bis sechs Méint, fir dës Automaten ëmzerüsten. Dat ass awer néideg, soss kënne sech Mineuren zerwéieren, an de Geschäftsmann ass schëlleg. Et ass onverantwortlech, wa mer keng räsonnabel Délai an engem Gesetz virgesinn.

An dofir, eisen Amendement, mengen ech, ass en Amendement de bon sens, an ech hoffen, datt mer dofir heibannen eng Zoustëmmung fannen. Do fällt dach kengem eng Zack aus der Kroun, Här President, dofir eisen zweeten Amendement.

Amendement 2

L'article 9 sera complété d'un alinéa supplémentaire et aura la teneur suivante:

Art. 9. Il est interdit de vendre du tabac et des produits du tabac à des mineurs âgés de moins de seize ans accomplis.

Tout exploitant d'appareils automatiques de distribution délivrant du tabac et des produits du tabac est tenu de prendre des mesures empêchant les mineurs âgés de moins de seize ans accomplis d'avoir accès auxdits appareils.

Une période transitoire de six mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi est destinée à permettre aux exploitants d'appareils automatiques de distribution délivrant du tabac et des produits du tabac de prendre les mesures nécessaires afin d'empêcher les mineurs âgés de moins de seize ans accomplis d'avoir accès auxdits appareils.

(s.) Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Henri Grethen, Claude Meisch, Carlo Wagner.

■ **M. le Président.** - Merci.

■ **M. Niki Bettendorf (DP).** - D'Confédération luxembourgeoise du Commerce huet och eng Informationscampagne an der Maach, fir hir Membere richteg an d'Bild ze setzen, wéi d'Gesetz muss gehandhaabt ginn. Och dofir brauche si e puer Méint Zäit, och well jo nach d'Règlement-grand-ducal mat den Ausféierungsbestëmmungen hei feelen.

Ech ka mech erënneren, datt eise Gesondheitsminister, déi Zäit wou hien an der Opposition war, an der Santéskommissioun ëmmer gesot huet: Ech stëmme kee Gesetz méi, wann de Règlement grand-ducal oder d'Règlement-grand-ducalen net derbäileien. Hei verlaangt hie vun eis, datt mir sollen e Gesetz stëmmen, wou nach eng Rei vu Règlement-grand-ducalen net geholl sinn!

Och zum Beispill muss de Commerçant seng Rechter kennen, fir den Alter vun jonke Mënsch gewuer ze ginn, ob deen nach manerjähreg ass oder net, ob hien him dærf Zigarette verkafen oder net. Wéi dat soll gehandhaabt ginn, wësse mer och net.

Datselwecht géllt natierlech och fir d'Restaurateuren, wat d'Installation vun enger Fëmmzon ubelaangt. Wéi muss dat geschéien? Wat sinn hei d'Virschreften? Och hei - ech hunn et schonns gesot - brauch ee räsonnabel Délai, och hei waarde mer op e Règlement grand-ducal, deen eis nach net virgelleucht gouf. Ginn d'Propriétaires vun de Restauranten am Virfeld vun der Publikation vun dësem Règlement grand-ducal an d'Bild gesat? Och hei brauch ee räsonnabel Délai, a virun allem feelen d'Ausféierungsbestëmmungen zum Gesetz. Wéini kommen déi noutwendeg Règlement-grand-ducalen?

Här President, d'Confédération luxembourgeoise du Commerce huet an hirem Bréif un de Gesondheitsminister dat geschriwwen, wat ech elo hei exposéiert hunn. An zum Schluss vun hirem Bréif, do steet: «Dans l'espoir, Monsieur le Ministre, de vous voir accorder une réponse favorable à la présente, veuillez agréer...» Ech wollt dofir

den Här Minister froen, ob hie schonns der Confédération luxembourgeoise du Commerce geäntwert huet op hire Bréif. Wann net, wat gedenkt hien ze äntwerthen? Oder ass hie mat eis averstanen, fir eng Période transitoire anzeféieren?

Här President, ech kommen elo zur Kontroll an de Contraventionen. Am März vun dësem Joer hat de Claude Meisch, eise President vun der Demokratescher Partei, eng Question parlementaire notamment un de Gesondheitsminister, un de Justizminister an un de Finanzminister gerocht, fir ze wëssen - well dee Moment war dat nach net kloer -, wien da géif d'Applikation vun dësem Gesetz kontrolléieren, ob d'Police an d'Douane eventuell déi Aufgab géifen iwwerhuelen. Déi zoustänneg Ministeren, Justiz- a Finanzministeren, hunn deemools net geäntwert.

Elo wësse mer, datt d'Police an d'Douane d'Eier hunn, dës Aufgab ze iwwerhuelen. Wéi wäert dat an der Praxis ausgesinn? Gëtt den Inspekter Schnüffel an d'Restauranten an an d'Brasserië geschéckt, fir d'Leit in flagranti mat der Zigarette am Bak ze erwëschen? Gëtt verbaliséiert, wann an engem Café un fënnel vir zwou schonns gefëmmt gëtt, obwuel d'Gesetz d'Plage horaire, wou verbueden ass ze fëmmen zwëschen 12 an 2 an zwëschen 7 an 9 owes, festleet?

Et sollen déi, déi onerlaabt fëmmen, grad ewéi den Exploitant vun deem Lokal, wou onerlaabt gefëmmt gëtt, bestrooft ginn. Et risquéiert een - an ech zitieren den Här Gesondheitsminister - „säfteg Strofen“. «Avertissements taxés» tëscht 25 an 250 Euro ginn am Artikel 10 ugedréit, fir de Restaurateur 251 bis 1.000 Euro, wann an zwousch gefëmmt gëtt wou et verbueden ass. Den Artikel 11 seet weider: «Le montant de la taxe ainsi que les modes de paiement sont fixés par règlement grand-ducal qui détermine aussi les modalités d'application du présent article.»

Ech weess et net, wéi dat do gehandhaabt gëtt! Kënt den Inspekter Schnüffel als Geheimen an de Café oder kënt hien an Uniform? Wéini muss ee 25 Euro bezuelen? Wéini 50 Euro? Wéini 100 Euro? Wéini 150 Euro? Wéini 250 Euro? Kënt dat op d'Zuel vun de Kippen un, déi an de jeeweiligen Äschentellere leien, oder wéi gëtt dat gehandhaabt?

Här Minister, Dir laacht doriwwer, mä wou ass Äre Règlement grand-ducal? Firwat ass dës Règlement grand-ducal net ausgeschafft? Et ass liicht, eppes an d'Welt ze setzen, mä fir dat an d'Praxis ëmsetzen, dat ass vill méi schwéier! Dat huet d'Gesetz vun 1989 eis bewisen.

Ech mengen, ech hunn deslescht hei geschwat, datt d'Douane zum Beispill nëmmen eng limitéiert Zuel vun Officiers de police judiciaire huet. Kritt se der elo derbäi, wat ech d'leschte Käier gefrot hunn, fir déi Zuel aus dem Gesetz eraszuheelen,...

■ **Une voix.** - Leider net.

■ **M. Niki Bettendorf (DP).** - ...oder wäert et och an der Zukunft esou bleiwen, datt, wann en Douanier eng Infraction feststellt, den Douanier da muss e Polizist rufen, fir datt dee ka verbaliséieren?

■ **Une voix.** - Dee kënt mam Helikopter.

■ **M. Niki Bettendorf (DP).** - Also Dir gesitt, Här President, hei feelt et nach vill un Ausféierungsbestëmmungen, a mir sinn nach laang net duerch de Bësch.

Ech kommen elo zum Schluss. Wéi seet eise Gesondheitsminister esou gären, an ech widderhuele mech: „D'Stousrichtung stëmmt.“ Just mat senger Stousrichtung hunn ech meng Schwierigkeiten. Ech sinn d'accord mat Propositionen, déi an déi richteg Richtung ginn, mä et soll net sinn, datt alles a jiddfeeren, deen net der Majoritéitsmeinung ass, ewechgestouss gëtt. Dat geet meng liberalen Iwwerzeugungen dach ze wäit.

Et dærf net zu enger Stigmatisierung vun de Fëmmerten an eiser Gesellschaft kommen. Vill Leit, déi fëmmen, komme gären dovunner lass, hunn och schonns öfters probéiert, awer net all hu bis haut reusséiert. Mir wëlle vermeiden, datt et zu engem Clash kënt zwëschen Fëmmerten an Nettefëmmeren. Dat léist keng Problemer, et ginn der héchstens neier geschafen.

Ouni wëllen esou wäit wéi den Avis minoritaire vum Statsrot ze goen, esou huet eis Fraktioun awer e Problem mat där politescher Entwécklung, déi dozou féiert, alles wëlle per Gesetz ze regelen.

(Interruption)

Dat ass en Trend, deen op europäischem Niveau ëmmer méi Opdrift kritt, mä oft gi mir nach méi wäit, wéi dat vu Bréssel verlaangt gëtt. Den Individuum soll méiglechst effikass viru sech selwer geschützt ginn. Et bleift keng Plaz méi fir Eegeverantwortung.

Dës Zort vun „Legalismus“, bei deem d'Buschtawe vum Gesetz iwwer allem stinn, a wou d'Gesetzger geschwënn d'Liewen, souguer d'Privatliebe vun Einzelne bis an de leschten Detail wëlle regelen, sti mir mat grousser Skepsis géintiwwer. Wéini dierfe mer keng Knippercher méi iessen? Wéini ass et mat den Hotdogs eriwuer? Lauter Froen, déi eis an der Zukunft hei wäerte beschäftegen.

Här President, compte tenu vun deene villen Onkloerheeten, déi eréischt spéider duerch e Règlement grand-ducal solle präziséiert ginn, a sollten eis Amendement net zréckbehalen ginn, wäert d'Demokratesch Partei sech bei dësem Projet de loi enthalten.

Ech soenlech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Bettendorf.

■ **M. Niki Bettendorf (DP).** - Dir dærf och nach eng fëmmen alleguerten.

■ **M. le Président.** - Nächste Riedner ass den honorablen Här Jean Huss vun deene Gréngen. Här Huss!

■ **M. Jean Huss (DÉ GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de Joren 1983 - huet eis den Här Bettendorf elo hei erzielt - an 1989 waren hei zu Lëtzebuerg éischt Gesetzger iwwer d'Fëmmen décidéiert ginn. Zënterhier ass awer ganz vill bloen Dampf duerch eist Land gezunn, well dës Gesetzger praktesch ni an néierens kontrolléiert a wierklech ugewannt goufen, esou datt mer dann haut endlech elo en neien Ulaf müssen huelen, nodeem eis eng Partie vun europäeschen an och aussereuropäesche Länner iwwerholl a couragéiert virgemaach hunn, wéi een dësem Fléau ka wierksam entgéintrieden.

Déi elo haut hei virleiend Versioun vun dësem Gesetz ass ouni Zweifel nettem besser wéi den Ausgangsprojekt, deen d'Regierung am Ufank déposéiert hat. Dat ass de Mérite vun eiser Rapportrice a vun enger Partie vu Leit aus de Majoritéitsfraktiounen an och vun deene Gréngen, mä selbstverständlech awer och haaptsächlech de Mérite vun der beharrelcher Opklärungsarbeit vun der Fondation luxembourgeoise contre le cancer a vun den Dokteschorganisatiounen.

Als Gréng hate mir am Kader vun enger Pressekonferenz virun zwee, dräi Méint eis Kritiken un Gesetz an eis Amendementsvirschléi onmëssverständlich duergeluecht, an och kloer Fuerderunge formuléiert, op wat fir enge Punkten dat ursprüngelech ganz schwacht Gesetz misst verbessert ginn. Mir hunn och eis Amendementsvirschléi an d'Kommissioun eraginn; déi missten also hei virleien.

Wa mer déi haut op enger Rei vu Punkte verbessert Versioun hei virleien hunn, dann huet dat awer och ouni Zweifel a ganz wesentlich mat de rezente positive Beispiller aus dem Ausland ze dinn; Irland, Schottland, Italien, fir der nëmmen e puer ze nennen. Beispiller, déi och enger Partie vu Lëtzebuurger Politiker scheinbar méi Courage gemaach hunn, fir drop hinzewierken, fir den ursprüngelechen Text wëllen ze verbessere.

Dir Dammen an Dir Hären, wann déi Gréng sech herno beim Vote trotzdeem wäerten enthalten, da sécher net aus deeneselwechte Gréng wéi d'DP. Am Géigendeel: An eisen Ae bleift deen elo virleien den Text an enger Rei vu Punkten inkohärent an ongenügend, an op enger Rei vun anere Punkten hätte mir eis méi politesche Courage an och méi Preventiionsbereitschaft, an ëmgekéiert manner faul Kompromësser erwaart. Dës Punkte wëllt mer haut op dëser Tribün just nach eng Käier kuerz resuméieren, well se am Fong zënter eiser Pressekonferenz an der Öffentlechkeet bekannt sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Risiken an d'Gesondheitsgefore vum Tubaksdamp sinn zënter Laangem bekannt; déi grouss Zuel vu Kranken a vun Doudesaffer plus ou moins och. Ech géif haut perséinlech net op all déi ronn 2.000 ënnerschiddele Schadstoff aogen, déi am bloen Dampf an engem befëmmte Raum do sinn an ageotemt ginn. De Fait ass, datt dese bloen Dampf wëssenschaftlech a medezinesch noweisbar zu ganz villen Häerzkrankungen, Oderproblemer, Häerzproblemer, Häerz- an Hireschlag ka féieren.

Bekannt ass och dee groussen Undeel dovunner beim Kriibs: net nëmme Longekriibs, mä och Kriibs am Mond- an Halsberäich, Kriibs vun den Otemweeër, Blosekriibs an esou virun. Wu méi banalen, méi lästegen Otemweeërkrankungen wéi chroneschen Houscht, Bronchiten, Halswéi oder Asthma net emol ze schwätzen.

Dës Fakte weisen onmissverständlich, datt et sech beim Tubaksdampf net nëmmen ëm eppes handelt, wat ee just stéiert, wat just eng Gêne, an Iergernis wier, well no engem Owend am bloen Dampf d'Kleeder oder d'Hoer nom Zigarettdampf sténken. Neen! De bloen Dampf - deen och vu munchen heibannen nach ëmmer schéngt total ënnerschätzt ze ginn - ass absolut net harmlos, mä carément eng vun deene gréisste Gesondheitsgeforen iwwerhaapt! A wa mer am Kontext vun der Gesondheitspolitik de Begrëff „Preventioun“ iwwerhaapt nach wëlle seriö huelen, da misste mer eientlech alleguerten heibanne méi Konsequenz a méi politesche Courage un den Dag leeën!

Dir Dammen an Dir Hären, wat op de Fëmmert selwer zoutréfft, op seng Gesondheitsrisiken, dat géllt no de wëssenschaftlechen Erkenntnisser aus deene vergaangene Jore leider och fir deen, dee selwer net fëmmt, mä passiv zum Matanootme vum bloen Dampf, dem sou genannte Passivfëmmen, gezwonge gëtt. Dat géllt evidenteweis bei schwangere Fraen och fir de Fötus während der Grossesse, well d'Schied vun der Mamm op de Fötus iwwerdroe ginn. An no enger rezenter ëmfassender Etüd vun der University of Southern California schueden d'Fraen, déi fëmmen, net nëmmen hirem eegene Kand, mä anscheinend iwwer d'Schiedung vun der lerssubstantz souguer

hiren Enkelkanner, zum Beispill duerch eng méi gréisser Ufällgeket beim Asthma.

Dir Dammen an Dir Hären, well iwert déi villfälteg Gesondheetsrisike vum sou genannte Passiv- oder Matfemme vu menger Virriednerin scho vill gesot ginn ass, wëlle mer do net weider droplueden. D'Fakte sinn absolut kloer, an et kann een dorunner net méi laang zweifelen. An domadder sinn eben net nëmmen d'Femmerter selwer a Gefor, mä och déi Leit, déi bis elo den Zigarettendamp vun hire Partner oder Kollegeen hu missen erdroen, och a grad doheem am Stot.

Dir Dammen an Dir Hären, wann déi grouss Gesondheetsrisiken eigentlech zënter Längerem bekannt sinn oder bekannt misste sinn - et steet jo souguer op all Zigarettapak drop hautdësdags -, wéisou ass et dann esou, datt trotzdeem ronn e Véirel vun der Bevölkerung an och eigentlech intelligent Leit weiderfëmmen?

Une voix. - Très bien!

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Wéi erkläert et sech, datt weiderhi ganz vill jonk Leit, och vill jonk Meedercher, scho ganz fréi ufänken ze fëmmen, wat fir eis zimlech beonrouegend ass?

Dir Dammen an Dir Hären, bei laangjährege Femmerte spille sécherlech eng Rei vu Facteuren zesammen:

Éischstens, déi laangjähreg Gewunnechten.

Zweetens, ènnerschiddlech ausgeprägten Ofhängegkeete vum Nikotin, woubäi haut méi oder weineger och bekannt ass, wéi esou Substanzen op eisen Neurotransmitterhaushalt awierke fir e Suchtverhalten ze konditionéieren.

Drëttens, nach èmmer och d'Ënnerschätzung vun de Risike fir déi eege Gesondheet, woubäi dann e psychologische Verdrängungsmechanismus wierksam gëtt, dee seet, datt engem selwer schon näischt wäert passéieren: Déi aner kréie Kriibs, mä engem selwer wäert näischt passéieren.

Véiertens, fëmmen eventuell och zwecks Bekämpfung vu Langweil, vun Onwuelsinn, vun innerer Nervosität oder Frust.

Fënneftens, dozu kënn, virun allem bei Pubertéierenden a Jugendliche, den insidieux, raffinéierten an dofir objektiv émsou méi wierksamen Afloss vun der Zigarettewerbung, vun der Publicitéit, där mer haut mat dësem Gesetz endlech wäitgehend den Hals wäerten ofdréieren, wat mir begrëssen. Grad Pubertéierende a Jugendliche insgesamt - dat weess d'Zigarettenindustrie - sinn an dëser schwiereger Liewensphas ebe ganz empfänglech fir Publicitéitsmessagen, déi Stärkt weisen, déi Modern-Sinn, Erwuesse-Sinn, Derbäi-Sinn, déi Selbstbewusstsein an Unerkantsinn suggéieren; Saachen, mat deene 14-, 15- oder 16-Jähreger an a ronderëm d'Pubertéit natierlech Problemer hunn.

Aus all dëse Grënn ass duerfir de Publicitéitsverbuete ee vun de Points forts vun dësem Gesetz. Kombiniéiert mat kontinuéierlech erhéijten Taxatioune vun Tubaksprodukter loosse sech doduerch, eiser Meenung no, sécherlech gréisser Erfolge erzielen, fir Jugendliche preventiv dovunner ofzehalen, iwwerhaupt mam Fëmmen unzefänken, an eleng dat wier och schon e schéinen Erfolg.

Dir Dammen an Dir Hären, an dëser Debatt gëtt vu munchen de Begrëff vun der Fräiheet vum Fëmmen an d'Debatt erabruucht. D'Netfëmmerten, déi ëmmerhin eng large Mehrheet vun der Bevölkerung ausmaachen an déi sech iwert de bloen Dampf an iwert den Zwang matzefëmmen bekloen, kréien da virgeworf, si wieren intolerant, si wiere géint d'Fräiheet, si wiere souguer fundamentalistes.

Am Avis minoritaire vum Conseil d'Etat gëtt dobäi an engem absolut groteske Sënn ausgeféiert, mat dësem Gesetz géife liberticides, also Fräiheitsofdédidend a bal totalitär Entwécklung vum eiser Gesellschaft an d'Wee geleet. Mir kënnen iwwer esou intellektuell Verirungen eigentlech nach just de Kapp réselelen!

Fir Fräiheet sinn heibannen eigentlech all Parteien, an iwert d'Definitioune an den Inhalt vun deem Begrëff däerf roueg gestridde ginn. Fir eis ass awer kloer, datt de Begrëff Fräiheet net däerf gläichgesat gi mam Recht vum Stärkeren, mat Egoismus oder Egozentrismus a mat rücksichtslosem Sech-iwweranerer-Ewechsetzen.

Trotzdeem ginn et ènnert de Femmerten niwient ville ganz verstännege Leit, déi Rücksicht op déi aner Leit huelen, leider och Femmerten, déi just sech selwer gesinn. Déi mengen, si dierften iwwerall fëmmen, wou a wa si drop Loscht hätten, an och wann dat op Käschte vun anere Leit geet. Ass esou e Verhalten, esou eng Sucht jidderzäit iwwerall fëmmen ze wëlen, den Inbegrëff vun enger neier, wichtiger Fräiheet, oder ass et net éischer den totale Contraire, nämlech eng Ofhängegkeet?

Wéi fräi sinn da wierklech d'Zigaretten- oder d'Nikotinhängeger, déi net op eng regelméisseg zougefouert Dosis Nikotin oder bloen Dampf kënnen verzichten, well d'Zigarettenindustrie si iwert d'Substanzbäimischungen ofhängegemaach huet? Wat och vun der Madame Stein-Mergen hei scho gesot ginn ass. Sinn Ofhängeger op eng kéier fräi? A wann esou Femmerten eng Nikotinhängegkeet vu sech weisen, wéi ass dann hiert Verhalten ze verstoen?

A Bistron, Diskothéiken oder Restaurant während enger Stonn, zwou oder zwou an enger hallwer Stonn kënnen si anscheinend net op d'Fëmmen an esou Raimlechkeete verzichten. Dat ass zumindest awer komesch, well wann déiselwecht Leit op Weltrees oder an d'Vekane mam Flieger fléien, da schéng se dach awer véier, fënnel Stonne Fluch...

Une voix. - Zéng Stonnen!

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - ...oder héiansdo souguer zéng Stonne Fluch problemlos iwwer sech ergoe loosse an iwwerstoen ze kënnen!

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt selbsterständlech d'Recht ze fëmmen.

(Interruptions)

Ob dat eng wesentlech Fräiheet ass, woen ech perséinlech ze bezweifelen. Mir Gréng sinn allerdéngs der Meenung, datt dës Fräiheet spéitstens do hir Grenzen huet, wou d'Fräiheet oder d'Recht vun den Netfëmmerten ufänkt, an dat ass déi grouss Majoritéit.

Vill Leit, déi net fëmmen, fille sech op der Aarbechtsplaz, am Bistron oder Restaurant belästegt duerch den Zigarettendamp oder den Zigarettendamp, deen nach den Dag duerno an den Hoer, an de Kleeder hänt, an èmmer méi Leit si sech an deene leschte Joren och de konkrete Gesondheetsrisike bewusst ginn, déi vum erzwongene Matfëmmen oder Passivfëmmen ausginn.

Déi sou genannte Fräiheet, zum Beispill an engem Café, engem Bistron oder an engem Büro zu jidder Zäit fëmmen ze dierfen, ass also e kloren Agrëff an d'Recht op d'Gesondheet an d'Fräiheet vun deenen anere Leit, op esou Plazen normal, gesond, schadstofffräi ze schaffen oder sech gemittlech am Café treffen ze kënnen, ouni musse ze fäerten, der Gesondheet ze schueden. An déi Gesondheitsgefore vum Passivfëmmen sinn, wéi ech scho gesot hunn, kloer genuch erweisen.

Aus all dëse Grënn, Dir Dammen an Dir Hären, minge mir jiddefalls,

datt de Begrëff „Fräiheet“ am Kontext vum Zigarettkonsum net nëmmen liicht falsch op der Plaz ass.

Déist neit Gesetz, Dir Dammen an Dir Hären, ass op enger Rei vu Punkten awer, nodeem eis Kommissioune et staark nogebessert huet, ouni Zweifel e gréisssere Fortschrëtt, obschonn et hannert méi kloer Léiglatioune wéi där zum Beispill vun Irland oder Schottland zréckbleift.

Et ginn eng Rei vu positive Weiderentwécklungen, wéi zum Beispill dee wäit gehende Publicitéitsverbuete, déi proposéiert Hëllefsguebueder fir opzehalen, fir vum Nikotin lasszekommen, Sensibiliséierungscampagnen a schlieslech de Kader vun Sanktioune bei Verstéiss géint d'Gesetz, an d'Plazen, wou net däerf gefëmmt ginn, si par rapport zum Gesetz vun 1989 staark ausgedehnt ginn. Dat sinn natierlech sécher eng Partie positiv Entwécklungen.

Wa mir Gréng trotzdeem net kënnen einfach esou derfir stëmmen, wa mer eis leider mussen enthalen, dann ass dat virun allem doduerch, well an der leschter kéier virum Zil de Regierungsparteie leider d'Loft oder den Otem ausgegangen ass a si sech op enger Rei vu Punkte mat sou genannte Kompromésser zefridde ginn hunn. Kompromésser virun allem am Horesca-Secteur a virun allem, zum Beispill, d'Méiglechkeet vu Femmertenofdeeling, vu Fumoiere a Restauranten oder Pâtisseries.

Ofgesinn, datt d'Fëmmen och do gesondheetsschiedlech fir jidder ee bleift, bleiwen hei Problemer:

Éischstens: Eng total Étanchéitéit ass mat esou Fumoiere net méiglech, well beim Service, wann d'lessen oder d'Gedrénks zerwiéiert gëtt, ganz oft d'Dieren op an zou musse goen.

An zweetens, wat méi wichteg ass, gëtt op esou enger Aarbechtsplaz d'Personal, wat zerwiéiert, trotzdeem dem Zigarettendamp dann ausgesat.

En total inakzeptabele Komproméss, dee souguer un d'Lächerlechkeet grenzt, ass dee Paragraph, dee seet, datt et a Bistronen an a Caféen erlaabt bleift ze fëmmen, oder ebe musse matzefëmmen, ausser tëscht 12 an 2 Auer méttel an tëscht 7 an 9 Auer owes, wann an deenen Zäite kleng Molzechten zerwiéiert géifen.

Just eng kleng Fro, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären: Dee schiedleche bloen Dampf, dee virun, deen tëscht 10 Auer moies a fënnel vir zwielef oder tëscht 2 Auer a fënnel vir siwen an de Raum gelose gouf an deen zum passive Matfëmmen zwéngt, ass dës bloen Dampf urplötzlich, wéi vu Geeschterhand verschwonnen um Punkt zwielef Auer méttel oder um Punkt siwen Auer owes? Wann dat esou wier, Här Minister, da misst Der eis do allerdéngs dat Wonnerrezept verroden, dat esou eppes Onglaublesches méiglech mécht!

Well et awer, Dir Dammen an Dir Hären, esou Wonnerrezept net gëtt, handelt et sech do ebe ganz einfach ëm dat, wat een nennt: mangelnde Courage oder faule Kompromésser mat der Führung vun der Horesca.

Un d'Adress vun der Responsabele vun der Horesca och just e Wuert. Fuert emol eng kéier zum Beispill an Irland oder a Schottland a schwätzt do mat Restaurant- oder Pub-Besëtzer. Well deen an Aussichts gestallte Clientsverloscht, deen an Aussichts gestallte Ruin vun der irescher Gastronomie huet ganz einfach net statfonnt! De Géigendeel ass souguer deelweis geschitt, well Bistronen, gutt an agréabel gefouert Bistronen a Restauranten, och ouni Tubak, oder

vläicht grad dofir, weiderhi beléifte Lieux de rencontre an Irland an a Schottland sinn a wäerte bleiwen.

(Interruption)

Une voix. - Très bien.

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Dir Dammen an Dir Hären, fir eis Gréng bleiwen och absolut onverständlech, a vun engem seriösem Jugendschutz hier gesi bal skandaléi, d'Regelen am Beräich vun den Diskothéiken. Nëmmen an Diskothéiken, wou och Jugendlecher ënner 16 Joer Zougang hunn, soll d'Femme verbuede sinn. Ofgesinn emol vun der Fro, wat fir Diskothéiken dat solle sinn - ass et vläicht dat, wat mer fréier emol Thé-dansanté genannt hunn? -, ass dës total Fräiheet ze fëmmen an de geschlossene Raim vun engem Bistron oder enger Diskothéik absolut skandaléi, wann ee weess, wéi vill grad op deene Plaze gefëmmt gëtt!

Vergläichsanalysen, déi virun zwee, dräi Joer an Däitschland duerghefouert goufen, hunn nämlech erginn, datt an Diskothéiken de loin déi héchste Konzentratione vun Zigarettenschadstoff gemooss goufen, datt insgesamt erschreckend héich Konzentratione vu Schadstoff an der Otemloft vun Diskothéiken do waren. Här Minister, loosst dat emol wann ech gelift eng kéier a Lëtzebuerger Diskothéiken nomoossen. Da géift Der gesinn, wat do u Schadstoff an deene Raim enthalten ass!

A wann een do nach déi aner Nuisancen, Facteure wéi zum Beispill iwwerhaart Musek, Blätzer vum Stroboskop an eventuell Alkohol, dozourecht, da sinn esou Diskothéike vum Gesondheetsrisiko hier absolut problematesch, an da kann een do net vu Jugendschutz schwätzen, wann een dann do d'Femme weiderhin erlaabt. Et ass dofir an eisen Aen onverantwortlech, datt dee Femmverbuet net och Diskothéiken ëmgraift!

Här Minister, als Gréng behale mer och Problemer mat där elo virgesinnener Form vun der Aschränkung vum Tubak op der Aarbechtsplaz a geschlossene Büron oder Raim. Ech betouene: mat der Form! Natierlech begrësse mir et, datt elo zum Schluss dach nach de Beräich Aarbechtsplaz, de Lieu de travail am privaten an am öffentleche Secteur, an d'Gesetz erakomm ass, am Ènnerscheid zu deem, wat am ursprünglechen Text virgesat war. E Gesetz ouni den Aarbechtsberäich wier jo och eigentlech net méi wéi eng Farce gewiescht.

Trotzdeem behale mer mat där elo proposéierter Form vun der Obligation de résultat de santé fir den Employeur eng Partie Zweifel an Problemer. Wann am Prinzip eng Obligation de résultat fir den Employeur soll gëllen, op där anerer Säit awer méi genau Bestëmmungen iwwer Règlement grand-ducal solle kënnen festgeluecht ginn, no Konsultatioun an Dialog mat de sou genannte Sozialpartner, da froe mir eis, ob dann do wierklech an alle Betriber dee gläichen, deesseelwechte Schutz virum Passivfëmmen wäert kënnen garantiéiert ginn. Mir fäerte konkret, datt jee no Attitud vum jeeweilige Patron oder de Majoritéitsverhältnissen tëscht Femmerten an Netfëmmerten an deenen ènnerschiddleche Betriber oder Betriebsdelegationen de Begrëff „obligation de résultat“ an ausräichende Schutz virum Passivfëmmen ènnerschiddlech kann interpretéiert ginn.

A wann da gesot gëtt, datt dach de Salaré, deen net fëmmt, a Fall vu Verstéiss géint säi Patron kéint kloen, da kléngt dat natierlech ganz schéin. Dat schéngt eis awer an Zäite vu Chômage a Schwierigkeeten, eng nei Aarbechtsplaz ze fannen, räichlech naiv a realitétsfrem.

Une voix. - Très bien!

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Mir Gréng hätten, wéi munch Gewerkschaft iwwregens, fir eng méi kloer an einfach Léisung plädéiert, nämlech eng einfach Interdiction vu Fëmmen an allen zouenen Aarbechtsraim, an alle Lieux de travail fermés, wat mer an engem Amendement och esou formuléiert hunn, wat eigentlech och eent vun eisen Haaptamendementen ass, déi mer erabruucht hunn.

Fir esou eng méi kloer Léisung hunn iwwregens och d'Fondation contre le cancer an d'Dokteschorganisations plädéiert, an et ass wierklech schued, datt dës einfache Wee net gewielt gouf.

Mir si jiddefalls méi wéi gespaant op déi éischt Konflikter a juristesche Affären, déi an eisen Ae mat dëser Regelung riskéieren ze kommen. Eng einfach a kloer Regelung wier an eisen Ae méi logesch gewiescht an hätt och méi schnell kënnen ëmgesat ginn, fir ze verhënnen, datt déi gesetzlech nei Bestëmmungen op där enger oder op där anerer Plaz schlächend ënnerhielegt kënnen ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, all Gesetz ass nëmmen da gutt, wann et och agehale gëtt. Dofir, an dat begrësse mer natierlech, sinn an där elo neier Versioune vum Gesetzestext bei Infractionne géint d'Gesetz Avertissements taxés oder Amendé virgesinn. An et gëtt och definéiert, wien déi Infractionne soll feststellen. Dat kléngt gutt.

Ech erlaube mer allerdéngs, am Géigendeel zu deem wat den Här Bettendorf hei gesot huet, ze soen, datt dat hei zu Lëtzebuerg och an anere Gesetze ähnlech festgeschriwwen ass, ouni datt an der Vergaangenheit allerdéngs an der Realitéit do vill geschitt wier. Denkt zum Beispill un d'Kaméidisgesetz oder Infractionne par rapport zur Ëmwelt, Infractionne bei Dépassementer vu Grenzwäerter.

Ugesiichts vun der grouse Gesondheitsgefore vum Fëmmen hoffe mir jiddefalls, ëmgekiert zur DP, datt am Ènnerscheid zum Gesetz vun 1989 Kontrollen a Sanktionne ganz eescht wäerte geholl ginn, ganz eescht musse geholl ginn, fir datt et wierklech zu Verbesserungen op dësem Gebitt ka kommen.

Insgesamt, Dir Dammen an Dir Hären, erklären all dës Lacunen a Problemer vun dësem Gesetz awer, firwat mir Gréng trotz muncher Fortschreiter net kënnen fir dëst Gesetz stëmmen. Mir wäerten eis enthalen. Mir hoffen, datt et mat dësem nëmmen deelweis zefridde stellende Gesetz net eriwier ass, an dofir invitéiere mer an enger Motion d'Regierung, fir ee Joer no Publikatioun vum Gesetz eng Evaluatioun vun der konkrete Resultater vum Gesetz ze maachen, fir da spéitstens déi noutwendeg Nobesserungen um Gesetz virzehuelen.

Här President, hei ass déi Motion.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant:

- que la loi relative à la lutte anti-tabac prévoit l'interdiction de fumer dans certains lieux ainsi que l'installation de fumoirs dans certains types d'établissements;

- que cette même loi prévoit des amendes et avertissements taxés envers les personnes ne respectant pas ces dispositions;

- que les dispositions relatives à la protection des non-fumeurs et des jeunes ont fait l'objet de vives discussions sur la place publique ainsi que dans la population;

- que la nouvelle loi prévoit une obligation de résultat envers l'employeur en matière de protection contre la fumée d'autrui au lieu de travail;

invite le Gouvernement

- à procéder, un an après la publication de la loi, à une évaluation des résultats obtenus sur le terrain

suite à l'entrée en vigueur de la loi, et ce spécialement en ce qui concerne la protection des non-fumeurs et des jeunes;

- à évaluer les moyens mis en oeuvre pour garantir le respect des dispositions prévues par la loi;

- à évaluer également les expériences recueillies en matière d'amendes et d'avertissements taxés;

- à revoir, au cas où les résultats ne s'avèreraient pas satisfaisants, les dispositions relatives à la protection des non-fumeurs et des jeunes dans les lieux accessibles au public ainsi qu'au lieu de travail.

(s.) Jean Huss, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Henri Kox.

Wann elo gesot gétt, dat wier an engem Joer net méiglech, et brächt ee vläicht annerhaleft Joer oder zwee Joer fir dat ze maachen, dann hätte mer och domadder kee Problem. Mir menge just, dat esou eng Evolutioun relativ schnell soll geschéien, an da wäerte mer feststellen, dat munches vun deem, wat mir hei gesot hunn, net falsch ass, an datt eng Partie Nobesserungen néideg wäerte sinn.

An da ganz zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären, hunn ech och nach en aneren Text, nämlech eng Resolutioun. Eng Resolutioun, déi d'Chamber u sech selwer adresséiert. An dëser Resolutioun geet et dréms, dem Land ze weisen, dat dës Chamber sech selwer seriö hëlt a mam gudden Beispill wëllt virgoen. An duerfir proposéieren déi Gréng, datt et vun elo u soll verbueden sinn, an alle Raimlechkeete vun dëser Chamber ze fëmme.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

constatant:

- le vote de la loi relative à la lutte anti-tabac par la Chambre des Députés;

- que le danger que constituent le tabagisme et le tabagisme passif pour la santé est largement reconnu;

- que les locaux de la Chambre des Députés constituent un lieu de travail et un lieu public;

- que la Chambre des Députés dans sa fonction de représentante du peuple se doit de montrer l'exemple;

décide

- qu'il sera désormais interdit de fumer dans tous les locaux de la Chambre des Députés.

(s.) Jean Huss.

Här President, ech iwverreechen lech och dës Resolutioun hei.

(Hilarité)

Si huet am Moment just eng Ennerschrëft. Ech losse ganz gâr Kollegee vun anere Fraktiounen hei d'Méiglechkeet se mat ze ennerschreien a mat ze droen. Et ass op jidde Fall esou, datt se genuch Ennerschrëfte vun deene Gréngé géif kréie wa keen aneren dozou bereet wier.

Bei där Resolutioun, déi mer un eis selwer adresséieren, Dir Dammen an Dir Hären, geet et an eisen Aen em net manner wéi em d'Glaubwürdigkeet vun dëser Chamber. Well wann dës Chamber mat Majoritéit anere Leit op anere Lieu-publicen oder Aarbechtsplaze verbitt - zu Recht - ze fëmme, fir d'Fëmmerten, mä och d'Netfëmmerten, déi passiv mat musse fëmme, ze schützen, da kann et net sinn, datt et an dëser Chamber, wat och e Lieu public an e Lieu de travail ass, soll erlaabt ginn, virunzufëmme! Et geet also do em net méi an net manner wéi eis eege Glaubwürdigkeet als Deputéierte vun dëser Chamber. An ech hoffen, datt mer dës Resolutioun hei unanimement herno wäerte kënnen stëmmen.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, kommen ech zum Schluss. Här Minister, mat enger ganzer Partie vu Saachen, déi an dësem Gesetz sinn, kënnen mir natierlech d'accord sinn, well wierklech Fortschritt do ze verzeche sinn, mä insgesamt menge mir awer, datt hei Chancé verpasst gi sinn, fir wierklech Neel mat Käpp ze maachen, fir e wierklech preventive Gesondheetsschutz op allen Domänen vun dësem Gesetz kënnen ze realiséieren.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Huss. Nächste Riedner ass den honorablen Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt e Wuert un d'Madame Lydia Mutsch als Rapporteuse fir hire Rapport, dee se gemaach huet, och wann ech kann direkt soen, datt déi Recommendation, déi aus deem Rapport ervirgeet fir dëst Gesetz ze stëmmen, vun eisem Grupp net wäert gedroen ginn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

D'Tubaksgesetz, wat mer haut hei zur Diskussioun an zur Ofstëmmung hunn, ass e Gesetz, wat an deene leschte Wochen a Méint ganz staark an der Öffentlichkeit diskutéiert ginn ass. D'Fëmmerten an d'Netfëmmerte sinn an haarden Diskussiounen auseneegaangen. Dat huet sech selbsterständlech net nëmmen ënnert de Bierger ofgespillt, mä et huet sech virun allem och an de politesche Parteien ofgespillt, wou dat och ganz kontradiktöresch diskutéiert ginn ass.

D'Fëmmen ass gesondheetschiedlech, souwuel dat aktiivt wéi dat passivt Fëmmen. Dat ass de Métté schonn hei gesot ginn. Dat gétt och vu kengem Mënsch méi contestéiert. An der Europäescher Union stierwe schätzungsweis an engem Joer 660.000 Mënschen un de Folge vum Fëmmen, bei 15% vum Total vun de Stierfäll ass den Tabak als Ursach uginn. Et ass also richteg an och wichteg, datt d'Politik sech mat deem Thema ausenansetzt, an datt et ee vun den Haaptsubjeten an dem gesondheetspoliteschen Débat muss sinn.

D'Fro ass awer: Wéi wäit kann oder wéi wäit muss d'Politik an dësem Beräich goen?

Et gétt vill Beräicher vu Sucht: Och d'Drénken ass bei Leit eng Sucht. An och opgrond vun der Drénksucht hunn d'Krankekeese vill Dépenses ze maachen. Och d'lessen huet bei verschidde Leit Konsequenzen, déi mer bei der Krankekeess herno erëm musse riichtbéien. D'Drogesucht, déi mer schonn des Öfteren hei haben - de Kollege Bettendorf huet nach viru 14 Deeg hei eng Interpellatioun doriwwer gemaach; ech hat eng viru véier, fënnf Joer heibanne gemaach -, huet grouss Konsequenzen. An et gétt och nach eng Spillsucht, niewent anere Suchten iwverall.

Mä d'Differenz vum Fëmmen vis-à-vis vun all dësen elo opgezielte Suchten ass, datt d'Sucht vum Fëmmen net deen Einzelnen eleng betrëfft, mä et betrëfft och déi Leit, déi passiv musse matfëmmen. All déi aner Suchte betreffen d'Person selwer, awer net onbedéngt hiren Entourage. Et ass duerfir wichteg, datt mer eis mat deem Problem ausenansetzen, awer och ëmmer a Verbonnenheet mat der Fro, wou d'Fräiheet vun deem engen ufänkt a wou d'Fräiheet vun deem aneren ophält.

D'aktiv an d'passiv Fëmmerte sti sech hei vis-à-vis. Woubäi ee muss soen, datt déi meescht Fëmmerte systematesch Rücksicht op d'Leit huelen, déi net fëmme. Déi meescht Fëmmerte fëmme d'office net an engem Restaurant a si

huelen déi Précautioun fir eben an engem Restaurant anere Leit keen onangenehmen Ablack zuzumuden. Et dierf also net zu enger Juedg op d'Fëmmerte kommen.

Och datt mer als Partei, als Gesellschaft, als Stat aus Prinzip alles maachen, fir datt esou mann wéi méiglech gefëmmt gétt, ass e richteg Prinzip. Virun allem bei deene Jonke muss mer intervenéieren, fir se eben net deem Fléau ze ënnerwerfen. Et ass selbsterständlech ganz normal, datt mer Informationscampagnen a Sensibilisierungscampagnen vum Stat aus musse maachen.

D'Gesetz, wat mer haut hei virleien hunn, zielt a sengem Artikel 6 (1) alleguer déi Plazen op - an et sinn der 16 am Gesetz virgessinn -, wou et an Zukunft wäert verbueden sinn ze fëmme. Als ADR si mir mat dem groussen Deel vun deenen Opzielungen d'accord.

Datt net méi a Spideeler gefëmmt gétt, schéngt eis eng Normalitéit ze sinn an och heibannen e Konsens ze hunn. Datt an den allgemengen Raimlechkeete vun Altersheimer net gefëmmt gétt, idem. An datt mer awer deene Pensionären an Altersheimer, déi jo en Zëmmer geout hunn, also do bei sech doheim sinn, erlaben ze fëmme, huet och den Accord an der Kommission fonnt. Dann, datt an de Salle-d'attente bei Dokter, Zännokteren, Laboratoire net méi gefëmmt gétt, mengen ech, ass haut scho praktesch am Alldeeglechen eng Normalitéit; et gétt elo just hei am Gesetz festgeschriwwen. D'Realitéit huet dat awer. Datselwecht géllt an den Apdikten.

Datt an alle Schoultypen net méi gefëmmt gétt, schéngt eis och kloer ze sinn, souguer mat den Extensiounen, den Alentouren vun de Schoulen. Sécherlech muss een awer wëssen - ech wëll elo net vun de Schüler schwätzen, do schéngt et mer normal ze sinn -, datt mer Enseignanten hunn, déi awer chronesch Fëmmerte sinn, déi elo mat dësem System hei wäerten e Problem kréien. An et wäert net esou kommen - wéi mir jonk waren, si mer heemlech op d'Toiletté fëmme gaang -, dat elo op eemol Professoren heemlech fëmme gi fir awer hirer Sucht nozekommen. Mä, wéi gesot, et ass eng Regelung, déi eis Zoustëmmung fënn.

Datt an alle Lokaler, wou Jugendlecher ënner 16 Joer sech ophalen, net däerf gefëmmt ginn, a Kinoen, Theater, Muséeën, Galerien a Bibliothéiken, an allen Halen a Säll vu Stat a Gemeng: Alles dat fënn eis Zoustëmmung genausou gutt wéi wat den öffentlichen Transport, Flughafen oder Eisenbahngebaier ubelaangt.

Problemer hu mer, Här President - an de Kollege Niki Bettendorf huet dat mat treffende Wiederer hei gesot -, domat wat am Artikel 6 (1) 13 steet, wat d'Restauranten an d'Caféen ubelaangt. An ech verweisen och do op deen Avis complémentaire, dee mer haut de Moien zougestallt kritt hu vun der Chambre de Commerce. Ech mengen, si huet douds'écher Recht wa se drop hiweist, datt d'Gesetz iwwert d'Chambres professionnelles vun 1924 dem Stat eng gewëssen Obligatioun operleef, fir déi eenzel Chambre-professionnelles em hir Meenung ze froen, wann et em Sujete geet, déi si direkt betreffen, datt een hei hätt missen deen Exercice maachen a virun allem och den Avis ofwaarden.

Et geet net duer, wéi d'Madame Stein-Mergen dat de Méttén hei gesot huet: Wa mer deen Avis éischer kritt hätten, muss ee vläicht haut soen, hätte mer an eisem Kommissioun aneschtens iwwerleucht. Ech mengen, dat ass keng gutt legislativ Prozedur an et

muss ee sech och doriwwer Fro stellen.

Wann een och ka mam Prinzip, datt an engem Restaurant net soll gefëmmt ginn, d'accord sinn, esou muss een dach awer d'Fro opwerfen, wéi et hei mat der Fräiheet vum Propriétaire op d'Eigentumsrecht ass, wéi et bei him mat der privater Propriétéit ass.

Mir hätten als ADR léiwerg eng aner Formule gehat, an zwar datt een higange wär an et hätten een den Exploitanté fréigestallt, mä obligéiert, datt se hätte missen affichéieren, ob an hiren Etablissementer géif gefëmmt ginn oder net gefëmmt ginn. Domadder hätten jiddereen, deen esou en Etablissement betratt hätten, gewosst, wann en erageet, a wat fir eng Situatioun datt e sech begétt. Eventuell hätten een och kënnen higoen, datt ee gesot hätten, bei gréisserer Restauranté mussen et zwee Säll sinn. All Client hätten dann, wéi gesot, genau d'Konditiounen vun der Stee kann, wann en eragee wär.

Ech sinn iwverzeegt, datt de Maart sech selwer geregelt hätten, well fir déi Restauranten, déi fir Netfëmmerte sinn, d'Demande ëmmer méi grouss gétt, well och eng Rei vu Fëmmerte léiwerg an engem Restaurant zu Méttég iessen, wou net gefëmmt gétt, an hir Zigar oder hir Zigarett herno anzwousch aneschtens fëmme ginn.

Haut maache mer elo e System hei, wou mer musse Kontrolle maachen. Et muss ee sech dat virstellen, datt elo do Sträitpunkten entstinn, datt Clienté géint aner Clienten eng Plainte maachen, oder datt de Wiert muss do agéiere vis-à-vis vu senger Clienten, oder datt d'Police oder d'Douane musse kontrollen a Restauranté maache goen. Et muss ee sech dat alles virstellen, wou mer hei als Gesellschaft histeieren, an e Land, wou mer de Bierger ëmmer méi kontrolléieren, em ëmmer méi Konditiounen octroyéieren, a wou en herno praktesch keng eenzel Fräiheete méi kann hunn.

An deemselwechten Zesammenhang muss een dann och déi Bestëmmungen hannerfroen, déi mer hei hunn. Wa mer soen, wann an engem Restaurant gefëmmt gétt, muss et en zweete Sall ginn, d'accord. Mä datt mer dann och nach higinn a mir schreien an d'Gesetz, datt dee Sall net méi wéi 25% vun der ganzer Fläche muss hunn, do muss ech d'Fro stellen, wou een do kann esou ee genaue Kritär an e Gesetz aschreien. Mir wëssen, datt mer haut scho vill Restauranten hunn, déi zwee Raim hunn. Wann elo awer dat Verhältnis 25:75 net besteet, mussen dann déi Leit, déi am Fong scho preventiv a wierklech mat Rücksicht hei Investitioun gemaach hunn, elo erëm ëmbauen oder musse se deen een Deel, dee méi wéi 25% huet, kierzzen?

Wann dat Gesetz hei a Kraaft tritt - an de Kollege Bettendorf huet dat gesot -, gétt et nach kee Reglement. Wat ze bedauern ass, datt mer esou e wichteg Gesetz, wou den Detail wierklech an de Reglementer herno wäert kommen, stëmmen an dat Gesetz och a Kraaft setzen, oni datt d'Reglementer do sinn. A wann déi Reglementer net do sinn, da spillt d'Gesetz, an d'Gesetz seet ganz kloer: Et gétt net an engem Restaurant gefëmmt. Dat heescht, soulaang wéi kee Reglement do ass, kann och keen anere Sall opgemaach ginn, och wann e 25% huet, well ebe keng Bestëmmungen do sinn, a well och do am Gesetz steet, datt eng speziell Demande muss un de Minister gericht ginn, deen dann eng Autorisatioun gétt.

Och do gi mer erëm hin, mir maachen administrativ Prozeduren, wat wahrscheinlech kann erëm laang daueren, a wou keen haut weess, wéi genau herno déi Konditiounen, déi de Minister an d'Reglement an an d'Autorisatioun da setzt, ausge sinn, wou sécherlech dann herno eis Betriber wäerte ganz grouss Problemer kréien.

An et weess och keen, wéi laang dat dauert. Et ass gesot ginn, datt geet relativ séier. Wa mer awer kucken, wéi vill Restauranté mer am Land hunn, a wann déi alleguer matenee - an dat muss se elo matenee maachen - hir Demande maachen, an et ass nach kee Reglement do, da wäert dat och net nëmmen e puer Deeg, mä da wäert dat Wochen a Méint daueren, bis do eben déi Autorisatiounen era kommen, an esou laang spillt d'Gesetz, eiser Meenung no, datt heescht, et ass en absolut Fëmmverbuue an de Restauranten.

Et hätten een hei also missen onbedéngt eng Iwwergangsbestëmmung abauen, wou ee gesot hätten, datt déi an déi Moosnamen eréischt no enger bestëmmter Frist a Kraaft géifen trieden. Och hätten een do misse vläicht iwwerleeren, ob et net um Stat gewiescht wär, fir deene Betriber eng finanziell Ennerstëtzung zoukommen ze loosse, déi hei elo musse supplementar Investitiounen maachen.

Datselwecht zielt fir d'Caféen, wou et am Prinzip erlaabt ass, mä - an herno kommen ech nach drop ze schwätzen - wa mer kucken, wat d'Personal ubelaangt, a soulaang wéi mer och do kee Reglement hunn, wat d'Personal ubelaangt, muss een dovun ausgoen, datt, wann een elo e Café huet, wou Personal dra beschäftigt ass, et verbueden ass dran ze fëmme, dees dat Reglement ass do, wat regelt, wéi d'Salariat kann an Entreprisé schaffen, wann do géing gefëmmt ginn.

Ech si mam Kollege Jean Huss averstanen, wann en hei d'Problematik opgeworf huet, déi sech an de Cafée stellt, wa vun 12 bis 2 an owes vu 7 bis 9 Auer net däerf gefëmmt ginn, wann do zerweiert gétt, mä an enger anerer Siicht, well ech et einfach eng Utopie fannen, datt een, wa mer soen, an engem Café däerf prinzipiell gefëmmt ginn, dann higeeit a seet, vun 12 bis 2 an owes vu 7 bis 9 Auer däerf net gefëmmt ginn. Et ass richteg, wa bis 12 Auer gefëmmt gétt an den Dampf ass dobannen, dann ännert et nëscht méi, ob een da vun 12 Auer un net méi fëmmt an um 2 Auer fänkt een erëm un.

Et kéint een och soen, beim Apéritif kann ee fëmme, dann ésst een zwou Stonnen, wann ee gemittlech ésst, an da beim Digestif kann een erëm eng Zigar fëmme. Mä esou genau geet dat net an der Regel, an duerfir fanne mir wierklech, datt déi Bestëmmung do eng Bestëmmung ass, déi iwverflesseg ass. Et hätten ee sollen do am Prinzip an de Cafée generell erlaben ze fëmme, oder et hätten ee sollen dem Wiert d'Méiglechkeet ginn ze soen, bei hinne géif gefëmmt ginn oder net gefëmmt ginn.

Genausou wou een do muss d'Definitiouen fannen, wat iwverhaapt Platé sinn. Fält eng Hameschmier drodrénner? E Croque-Monsieur, fält deen drodrénner? Oder muss et e waarmt lesse sinn? Oder wéi ass d'Konditioun? Alles dat steet am Ablack nach net fest.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun allem an deene Punkten do, wat d'Restauration an d'Caféen ubelaangt, hu mer also eng Situatioun geschaf, wou mer eis Problemer siche ginn a wou mer hei am Fong e ganze Secteur Horesca als manderjähreg erklären, wéi wann déi net selwer capable gewiescht wäeren, fir dee Problem ze léisen. Mir kënnen nach net hei an engem Stat sinn, wou mer e kompletten Dirigismus vun uewen erf maachen, wou d'Leit nëmme méi virgeschriwwen kréien, kontrolléiert kréien, verbueden kréien an herno och protokolliert ginn!

Wa mer elo nach higinn, an den Transportminister ass amgaange sech ze iwverleeren, fir d'Promillgrenz erofzesetze vun 0,8 op 0,5%, da si mer geschwënn an engere Situatioun, datt mer besser soen: Ma de Stat verbitt hei an deem Land nach iwverhaapt, datt

(Coups de cloche de la Présidence)

Et geschitt ganz vill um Terrain. Ech sinn natierlech iwwerzeegt, dass mer hei elo nach méi „best practices“ kréien, an dofir mengen ech och, dass et e guut Gesetz ass, wat Der haut stëmmt.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. Ech géif proposéieren, dass mer fir d'éischt iwwert déi zwee Amendementer géifen ofstëmmen, déi den Här Bettendorf am Numm vun der demokratiescher Fraktioun abruecht huet.

Fir d'éischt geet et ëm den Artikel 6, deen amendéiert gëtt, esou wéi am Text, deen den Här Bettendorf eis virgeluecht huet.

Amendement 1

Mir stëmmen of iwwert den Amendement 1.

Vote

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 46 Nee-Stëmmen, bei 14 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullén, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Amendement 2

Dann den Amendement 2, och vum Här Bettendorf, betreffend den Artikel 9, dee kompléiert soll ginn. Wann d'Elektronik esou wäit ass, da stëmmen mer of.

Vote

Den Amendement 2 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, bei 15 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullén, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri

Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Mir stëmmen dann iwwert den Text selwer vum Gesetz of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5533 ass uegheoll mat 37 Jo-Stëmmen, bei 2 Nee-Stëmmen an 20 Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullén, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: M. Jean-Pierre Koepf;

M. Aly Jaerling.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

Plusieurs voix. - Neen, Här President!

M. le Président. - Ech gesinn, dass et awer eng Majoritéit heibanne gëtt, dofir ass dat dann esou decidéiert.

Motion 1

Mir kommen elo zur Motioun, déi den honorablen Här Huss agreeeicht huet. Kënne mer doriwier par main levée ofstëmmen?

(Interruption)

Den Här Huss freet de Vote électronique, dann huele mer de Vote électronique.

(Interruption)

Jo. Mir kommen den Hierscht dorobber zrëck, Här Grethen. Dir kënnt Äre Kapp a Rou leeën.

(Hilarité)

Mir kommen dorobber zrëck!

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 52 Nee-Stëmmen, bei 7 Jo-Stëmmen an 1 Abstentiuon.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullén, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marcel Oberweis), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Romain Schneider), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepf;

M. Aly Jaerling.

S'est abstenu: M. Robert Mehlen.

Résolution 1

Da si mer befaasst mat enger Resolutioun vum honorablen Här Huss. Den Här Huss freet d'Wuert nach eng Kéier dozou. Här Huss!

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu jo elo haut hei, op dëser Plaz, en neit Gesetz gestëmmt, fir eis géint den Tabagisme passif ze schützen. Mir haten eng Rei Kritiken dorunner. Bon, et ass awer elo an där doter Form gestëmmt ginn.

Mir ginn dovun aus, datt dat, wou mir haut hei tagen, e Lieu public ass an datt et och e Lieu de travail ass. Mir ginn och dovun aus, datt mer hei als Chamber missten am Fong mam gudden Beispill virgoen, selwer, well mir si jo d'Léiglateuren, déi fir vill Raimlechkeeten dobaussen e Fëmmverbuet elo operluecht hunn. Mir sinn e Lieu public an e Lieu de travail.

Mir mengen also, datt mer mam gudden Beispill misste virgoen, fir dat dann och hei ze maachen, fir dat och hei an dëse Gebailechkeeten vum der Chamber duerchezéien.

Mir mengen - ech hunn et virdu scho gesot; et war net jiddereen heibanne virdu, mä ech hunn et virdu scho gesot -, datt fir eis d'Glaubwürdegkeet vum dësem Gesetz och steet oder fällt, ob dës Resolutioun uegheoll gëtt oder net.

(Interruption)

Well dobausse kucken d'Leit eis hei jo no, wat mer hei ofstëmmen, an dobaussen ass et esou, datt d'Leit et net géife verstoen, wann hei an de Raimlechkeeten vum der Chamber dierft viru gefëmmt ginn. An et sinn eng Partie Leit, déi bis haut hei gefëmmt hunn.

(Interruptions)

Une voix. - A gär!

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Dat heescht also, d'Leit dobausse géifen net verstoen, wann hei sech géife Saachen erausgeholl ginn, déi mer anere Leit dobausse verbidden!

(Interruptions)

An dierfir sinn ech der Meinung, datt d'Chamber hei sech konsequent muss sinn.

Dat hei ass eng Saach, déi sech net un d'Regierung adresséiert. Dat hei adresséiert sech un d'Chamber. Un d'Regierung adresséiert et sech just an deem Sënn, datt natierlech och d'Ministernen hei kënnen oprieden, déi dann och net méi dierften hei fëmmen, obscho se dat virdu bis elo gemaach hunn.

Mir mengen also aus deenen dote Grënn, datt hei d'Glaubwürdegkeet vun der Chamber um Spill steet.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Den Här Fayot huet d'Wuert gefrot.

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, ech wollt just soen, dass mer dës Resolutioun net stëmmen, aus zwee Grënn.

Éischtens emol hu mer elo just e Gesetz gestëmmt, an deem mer déi Méttelen hunn, fir ze decidéieren, wat am Lieu public, deen d'Chamber duerstellt, geschitt; wou et also e Fëmmverbuet gëtt. Wat de Lieu de travail ueget, hu mer och d'Méttelen am Gesetz, déi Obligation de résultat, déi eben am Gesetz ageschriwwen ass.

Ech wollt soen, dass mer e Gesetz hunn, wat de Kader bitt fir d'Instanz vum der Chamber, dat ze decidéieren. An ech muss soen, déi gréng Kolleegen, déi sech jo bei deem Gesetz enthalen hunn, sinn a mengen Ae schlecht placéiert, fir ons do Lektuonen ze ginn.

(Hilarité et brouhaha général)

Une voix. - Très bien!

M. Ben Fayot (LSAP). - Ech fannen, wa se hir Responsabilitéit hätte wëllen huelen, dann hätte se dat Gesetz, wat mer hei gemaach hunn a wat eng wichteg Avancée ass um Gebitt vum der Santé publique, mat gestëmmt.

Une voix. - Sou ass et!

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Ech denken, dass mer alleguerenten domat d'accord sinn, dass d'Chamber hei dat Gesetz, wat se viru fënnf Minutte gestëmmt huet, an all sengen Dispositiounen respektéiere wäert. Voilà!

Plusieurs voix. - Aaaahhh!

M. le Président. - Dës Resolutioun hat nëmmen eng Ënnerschrëft. Si gouf nach vum den Hären Adam, Bausch, Gira a Kox ënnerschriwwen. Elo komme mer zur Ofstëmmung. Mir stëmmen par vote électronique of, och wann en net gefrot ginn ass.

Vote

D'Resolutioun 1 ass ofgelehnt mat 53 Nee-Stëmmen, bei 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullén, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupt, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Alex Bodry), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein,

Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Aly Jaerling.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vum eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi iwwert de Renforcement des structures de direction des administrations fiscales. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorablen Här Norbert Haupt. Här Haupt!

4. 5558 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales**Rapport de la Commission des Finances et du Budget**

M. Norbert Haupt (CSV), rapporteur. - Merci, Här President. No där engagéierter Diskussioun iwwert d'Fëmmgesetz, déi jo och déi Zäit ageholl huet, déi se verdéngt, komme mer zu engem Projet, deen dobaussen e wéineg manner Dampf opwerft an dofir och méi schnell iwwert d'Bühn hei kéint goen.

Här President, erlaabt mer just eng kleng Parenthèse awer: Ech mengen, alleguerenten déi Leit, déi sech hei agesat hu fir dat Fëmmgesetz, hunn awer eppes vergiess, nämlech de Lëtzebuerger Pionéier ze ernimmen, dee sech wierklech géint d'Fëmmen agesat huet. Dat war en honorabele Member aus dësem héijen Haus, eisen eenzege Olympiasieger, dee mer haten - an ech mengen, d'Madame Flesch ka mech do bestätegen -, de Josy Barthel, wou hien 1953 zu Harvard studéiert huet, an hien ass och do ëmmer an der Hal gelaf, huet et fäerdege bruecht, datt d'Amerikaner eng Stonn virdu hu missen an der Hal ophale mat fëmmen, well hie seng Course wollt an engem proppere Milieu lafen. Ech mengen, hie war deen éischte Pionéier: À tout prince tout honneur. Domadder ass meng Parenthèse awer eriwier.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. Norbert Haupt (CSV), rapporteur. - Här President, de Projet 5558 huet als Zil, oder vill méi den initiale Projet, deen d'Regierung deponéiert huet, hat als Zil:

Éischtens, d'Finanzverwaltunge mat enger méi moderner Direktioun auszerichten, an där d'Décsioune an d'Responsabilitéit an enger kollegialer Direktioun geholl respektiv gedroe ginn;

zweetens, d'Zesummenaarbecht tëscht deenen dräi Finanzverwaltungen ze stäerken, an drëtens, d'Direktiounen vum deenen dräi Verwaltungen och nach ze stäerken.

Wat waren déi Mesuren, déi zu deenen Ziler gefouert hätten?

Éischtens, d'Opstocke vum den Effektiver vum den Direktiounen an deenen dräi Verwaltungen. De Projet gesäit vir, datt d'Steierverwaltung an den Enregistrement en zweeten Adjoint géinge kréien, an datt bei der Douane, déi bis elo nëmmen een Direkter an der Carrière supérieure hat an en Adjoint an der Carrière moyenne, d'Carrière supérieure vum der Direktioun soll opgestockt ginn, a spéider sollen dann och zwee Adjoints an där Verwaltung nokommen.

Déi zweet Mesure war der, fir d'Institutionalisierung vum enger kollegialer Direktioun mat gedeelter Responsabilitéit, an Géigendeel

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Här Kaes, ech bieden lech zum Schluss ze kommen.

M. Ali Kaes (CSV), rapporteur. - Ech sinn domadder um Schluss.

Ech erlabe mer, wann den Här Grethen mer dat nach zougesteet, Merci ze soen der Aarbechtskommission, de Mataarbechter vun der Fraktioun, der Chamber an awer och vum Ministère. Et war e ganz komplizierte Projet. Ganz speziell wéilt ech do ernimmen d'Madame Rangan, d'Madame Welter an den Här Bisenius.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Kaes. Den Här Spautz, wann ech gelift.

Une voix. - Sechs Minuten iwwerzunn!

(Interruptions)

M. le Président. - Jo, mir hu während deene leeschten zwee Deeg ëmmer de Rapporteur d'Zäit vun de Fraktioun mat eriwir ginn. Fir den Hierscht kënnst eng kloer an eng däitlech Décisioun heiriwwer, ob d'Zäit vun de Fraktioun oder vun de Motiounen dierf mat eriwir geholl ginn, jo oder neen. Esou wéi et elo leeft, behandle mer nämlech kee Mënsch gläich hei an deem Haus, an dat kann net sinn!

(Interruptions)

M. Henri Grethen (DP). - Elo huet deen aarmen Här Biltgen hei de Kapp gewäsch kritt!

(Hilarité)

M. le Président. - Jo, mä do gesitt Der, zu wat fir engen Inégalitéen an Ongerechtegkeeten et féiert, wann een Exceptioun mécht. Deementsprechend wäerte vum Hierscht u keng Exceptiounen méi stattfannen.

Elo huet den Här Spautz d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV). - Här President, Kolleeginnen a Kollegen, Lëtzebuerg huet sech bei der Ëmsetzung an dat nationaalt Recht vun deenen zwou Direktiven 2000/43 an 2000/78 - an dat kann ee praktesch bei all Direktiv soen - dach relativ vill Zäit gelooss. Dat ass alleréngs net ëmmer vu Virdeel. D'Haaptsaach ass awer, dass elo endlech och de Volet vun der Netdiskriminierung, also vum gläichen Traitement, en Acquis gëtt, an dat a ville Beräicher, op déi ech op dëser Plaz net méi wëll agoen.

Mengem Kolleeg a Frënd, dem Ali Kaes, wëll ech Merci soe fir säin ausféierleche schrëftleche wéi och mündleche Bericht.

De Grondsaz, op deem d'Gläichbehandlung an de Verbuet vun der Diskriminierung berouen, ass en Häerzstück vum europäesche Sozialmodell. Ouni dës Prämissen ass et quasi onméiglech, an enger Demokratie weiderzecommen. An dat géllt och fir Lëtzebuerg. Eng gesellschaftlech Entwécklung no humanistesche Prinzipien muss et sinn a muss et ginn.

Eng Persoun opgrond vun hirer Rass, hirer ethnischer Herkunft oder hirer Astellung, der Relioun oder de Wäerter, no deene se lieft, dem Alter, der Behënnerung oder hirer sexueller Veranlagung ze béuerlechen an ze behandelen, ass net dat, wat ech ënner Nächstelëft verstinn an och net ënner Chancëgläichheet.

Doduerch, dass elo d'EU déi Direktiv erlooss huet, a Lëtzebuerg se dann an hiert nationaalt Recht ëmsetzt, wa mir dat Gesetz hei stëmme, ass awer nach net alles an

der Rei. D'Gesetz ass deen ee Volet, mä d'Realitéit ass eng aner. Et kann een awer dovun ausgoen, dass mat engem Gesetz d'Diskriminierung weider misst ofhuelen, awer hei nach eng Hällewull vun Ustrengunge verlaangt sinn, well d'Gesetz eleng geet net duer.

Bei der Ëmsetzung vum Gesetz an den Alldag, beim Développéiere vun deenen „actions positives“, ass et wahrscheinlech och guer net esou domm, emol ze kucken, wéi een am Beräich vun der Chancëgläichheet vu Männer a Frae virgaangen ass. Zwar sinn och an deem Kontext nach vill Efforten néideg, ier ee vun enger allgemenger Gläichbehandlung schwätze kann, mä zumindest si mer um gudden Wee; op alle Fall hoffen ech dat.

Zënter elo méi wéi 30 Joer huet d'EU e ganze Gesetzeskader erlooss, fir d'Diskriminatioun tëschent Männer a Frae beim Salaire, bei der Aarbechtskonditiounen a bei der sozialer Ofsecheren ze verbidden. An och den Europäesche Gerichtshaff huet Säint dozou bäigedroen, fir dës Approche ze ënnerstëtzen. Haut ass d'Gläichbehandlung tëschent Mann a Fraeent vun de Kärziler vun der Europäescher Unioun, andeems versicht gëtt, déi sou genannten „gender“-Politik an all Aktivitéit vun der EU ze integréieren.

Ech erënnere op dëser Plaz dann och dorun, dass ouni all dës europäesche Initiative Lëtzebuerg wahrscheinlech an deem Beräich nëmme wéineg, fir net ze soe guer näischt opweises hätt. Dëst ass eng Tatsaach, op déi op dëser Plaz scho vill Leit, besonnesch während den Debatten zum 8. März - dem Internationale Fraendag -, um dësem Pult Stellung geholl hunn.

Am Beräich vun der Chancëgläichheit tëschent Männer a Fraen ass et dann awer och esou, dass hei zu Lëtzebuerg nach d'Ëmsetzung vun zwou wichtege Direktiven aussteet: éischtens, d'Direktiv 2002/73, déi sech mat der Neifaassung vun der Direktiv vun 1976 befaasst, déi de Prinzip vun der Égalité de traitement entre hommes et femmes regelt; zweetens, d'Direktiv 2004/113, déi sech mam Grondsaz vun der Gläichbehandlung tëschent Männer a Fraen am Beräich vun Zougang a Versuergung vu Gidder an Déngschtleeschung befaasst.

An deem Kontext setzen ech mech och vehement derfir an, dass all déi Leit, déi eng schwéier Krankheet haben oder hunn, am Assurancëwiesen net méi diskriminéiert ginn.

E klengt Beispill: Ech hat viru laange Jore Kriibs an hunn dofir och haut nach Schwieregkeeten. Net gesondheetlecher Natur, au contraire, ech sinn ënner regelmësseger medezinescher Kontroll, an Dir gesitt, ech sinn och nach ëmmer gutt drop. Awer ech hu Schwieregkeeten eng Liewensversicherung, eng Assurance ze kréien. An esou wéi mir geet et dausenden, fir net ze soen zéngdausende vu Leit, déi och eng Krankheet haben an elo erëm kargesond sinn an déi nach ëmmer diskriminéiert ginn, well se vun den Assurancen d'Méiglechkeet net kréien, sech ofzesécheren. An ech hoffen, wann déi Direktiv bis kënnst, dass mer dann och dee Problem kënne léisen.

Kolleeginnen a Kollegen, et sinn awer am Laf vun de Joren am Beräich vun der Chancëgläichheit tëschent Männer a Fraen zu Lëtzebuerg eng Rei Initiative gestart ginn, net nëmme un Plang vun der Regierung, de Ministère an de Verwaltungen, mä ganz konkret och bei de Sozialpartner.

Erlaabt mer vun dëser Plaz aus drun ze erënnere, dass déi zwou national representativ Gewerkschaften ënnert der Leedung deemools nach vum Fraeministère eng Initiativ ënnerstëtzt hunn an aktiv och dorun deelgeholl hunn. Och ech hat d'Chance deemools derbäi ze sinn, an et ass nach eng Ma-

dame heibannen, déi och deemools derbäi war.

(Interruption)

Mir hunn eis do intensiv mat Chancëgläichheit an de Betriber beschäftigt, hunn des Geleëenheet genotzt fir de Gläichheitsprinzip souwuel an d'Organisationen selwer wéi och an d'Delegatiounen vun de Betriber weiderzudoen. E weidere Schrëtt war dann och do d'Schafe vum Chancëgläichheitsdelegierten am Privatsecteur. Ech hoffen, dass et bei deem sengem Rôle am Moment bleift an dass en net nach aner Saachen dropgeleecht kritt.

D'Gläichheit tëschent Mann a Frae an der Aarbechtswelt ass alleréngs nach laang net esou wäit, dass dës Delegierte wéinst Ënnerbeschäftegung kéinte kloen. Wéi 2002 eng Etüd vum Ceps/INSTEAD gewisen huet, läit den onerklärbare Salairesënnerschied tëschent engem Mann an enger Frae zu Lëtzebuerg bei 12%. Dës Zuel ass fir een, dee sech ëmmer aktiv fir d'Interesse vun der schaffender Bevölkerung asetzt, net ze vertriehen. Dës Zuel klëmmt souguer op 28%, wa mer d'Erzéiungszäiten, de Berufsstopp duerch Familjepausen, net erausrechnen. Hei si mir also vun der Chancëgläichheit nach melawäit ewech.

Fir awer elo de Volet vun der Chancëgläichheit am engere Sënn ze erweidern a vun Diskriminierung allgemeng ze schwätzen, wat jo ee vun den Theme vum Projet de loi ass, esou ka gesot ginn, dass zënter der Mëtt vun den 90er Joren an der EU e Konsens entstanden ass, fir dass d'Diskriminatioun nom Geschlecht, no der Rass net méi dierf weidergoen. Hei hunn och déi sou genannten Zivilgesellschaft, d'Gewerkschaften, d'Europäesch Parlament, d'ONGen eng wichteg Roll ze spillen. D'Resultat ass, dass souwuel de Vertrag vun Amsterdam wéi och dee vun Nice en Artikel géint d'Diskriminierung beinhalten.

Et gesäit een also, dass d'Ëmsetzung vun den Direktiven, mat deene mir eis elo hei beschäftigtgen, d'logesch Suite ass vun engem schonns vill méi laang dauernde Prozess, an dëst géllt fir d'gesamt Europäesch Unioun. 25 onofhängeg Länner setze mat dësen Direktiven e Gesetzeskader an hiert nationaalt Recht ëm.

ler ech dës Volet vum Réckbléck op den europäesche Werdegang vun dëser Antidiskriminierungspolitik ofschléissen, wëll ech nach drop hiweisen, dass och an der sou genannter Agenda vu Lissabon eng vun den Zilsetzungen ass, dass déi Leit, déi bis ewell um Aarbechtsmarché ënnerrepresentéiert sinn, eng Chance vun enger verstärkter Vertriebung solle kréien. Ech denken hei un déi eeler Matbierger an och un déi mat engem Handicap.

Här President, well jo an eiser heiteger Gesellschaft de Stellwäert vun enger Persoun sech och iwwer hir Aarbecht definéiert, ass et nëmme normal, dass sech d'Gewerkschaften an d'Sozialpartner mat der Thematik Diskriminierung beschäftigtgen. An dozou gehéiert net nëmme d'Diskriminierung, iwwer déi mir haut de Mëtteg schwätzen, mä och déi tëschent Männer a Fraen, besser bekannt ënnert dem Numm vu Gläichstellungspolitik.

Kolleeginnen a Kollegen, Lëtzebuerg ass zënter senger Industrialisierung ëmmer erëm mat der Thematik vun der Immigration fir seng Betriber konfrontéiert ginn. Ech denken un déi italiensches a spéider un déi portugisesch Immigration. Dobäi kann een och haut de ganze Volet vum Travail transfrontalier mat abezéien. Mir hunn also zu Lëtzebuerg e vitalen Interêt

drun, eis net Lëtzeburger Matbierger esou ze behandelen an an der Aarbechtswelt ze integréieren, dass si sech net diskriminéiert fillen.

Et ass jo net vun Toppegkeet, dass mer iwwerall gesinn, dass ëmmer méi Leit sech och fir déi Leit asetzen. Dobäi muss awer genee opgepasst ginn, dass net nëmme déi direkt, mä och déi indirekt Diskriminierung ofgeschafft gëtt. Ech huelen nëmme als Beispill, a wéi enger Sprooch ech eng Sitzung ofhalen, oder wéi ech op rassisteschen Witzer reagéieren.

Et gesäit een also, dass an de Betriber vu Säite vun den Delegatiounen nach vill Aarbecht ze leeschten ass, wou si net nëmme vun hiren nationale Gewerkschaften ënnerstëtzt ginn, mä och vum EGB, dee schonns 1995 zesumme mat den europäesche Patronatsorganisationen d'Florenzer Erklärung iwwer d'Diskriminierung ofgemaach huet.

Déi Haaptakzenter sinn dofir engersäits de gesamte Volet vun der Unerkennung vun de Qualifikatiounen, déi een am Ausland kritt. D'EU-Europäer hunn do keng grouss Problemer, well déi europäesch Unerkennungsprinzipien spillen. Mä fir déi Leit aus sou genannten Drëttlänner ass et méi problematesch, wann net souguer onméiglech, eng adequat Unerkennung ze kréien.

Zwou aner Dispositiounen, déi Diskriminatioun begënschtegen, sinn déi sou genannten Auswahltester bei enger Astellung, an dann och d'Leeschtungsbeurteilungen, déi decidéieren, ob ee méi oder manner an der Pai kritt, ob een am Betrib avancéiert oder och net. Bei dësen zwee Kritären muss drop geuecht ginn, dass objektiv Kritären applizéiert ginn an net aus dem Bauch eraus oder gefillsméisseg eng Décisioun fällt. Dës Virgehensweis mécht nämlech der Diskriminatioun d'Dier op. Objektivitéit an och Novollzéibarkeet vun enger Décisioun sinn hei noutwendeg.

Wichteg ass awer an deemem Kontext, dass d'Delegatioun drop uecht, dass, wa Plainten an deemem Beräich kommen, si och seriö geholl ginn. D'Leit dierfen net d'Impressioun kréien, dass hir Reklamatioun net zu engem Resultat féiert, mä au contraire, dass si nach méi Problemer am Betrib kréie wéi virun. Hei gëtt och ganz kloer de Chef d'entreprise, also de Patron, an d'Verantwortung geholl.

Här President, Kolleeginnen a Kollegen, an eisen Nopeschlänner Frankräich an der Belsch si se schonn e bësse méi wäit wéi mir. Esou ass Frankräich mat senger Traditioun vun der Immigration schon zënter Laangem mat enger soziokultureller Gesellschaft konfrontéiert. D'franséisch Politik war ëmmer déi, sämtlech Gruppen ze integréieren, ob se elo aus Spuenien, Portugal oder awer aus Afrika, also deenen ehemolege Kolonien, komm sinn. Datt awer och a Frankräich d'Integratioun net zu 100% réusséiert ass, konnt een och viru kuerzer Zäit an de Banlieuë vun de Stied wéi Paräis a Marseille feststellen. Dëst huet och domat ze dinn, dass een an den Etüde gesäit, dass besonnesch déi zweete Generatioun, déi jo d'franséisch Nationalitéit huet, sech diskriminéiert fillt.

Esou sinn dann am Laf vun de Joren 2001 an 2002 a Frankräich Gesetze gestëmmt ginn, déi d'Lutte géint d'Diskriminatioun besser virubrinne sollen, an dat nom Haaptprinzip vun de Fransousen, dee vun der „égalité devant la loi“ ausgeet. Och wann zënter 2003 e Changement an der Politik a Frankräich ze gesinn ass, dee méi Wäert op d'Integratioun leet wéi op de Kampf géint d'Diskriminatioun, esou kann een awer soen, dass eist Nopeschland am Beräich vun der Gesetzgebung géint d'Diskriminierung méi wäit ass a war wéi mir. Sief et, dass si europäesch Direktive méi schnell ëmsetzen, oder schonn dës Prinzipien an hiren na-

tionale Gesetze verankert hunn. Dëst géllt och fir de Beräich vun der Aarbechtswelt, wou et e ganzen Interventionsdispositif gëtt.

Des Weidere gëtt et eng national Telefonsnummer, an zwar gratis, wou ee sech melle kann, wann ee sech als Affere vun enger Diskriminatioun fillt oder och nëmme Zeie vun esou enger Affär gëtt. Ech wënsche mer, dass och Lëtzebuerg sech emol eng Keier am Detail iwwer dës Infrastrukturen a Méiglechkeeten informéiert a gegebenefalls dës hei ëmsetzt.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

An dat ass och zu Lëtzebuerg de Fall, dass d'ONG, déi sou genannten Zivilgesellschaft an d'Gewerkschaften sech dëser Thematik unhuelen, Campagnë maachen an ënnerstëtzen a versichen d'Populatioun fir dëst Thema ze sensibiliséieren. Duerch hiert Engagement an hir Mobiliséierung sinn och bei eis Ännerungen am Verhalen a virun allem an der Opfaassung komm. E grouse Merci op dëser Plaz fir all dëst Engagement!

En anert Beispill dofir, wéi d'Antidiskriminierungspolitik sech artikuléiere kann, ass d'Belsch. Hei ass et mat dem Opkomme vum „Vlaams Blok“ an den 80er Joren zu enger Weiderentwécklung vun der Politik an der Gesetzgebung géint d'Diskriminierung komm. Esou ass do en Zenter fir Chancëgläichheit an de Kampf géint Rassismus gegrënnt ginn. An 2003 huet eisen Nopeschstat e relativ ambitionéiert Antidiskriminierungsgesetz a Kraaft gesat. Dëst Gesetzeswierk geet wäit iwwer d'Dispositiounen vun der europäescher Direktiv ewech.

Am flämeschen Deel subventionéiert d'Regierung elo um Niveau vun de regionalen Aktiounspläng Betriber, déi Action-positiv maachen, fir den Undeel un den Immigranten proportionell zu hirer Stärkt vun der Populatioun an de Betriber eropzesetzen. Do misst een och driwwer nodenken, ob een net esou Saache kann hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen.

Interessant an dëser Politik ass nämlech, dass si a kengem Punkt um nationalen Niveau virgeet, mä dass si hei um Niveau vun den einzelnen Betriber handelt, andeems Ureegung fir eng Ausschaffung vun engem spezielle Plang gemaach ginn, déi dann och déi néideg Resultater souwuel fir déi Beschäftegte wéi fir d'Betriber bréngen.

Dës Beispiller weisen, dass et méi wéi ee Wee gëtt fir dësse Projet de loi, dee mir hei stëmme sollen an hoffentlech och stëmme wäerten, mat Liewen ze féien. Lëtzebuerg muss sech dann och säi Wee nach sichen, wéi mir an de Betriber an an der Gesellschaft mat der Diskriminierung wëllen ëmgoen.

Här President, fir elo dann op de Lëtzeburger Kontext zrëckzekommen, esou wollt ech op déi eng an aner Remarque, déi eis Beruffskummeren an hiren respektiven Avisë gemaach hunn, agoen.

D'Remarque iwwer déi Villfalt vun den Texter am Beräich vum Travail ass net vun der Hand ze weisen, awer nodeems mir jo haut de Code du Travail gestëmmt hunn, ass dësse Problem jo elo aus der Welt geschaaft. An dat ass och gutt esou. Ze begrëissen ass, dass souwuel d'Salariats- wéi och d'Patronatssäit de Prinzip vun esou enger Gesetzgebung ënnerstëtzen. Et kann een also nëmme hoffen, dass dem Geescht vun deemem Gesetz och - wéi eis däitsch Nopere soen - „Taten folgen“.

D'EU huet zumindest eng Rei vu Moosname virgesinn, dass dëst Gesetz mat Liewen erfüllt muss ginn. Esou gëtt d'Europäesche Kommissioun dem Conseil an dem Parlament ëmmer e Feedback iwwer dat, wat am Beräich vun de Memberstate geschitt ass oder net geschitt ass, jee nodeem. Awer

och en Aktionsprogramm mécht et méiglech, fir datt déi eenzel Nationalstate Sensibiliséierungsprogrammer an och gezielt Aktiounen ëmsetze kënnen.

En nationaalt Gremium, deem an deem Kontext och eng entscheidend Roll zoukënn, ass de Centre pour l'égalité de traitement; den Ali Kaes huet et scho gesot. Hei bedauern ech allerdéngs, datt d'Regierung d'Optioun geholl huet, deem Zenter och d'Kompetenz, fir d'Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra ze begleeden, ze ginn. Et wier besser gewiescht, dat wieren autonom Gremië gewiescht.

Wéi ech schonn am Ufank vu menger Ried gesot hunn, ass am Beräich Egalitéit Männer a Fraen nach esou vill ze maachen, datt ze fäerten ass, datt souwuel d'Problematik vun der allgemenger Diskriminéierung wéi och déi vun der Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra dann ze kuerz kommen, wann eng Verwaltung sech soll mat allem beschäftegen.

Wann awer all déi Leit sech esou vehement géint d'Diskriminéierung a fir d'Chancëgläichheet asetze wéi géint d'Fëmmen, wat mer elo déi lescht Wochen an Deeg erlieft hunn, dann, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, wäerte mer séier weiderkommen an da wäerte mer net méi laang misse vun der Diskriminéierung a vun der Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra schwätzen, mä da wäert se jo och do ganz séier Realitéit ginn.

Ech hoffen och, datt d'Regierung hir Iddi, déi se an der Chômagegesetzgebung wëllt maachen, fir d'individual Rechter vum Chômeur ofzeschaffen, opgëtt. Et ass e falscht Zeechen no baussen, wann iwwerall vun Individualiséierung vun de Rechter geschwat gëtt, a beim Chômage géif dat anescht gemaach ginn, andeems de Gesamt-revenu vun engem Ménage bei der Berechnung vun der individueller Chômage-Indemnitéit ziele géif. Dat op alle Fall wier e falscht Zeechen, wa grad d'Regierung op där Positioun géif bliwen a soen, datt do d'Individualrechter sollen ofgeschafft ginn.

Loosse mer et upaken! Wou e Wëllen ass, ass och e Wee. An et ass wichteg, datt mir de séchere Wee a Richtung Chancëgläichheet ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech heimat d'Zoustëmmung zu deem Gesetz. Et ass e weidere Schrëtt an déi gutt Richtung, awer et geet nach laang net duer.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Ech soen dem Här Spautz Merci. Als nächste Riedner ass den Här Bettendorf agedroen.

M. Niki Bettendorf (DP). - Merci, Här President. Ech hunn e puer Rieden, Här President: eng grouss, eng mëttel an eng kleng. Wat fir eng hält Der gären?

Plusieurs voix. - Déi kleng!

(Interruptions et hilarité)

M. le Président. - Fänkt emol mat där éischter un.

M. Henri Grethen (DP). - Dir kënnst se och allen dräi halen.

(Hilarité)

M. Niki Bettendorf (DP). - Ech mengen, ech huelen déi kleng.

Une voix. - Jo!

M. Niki Bettendorf (DP). - Ech loosse den Text op der Säit an ech huelen déi kleng.

Ech muss lech soen, dass mir als Fraktioun vun der Demokratescher Partei mat der Ëmsetzung vun deem zwoou Direktive voll a ganz averstane sinn. Mir si géint all Forme vun Diskriminatioun. Och

haut hu mer laang driwwer geschwat: géint d'Diskriminatioun vun Fëmmert géint den Netfëmmert, an ëmgedréint.

Ech muss lech soen, dass dëst Gesetz de richtige Wee ass an déi richteg Direktioun, virun allem och well déi Ulafstell soll geschafeginn, wou ee sech ka wende wann ee Schwierigkeete mat der Diskriminatioun huet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat gesot, Här President, nodeems den Ali Kaes als Rapporteur eis esou genau an dëse Projet de loi agefouert huet, nodeems de Kolleeg Spautz dat nach eng kéier gemaach huet, wäert ech dann am Kader vu menger ganz kuerzer a leschter Ried lech alleguete Merci soen, dass Der mer nogelasschert hutt, an Dir wäert mech op dëser Platz net méi ze gesi kréien.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Ooohhh!

(Applaudissements)

7. Hommage à Monsieur Niki Bettendorf

M. le Président. - Merci, Här Bettendorf, fir déi Interventioun. Ech mengen, Dir hutt gemierkt um Applaus vun de Kolleegen heibanen, dass et eis alleguete leed deet, lech net méi d'ärfen hei op där Tribün ze gesinn. Mir alleguerten hunn lech während laange Joren do kënnen verfolgegen. Dir waart, mengen ech, ëmmer e fairen Intervenent, och wann Der heliansdo e bësse Salz an Är Riede gemaach hutt, wann et drëm goug, fir d'Regierung op dee richtige Wee ze féieren. Et war ëmmer ganz flott, et war ëmmer ganz interessant, a mir wäerten lech wierklech hei vermessen.

Nach eng kéier Merci am Numm vun der ganzer Chamber fir déi vill Aarbecht, déi Der während deene laange Joren hei an deem Haus gemaach hutt am Intérêt vun all deenen - an deene villen -, déi lech während all deene Joren ëmmer erëm och an de Wahlen hiert Vertrauen erweisen hunn. Dat Vertrauen, wat Dir krut, esou laang krut an esou massiv krut, dat war verdéngt, verdéngt duerch Är Aarbecht. An duerfir e ganz groussen, e ganz häerzleche Merci!

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Dann hu mer nach d'Madame Loschetter. Den Här...

Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG). - Den Här Castegnaro.

M. le Président. - Jo.

Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG). - Mäi Schicksal ass jo ëmmer, dass ech nom Här Castegnaro kommen.

(Interruptions diverses)

M. le Président. - Neen, neen, den Här Castegnaro schwätzt net. Den Här Schneider huet d'Wuert fir eng ganz kuerz Interventioun, esou wéi meng Paabeieren dat hei weisen.

8. 5518 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre

2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire minimum (suite)

Discussion générale (suite)

M. Romain Schneider (LSAP). - Här President, ech wäert mech och un eng kuerz Interventioun halen. Virun allem wou deen Ofgang mat „standing ovations“ hei fir den Niki Bettendorf war, mengen ech, soll een och duerno kuerz an dezent bleiwen.

Ech géing fir d'éischt emol dem Rapporteur, dem Ali Kaes, Merci soe fir säi schrëftlechen a virun allem och säi mündleche Rapport haut. Hien huet als richtigen Eisleker bewisen, bei enger schwéierer Biergetapp vun der Chamber, datt een och an deene leschte Meter muss duerchdrécken. Hien huet dat gemaach hei bis zum Schluss, an duerfir meng Unerkennung an déi vun alle Memberen an der Chamber.

Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5518 regruppéiert also zwoou Direktiven, den 2000/43 an den 2000/78, déi an engem Gesetz zesummegefaasst sinn, wat och eng gutt Saach ass. Ech mengen, de Kampf géint d'Diskriminatioun ass eent vun den Haaptziler vun dëser Chamber an och vun eiser Fraktioun, déi mer mussen an eiser Gesellschaft vertrieben a virundreiwen.

Den Traité vun Amsterdam huet der Europäescher Unioun eng juristesch Base ginn, fir eng reell Politik géint all Zort vun Diskriminatioun ze dévelloppéieren.

Dës zwoou Direktive sinn éischt Schrëtt an déi Weeër, wou minimal Ufuerderungen un déi eenzel State gestallt ginn, fir eng Politik géint d'Diskriminatioun ze maachen. Dat si minimal Schrëtt, wou all Stat natierlech kann a wäert méi wäit goen. Dat hoffen ech och vun eiser Säit aus, a mir sinn op deem gudden Wee doran.

De Rapporteur huet och déi eenzel Elementer vun deem Projet opgezeechent, an ech wäert och net weider dorop agoen. Ech wäert mer dat erspueer fir eng aner kéier méi no ze bréngen. Méi speziell gouf och prezisiéiert, datt de ganze Statssektor vun deem Projet ausgeschloss ass, wat den Emploi, wat den Accès dozou ueget. Hei wäerte mer am Gesetzesprojekt 5583 déi eenzel Punkten erëmfannen.

Ech bedauere genausou wéi de Conseil d'État, datt mer net parallell zu deem Gesetz dat anert Gesetz och konnte virbréngen a votéieren, mä dat wäert an deenen nächste Méint da kommen. Et ass jo déposéiert ginn, an duerfir wäerte mer an dëser Chamber dann och dëse Kader kënnen maachen, fir datt och de ganze Statssektor dës Dispositiounen wäert zréckbehalen. Et ass awer wichteg, datt mer dës Direktiven ëmsetzen, well mer dann endlech eng Rei vun Direktiven aus de Féiss kréien. Et sinn der nach genuch, déi mer mussen ëmsetzen.

Et ass och flott, datt de Projet virgesäit, datt positiv Aktiounen kënnen gemaach ginn, fir virun allem Leit, déi vun Diskriminatiounen eventuell kënnen betraff sinn, och wierklech

konkret Punkten ze weisen, fir zum Beispill d'Beschäftegung vun handycapéierte Leit ze promovéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, bei der Exekutioun vun deem Gesetz wäert deem nei geschafene Centre pour l'égalité de traitement eng wichteg Roll zoukommen. An hei wäerte mer als Chamber och gespaant op deen éischte Rapport waarden, dee jo am Gesetz verankert ass, wou mer dann déi eenzel Aktiounen och kënnen noliesen an noverfollegen.

Zum Schluss géif ech dann och den Accord vun eiser Fraktioun zu deemem Projet ginn, mat der Hoffnung, datt dëst Gesetz och an der Praxis esou ëmgesat gëtt, wéi jo och eist Gesetz et virgesäit a wéi de Geescht vun deemem Gesetz ass.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Schneider. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. Contrairement zum Här Bettendorf hunn ech nëmmen eng Ried, awer et ass eng kuerz.

Dëse Projet de loi 5518, dee mer haut solle stëmme, a sän Zwillingsbrudder aus der Fonction publique, de Projet de loi 5583, sinn e Musterbeispill an eisen Ae fir eng verpasste Chance, fir endlech de Problem unzegoen, dass d'Fonction publique an de Privatsektor d'selwecht solle behandelt ginn.

Grad bei der Ëmsetzung vun enger Direktiv - a speziell bei der Ëmsetzung vun enger Direktiv iwwert d'«mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement sans distinction de race» an esou weider an enger Direktiv «portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail» - fanne mir dat extrem schued.

Och d'Kommissioun war sech eens, dass dës Method vun Trennung tëscht dem Privatsektor an dem Secteur public haut net méi zäitgeméiss ass. Si huet och nach e Saz am Rapport bäigefügt, deem deem Rechnung dréit. Mä domadder hat et sech dann awer och.

Och de Statsrot huet oder hat - do trenne sech d'Geeschter - op deem Punkt eng Opposition formelle ausgesprach. Mir als Gréng fannen allerdéngs d'Interpretatioun am zweeten Avis vum Statsrot e bessen anescht wéi en am Rapport beschriwwen ass, nämlech dass mer elo soen: De Statsrot ass zwar net zefridden, mä en huet keng Opposition formelle méi. Ech weess net, ob een dee Saz vum Statsrot esou kloer kann interpretéieren, mä mir wäerten dat jo dann och gesinn, d'autant plus wou de Statsrot a sengem Avis vum Projet de loi 5583, nämlech dee vun der Fonction publique, och nach eng kéier op déi Opposition formelle hiweist.

A wa mer dann och nach op där manner couragéierter Léisung vun zwee Projets de loi bliwwen wieren, wéi mer haut bliwwen sinn, wär et dach awer ubrecht gewiescht, dass déi zwee Projete mateneen op den Ordre du jour an der Chamber komm wären a matenee gestëmmt gi wären. Mä och dës minimal Solutioun ass net zréckbehalen ginn. Am Ausland, notament an der Belsch oder an Däitschland, ass et awer fäerdeg bruecht ginn, an engem Gesetz betreffend dës Direktiven anescht mat der Fonction publique a mam Secteur privé ëmzegoen.

Wann et ëm Egalitéit tëscht alle Leit geet wat den Traitement en matière d'emploi et de travail ueget, esou geet et dann och ëm dëselwecht Gläichheet tëscht dem Secteur privé an dem Secteur public, sief et beim Stat oder bei de Gemengen. Dëst ass manifestement net ge-

schitt - leider - iwwert de Bias vun engem eenzege Projet de loi, engem eenzege Gesetz fir déi Direktiv ëmzesetzen. A wéinst der Form, déi hei ubrecht ginn ass, wäerten déi Gréng sech bei dem Vote hei enthalen.

Ech géif awer nach gären zwoou Suggestiounen mat op de Wee ginn, wann dee Projet jo elo da gestëmmt ass:

Dat Éischt ass - an do sinn ech net 100%eg dem Här Spautz senger Meenung -: Mir mengen, dass et och eng Verflüchtung, eng Verantwortung vun der Regierung ass, fir eng Sensibiliséierung respektiv eng Informatiounscampagne ze lancéieren, dass d'Leit och genau wëssen, wou se kënnen hir Rechter verteidegt kréien a wat alles an där Direktiv respektiv an deem Gesetz drasteet.

Dat Zweet betrëfft dee Centre pour l'égalité de traitement. Do menge mir als Gréng, well mer och an der Kommissioun e puermol doriwuer geschwat haten, wéi vill Leit misse ten zur Verfügung stoen, ob een déi Leit vläicht direkt soll festhalen an deem Gesetz. Dat ass awer net geschitt. Et ass iwwer e Collège geschwat ginn, et gëtt iwwer Indemnitéite geschwat an et gëtt geschwat selon les disponibilités, dass d'Sekretariat da vu Statsemplouyéé soll gemaach ginn.

Eng Suggestioun wär vläicht: Ob et net sennvoll wär de Service, deen de Médiateur huet, mat erunzeiéien an eventuell Synergien ze schaffen. Dat géing eis erspueen, erëm en neie Centre ze schaffen, an et géif ee vläicht domadder d'Kräfte bündelen. Eng Suggestioun, déi ech mat op de Wee ginn. De Minister kuckt zwar erstaunt, hie ka vläicht herno nach e Wuert dozou soen.

Domadder soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruption)

M. le Président. - Merci, Madame Loschetter. Den Här Mehlen huet d'Wuert nach gefrot.

M. Robert Mehlen (ADR). - Merci, Här President. Just e puer Wuert. Eigentlech sollt mäi Kolleeg Gast Gibéryen dës Positioun hei virdroen, mä e konnt awer elo zum Schluss net méi hei sinn, sou datt ech ganz kuerz wëll soen, datt mir d'Grondausrichtung vun deemem Projet selbstverständlech matdroen. Et ass keng Diskussioun doriwuer.

Allerdéngs hu mer Schwierigkeete mat där Bestëmmung iwwert d'Charge de la preuve, wou gesot gëtt, datt den Demandeur Premier-indicé muss bréngen, fir ze bewiesen oder fir eng Aktioun kënnen ze déclenchéieren, an dann ass et awer um Défendeur fir ze bewiesen, datt keng Violation du principe de l'égalité de traitement stattfonnt huet.

Dat ass, wéi mer alleguer wëssen, eng Ëmkeierung vun der bishereger Rechtspraxis, eng awer dach bedenklech Haltung, déi sech do weist, déi mir, esou wéi se hei envisagéiert ass, net kënnen matdroen. Et ass och aus deem Grond, woufir datt mir, obscho mer soss mat der Ausrichtung vum Projet d'accord sinn, eis bei deemem Projet enthalte wäerten.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Mehlen. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling.

M. Aly Jaerling (Indépendant). - Merci, Här President. Och dem Rapporteur Merci fir säi Rapport. Ech mengen, ech brauch hei kengem ze erklären, dass ech och géint all Diskriminéierung sinn, besonnesch op der Aarbechtsplatz.

Ech wäert dëst Gesetz awer net stëmme, an zwar aus verschiddeenen Ursachen:

Éischtens emol, well d'ass e Gesetz, wat jo elo erëm eng Kéier just fir de Privatesseur géllt, a wou mer et net fäerdeg bruecht hunn, den öffentleche Secteur och mat an dat Gesetz ze integréieren.

Déi zweet Ursach, déi ass awer méi wesentlech. Dat ass well mat dësem Gesetz en elementare Rechtsprinzip op d'Kopp gehäit gétt. Mat dësem Gesetz gétt de Renversement de la charge de la preuve agefouert. Well d'Regierung awer Weltmeeschter ass am Verdréie vun den Tatsachen, nenne mer dat dann net Renversement de la charge de la preuve, mä Réaménagement de la charge de la preuve. Wéi se d'Austeritéitsmoossnamen an domadder d'Manipulatioun vum Index agefouert hunn, ass do jo och net vu Manipulatioun geschwat ginn, mä et ass vu Modulatioun vum Index geschwat ginn.

Här President, bis elo huet ee misse bewise kréien, dass ee schëlleg ass, wann een eppes verbrach huet. Laut dësem Gesetz muss een elo beweisen, dass een onschëlleg ass. Dat heescht, wann ee mech beschëllegt, ech hätt ier-gendeppes zu him gesot, wat him net passt, da kann e mech usichen, an da muss ech beweisen, dass ech näischt gesot hunn. Dat ass débile an dat féiert eis lues awer sécher an d'Richtung vun enger McDonalds-Rechtssprechung. Et féiert eis an eng Gesellschaft vun Hypokriten an Denunzianten.

Wann een der Blumme gehäit, da muss de oppassen, wann s de dech émdréins, dass en der net d'Vase an d'Genéck gehäit. Besonnesch op der Aarbechtsplaz wäert dat dote Gesetz fir vill Konfusioun a vill Problemer suergen. An deem, deem am Endeffekt drënner leide wäert, wäert dee sinn, dee mat dësem Gesetz soll geschützt ginn. Well wann d'Gesetz scho bestanen hätt wéi ech nach op der ARBED geschafft hunn oder do war, dann hätt mäi Viraarbechter all mueres eng Plainte um Bockel gehat, well ech hu mech schonn ëmmer moralesch harceléiert gefillt wann ee mer eng Aarbecht ginn huet.

(Hilarité)

Mir mussen also oppassen, dass mer keng Instrumenter schafen, déi déi zwëschemenschlech Beziungen onnéideg belasschen, well se si scho schwierig genuch. Dofir wär et méi sennvoll gewiescht, dem Employeur an de Personalvertriedungen d'Laise vun esou Problemer ze iwwerloossen. Et ginn Instrumenter genuch, wéi d'Personaldelegéierten an den Délégué à l'égalité, fir esou Probleme ze léisen. Dofir sollten déi Delegéiert, déi fir Chancéglichheit zoustänneg sinn, emol besser geschult ginn, fir där Aufgab och gerecht ze ginn. Well et ass nach ëmmer esou, dass déi meescht net wëssen, firwat dass se iwwerhaapt do sinn.

Dat Gesetz hei geet fir mech ze wäit. Ech si bestëmmt deen Éischen, deen an der éischer Rei steet, wann et heescht d'Rechter vu Mënschen a besonnesch vum Salarat ze erkämpfen. Ech kann awer net mat engem Gesetz d'accord sinn, wou ech weess, dass et an der Praxis Schued uriicht, besonnesch bei de Salaréien. An et précari-

séiert d'Zesummenarbecht tëschent Salaréien an Employeuren. De Stat soll sech am Fond nëmmen do amësch, wou wierklech keng aner Méiglechkeet besteet fir anze-gräifen.

Och den Zenter fir Gläichbehandlung, deen aus fënnef Leit mat Experienz am Beräich vun der Gläichbehandlung soll entstoën, ass fir mech net noutwendeg. An e wäert och ganz schnell iwwerlaascht sinn, wann d'Gesetz ganz einfach d'Dieren opmécht fir all méiglech Plainten, wou déi meescht wäerten onsënneg an onnéideg sinn.

An, Här President, ech soen lech et: Wann een an dësem Land net méi dierf ongestrooft zu engem Paillasse Paillasse soen, dann ass d'Land net méi schéin.

(Hilarité)

Wann Der dat Gesetz hei stëmmt, dann erkläert deen heitegen Dag och als Niklosdag am Summer fir d'Affekoten, d'Hypokriten an d'Denunzianten, awer maacht et oui mech.

Ech soen lech Merci.

M. le Président. - Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister François Biltgen.

(Interruptions et hilarité)

M. le Président. - Här Minister, Dir hutt zéng Minutten Zäit.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Här President,...

M. le Président. - Mä et geet awer och mat manner!

(Hilarité)

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Här President, Dir sidd awer esou wéineg feinfühleg, dass Der mer elo hei mäin „effet boeuf“ futti gemaach hutt, well ech wollt lech soen, dass et e laangen Dag fir eis all war,...

Une voix. - Ah!

Une autre voix. - Jo!

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - ...an dass mer all vill geschweesst hunn - ech méi wéi déi aner, well ech konnt net dauernd erauslafen aner Saache maachen, well ech hunn lech missen nolauschten. Dat hunn ech och mat ganz vill Freed gemaach!

(Interruption)

Ech weess awer, wat geschitt ass dobaussen. Dir hutt mech do um Courant gehalen. Ech si mech jo heliansdo renseignéiere komm.

Also, ech wäert mech beschränken op dräi Mercien. Den éische Merci geet un den Ali Kaes als Rapporteur, well hie war esou detailléiert an all deem, wat e gesot huet, dass ech effektiv net méi brauch op d'Gesetz zréckzekommen. Eng Partie Remarquen, déi vun anere eigentlech hir Äntwert am schréftlechen an an méndleche Bericht vum Ali Kaes.

Une voix. - Très bien!

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Den zweete Merci geet un d'Riedner hei an un déi gesamt Chamberskommissioun fir déi Ennerstëtzung, déi se mir och ginn hunn, fir an der Regierung d'fir ze suergen, dass niwient deem heite Projet dann och dee Projet de loi elo deponéiert a schonn aviséiert ass iwert d'Émsetzung vun der Antidiskriminierung am öffentleche Secteur. De Statsrot huet deen aviséiert. Dat, wat nach feelt, dat ass eng materiell Saach, dat ass, dass dat kopéiert gétt och bei dem kommunale Secteur. Ech ginn hei wierklech d'Engagement vun der Regierung, dass dat geschitt, an dass mer da kënnen direkt am Oktober, an der éischer Sitzung, déi Projeten hei stëmmen.

Ech well soen, dass et fir den Aarbechtsminister net einfach war, well ech hunn ëmmer erëm an Zeitunge gelies, ech wär schonn iwwerfällig. Mir hunn am Aarbechtsministère - meng Leit, déi sech vill Méi ginn hunn domadder - ëmmer misse Coordinateur spillen tëschent dem Aarbechtsministère, dem Familjeministère, dem Justizministère, dem Statsministère, dem Ministère de la Fonction publique an dem Ministère de l'Intérieur. An - dat ass bei vill esou Projeten - dann ass dat ganz blöd, wann den Aarbechtsminister eng Opposition formelle kritt vum Statsrot, well aner Ministèren nach net esou wäit waren. Mir hunn dat elo ganz séier gemaach, an ech kann lech dann nach eng Kéier d'Garantie ginn, dass dat geschitt, sou dass mer am Oktober de ganzen Arsenal hunn.

Ech wär awer ganz frou, wa jiddfer ee kéint dese Projet hei stëmmen, wa jiddfereen...

M. Charles Goerens (DP). - Sot, wéi ass et da beim Kultus?

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Et steet eng extra Dispositioun iwert de Kultus dran. Ech erklären lech déi herno dobaussen.

(Interruption)

M. le Président. - Här Goerens, provozéiert net!

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Et ass also ganz wichteg, dass mer dat stëmmen, well mer nämlech och schonn iwwerfällig sinn an Europa, an de Stat Lëtzebuerg géif riskéieren, condemnéiert ze ginn, wa mer elo och net dese Projet hei stëmmen.

An ech mengen och, dass de Statsrot - ech mengen, mir si jo alleguer der Meenung, dass dat anert esou séier wéi méiglech soll geschéien, esou dass d'Regierung an d'Chamber am Oktober dat kënnen noschéissen -, wéi ech säin Avis complémentaire verstinn, och keng Opposition formelle mécht.

Deen drëttes Merci, dee geet un den Niki Bettendorf, net wéinst senger kuerzer Ried - dat wär schonn e Merci wäert -, mä einfach wéinst där gudder Aarbecht, déi ech mat him gemaach hunn, virun allem zënterdeem ech Minister sinn, Aarbechtsminister; dat sinn elo schonn iwwer siwe Joer. Als Mehrheitsvertrieder elo, als Oppositionsvertreieder an där Kommissioun hunn ech ëmmer dem Niki Bettendorf seng Interventione wierklech gäre gehat, well den Niki Bettendorf huet ëmmer en connaissance de cause geschwat an och ëmmer équilibréiert geschwat, well e souwuel d'Problemer vun de Beteriber wéi och d'Problemer vum Salarat, opgrond vu senger eegener Erfahrung, kannt huet.

An ech mengen, et si vill Saachen, vill Suggestiounen gewiescht, wou

mer do weiderkomm sinn duerch dat gemeinsam Ping-Pong-Spill, wat mer ëmmer gemaach hunn. Duerfir dem Niki Bettendorf vu mir aus och - an ech mengen och, ech kann hei wierklech am Numm vun der Regierung schwätzen - Merci fir all déi laang Aarbecht hei an der Chamber!

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5518 ass ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen, bei 1 Nee-Stëmm an 11 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Henri Grethen), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen et Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.

A voté non: M. Aly Jaerling.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

9. Demandes en naturalisation

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn elo nach d'Naturalisatiounen ze behandelen. Duerfir muss ech de Huis clos aussprechen.

(Le huis clos est prononcé à 19.17 heures et levé à 19.20 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 18 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl.

Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuurger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat fënnef Ännerunge vum Numm oder Virnumm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 13 juillet 2006

1. BOCKEL Dirk Dennis, né le 18 octobre 1976 à Waiblingen (Allemagne), demeurant à Berbourg.

2. CABRAL DE BARROS Maria Fernanda, née le 24 février 1971 à Santo Amaro (Cap-Vert), demeurant à Rumelange.

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de DE BARROS Maria Fernanda.

3. DIMITROVA DANAILOVA Silviya, née le 3 octobre 1977 à Byala (Bulgarie), demeurant à Peppange.

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de DANAILOVA Silvia.

4. FRANÇOIS Joëlle, née le 1^{er} septembre 1962 à Saint-Avold (France), demeurant à Luxembourg.

5. GOMES VIEIRA Benjamin de Jesus, né le 8 octobre 1977 à São Miguel (Cap-Vert), demeurant à Marnach.

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de GOMES Benjamin.

6. KARANOVIC Pedrag, né le 26 juillet 1958 à Smederevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Beringen.

7. SOPIC Biserka, née le 13 avril 1961 à Smederevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Beringen.

8. MOURAO MACHADO Manuel Joaquim, né le 10 février 1961 à Ermelo/Mondim de Basto (Portugal), demeurant à Rodange.

La personne préqualifiée est autorisée à porter les noms et prénom de MOURAO MACHADO Manuel.

9. PANIC Srbijanka, née le 20 mai 1974 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg.

10. PORTEOUS Hilary Frances Helen, née le 9 août 1961 à Bridge of Allan (Grande-Bretagne), demeurant à Luxembourg.

11. POUILLEY Vincent Robert Antoine, né le 16 septembre 1966 à Bron (France), demeurant à Dudelange.

12. QIAN Qing, née le 5 novembre 1957 à Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg.

13. ROY Cynthia, née le 4 août 1985 à South Thakurpara/Comilla (Bangladesh), demeurant à Alzingen.

14. ROY Suhash Chandra, né le 22 février 1957 à Comilla (Bangladesh), demeurant à Alzingen.

15. SARR Khalil, né le 30 septembre 1960 à Rufisque/Dakar (Sénégal), demeurant à Ettelbruck.

16. SHEN Liping, née le 16 janvier 1957 à Zhejiang (Chine), demeurant à Remich.

17. VIEIRA LOPES André Alexandre, né le 15 juin 1980 à Coimbra (Portugal), demeurant à Pétange.

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de LOPES André Alexandre.

18. WOJTAS Sylvia, née le 8 août 1980 à Sosnowiec (Pologne), demeurant à Esch-sur-Alzette.

Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer um Enn vun enger laanger Sitzung, vun enger laanger Sitzungswoch. Ech wënschen lech allegueren eng ganz schéin, eng ganz erhuelens Vakanz, an eisem Frënd a Kolleeg, dem Niki Bettendorf, eng schéin, eng laang an eng zefridde Retraite.

Merci.

(Applaudissements)

D'Sitzung ass domat opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.21 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzeburger Journal,
Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

5561 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international pages 577-580

Motion de Monsieur Claude Meisch sur la situation financière des communes pages 580-581

5521 - Projet de loi portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002 pages 581-582

5565 - Projet de loi portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen pages 582-583

Ordre du jour page 583

5548 - Projet de loi portant modification

1. de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et

2. de la loi communale du 13 décembre 1988 pages 583-587

5346/5420 - Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail pages 587-589 page 605

Communications page 590

5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

et

5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution page 590

5533 - Projet de loi

1) relatif à la lutte antitabac;

2) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;

3) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;

4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail;

5) abrogeant la loi modifiée du 24 mars 1989 portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral pages 591-603

5558 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales pages 603-605

5518 - Projet de loi portant

1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;

4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum pages 605-607 pages 607-608

Hommage à Monsieur Niki Bettendorf page 607

Demandes en naturalisation page 608

TABLE ANALYTIQUE

SESSION 2005-2006

Compte rendu N°1

Vérification des pouvoirs et assermentation de Madame Sylvie Andrich-Duval page 1

Élection du Bureau et renouvellement de la nomination du Secrétaire général pages 1-2

Composition des commissions parlementaires page 2

Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales page 2

Communication page 2

Déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement pages 2-5

Communications page 6

Débat au sujet de la déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, sur les priorités politiques du Gouvernement pages 6-27

Compte rendu N°2

Communications page 28

Retraits du rôle des affaires de la Chambre pages 28-29

Ordre du jour page 29 page 31 page 38

5442 - Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004 - Second vote constitutionnel pages 31-38 pages 38-39

Ordre du jour page 40

5424 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela), d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003

et

5425 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003 pages 40-41 pages 41-42

Dépôt d'une motion page 41

5044 - Projet de loi concernant la production et la commercialisation des matériels forestiers de reproduction pages 42-43

5217 - Projet de loi concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement pages 43-47

5445 - Projet de loi portant approbation du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, signé à Kiev, le 21 mai 2003 pages 47-48

5459 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets pages 48-49

Compte rendu N°3

Communications page 50

Retrait du rôle des affaires de la Chambre page 50

Ordre du jour et dépôt d'une résolution par Monsieur Charles Goerens pages 50-51

Présentation d'une liste de trois candidats pour le poste de Conseiller à la Cour des Comptes et renouvellement des mandats du Président, du Vice-Président et d'un Conseiller à la Cour des Comptes page 51

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur la réforme de la psychiatrie pages 51-54

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur la politique du logement pages 54-58

5447 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Répu-

blique de Bulgarie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 1^{er} décembre 2004 page 58

Accueil de Monsieur Anton Tabone, Président de la Chambre des Députés de Malte, accompagné d'une délégation page 58

5451 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie en matière de sécurité sociale, signée à Bucarest, le 18 novembre 2004 pages 58-59

5149 - Projet de loi déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État pages 59-61

Résolution de Monsieur Charles Goerens au sujet de l'Iran page 61

5431 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, fait à New York, le 9 septembre 2002 pages 61-62

Dépôt d'un projet de loi page 62

Communications page 62

Débat d'orientation sur la Stratégie de Lisbonne pages 62-75

Motion de Monsieur Aly Jaerling relative à l'information des Députés au sujet des débats au cours des réunions tripartites pages 75-76

Déclaration au sujet du projet de plan directeur sectoriel «Décharges pour déchets inertes», présentée par Monsieur Lucien Lux, Ministre de l'Environnement, et Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 76-77

Compte rendu N°4

Ordre du jour page 78

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par Monsieur Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 78-81

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la Bibliothèque nationale pages 85-87

Communications page 88

Rôle des affaires de la Chambre page 88

Composition des commissions parlementaires page 88

Débat sur la politique européenne et étrangère pages 88-98

Communications pages 98-99

Ordre du jour page 99

5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget pages 99-103

- Exposé du Ministre du Trésor et du Budget pages 103-106

- Discussion générale (compte rendu N°5) pages 112-142

- Vote et dispense du second vote constitutionnel page 142

- Motions pages 142-143

5475 - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel, faite à Bruxelles, le 15 octobre 2001 pages 106-107

5484 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg pages 107-110

Compte rendu N°5

Communications page 112

Ordre du jour page 112

4843 - Projet de loi relatif au nom des enfants;

5106 - Proposition de loi relative aux prénoms des enfants

et

Chamber TV

an der Stad

um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch

um Kanal S 40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng

um Kanal S 29

zu Diddeleng

um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen

um Kanal S 29

3873 - Proposition de loi instaurant le libre choix du nom patronymique des enfants	pages 144-151
5398 - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003	pages 151-152
5350 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2003	pages 152-155
Ordre du jour	page 155

Compte rendu N°6

Hommage à la mémoire de Monsieur Jean-Pierre Schank, ancien Député	page 156
Communications	page 156
Dépôt d'une résolution par Monsieur Marco Schank	page 156
Dépôt d'une motion par Monsieur François Bausch	page 156
5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection	
et	
5302 - Proposition de loi modifiant la loi du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile	pages 156-168
Résolution de Monsieur Marco Schank relative à la politique de l'Iran	page 168
5504 - Projet de loi portant	

1. introduction d'une retenue à la source libératoire sur certains intérêts produits par l'épargne mobilière;
2. abrogation de l'impôt sur la fortune dans le chef des personnes physiques;
3. modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Débat de consultation au sujet des négociations au sein des réunions de la Tripartite ferroviaire

5465 - Projet de loi modifiant

- a) la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics
- b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Communication

Heure d'actualité demandée par le groupe DP sur la mise en oeuvre du Protocole de Kyoto

5146 - Projet de loi modifiant

1. différentes dispositions du Code des assurances sociales en matière d'assurance dépendance
2. les articles 12, 92 et 97 du Code des assurances sociales
3. la loi du 25 juillet 2005 modifiant 1) le Code des assurances sociales; 2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension
4. la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension

5478 - Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003

5485/5486 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Discours de fin d'année de Monsieur le Président

Compte rendu N°7

Dépôt de deux projets de loi	page 209
Communication	page 209
Ordre du jour	page 209

Déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État relative à l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor suivie d'un débat

et

Questions urgentes N°882 de Monsieur Henri Kox et N°884 de Monsieur Aly Jaerling relative à la reprise d'Arcelor

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet de la situation des mineurs ainsi que du trafic de drogues au sein du Centre pénitentiaire de Schrassig

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR au sujet de la perquisition récente chez RTL et le respect de la liberté de la presse

5354 - Projet de loi portant:

1. introduction notamment de l'instruction simplifiée du contrôle judiciaire et réglant les nullités de la procédure d'enquête;
2. modification de différents articles du Code d'instruction criminelle, et
3. abrogation de différentes lois

Communications

Renouvellement de la nomination du Commissaire aux Comptes de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement

Dépôt d'une motion

5325 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°12 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, fait à Rome, le 4 novembre 2000;

5422 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°13 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances, ouvert à la signature, à Vilnius, le 3 mai 2002

et

5423 - Projet de loi portant approbation du Protocole N°14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la Convention, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 13 mai 2004

5463 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général, ainsi que de l'Acte final de signature, faits à Bruxelles, le 22 novembre 2004

5505 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, adoptée à New York, le 14 décembre 1973

Motion de Monsieur Lucien Clement relative à la réalisation du Centre de Conférences à Luxembourg-Kirchberg

Interpellation de Monsieur Félix Braz au sujet de la politique nationale pour la promotion du trafic cycliste

5378 - Projet de loi portant approbation des amendements aux articles 25 et 26 de la Convention du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, adoptés par les Parties à la Convention le 28 novembre 2003

5493 - Projet de loi portant fixation du cadre du personnel du Service de contrôle de la comptabilité des communes et modifiant la loi du 16 août 1966 portant:

- a) modification de la loi du 31 mars 1958 portant organisation des cadres de l'administration gouvernementale;
- b) organisation des cadres de la Trésorerie de l'État, de la Caisse générale de l'État et du Service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics

Compte rendu N°8

Communications	page 246
Ordre du jour	page 246

Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative au dialogue des cultures

5507 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux effectués en relation avec

- l'agrandissement et l'assainissement de la décharge pour déchets ménagers et assimilés au Friedhaff/Diekirch et la construction d'une installation de prétraitement mécanique et
- la construction d'une installation de prétraitement biologique par le syndicat intercommunal pour la

gestion des déchets en provenance des ménages et des déchets assimilables des communes de la région de Diekirch, Ettelbruck et Colmar-Berg (SIDEK)

4673B - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention

5510 - Projet de loi relative aux mécanismes de projet du Protocole de Kyoto et modifiant la loi du 23 décembre 2004

1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;
2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;
3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Dépôt d'un projet de loi

Dépôt d'une résolution

4939 - Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution

et

4285 - Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution

5405 - Projet de loi portant approbation

1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles, le 30 novembre 2000;

2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles, le 28 novembre 2002; et

3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles, le 27 novembre 2003

5412 - Projet de loi sur les équipes communes d'enquête

5487 - Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg

- à la 14^e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement;

- à la 8^e reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement

5429 - Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit portant modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit et transposition:

- de la directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE et 86/635/CEE en ce qui concerne les règles d'évaluation applicables aux comptes annuels et aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi qu'à ceux des banques et autres établissements financiers;

- des articles 5 et 9 du règlement (CE) N°1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales;

- de la directive 2003/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE, 86/635/CEE et 91/674/CEE du Conseil sur les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines catégories de sociétés, des banques et autres établissements financiers et des entreprises d'assurance

5460 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 14 juin 2004

et

5473 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004

Ordre du jour

Compte rendu N°9

Dépôt d'un projet de loi	page 286
Communications	page 286
5546 - Proposition de révision de l'article 29 de la Constitution	page 286
Composition de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux	page 286
Ordre du jour	pages 286-287
Dépôt d'une proposition de loi	page 287
Établissement d'une liste de trois candidats pour un poste de conseiller d'État	pages 290-291
Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la situation financière des communes et plus particulièrement sur le décompte du Fonds communal de dotation financière	pages 291-294
Résolution de Monsieur Robert Mehlen relative au camp américain de Guantánamo	pages 295-296
Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire, présentée par Monsieur Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire	pages 296-299
5512 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Belgique relatif aux échanges d'informations en cas d'incident ou d'accident pouvant avoir des conséquences radiologiques, fait à Eischen, le 28 avril 2004	page 299
5524 - Projet de loi relatif à l'ouverture du cadre de la carrière supérieure du STATEC	pages 299-300
5503 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/56/CE du Conseil du 21 avril 2004 concernant l'assistance mutuelle des autorités compétentes des États membres dans le domaine des impôts directs, et modification de la loi générale des impôts ainsi que de la loi du 15 mars 1979 concernant l'assistance administrative internationale en matière d'impôts directs	page 300
5489 - Projet de loi sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification:	
de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative:	
- aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois	
- aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger;	
de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances	pages 300-301
5497 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'État d'Israël tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 13 décembre 2004	page 301
5498 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République de Slovénie à la Convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées et du Procès-verbal de signature y relatif, signés à Bruxelles, le 8 décembre 2004	pages 301-302
Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire	pages 302-304
Accueil de Monsieur Sali Berisha, Premier Ministre de la République d'Albanie, accompagné d'une délégation	page 304
3923B - Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution	pages 314-318

Compte rendu N°10

Hommage à la mémoire de Monsieur Nic Birtz, Député honoraire	page 319
Communications	pages 319-320
Octroi du titre honorifique à un ancien fonctionnaire du Greffe	page 320
5553 - Proposition de loi portant réforme du droit de la filiation et instituant l'exercice conjoint de l'autorité parentale	page 320
Ordre du jour	page 320

Dépôt d'une motion par Monsieur Jean Huss	page 320
Ordre du jour	page 325
Interpellation de Monsieur Emile Calmes sur la gestion de l'eau	pages 327-334
5415 - Projet de loi relative aux abus de marché, portant transposition de - la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché), - la directive 2003/124/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la définition et la publication des informations privilégiées et la définition des manipulations de marché, - la directive 2003/125/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la présentation équitable des recommandations d'investissement et la mention des conflits d'intérêts, - la directive 2004/72/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les pratiques de marché admises, la définition de l'information privilégiée pour les instruments dérivés sur produits de base, l'établissement de listes d'initiés, la déclaration des opérations effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes et la notification des transactions suspectes	pages 334-335
Communications	page 336
Composition des commissions parlementaires	page 336
5386 - Projet de loi	
1) transposant la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail;	
2) modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;	
3) modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;	
4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail;	
5) modifiant la loi du 20 décembre 2002 portant	
- transposition de la directive 96/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 1996 concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services;	
- réglementation du contrôle de l'application du droit du travail	pages 336-344
Motion de Monsieur Jean Huss relative à la demande d'asile politique de la ressortissante turque Zubeyde Ersöz	pages 344-345
5474 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye, le 25 février 2005	pages 345-346
5509 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1993 ayant pour objet	
1. le développement et la diversification économiques	
2. l'amélioration de la structure générale et de l'équilibre régional de l'économie	pages 346-348
5437 - Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection - Second vote constitutionnel	pages 348-354
5531 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération établissant un partenariat entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part et de l'Acte final, signés à Luxembourg, le 11 octobre 2004	page 354
Communication	page 355
Débat de consultation sur l'extension du réseau ferré léger dans la ville de Luxembourg et du réseau ferré en général	pages 355-366
5542 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2004	pages 366-367
Résolution de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes concernant les comptes de l'exercice 2004 de la Cour des Comptes	page 367

Compte rendu N°11

Ordre du jour	page 369
Déclaration de politique générale sur l'état de la nation de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État	pages 369-375
Communications	page 376
Composition de la Chambre des Députés	page 376
Composition des commissions parlementaires	page 376
Rôle des affaires	page 376
5569 - Débat sur l'état de la nation	pages 376-389
pages 389-396	
Ordre du jour	page 389
Motion de Monsieur Félix Braz au sujet du trafic cycliste	page 396
5540 - Projet de loi portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition	pages 397-403
Compte rendu N°12	
Dépôt d'un projet de loi	page 404
Communications	page 404
Ordre du jour	page 404
Dépôt d'une proposition de loi	page 404
Interventions au sujet de l'organisation de l'heure de questions au Gouvernement et des questions parlementaires	pages 404-405
Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG relative au «1er Plan d'action en vue de la réduction des émissions CO2» du Ministère de l'Environnement	pages 407-410
5530 - Projet de loi portant approbation du Protocole, signé à Vilnius, le 3 juin 1999, portant modification de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF), du 9 mai 1980	pages 410-411
Interpellation de Monsieur Robert Mehlen au sujet de la politique agricole	pages 411-418
5551 - Projet de loi relatif à la troisième adaptation budgétaire du projet de construction Centre National Sportif et Culturel à Luxembourg-Kirchberg	pages 418-422
5461 - Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la promotion, la fourniture et l'utilisation des systèmes de navigation par satellites de GALILEO et du GPS et les applications associées, signé à Dromoland Castle, Co. Clare, le 26 juin 2004 et de son Annexe;	
5462 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres et l'État d'Israël, signé à Bruxelles, le 13 juillet 2004	
et	
5479 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) - GALILEO entre la Communauté européenne et ses États membres et la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 30 octobre 2003	pages 422-424
5532 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République du Cap-Vert dans les domaines de l'éducation, de la culture et des sciences, signé à Praia, le 20 novembre 1998	pages 424-425
5536 - Projet de loi portant approbation de la Convention relative à l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque à la Convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux Premier et Deuxième Protocoles concernant son interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes, signée à Luxembourg le 14 avril 2005	page 425
4939 - Proposition de révision de l'article 68 de la Constitution	page 426
4285 - Proposition de révision de l'article 69 de la Constitution	page 426
5575 - Proposition de loi portant modification de	
1) l'article 51 (7) de la Constitution	
2) la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national	
3) la loi électorale du 18 février 2003	page 426

5547 - Débat de consultation sur la mise en oeuvre de l'IVL (Integratives Verkehrs- und Landesplanungskonzept) pages 426-437

Hommage à la mémoire de Monsieur Roger Linster, ancien Député page 437

Communications page 437

Ordre du jour pages 437-440

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des critères de promotion appliqués dans le cadre de l'enseignement secondaire et secondaire technique pages 440-443

5430 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002 pages 443-444

Compte rendu N°13

Hommage à Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, à l'occasion de l'attribution du prix Charlemagne page 445

Communications pages 445-446

Composition des commissions parlementaires page 446

Ordre du jour page 446

Débat d'orientation sur l'Université et sur la politique d'innovation et de recherche à Luxembourg et

Motion de Monsieur Claude Adam relative à l'Université du Luxembourg pages 451-464 pages 471-473

5513 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne du paysage, ouverte à la signature, à Florence, le 20 octobre 2000 pages 465-468

5328 - Projet de loi portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) pages 468-471

5506 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, faite à Montréal, le 1^{er} mars 1991 pages 473-474

5564 - Projet de loi portant approbation de la Convention, signée à Senningen, le 20 janvier 2006, entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française portant rectification de la frontière franco-luxembourgeoise suite, d'une part, à la Convention-cadre instituant la coopération relative au développement transfrontalier liée au projet Esch-Belval, et d'autre part à la Convention relative à la réalisation d'infrastructures liées au site de Belval-Ouest, signées le 6 mai 2004 à Esch-Belval et à Metz pages 474-475

3923B - Proposition de révision de l'article 11 paragraphe (2) de la Constitution page 475

Communications page 476

Ordre du jour page 476

5580 - Projet de loi adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements et modifiant

- l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;
- la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et traitements;
- la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet:
 - d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge;
 - de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance;
- loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité;
- loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;
- la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;
- la loi modifiée du 1^{er} août 1988 portant création d'une allocation d'éducation;
- la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales;
- la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait d'éducation pages 476-485

Heure d'actualité demandée par le groupe DP au sujet des problèmes de la prostitution au Luxembourg pages 485-489

Déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, au nom du Gouvernement, au sujet du projet de fusion entre Arcelor et Mittal Steel pages 489-494

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des pratiques commerciales de la Coditel pages 494-497

Compte rendu N°14

5356 - Projet de loi relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale et portant modification du Code d'instruction criminelle pages 498-507

Heure d'actualité demandée par le groupe CSV au sujet des pratiques commerciales de la Coditel page 507

Interpellation de Monsieur Niki Bettendorf au sujet du phénomène de la drogue au Luxembourg pages 507-517 pages 526-527

5515 - Projet de loi portant approbation

- du Traité entre le Royaume de Belgique, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, l'Irlande, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la République de Slovaquie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Bulgarie et la Roumanie, relatif à l'adhésion de la République de Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne et
- de l'Acte final

signés à Luxembourg, le 25 avril 2005 pages 518-526

Interpellation de Monsieur Marco Schank sur le tourisme pages 528-538

- (suite compte rendu N°15) page 544

Compte rendu N°15

Communications page 539

Ordre du jour page 539

Dépôt d'une motion par Monsieur Claude Meisch page 539

Ordre du jour pages 539-540

5529 - Projet de loi modifiant

a) la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

b) la loi du 28 mars 1997

1^o approuvant le protocole additionnel du 28 janvier 1997 portant modification de la Convention belgo-franco-luxembourgeoise relative à l'exploitation des chemins de fer du Grand-Duché, signée à Luxembourg, le 17 avril 1946;

2^o approuvant les statuts modifiés de la Société Nationale des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL);

3^o concernant les interventions financières et la surveillance de l'État à l'égard des CFL et

4^o portant modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

c) la loi du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation

d) la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics pages 540-544

5206 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit pages 544-548

5307 - Projet de loi relative à la sécurité générale des produits pages 548-553

5216 - Projet de loi sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil pages 553-562

5534 - Projet de loi portant modification de l'arrêté grand-ducal modifié du 8 octobre 1945 portant réorganisation du statut de la Chambre des Artisans pages 562-564

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution page 564

5576 - Projet de loi permettant aux Luxembourgeois nés à l'étranger de conserver la qualité de Luxembourgeois et abrogeant les articles 25,8^o et 46 de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise pages 564-565

Dépôt d'une proposition de révision de la Constitution page 565

5352 - Projet de loi

- concernant la société européenne (SE), la société anonyme à directoire et conseil de surveillance et la société anonyme unipersonnelle;
- modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et certaines autres dispositions légales;
- modifiant la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises;
- modifiant la loi modifiée du 30 mars 1988 sur les organismes de placement collectif;
- modifiant la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
- modifiant la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'État ou une personne morale de droit public dans une société anonyme;
- modifiant la loi du 4 décembre 1992 sur les informations à publier lors de l'acquisition et de la cession d'une participation importante dans une société cotée en bourse;
- modifiant la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sep-cav et assep pages 566-569

5435 - Projet de loi

- complétant le statut de la société européenne (SE) pour ce qui concerne l'implication des travailleurs et
- modifiant la loi modifiée du 6 mai 1974 instituant des comités mixtes dans les entreprises du secteur privé et organisant la représentation des salariés dans les sociétés anonymes pages 569-571

5501 - Projet de loi modifiant

- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1) création d'un fonds pour l'emploi; 2) réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
- la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs;
- la loi modifiée du 23 juillet 1993 portant diverses mesures en faveur de l'emploi pages 571-576

Compte rendu N°16

5561 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser des classes internationales préparant au diplôme du baccalauréat international pages 577-580

Motion de Monsieur Claude Meisch sur la situation financière des communes pages 580-581

5521 - Projet de loi portant approbation de l'Accord International sur la Meuse, signé à Gand, le 3 décembre 2002 pages 581-582

5565 - Projet de loi portant changement du nom de la commune de Remerschen en celui de Schengen pages 582-583

Ordre du jour page 583

5548 - Projet de loi portant modification

- de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et
- de la loi communale du 13 décembre 1988 pages 583-587

5346/5420 - Projet de loi portant introduction d'un Code du Travail pages 587-589 page 605

Communications page 590

5595 - Proposition de révision de l'article 10 de la Constitution

et

5596 - Proposition de révision de l'article 16 de la Constitution page 590

- 5533 - Projet de loi
- 1) relatif à la lutte antitabac;
 - 2) modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État;
 - 3) modifiant la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux;
 - 4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail;
 - 5) abrogeant la loi modifiée du 24 mars 1989 portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral pages 591-603
- 5558 - Projet de loi portant renforcement des structures de direction des administrations fiscales pages 603-605
- 5518 - Projet de loi portant
1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;
 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;
 3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées;
 4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum pages 605-607 pages 607-608
- Hommage à Monsieur Niki Bettendorf page 608

- niversité du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pages 83-84
- Question N°61 du 29 novembre 2005 de Monsieur Ben Fayot relative au congé pour travail à mi-temps accordé aux fonctionnaires d'État, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 84
 - Question N°62 du 29 novembre 2005 de Monsieur Félix Braz relative aux vols secrets de la CIA, adressée au Ministre des Transports pages 84-85

Compte rendu N°8

- Question N°63 du 13 février 2006 de Monsieur Marco Schank relative aux mesures préventives de protection d'eau de la part des communes et la coopération avec le secteur agricole dans ce domaine, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 246-247
- Question N°64 du 14 février 2006 de Monsieur Emile Calmes relative à l'introduction d'une taxe écologique, adressée au Ministre des Transports page 247
- Question N°65 du 14 février 2006 de Monsieur Roland Schreiner relative à la mise en application de différents aspects de l'accord salarial signé entre le Gouvernement et la CGFP en date du 31 mai 2005, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 247
- Question N°66 du 14 février 2006 de Monsieur Claude Adam relative au soutien à la création d'un lycée Schengen à Perl dans le cadre d'une coopération entre la Sarre et Luxembourg, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 247-248
- Question N°67 du 14 février 2006 de Monsieur Marcel Glesener relative à la préservation des hauts-fourneaux d'Esch-Belval, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 248
- Question N°68 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au régime de paiement unique des primes dans le secteur agricole, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pages 248-249
- Question N°69 du 14 février 2005 de Madame Claudia Dall'Agnol relative aux procédures d'intervention et de prévention en cas de survenance de méningite dans les écoles, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 249
- Question N°70 du 14 février 2006 de Monsieur Xavier Bettel relative à la fixation et à l'adaptation des loyers du Fonds du Logement, adressée au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement page 249
- Question N°71 du 14 février 2006 de Monsieur Camille Gira relative au règlement grand-ducal type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 249-250
- Question N°72 du 14 février 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative au lit de rivière de la Sûre, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 250
- Question N°73 du 14 février 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la situation financière du Fonds communal de dotation financière, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 250

- Question N°51 du 25 octobre 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à la Foire d'Automne dans les Halls de Luxexpo - Luxembourg/Kirchberg, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 29-30
- Question N°52 du 25 octobre 2005 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative à la reconduction des demandeurs d'asile, adressée au Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 30
- Question N°53 du 25 octobre 2005 de Monsieur Niki Bettendorf relative à la réglementation en matière de médecine complémentaire ou non conventionnelle, adressée au Ministre de la Santé page 30
- Question N°54 du 25 octobre 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à la lutte contre la consommation d'alcool des jeunes, adressée au Ministre de la Santé page 30

Heures de questions au Gouvernement:

Compte rendu N°2

- Question N°51 du 25 octobre 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à la Foire d'Automne dans les Halls de Luxexpo - Luxembourg/Kirchberg, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 29-30
- Question N°52 du 25 octobre 2005 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative à la reconduction des demandeurs d'asile, adressée au Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 30
- Question N°53 du 25 octobre 2005 de Monsieur Niki Bettendorf relative à la réglementation en matière de médecine complémentaire ou non conventionnelle, adressée au Ministre de la Santé page 30
- Question N°54 du 25 octobre 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à la lutte contre la consommation d'alcool des jeunes, adressée au Ministre de la Santé page 30

Compte rendu N°4

- Question N°55 du 29 novembre 2005 de Madame Marie-Thérèse Gantenbein relative à une éventuelle évaluation de l'éducation précoce depuis son introduction et le début de l'obligation scolaire des enfants ayant fréquenté l'éducation précoce, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 81-82
- Question N°56 du 29 novembre 2005 de Monsieur Claude Meisch relative au chômage au Luxembourg, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 82
- Question N°57 du 29 novembre 2005 de Monsieur Marc Angel relative à la réorganisation du Centre socioéducatif de l'État à Dreibern et les travaux de construction de l'Unité spéciale de sécurité, adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration page 82
- Question N°58 du 29 novembre 2005 de Monsieur Camille Gira relative à l'incident récent dans le réseau de la SEBES, c'est-à-dire la coloration inhabituelle de l'eau du robinet due à la présence de manganèse, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 82-83
- Question N°59 du 29 novembre 2005 de Madame Françoise Hetto-Gaasch relative à l'efficacité du réseau luxembourgeois de bus et de l'état d'avancement du plan sectoriel «Transports», adressée au Ministre des Transports page 83
- Question N°60 du 29 novembre 2005 de Madame Anne Brasseur relative au site d'implantation de l'U-

Compte rendu N°9

- Question N°74 du 13 mars 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'École Supérieure du Travail EST, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 287
- Question N°75 du 14 mars 2006 de Madame Viviane Loschetter relative à une lettre conjointe signée par le Président français et les Premiers Ministres suédois, danois, espagnol, finlandais et tchèque en date du 9 février 2006 à l'attention de la Présidence autrichienne et transmise à tous les membres du Conseil européen, adressée au Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration page 290
- Question N°76 du 14 mars 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et

- Question N°77 du 14 mars 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à la situation de la WSA et notamment sur les récentes rumeurs de fermeture de cette agence, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi pages 287-288
- Question N°78 du 14 mars 2006 de Monsieur Ben Fayot relative sur l'état des travaux des groupes de travail interministériels chargés notamment de procéder à une refonte de la législation sur les registres de la population, de créer un numéro d'identifiant unique respectivement d'introduire des données biométriques dans les documents d'identité, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 288
- Question N°79 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'ouverture au public du musée de la forteresse à Fort Thüngen, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 288
- Question N°80 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative à l'organisation des classes internationales au Lycée technique du Centre, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 288-289
- Question N°81 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative au programme de l'enseignement du français pour les classes du cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 289
- Question N°82 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Adam relative au profil professionnel des enseignants de l'enseignement secondaire et secondaire technique, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et
- Question N°83 du 14 mars 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la «redéfinition qualitative» de la tâche des enseignants de l'enseignement secondaire, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 289-290
- Question N°84 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative au développement d'un secteur de logistique au Luxembourg, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur pages 294-295
- Question N°85 du 14 mars 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à la recherche biomédicale au Luxembourg, adressée au Ministre de la Santé page 290

Compte rendu N°10

- Question N°86 du 3 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative aux recrutements à l'Administration des Ponts et Chaussées, adressée au Ministre des Travaux publics pages 320-321
- Question N°87 du 4 avril 2006 de Monsieur Niki Bettendorf relative aux dispositions d'engagement de travailleurs handicapés, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 321
- Question N°88 du 4 avril 2006 de Monsieur John Castegnaro relative à la future affectation des terrains et dépôts de la WSA entre Bettembourg et Dudelange, adressée au Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur page 322
- Question N°89 du 3 avril 2006 de Monsieur Félix Braz relative à l'article 7 (2) de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 322-323
- Question N°90 du 3 avril 2006 de Monsieur Lucien Clement relative à la procédure concernant les soumissions relatives à la construction du Musée d'Art moderne, adressée au Ministre des Travaux publics page 323
- Question N°91 du 4 avril 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative à l'aide financière de l'État pour études supérieures, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 323
- Question N°92 du 4 avril 2006 de Monsieur Alex Bodry relative à l'évolution des finances publiques, adressée au Ministre des Finances pages 323-324
- Question N°93 du 4 avril 2006 de Monsieur Claude Meisch relative à la restructuration de la flotte de la compagnie aérienne luxembourgeoise et réductions des effectifs, adressée au Ministre des Transports pages 321-322
- Question N°94 du 3 avril 2006 de Monsieur Marco Schank relative à l'application de la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement au niveau des communes, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 324-325

- Question N°95 du 3 avril 2006 de Monsieur Claude Adam relative à la construction d'un nouveau Centre d'accueil pour réfugiés sur le site de Marienthal dans la commune de Tuntange, adressée à la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 325
- Question N°96 du 4 avril 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'accès des étudiants luxembourgeois aux universités belges, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
et
- Question N°98 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la homologation des diplômes de fin d'études secondaires luxembourgeois par les autorités de la Communauté française de Belgique, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 325-326
- Question N°97 du 3 avril 2006 de Monsieur Gast Gibéryen relative à la création d'emplois, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 326
- Question N°99 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative au plan quadriennal de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 326
- Question N°100 du 4 avril 2006 de Madame Anne Brasseur relative à la présentation de l'étude-évaluation de l'OCDE du système luxembourgeois de la recherche et de l'innovation, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pages 326-327

Compte rendu N°12

- Question N°101 du 15 mai 2006 de Monsieur Marc Spautz au sujet du bien-être des salariés du Laboratoire National de Santé, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 405
- Question N°102 du 15 mai 2006 de Madame Anne Brasseur relative à l'élaboration d'un projet de loi permettant la création d'un cycle supérieur et de conférer au «Neie Lycée» le droit de décerner des diplômes de fin d'études secondaires, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 405
- Question N°103 du 16 mai 2006 de Monsieur Marc Angel relative au programme de construction de logements par le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg, adressée au Ministre des Travaux publics page 406
- Question N°104 du 16 mai 2006 de Monsieur Robert Mehlen relative aux intentions du Gouvernement quant à la politique salariale du secteur public, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 406
- Question N°105 du 16 mai 2006 de Madame Martine Stein-Mergen concernant la pertinence de certains critères qu'une personne doit remplir pour pouvoir donner son sang, adressée au Ministre de la Santé pages 406-407
- Question N°106 du 16 mai 2006 de Monsieur Norbert Hauptert relative à la réforme de la taxe sur les voitures automobiles notamment à la différence de traitement de voitures immatriculées avant et après 2001, adressée au Ministre de l'Environnement page 407
- Question N°107 du 23 mai 2006 de Monsieur Marcel Oberweis relative aux primes d'encouragement écologique, adressée au Ministre de l'Environnement page 443
- Question N°108 du 22 mai 2006 de Monsieur le Député Aly Jaerling relative au Service de protection de la Jeunesse, adressée au Ministre de la Justice page 443

Compte rendu N°13

- Question N°109 du 15 juin 2006 de Monsieur Marc Spautz relative à l'accès des étudiants luxembourgeois aux universités belges, adressée à Madame la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche et à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 448
- Question N°110 du 20 juin 2006 de Monsieur Paul Helmingier relative au processus de ratification du Traité instituant une Constitution pour l'Europe, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 446-447
- Question N°111 du 20 juin 2006 de Monsieur Ben Fayot au sujet de l'agrément à accorder aux gestionnaires des maisons relais pour enfants, adressée à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 447
- Question N°112 du 20 juin 2006 de Monsieur Camille Gira au sujet des concentrations élevées en ozone, adressée à Monsieur le Ministre de l'Environnement pages 447-448
- Question N°113 du 19 juin 2006 de Monsieur Marco Schank au sujet de la qualité des eaux de baignade au Luxembourg, adressée à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 446
- Question N°114 du 20 juin 2006 de Monsieur Robert Mehlen au sujet des statistiques du taux d'alcoolémie en relation avec les accidents de circulation, adressée à Monsieur le Ministre des Transports page 448
- Question N°115 du 20 juin 2006 de Monsieur Roger Negri au sujet de l'organisation des premiers secours nationaux (ambulances, sapeurs-pompiers), adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 448-449
- Question N°116 du 20 juin 2006 de Monsieur Claude Adam au sujet de l'avant-projet de loi relative à la protection sociale des enfants, adressée à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration page 449
- Question N°117 du 19 juin 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative au personnel du site WSA, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration;
- Question parlementaire N°1079 du 16 mai 2006 de Monsieur Marc Spautz concernant la fermeture et la suppression d'emplois à la WSA (Warehouse Service Agency)
et
- Question parlementaire N°1055 du 4 mai 2006 de Madame Viviane Loschetter concernant l'affectation du site de la WSA (Warehouse Service Agency) à Bettembourg/Dudelange page 450
- Question N°118 du 20 juin 2006 de Monsieur Robert Mehlen au sujet du projet de loi relatif aux chiens, adressée à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural page 450
- Question N°119 de Monsieur Jacques-Yves Henckes au sujet des conditions de recrutement futures dans la carrière supérieure de l'État (quatre ou cinq ans), adressée à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative pages 450-451
- Question N°120 de Monsieur Camille Gira au sujet du développement des synergies entre les hôpitaux de Wiltz et d'Ettelbruck, adressée au Ministre de la Santé page 449

Questions avec débat:

- Question avec débat N°4 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative aux droits de représentation active et passive des salariés engagés en qualité d'employés dans le secteur public (compte rendu N°7) pages 233-234
- Question avec débat N°5 de Monsieur Fernand Diederich relative au bilan de la loi du 8 décembre 2000 sur le surendettement (compte rendu N°8) pages 250-251
- Question avec débat N°7 de Monsieur Roland Schreiner au sujet du suivi de l'accord de la tripartite ferroviaire de 2005 (compte rendu N°13) pages 464-465
- Question avec débat N°8 de Monsieur Patrick Santer relative aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (compte rendu N°14) pages 527-528

Questions urgentes:

- Déclaration de Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État relative à l'OPA de Mittal Steel sur Arcelor suivie d'un débat
et
- Questions urgentes N°882 de Monsieur Henri Kox et N°884 de Monsieur Aly Jaerling relative à la reprise d'Arcelor (compte rendu N°7) pages 209-214
- Question urgente N°886 de Monsieur Xavier Bettel relative à l'incendie au Centre pénitentiaire de Schrassig (compte rendu N°7) page 214
- Questions urgentes N°920 de Monsieur Jean Huss, N°921 de Monsieur Claude Meisch et N°922 de Monsieur Aly Jaerling relatives à la grippe aviaire (compte rendu N°8) pages 275-277

Questions parlementaires:

- Question N°117 du 19 juin 2006 de Monsieur Aly Jaerling relative au personnel du site WSA, adressée à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration;
- Question parlementaire N°1079 du 16 mai 2006 de Monsieur Marc Spautz concernant la fermeture et la suppression d'emplois à la WSA (Warehouse Service Agency)
et
- Question parlementaire N°1055 du 4 mai 2006 de Madame Viviane Loschetter concernant l'affectation du site de la WSA (Warehouse Service Agency) à Bettembourg/Dudelange (compte rendu N°13) page 450

Demandes en naturalisation:

- Demandes en naturalisation (compte rendu N°2) page 49
- Demandes en naturalisation (compte rendu N°4) pages 110-111
- Demandes en naturalisation (compte rendu N°7) pages 244-245
- Demandes en naturalisation (compte rendu N°10) pages 367-368
- Demandes en naturalisation (compte rendu N°13) page 475
- Demandes en naturalisation (compte rendu N°16) page 608

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N°16 / 2005-2006

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1109	M. Claude Adam	Espace scolaire pour les besoins des formations éducatives et sociales à Mersch
1111	M. Aly Jaerling	Création d'un «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation»
1132	M. Marcel Oberweis	Santé et sécurité au travail des jeunes
1146	M. Claude Adam	Pistes cyclables
1150	M. Xavier Bettel	«Interregionale Presse - Presse interrégionale»
1151	M. Aly Jaerling	Demande d'asile d'une personne provenant du Togo
1153	M. Aly Jaerling	Reconnaissance du catalan comme langue officielle du Parlement européen
1161	M. Félix Braz	Utilisation des nouvelles technologies dans les transports publics
1165	M. Jos Scheuer	Fermeture du centre d'examen pour le permis de conduire de Remich fin juillet 2006
1166	M. Jean-Pierre Koepf	Décharge du SIDEC
1167	M. Ali Kaes, M. Jean-Paul SchAAF et M. Marco Schank	Extension et modernisation du réseau ferré de la «Ligne Nord»
1172	M. Marcel Oberweis	Création du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles
1173	M. Marcel Oberweis	Prolongement de la ligne ferroviaire Bertrix-Virton vers le Luxembourg
1176	Mme Anne Brasseur	Heure de sport scolaire supplémentaire
1178	M. Xavier Bettel	Modification de l'horaire et de l'itinéraire de la liaison autobus Sarre-Luxembourg
1180	M. Claude Meisch	Pacte «logement» entre l'État et les communes
1181	Mme Anne Brasseur	Retards dans la distribution postale – Demandes d'inscription dans les lycées
1183	M. Jean-Pierre Koepf	Information des bénéficiaires sur les variations des montants des pensions et des rentes
1193	M. Aly Jaerling	Remboursement des vaccinations contre les maladies tropicales
1202	M. Félix Braz	Cours de luxembourgeois dans le préscolaire
1204	M. Aly Jaerling	Fermeture d'un site de production de DuPont de Nemours
1207	M. Ben Fayot	Allocation nouveau-né
1213	M. Claude Meisch	Décharge de déchets radioactifs de Bure

Question 1109 (6.6.2006) de **M. Claude Adam (DÉI GRÉNG)** concernant l'espace scolaire pour les besoins des formations éducatives et sociales à Mersch:

À Mersch, une partie des terrains de la CEPAL S.A. serviront à la construction d'un espace scolaire pour les besoins des formations éducatives et sociales.

- Quand est-ce que les premiers étudiants vont entamer leurs études à Mersch?

Le site du nouveau lycée est séparé de la gare de Mersch par un passage à niveau.

Un concept de mobilité pour la commune de Mersch et datant de mars 2005 indique que ce passage à niveau est fréquemment fermé pour un temps moyen dépassant les quatre minutes. Au total, des barrières baissées pendant cinq heures et cinq minutes entre 7 heures et 19 heures, soit 42% du temps. Des entrevues entre les responsables politiques locaux et les parties concernées ont eu lieu afin de fermer définitivement ce passage à niveau à la circulation et d'aménager un accès souterrain pour piétons et cyclistes, surtout pour des raisons de sécurité.

- Quelles sont les mesures que vous avez prévues à court, moyen et long terme pour garantir un accès sûr entre le nouveau site scolaire et les transports publics?

Réponse commune (11.8.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle** et de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:**

Ad 1) Les premiers étudiants vont entamer leurs études sur le site CEPAL à Mersch, dès la rentrée scolaire 2006/2007.

Ad 2) Pour garantir aux étudiants un accès sûr entre le niveau site scolaire et la gare respectivement les arrêts de bus, la société des CFL va installer à court terme un passage direct pour piétons entre le quai 2 de la gare de Mersch et le terrain CEPAL. En ce qui concerne une solution définitive, elle demande des études plus poussées quant à l'évolution du trafic en général dans ce secteur et la déserte du lycée en particulier.

Question 1111 (7.6.2006) de **M. Aly Jaerling (Indépendant)** concernant la création d'un «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation»:

Aus de Konklusioun vum Sommet vun de Stats- a Regierungschef vum Chrëschtmount 2005 geet eng europäesch Reglementspropositioun ervir mam But e «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» - COM (2006) 91 - ze schaffen.

Diese Fong soll mat 500 Milliounen Euro pro Joer dotéiert gi fir entloosene Salariéen ze hëllefen erëm Fouss ze faassen. Visiért si Mesuren iwwert d'Reinsertioun, Zouschëss zum Revenu bei der Sich no Aarbecht, bei der Formation, der Berufsorientéierung asw. Niement strukturellen Dispositiounen mussen awer 1.000 Salariéen innerhalb vu sechs Méint entlooss gi respektiv déi Entloosse mussen 1% vum regionalen Aarbechtsmaart ausmaachen, ier Urecht op déi Ennerstëtzungen zougestane gëtt.

Kann den Här Aarbechtsminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

- Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zu dëser Reglementspropositioun, déi op Initiativ vun de Stats- a Regierungschefen zustane koum an elo an enger éischer Versioun virläit?
- Kënnen hei am Land beschäftegt Salarié vum deene Moosnamen am viritéierten EU-Reglement profitéieren?
- Kënnst een dervun ausgoen, datt déi rezent massiv Entloossungen a verschiddene Sektoren Urecht op eng EU-Hëllef opgrond vum viritéierte Reglement kënnt ginn?

- Wéi steet et zum Beispill mat de Salariéen, déi duerch Failliten entlooss ginn?
- Wéi vill Salarié sinn an deene leschten dräi Joer duerch Failliten entlooss ginn, a géif déi Zuel net schonn duergoe fir Urecht op déi viritéiert EU-Hëllef ze ginn, wann dat Reglement a Kraaft ass.
- Gedenkt d'Regierung deem-entsprechend anzewierken, datt och déi Salariéen, déi hei am Land beschäftegt sinn, kënne bei Entloossung op esou Hëllef ze réckgräifen?
- Wier et net sännvoll dat EU-Reglement esou opzebauen, datt déi an deenen eenzelnen EU-State gültig Regele bei Massenentloossung als Kritär gëlle misse fir Urecht op déi EU-Hëllef ze kréien, anstatt eng fest Zuel anzusetzen an och nach regional Kritäre gëllen ze loos- sen?

Réponse (8.8.2006) de **M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:**

D'Initiativ fir de sou genannte «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» ass zréckgeféieren op ee Brëif vum 20. Oktober 2005 vum Här Barroso - President vun der Europäescher Kommissioun - un d'Membere vum Conseil européen.

An de Konklusioun vum 15. a 16. Dezember 2005 huet déi déizäiteg Présidence - am Numm vun alle Stats- a Regierungschefen - de Prinzip festgehalen, op Basis vun enger Propositioun vun der Kommissioun esou ee Fong an d'Liewen ze ruffen.

Den Débat ënnert de Stats- a Regierungschefen iwwert de «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» ass gefouert ginn am Kontext vun enger Diskussioun iwwert d'Solidaritéit vun der Europäescher Unioun vis-à-vis vun de Salariéen, déi hir Aarbecht verléieren, am Fall wou hir Entreprise sech weinst onberechenbaren a gravéierend schlëmme Konsequenze vun der Mondialisatioun upasse muss.

Zréckbehalen ass ginn - souwuel an de Konklusioun vum de Stats- a Regierungschefen am Dezember 2005 wéi an dem Accord interinstitutionnel tëschent dem europäesche Parlament, dem Conseil an der Kommissioun am Mee 2007 iwwert de Cadre financier pluriannuel 2007-2013 -, datt de Fong:

- gespeist soll gi vum engem Deel vum europäesche Budget, deen déi Jore virdrun net ausgi ginn ass;
- ee maximale Montant vu 500.000.000 Euro pro Joer net iwwerschreiden däerf.

An der Zwëschenzäit hat d'Kommissioun den 1. März 2006 dem EU-Ministeschconseil ee Gesetzesvorschlag iwwert de «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» ennerbreet.

D'Lëtzebuerger Regierung huet prinzipiell d'Propositioun vun der Kommissioun begréisst an ennerstëtzt.

Sënn geméiss ass festgehal ginn, datt dat neit Instrument:

- ee Solidaritéitsinstrument soll sinn, dat deene Leit, déi hir Aarbecht verléieren, an hirer Sich no enger neier Aarbechtsplaz eng ganz geziilt Hëllef bréngen soll, an
- en Instrument ass, dat awer just agesat ka ginn am Fall vun onberechenbaren a gravéierend schlëmme strukturellen Ännerunge vun der Weltwirtschaft.

Iwwert dat eraus war et kloer - an dat steet souwuel an de Konklusioun vum de Stats- a Regierungschef wéi an den offiziellen Mat-

deelunge vun der Kommissioun, datt jiddfer Land - nodeems et de Kritären entsprécht - een Usproch op de «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» huet.

Prozedural gesi muss dat betraffent Land eng motivéiert Demande maachen, déi vun der Kommissioun analyséiert an duerno de budgetären Autoritéiten (europäesch Parlament a Ministeschconseil) ennerbreet gëtt.

Lëtzebuerg ass also och betraff an huet d'Recht esou eng Demande ze maachen.

Relevant sinn awer un alleréischer Stell d'Kritären, déi erfëllt musse sinn ier en État membre eng Demande un d'Kommissioun adresséieren kann.

De «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» kann nëmmen asprangen am Fall wou Leit hir Aarbechtsplaz verléieren:

- opgrond vun engem wirtschaftlechen Ajustement, deen zréckgeféieren ass op schwéierwiegend Verännerungen an der Struktur vum Welt- handel, déi zu enger
- gravéierender Stéierung vun der Wirtschaft féieren.

De Projet vum Reglement seet näischt iwwert d'Form vun dem wirtschaftlechen Ajustement, an zwar aus dem einfache Grond, datt d'Hëllef, déi ugefrot ka ginn, sech net op d'Entreprisë bezitt, mä direkt op d'Salariéen.

Sënn geméiss geet doraus ervir, datt souwuel Salariéen, déi hir Aarbechtsplaz verléieren weinst enger Faillite, wéi déi, déi entlooss ginn, nodeem datt hir Entreprise restrukturéiert ginn ass, enner d'Dispositiounen vun der Propositioun vun der Kommissioun kënne falen.

Wat d'Faillité betrëft, sou kann ee soen, datt zu Lëtzebuerg d'lescht Joer insgesamt an alle Wirtschaftsberäicher zesumme ronn 1.800 Leit hir Aarbecht verluer hunn.

Opgerechent op déi dräi lescht Joer mécht dat - an all de Sektoren a fir all betraffe Privatentreprisen - insgesamt ronn 5.000 Persounen.

Eng Faillite zu Lëtzebuerg - esou wéi och an deenen anere Länner - ass awer nëmmen relevant an deem Fall, wou se de Kritäre vun dem Reglement entsprécht; dat heescht, si muss zréckgeféiere sinn op eng schwéierwiegend Verännerung am Welthandel, déi zu enger gravéierender Stéierung vun der Wirtschaft féiert an dobä e Minimum vun 1.000 Leit - an enger Entreprise (mat hire Sous-traitants) oder an engem eenzelne Secteur betrëft.

Wat d'Massenentloossungen ueget, esou huet d'Kommissioun virgeschloen, de Calcul op d'Dispositiounen vun der Direktiv iwwert d'Kollektiventloossungen (75/129/CEE) zréckgeféieren. Well déi Basis harmoniséiert ass, ass dat u sech déi eenzeg Méiglech- keet fir en objektive Verglach tëschent de Situatiounen an deene verschiddenen États membres ze zéien.

De Sënn vum Instrument, dat d'Kommissioun proposéiert huet, ass net fir déi Dispositiounen ze ersetzen, déi am Kader vun der nationaler Aarbechtsmaartpolitik bestinn.

Eis Législatioun enthält eng ganz Rei vun esou Hëllef, déi aktivéiert kënne ginn am Fall wou ee seng Aarbechtsplaz verléiert.

Well de «Fonds européen d'ajustement à la mondialisation» d'Zil huet, a bestëmmte gravéierend schlëmme Fäll kënnen anzutrieden, huet d'Kommissioun virgeschloen, den Impakt vun enger struktureller Ännerung ze rechnen op Basis vun der Mindestzuel vun 1.000 verluerenen Aarbechtsplazen.

Dozou ass ze soen, datt déi Zuelen, dei d'Kommissioun proposéiert huet, nach an der Diskussioun stinn. Aus Lëtzebuurger Sichtsicht - esou wéi och aus Sichtsicht vun aneren États membres - sinn déi Zuelen net ganz zefridde stellend a sollen an de Verhandlungen, déi ënner finnescher Présidence an deenen nächste sechs Méint stattfannen, nach adaptéiert ginn.

Dans le cadre de la semaine internationale de la sécurité au travail pour l'année 2006, le Service de Prévention de l'Association d'Assurance contre les Accidents va lancer une campagne de sensibilisation des travailleurs de moins de 25 ans à la sécurité et à la santé au travail. Cette campagne se rallie à la campagne annuelle de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (OSHA) dont le thème de cette année est «Safe Start». La campagne comporte deux volets:

- Le premier volet concerne les entreprises où le Service de Prévention va élaborer une brochure. Cette brochure, destinée aux responsables de sécurité des différentes entreprises, leur permettra d'accueillir étape par étape les jeunes travailleurs en les rendant attentifs aux dangers qui peuvent se présenter sur leur nouveau lieu de travail.
- Le deuxième volet concerne les lycées techniques où le Service de Prévention vise les futurs jeunes travailleurs et qui a comme objectif de les préparer aux dangers pouvant se présenter dans leurs futurs métiers. Pour cette campagne, qui sera lancée en début de l'année scolaire 2006-2007, le Service de Prévention va élaborer différents modules, ciblés sur les cours techniques et donnant des informations et conseils sur la prévention des accidents. Ces modules, établis sous forme de présentations «Powerpoint», seront présentés aux professeurs des différents lycées. Par la suite, les modules seront disponibles sur le site Internet de l'assurance-accidents pour les professeurs désireux de participer à la campagne en les employant dans leurs cours respectifs. La campagne sera accompagnée d'un concours visant les élèves des classes terminales de ces lycées, où les trois meilleurs projets de groupe dans le domaine de la prévention des accidents vont être récompensés lors d'une remise de prix.

Au niveau national, l'Inspection du Travail et des Mines intervient en tant que promoteur du bien-être des travailleurs au travail sans distinction d'âge ou d'autres critères.

Les consultations tripartites régulières sont assurées par le Comité Consultatif de la Sécurité et de la

Santé au Travail - Luxembourg (C.C.S.S.-LU).

Les outils et actions privilégiés sont:

- Le site Web avec le portail <http://www.itm.public.lu/>, ses liens nationaux et européens.

http://www.itm.public.lu/droit_travail/fiches_informatives/fi_protection_jeunes_travailleurs_01oct05.pdf

http://www.itm.public.lu/droit_travail/fiches_informatives/fi_occupation_etudiants_01oct05.pdf

http://www.itm.public.lu/droit_travail/fiches_informatives/fi_beschaffung_schulern_und_students_01oct05.pdf

- Le site Web du Point Focal Luxembourg <http://lu.osha.eu.int/>, site initié par l'Agence européenne de la sécurité et de la santé au travail.

- La Newsletter expédiée régulièrement aux abonnés.

- Les tables rondes, les conférences, les symposiums, et les communiqués de presse en vue de sensibiliser tous les acteurs de l'environnement du travail.

Sur le plan européen en tant que Point Focal du Grand-Duché de Luxembourg de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail avec comme actions principales:

- Les brochures ITM:
 - «Produits dangereux et jeunes travailleurs»;
 - «Premiers pas et droit du travail»;
 - «Passeport jobistes»;
- la divulgation du matériel d'information de l'Agence européenne;
- le pilotage des projets annuels de l'Agence européenne dont pour 2006 la campagne de sensibilisation de la population cible des jeunes travailleurs avec comme slogan «Débute en sécurité!»;
- l'identification, la documentation et la présentation de «modèles de bonnes pratiques», les entreprises ou associations qui de part leur engagement exceptionnel ont attiré l'attention du comité national tripartite;
- l'organisation d'une table ronde tripartite «SÉCHERE START FIR DÉI JONK LEIT OP DER AAR-BECHT»;
- la remise d'un diplôme et d'une trophée aux entreprises modèles;
- le communiqué de presse avec comme sujet la Semaine européenne 2006;
- la participation à la Foire de l'Étudiant.

Question 1146 (4.7.2006) de M. Claude Adam (DÉI GRÉNG) concernant les **pistes cyclables**:

La loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables prévoyait de raccorder la piste cyclable d'Echternach (PC2) avec la piste cyclable des Trois Rivières (PC3) en reliant Junglinster et Dillingen par une nouvelle piste cyclable dite «de l'Ernz Blanche» (PC5). En 2000, un premier tronçon de la PC5 entre le lieu-dit «Soup» et Medernach a été achevé.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Sachant que d'après les rapports annuels du Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement le reste du tracé de la PC5 est à l'étude depuis plus de cinq ans,

quand est-ce que le tracé sera définitivement déterminé?

- Quelles sont les causes de ce retard?
- Quand les travaux pourront-ils commencer?

Une piste cyclable reliant la PC15 et la PC5 et partant de Cruchten vers Medernach semble être une option intéressante et demandée par les communes concernées.

- Est-ce qu'un tel projet est à l'étude?

Réponse commune (18.8.2006) de M. Lucien Lux, Ministre des Transports et de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

Conformément à l'article 1 de la loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables, le Ministre ayant dans ses attributions les travaux publics est autorisé à ces fins à faire procéder à l'aménagement des infrastructures nécessaires.

Le Ministère des Travaux publics établit donc non seulement le calendrier des travaux mais fixe également les priorités de ceux-ci. Il en est de même pour l'aménagement et l'évolution des travaux de la PC5.

Sur la partie de la piste cyclable PC5 se trouvant sur le territoire de la Division des Services Régionaux de la Voirie - Arrondissement de Diekirch (DSR-D), le tracé est pratiquement déterminé. Il manque juste l'implantation exacte de cette piste dans la traversée de la localité de Medernach. Le collègue échevinal ne s'est pas encore prononcé à ce sujet, de sorte qu'une date précise pour le commencement des travaux ne peut pas être donnée.

Du côté technique, il y a lieu d'équiper certains chemins entre Eppeldorf et Reisdorf d'un revêtement asphaltier alors que d'autres chemins sont à réaménager entièrement. Pour le tronçon final, l'avantage a été donné à un débouchement à Reisdorf et non pas à Dillingen comme antérieurement prévu, pour les raisons suivantes:

- la solution «Dillingen» comprend une descente très dangereuse et la jonction avec la PC3 ne pourrait s'y faire qu'au prix d'un nouvel ouvrage au-dessus de la N10;
- la solution «Reisdorf» permet d'utiliser certaines facilités techniques en place, dont un passage souterrain sous la N10, et présente l'avantage de constituer un point de jonction de trois pistes cyclables du réseau national, à savoir les PC16, PC3 et PC5.

Sur la partie de la piste cyclable PC5 se trouvant sur le territoire de la Division des Services Régionaux de la Voirie - Arrondissement de Luxembourg (DSR-L), des problèmes existent sur les trois parties restantes suivantes:

1. Le tronçon Soup - Koedange:

Cette section de la PC5 est assez complexe vu que le projet comprend, à côté de la piste cyclable proprement dite, la renaturation de l'Ernz Blanche sur toute l'assiette de la vallée, la réalisation de mesures anticrues servant à protéger le village de Larochette et la stabilisation partielle de l'assise du CR 119. Actuellement le projet technique de ce tronçon est en voie d'approbation.

Tous les problèmes d'emprise sont résolus.

2. Tronçon Koedange - Junglinster:

Actuellement plusieurs variantes de tracé sont en discussion. Le choix du tracé est fortement tributaire d'autres projets à réaliser par l'Administration de la Gestion de l'Eau. Une solution y relative est attendue dans un proche avenir.

3. Traversée de Junglinster:

La PC5 à l'intérieur de la localité de Junglinster ainsi que la liaison avec la PC2 (Luxembourg - Echternach) seront réalisées dans le cadre des travaux du contournement de Junglinster.

La loi du 22 juillet 1999 portant création d'un réseau national sur les pistes cyclables définit dans son article 4 les pistes qui forment ce réseau, une extension n'étant pas prévue actuellement.

La proposition de relier entre elles les pistes cyclables PC15 et PC5 ne manque pas d'intérêt. Il faut toutefois être conscient que son intégration dans le réseau national nécessite une modification de la loi.

Une telle modification de la loi ne peut se faire que sur base d'une reconsidération plus approfondie englobant d'autres raccordements possibles et redéfinissant le réseau dans son ensemble. À l'heure actuelle, le Gouvernement s'attache à la réalisation des tronçons qui sont encore en souffrance.

Question 1150 (5.7.2006) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la «**Interregionale Presse - Presse interrégionale**»:

Dans un article de presse paru dans le quotidien «Tageblatt» en date du 5 juillet 2005 il a été affirmé que l'«Interregionale Presse - Presse Interrégionale», une association indépendante de journalistes professionnels de la Grande Région, devra cesser ses activités au plus tard mi-2007, ceci étant dû à un manque de subventions publiques.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les affirmations relatives ci-dessus?
- Dans l'affirmative, quels ont été les motifs pour cette décision?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer quels ont été les moyens financiers mis à la disposition de l'association en question par le Luxembourg?
- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'en vue de l'année culturelle 2007 il serait opportun d'assurer la pérennité d'une structure de communication de la Grande Région bien rodée?

Réponse (4.8.2006) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État:

L'IPI - Institut de la Presse interrégionale - a été enregistrée en juillet 1994 au registre des associations de Sarrebruck. C'est une association indépendante de journalistes professionnels de la Grande Région Sarre-Lorraine-Luxembourg-Wallonie-Rhénanie-Palatinat. Un secrétariat commun fonctionne depuis 1995 à Sarrebruck. Au cours des premières années de son existence celui-ci avait pu bénéficier d'un financement européen par le biais du programme Interreg.

Dans le cadre d'une visite officielle à Luxembourg (16 février 1999) de Monsieur Reinhard Klimmt, Ministre Président de la Sarre, il avait été convenu d'assurer un cofinancement sarro-luxembourgeois de base en faveur de l'IPI pour les années 2000 à 2002. Un appel fut lancé aux autres partenaires de la Grande Région afin de participer également au cofinancement.

Lors de la Présidence luxembourgeoise des exécutifs (2000-2001) l'ensemble des partenaires s'était mis unanimement d'accord pour assurer chacun un cofinancement de 20.000 euros par an. Le 6^e Sommet de Mondorf-les-Bains (12 novembre 2001) avait décidé de la répartition suivante pour l'année 2002: 20.000 euros pour la Sarre, la Lorraine, le Luxembourg, la Rhé-

Question 1132 (26.6.2006) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant la **santé et la sécurité au travail des jeunes**:

L'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail vient d'initier sa nouvelle campagne d'information consacrée cette année aux jeunes et visant à garantir à ces derniers une entrée dans le monde du travail dans de bonnes conditions de santé et de sécurité. Il ressort d'un article du quotidien «Tageblatt» du 21 juin 2006, qui cite Monsieur Nikolaus van der Pas, Directeur général de la division Emploi, Affaires sociales et Égalité des Chances de la Commission européenne, qu'environ 714.000 jeunes âgés de 18 à 25 ans sont chaque année victimes d'un accident du travail. Toujours d'après Monsieur van der Pas la probabilité d'accident est deux fois plus élevée dans cette catégorie d'âge que dans les autres.

Dans ce contexte j'aurais souhaité poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Le Gouvernement dispose-t-il de chiffres précis concernant les accidents du travail de jeunes salariés âgés de moins de 25 ans?
- Quel est le pourcentage exact de ces accidents en comparaison avec les accidents qui surviennent dans d'autres catégories d'âge?
- Quelles sont les mesures que le Gouvernement met respectivement entend mettre en œuvre afin de sensibiliser (davantage) les jeunes au problème et réduire le nombre d'accidents du travail chez les jeunes?

Réponse (4.8.2006) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

Cette réponse se base sur les dossiers fournis par l'Inspection du Travail et des Mines et l'Association d'Assurance contre les Accidents.

Les chiffres concernant les accidents du travail en fonction des tranches d'âges pour l'année 2005 se présentent comme suit:

Âge	Accidents (tous)		Accidents du travail et maladies professionnelles		Accidents de trajet	
	nombre	%	nombre	%	nombre	%
0-25	3'533	16,91	2'550	15,91	983	20,18
26-35	6'455	30,89	4'655	29,05	1'800	36,96
36-45	6'552	31,36	5'178	32,31	1'374	28,21
46-55	3'697	17,69	3'096	19,32	601	12,34
56-65	638	3,05	530	3,31	108	2,22
66-80	21	0,10	17	0,10	4	0,09
Total:	20'896	100,00	16'026	100,00	4'870	100,00

Le taux de fréquence des accidents des jeunes travailleurs par rapport à tous les salariés pour l'année 2005 est le suivant:

	Nombre de Sal. Unités (*)	Taux de fréquence (**) (tous les accidents)	TF (accidents du travail et mal. prof.)	TF (accidents de trajet)
Tous les salariés	269.652	7,75	5,94	1,81
Jeunes (0-25 ans)	27.744	12,73	9,19	3,54

(*) Salariés-unité: Cette donnée est obtenue en divisant le total des heures de travail prestées par 2080, c'est-à-dire par le temps de travail moyen annuel.

(**) Le taux de fréquence (TF) des accidents est le nombre d'accidents par rapport à 100 salariés-unité occupés à plein temps.

nanie-Palatinat et la Wallonie, soit un total de 100.000 euros.

Tous les partenaires reconnaissent être disposés à participer au financement à la condition que le travail de l'IPI puisse être considéré comme une mise en œuvre du faisceau d'actions défini au Point 2, Partie III (Informations, Relations publiques, Communications) de la Déclaration commune du 5^e Sommet de la Grande Région (Liège, 3 mai 2000).

En 2003 les partenaires ont contribué de la même façon à hauteur de 100.000 euros au budget de l'IPI. Celui-ci s'élevait à un montant global de 127.000 euros. Les membres du sommet réaffirmaient en même temps leurs attentes à l'égard de l'association.

Il s'est avéré au cours de cette même année 2003 que les travaux de l'IPI ne donnaient pas entière satisfaction à l'ensemble des partenaires. C'est pourquoi la décision fut prise à l'unanimité d'assurer un cofinancement dégressif pour les années 2004-2006. Cette décision avait comme but d'inciter l'IPI à trouver d'autres sources de cofinancement lui permettant une gestion autonome et à développer un concept porteur d'avenir.

En résumé, la participation du Gouvernement luxembourgeois en faveur de l'IPI a été la suivante: 810.000 luf en 2000, 50.000 euros en 2001, 20.000 euros en 2002, 20.000 euros en 2003, 16.000 euros en 2004, 10.000 euros en 2005, 5.000 euros en 2006.

Il convient de mettre en exergue le fait que le Gouvernement luxembourgeois a assuré un cofinancement de base pendant les années 2000 à 2002. De même, il avait réussi, au cours de sa Présidence des exécutifs de la Grande Région, de faire accepter par l'ensemble des partenaires un cofinancement réparti de manière égale. La déclaration du 6^e Sommet de Mondorf-les-Bains avait reconnu en 2001 l'essor pris par l'IPI qui avait «contribué de façon significative au renforcement de la coopération transfrontalière entre les journalistes».

Force est de constater que le Gouvernement luxembourgeois n'a pas manqué de soutenir activement l'IPI au cours des six dernières années. Eu égard à ce soutien et aux différentes contributions financières de l'État luxembourgeois, il est regrettable que l'IPI semble devoir cesser ses activités au cours de l'année 2007.

En ce qui concerne «Luxembourg et la Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007», il importe de préciser que cette association dispose de sa propre cellule d'information, de communication et de relations publiques. Elle sera à même d'assurer une couverture médiatique à la hauteur de l'événement.

Question 1151 (6.7.2006) de **M. Aly Jaerling (Indépendant)** concernant la **demande d'asile d'une personne provenant du Togo:**

D'Lëtzebuurger Regierung refuséiert de politeschen Asyl fir e Bierger aus dem Togo, an incarcerated de Betraffenen an de Prisons op Schraasseg, fir e kenne kuerzfristig auszeweisen.

E rezente Rapport vun de Vereenten Natiounen deklaréiert awer, datt d'togolesesch Regierung eng Strategie vun der Repressioun praktizéiert, besonnesch géint togolesesch Bierger, déi an engem anere Land politeschen Asyl beantraagt hunn.

Da geet aus engem Communiqué vun de Mënscherechtsorganisatioun FIACAT, FIDH an Amnesty International ervir, an och, datt déi togolesesch Regierung nach ëm-

mer net déi néideg Reformen entameiert huet a Richtung Rechtsstaat a Respekt vun de Mënscherechter, déi vun de Vereenten Natiounen hir verlaangt ginn.

Och sinn déi togolesesch Regierungs- a Sécherheitsunitéiten, déi extrajudiciaire Exekutiounen an do dernieft Folterunge vollzunn hunn, bis haut nach net vun den togoleschen Autoritéite sanktionéiert ginn.

Dëst ass sécherlech de beschte Beweis, datt déboutéiert Asylbewerber, déi an den Togo zrëckgefouert ginn, hiert Liewe riskéieren.

Kënnen den Här Justizminister an den Här Ausseminister mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Ass et der Regierung bekannt, datt am Togo nach Zoustänn herrschen an deenen d'Mënscherechter verletzt ginn?
2. Sinn der Regierung d'Konklusioun vun de Mënscherechtsorganisatiounen a vun de Vereenten Natiounen iwwert den Togo bekannt?
3. Wa jo, wéi sou wëllt d'Lëtzebuurger Regierung dann trotzdem an togoleschen Asylbewerber ausweisen, besonnesch wou gewost ass, datt Asylbewerber hiert Liewen an deem Land riskéieren, wa se zrëckgefouert ginn?

Réponse commune (9.8.2006) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration** et de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

- 1.+2. D'Mënscherechtslag am Togo huet sech säit der Bestätigung am Amt vum Faure Gnassingbé am Abrëll 2005 verbessert. D'togolesesch Regierung féiert zënter Juni 2005 eng Politik vun der Öffnung, an d'ärem Kader e politeschen Dialog mat der Opposition stattféint.
3. D'Regierung bezitt net Stellung zu engem individuellen Dossier vun engem Asylfroer am Kader vun engem parlamentarescher Ufro, mä kann dem éierewäerten Här Volleksvertrieeder versécheren, datt mir keng Leit zrëckschécken, déi an hirem Land géife gefoltert ginn oder hiert Liewe riskéieren.

Question 1153 (6.7.2006) de **M. Aly Jaerling (Indépendant)** concernant la **reconnaissance du catalan comme langue officielle du Parlement européen:**

Et ass matgedeelt ginn, dass déi katalanesch Sprooch, eng regional a keng national Sprooch an een aus dem Spueneschen dérivéierten Dialekt, am EU-Parlament etabléiert ginn ass.

Dat heescht, dass all Schreiwes an all Uleies, wat a katalanescher Sprooch agereecht gëtt, och a katalanescher Sprooch muss beäntwert ginn.

D'Lëtzebuurger Sprooch ass mam Gesetz vum 24. am Spierkel 1984 offiziell als eis Landessprooch uerkannt ginn, gëtt awer net vun der EU als offiziell Sprooch uerkannt. Déi maltesesch Sprooch awer zum Beispill, e Land wat nach méi kleng ass wéi Lëtzebuerg, gëtt uerkannt.

Net ze vergiessen ass, dass Lëtzebuerg als souveräne Stat ee vun de Grënnungsmembere vun der Europäescher Gemeinschaft ass.

E chrëschtendemokratesche Vertrieeder am EU-Parlament huet d'Lëtzebuurger Sprooch a senger Interventioun iwwert d'Integratioun vun der katalanescher Sprooch, ofwäertend als regional Sprooch ofgestempelt. Him ass anscheinend net bekannt, dass Lëtzebuerg e souverän Land ass.

Kann den Här Statsminister mir duerfir dës Froe beäntweren:

1. Ass der Regierung bekannt, dass elo eng regional Sprooch, wat an der Regel en Dialekt ass vun Spueneschen, vun der EU als Sprooch uerkannt gëtt?
2. Wa jo, wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir dass och eis Sprooch als offiziell Sprooch vun der EU uerkannt gëtt, zumools well Lëtzebuerg ee vun de Grënnungsmembere vun der Europäescher Gemeinschaft ass?
3. Wat sinn d'Ursaache firwat d'Lëtzebuergesch bis elo net als offiziell Sprooch vun der EU uerkannt ginn ass?
4. Wier et net ubruecht, dass d'Regierung de chrëschtendemokratesche Vertrieeder am EU-Parlament emol erkläre géif, dass Lëtzebuerg e souverän Land ass, mat enger eegener Sprooch, an zwar dem Lëtzebuergesch?

Réponse (9.8.2006) de **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État:**

D'Déisioun vum Büro vum Europaparlament, déi virgesäit, dass déi EU-Bierger, déi dat wënschen, sech neiendéngs och kënnen a katalanescher Sprooch an d'Europaparlament wënnen, ass der Regierung wuel bekannt. Déi Texter, déi d'Bedéngungen an d'Konditiounen festleeën ënnert deenen e Bierger seng Kontakt zu den EU-Institutiounen an enger Sprooch gestalte kann, déi keng offiziell Sprooch vun der EU ass, sinn ënner Lëtzebuurger Présidence d'lescht Joer zustane komm a vum Conseil vun den EU-Ausseministern den 13. Juni 2005 adoptéiert ginn. Dësen Texter no muss allerdéngs fir d'éischt e formell Arrangement tëschent dem «État-demandeur» an den europäeschen Institutiounen getraff ginn, an deem sech den «État-demandeur» engagéiert fir all direkt an indirekt Käschten opzekommen, déi duerch d'Ëmsetzung vun dëser Sproocheregelung entstinn.

D'Regierung weist drop hin, dass zwou vun eisen dräi administrative Sproochen, déi am Gesetz vum 24. Februar 1984 iwwert de Sproocheregime zu Lëtzebuerg festgeschriwwen sinn, schon haut offiziell EU-Sprooch sinn. D'Regierung stellt sech also d'Fro, wéi grouss de reelle Besoin zu Lëtzebuerg ass, fir sech op Lëtzebuergesch an d'EU-Institutiounen, an notament un d'Europaparlament, wënnen ze kënnen. Dëst ëmsou méi well den EU-Institutiounen hir Äntwert op Lëtzebuergesch da geméis de Konklusioun vum 13. Juni 2005 keng juristesche Valeur huet.

D'Regierung bleift weiderhin der Meenung, dass den administrativen a finanziellen Opwand, wann eis Sprooch als offiziell EU-Sprooch uerkannt ass, a kengem Verhältnis zum reellen Notze steet, deen dorauer entstoe kënn. Ausserdem wier et onvertriibar a konträktöresch d'EU opzefuerderen, dass all Texter sollten an eis Nationalsprooch iwwersat ginn, wou eis national Gesetzgebung selwer net op Lëtzebuergesch formuléiert a publizéiert gëtt.

D'Regierung behält selbstverständlech och weiderhin d'Entwécklung an der Sproocheregelung am A an analyséiert wéi an Zukunft an der Unioun allgemeng vun dëser neier Regelung Gebrauch gemaach gëtt. Am Fall wou d'Développement datt géife verlaangen, wäert d'Regierung sech net verschléisse fir d'Sachlag ënner deenen neie Gesichtspunkten ze bewäerten.

Question 1161 (11.7.2006) de **M. Félix Braz (DÉI GRÉNG)** concernant l'**utilisation des nouvelles technologies dans les transports publics:**

Ces dernières années, le Ministère des Transports s'est fortement intéressé à l'utilisation des nouvelles technologies pour améliorer la qualité des transports publics, pour faciliter l'accès aux usagers et les rendre plus compétitifs. Ainsi, l'information de l'utilisateur en temps réel par SMS, l'horaire intégré, le projet d'information audiovisuelle, le centre d'appel automatisé ou encore la carte e-go ne sont que quelques exemples des projets qui sont en phase d'essai ou encore à l'étude.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Où en est concrètement l'introduction du nouveau titre de transport électronique surnommé carte e-go qui doit à terme être valable sur la totalité du réseau des transports en commun au Luxembourg?
- Afin d'inviter les usagers à un changement de comportement et de favoriser l'introduction du billet électronique, il a été proposé que la Commission des Tarifs travaille sur de nouveaux produits qui permettent d'accompagner utilement l'augmentation du tarif des billets opérée le 1^{er} mars 2006.
- Où en sont les travaux de la Commission des Tarifs visant à introduire un billet pour familles ou pour groupes sur notre réseau de transports nationaux?
- Qu'en est-il des mesures devant inciter les familles à se déplacer davantage avec les transports publics comme la gratuité pour les enfants de moins de 12 ans accompagnés de leurs parents ou encore les tarifs préférentiels pour les week-ends?

Réponse (4.8.2006) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

En 2002, le Gouvernement avait pris la décision d'introduire à titre d'essai sur un parcours déterminé du réseau des transports publics un système de perception tarifaire électronique.

Suite aux résultats concluants, la mise en place sur tout le réseau national du système, appelé e-go, a été préparée depuis 2003.

Ledit système tarifaire électronique fonctionne sur base d'une carte avec chip sur lequel sont chargés les titres de transport suivant le choix du voyageur. Sa validation se fait sans contact en passant près d'un oblitérateur installé soit sur les quais des gares, soit dans les autobus. La transmission des données se fait par radiocommunication. Des imprimantes branchées aux oblitérateurs permettent d'émettre des billets également sous forme de papier dans les bus.

Actuellement, ces imprimantes fonctionnent déjà dans tous les autobus affectés au transport public régional du Grand-Duché. L'installation des oblitérateurs dans les gares et dans les autobus étant également achevée, il reste à compléter certaines installations, telles que les machines de vente pour le chargement des cartes et les appareils de contrôle.

Monsieur le Député m'interroge sur les nouveautés prévues dans la gamme tarifaire actuelle, notamment pour la rendre plus attractive encore.

Il est vrai que l'introduction du nouveau système sur les transports publics de tout le Grand-Duché sera accompagnée de certaines mesures favorisant l'usage de ces transports par les familles, par les personnes âgées ou encore offrant des préférentiels les week-ends.

Question 1165 (12.7.2006) de **M. Jos Scheuer (LSAP)** concernant la **fermeture du centre d'examen pour le permis de conduire de Remich fin juillet 2006:**

Les auto-écoles viennent de recevoir une note de la part du Ministère des Transports qui les informe que le centre d'examen de Remich sera fermé fin juillet. À partir du 1^{er} août, les candidats de l'est du pays seront convoqués aux centres Findel et Luxembourg-Kalchesbruck. Seuls les candidats pour l'obtention du permis de conduire de la catégorie F pourront désormais se présenter dans la cour du service de secours à Remich pour leur examen pratique.

Selon cette note, le centre sera fermé à cause de «la dégradation continue des conditions dans lesquelles les permis de conduire doivent être délivrés dans le centre d'examen de Remich».

- Est-ce que Monsieur le Ministre pourrait me donner des précisions à ce sujet?
- Quelles sont les conditions qu'un centre d'examen doit remplir pour pouvoir fonctionner d'une façon satisfaisante? Qui est responsable pour créer des conditions qui permettent l'établissement d'un centre d'examen?
- Est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'une réouverture du centre d'examen à Remich serait envisageable si de bonnes conditions étaient rétablies dans les meilleurs délais?
- Dans le cadre de l'aménagement du territoire, le Gouvernement souhaite encourager le développement régional et la déconcentration concentrée. Il semble dès lors regrettable qu'il n'y aura plus de centre d'examen dans l'est du pays. N'existe-t-il pas une autre possibilité d'offrir à nouveau un tel service dans cette région?

Réponse (18.8.2006) de **M. Lucien Lux, Ministre des Transports:**

Dans sa question, l'honorable député demande des précisions au sujet de la fermeture, avec effet au 1^{er} août 2006, du centre d'examen auxiliaire pour permis de conduire à Remich.

Depuis le début des années 1980, le centre d'examen auxiliaire dont question était abrité dans les locaux du service d'urgence de Remich. Cette situation ne pouvait pas être qualifiée d'être idéale dès le début, notamment en raison de l'absence des infrastructures et des équipements techniques nécessaires (ligne téléphonique, connexion au système informatique des permis de conduire, mobilier de bureau adéquat...).

Au cours du mois d'avril 2006, cette situation déjà peu enviable se voyait dégradée par la transformation et l'aménagement, sans préavis aucun, du bureau des examinateurs en cuisine, amenant ces derniers à recourir à la salle de réunion adjacente des pompiers de Remich qui se trouvait dans un état encore plus rudimentaire que les locaux occupés auparavant.

En conséquence, j'ai marqué mon accord avec la proposition de Monsieur le Directeur de la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT), en charge de l'organisation et de la réception des examens pour l'obtention du permis de conduire, de fermer le centre d'examen auxiliaire de Remich qui n'offre plus les conditions, si modestes soient-elles, requises pour conférer à la délivrance d'un document tellement convoité, à connotation sociale indéfinissable, qu'est le permis de conduire, le sérieux minimal nécessaire.

Entre-temps, le dossier a connu une évolution positive en ce sens que des négociations sont en cours entre les autorités locales de Remich et les responsables de la SNCT en vue de trouver un local approprié pour les examinateurs de sorte à permettre, dans un avenir rapproché, la réouverture du centre d'examen auxiliaire de Remich. Le maintien d'une telle structure cadre par ailleurs avec un des objectifs de l'IVL, à savoir la promotion d'un développement décentralisé grâce à des centres régionaux vitaux.

Question 1166 (12.7.2006) de **M. Jean-Pierre Koepp** (ADR) concernant la **décharge du SIDEC**:

An der Äntwert op eng parlamentaresch Fro mengersäits vum Januar 2003 a Saache SIDEC (cf. *compte rendu N°12/2002-2003 - question parlementaire N°1990*) krut ech deemools net nëmme matgedeelt, datt d'Analys vu behënnertem oder avortiertem Vél vum Ëmkrees vun der Décharge um Fridhaff, den Experten no, erginn hätt, datt «les anomalies ne seraient en tout cas pas dues aux causes classiques de malformations animales ou d'avortements», mä och, datt déi zoustänneg Ministären de Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement (CRTE) zu Esch-Uelzecht chargéiert hätten «de suivre et de coordonner les investigations futures en la matière, y compris celles relatives à d'éventuelles suites dommageables pour la santé du personnel».

Duerfir folgend Froen:

- Sinn déi genannt „investigations futures en la matière“ antëscht komplett ofgeschloss, a wa jo, wéi eng Konklusioun konnten aus deene Recherchë gezu ginn?
- Falls d'Ënnersichungen am Fall SIDEC nach ëmmer lafen, wéi eng Tëschekonklusioun kann een antëscht schonns zéien?
- Goufen dank dëse méi pousséierten Ënnersichungen scho konkret Konsequenzen um Terrain gezunn, a wa jo, wéi eng?

Réponse (11.8.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

A senger parlamentarescher Ufro vum 12. Juli 2006 beriff den honorablen Député Jean-Pierre Koepp sech op eng Äntwert vum Ëmweltminister op eng parlamentaresch Ufro vum Januar 2003.

An där Äntwert goufen d'Resultater vun den Etüden ëmress, déi 2002 vum Ëmweltminister an d'Wee geleet gi waren, gläich nodeems de Verdacht opkomm war, datt vun der Deponie Fridhaff gesondheets-schiedlech Emissiounen komme këinten.

An engem gemeinsame Pressecommuniqué vum Ëmwelt- a vum Gesondheitsminister, deem am Januar 2003 an der Lëtzebuerger Press publizéiert gouf, waren dës Vermutungen souwuel vun der Ëmweltverwaltung wéi vun der Geweiberspektioun a vun der Direktioun vun der Santé widerluecht ginn.

Fir an Zukunft esou Onsécherheete vun Public a vun Personal op der Deponie entgéintzekommen, gouf gemeinsam beschloss, den CRTE (Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement) vun Esch-Uelzecht mat der weiderer Begleedung vun den Aktivitéiten um Fridhaff ze chargéieren.

Als Tëschekonklusioun gouf an engem Rapport vum Juni 2004 vum CRTE festgehalen:

- datt en integréiert Ofwaasser-konzept vun den Anlagen um Fridhaff sollt erschafft ginn, datt d'Ofwaasser vun den zwee Syndikater SIDEC a SIDEN abezitt. Konkret soll en neie

Kollekter parallél zum Kollektur vun de sanitären Ofwässer vun lerpeldeng gebaut ginn, an deem dann d'Ofwaasser souwuel vum SIDEC wéi och vum SIDEN (Soil-Concept) duerchgeleet ka ginn. Eng Demande fir d'Finanzéiere vun esou engem separate Kollektur gouf vum SIDEN an den zoustännegen Innenminister gericht;

- datt eng Impaktstudië fir Geruch a Bioaérosolë soll gemach ginn, an där d'Emissiounen vum SIDEN senger Klärschlammkompostéierungsanlage betruecht ginn. Dës Etüd soll der Ëmweltverwaltung deemnächst vum SIDEN zougestallt ginn.

Question 1167 (12.7.2006) de **MM. Ali Kaes, Jean-Paul Schaaf** et **Marco Schank** (CSV) concernant l'**extension et la modernisation du réseau ferré de la «Ligne Nord»**:

Dans le souci de garantir une mobilité optimale à l'ensemble de la population, le Gouvernement a accordé dans sa déclaration du 4 août 2004 une priorité absolue à l'extension et à la modernisation du réseau ferroviaire, de même qu'il s'est engagé à améliorer l'offre des transports publics.

Malgré les efforts déployés par les CFL tant sur le niveau de l'amélioration de l'offre dans le domaine des transports en commun que dans la modernisation des infrastructures ferroviaires, il est néanmoins un fait que le Nord de notre pays reste quelque peu défavorisé en ce qui concerne l'extension du réseau ferré et les liaisons ferroviaires avec la capitale.

Ainsi l'horaire des CFL ne prévoit toujours pas de train direct à une cadence de 30 minutes entre Luxembourg et Troisvierges. En ce qui concerne les infrastructures projetées pour compléter le réseau ferré en place, il n'est pas prévu de mettre à double voie la ligne ferrée Ettelbruck-Burden-Michelau, ni celle de Clervaux à Troisvierges. Il en est de même pour l'extension des différents parkings «Park & Ride» installés le long de la Ligne du Nord.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Ne serait-il pas possible de faire circuler un train voyageur direct toutes les 30 minutes de et vers Troisvierges et Luxembourg?
- Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas dans un avenir proche de mettre à double voie la ligne ferrée Ettelbruck-Michelau respectivement celle de Clervaux à Troisvierges?
- Monsieur le Ministre ne prévoit-il pas une augmentation des possibilités de stationnement aux gares de Troisvierges, Clervaux, Kautenbach, Wilwerwiltz et Ettelbruck? Dans l'affirmative, quelles seraient les mesures précises à adopter?

Réponse (14.8.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Par leur question parlementaire du 12 juillet 2006 les honorables Députés Marco Schank, Jean-Paul Schaaf et Ali Kaes se renseignent sur les possibilités de la mise en place d'un cadencement semi-horaire entre Luxembourg et Troisvierges, la mise à double voie du tronçon de ligne entre Ettelbruck et Michelau et de Clervaux à Troisvierges ainsi que de l'agrandissement des parkings d'accueil P&R en gares de Troisvierges, Clervaux, Kautenbach, Wilwerwiltz et Ettelbruck.

1. Mise en place d'un cadencement semi-horaire entre Luxembourg et Troisvierges.

L'horaire de base sur la Ligne du Nord se résume comme suit:

- un train régional par heure desservant tous les arrêts entre Luxembourg et Ettelbruck (circule seulement les jours ouvrables);
- un train régional par heure desservant tous les arrêts entre Luxembourg et Wiltz et
- un train InterRegio par heure desservant Merssch, Ettelbruck, Kautenbach, Wilwerwiltz, Drauffelt, Clervaux et Troisvierges.

Toutes les deux heures, les trains InterRegio sont prolongés vers Liège et Liers. Ceux limités à Troisvierges desservent aussi l'arrêt de Maulusmuehle. Les trains régionaux de la relation Luxembourg-Wiltz sont dirigés vers Troisvierges après 20.00 heures.

Il ressort du tableau ci-dessus qu'il existe trois trains par heure entre Luxembourg et Ettelbruck ainsi que deux trains par heure entre Luxembourg et Kautenbach.

Tout en sachant que la desserte décrite ci-dessus est seulement le standard offert pendant toute la durée de la journée, il est évident que celle-ci est étouffée pendant les heures de pointe. Dans ce contexte il y a lieu de relever que pendant les heures de pointe (le matin vers Luxembourg et le soir à destination de Troisvierges ou même prolongé jusqu'à Gouvy) et la pointe de midi (à destination de Troisvierges) il existe déjà un cadencement semi-horaire entre Luxembourg et Troisvierges du lundi au vendredi. À la fin de l'après-midi l'offre est même étouffée par un train supplémentaire circulant du lundi au vendredi à destination de la capitale qui marque encore des arrêts supplémentaires au Sud de Merssch.

L'extension du cadencement semi-horaire aux heures creuses s'avère cependant difficile à cause de la capacité limitée de la ligne, d'une part, et de l'horaire des trains Inter-Regio dictés de la part de la SNCB, d'autre part.

2. Mise à double voie des tronçons Ettelbruck-Michelau et Clervaux-Troisvierges.

L'électrification de la ligne de Luxembourg à Troisvierges avait exigé la mise à voie unique de certains tronçons de ligne au vu du gabarit réduit des tunnels ainsi que leur succession avec des ponts.

Tout à fait conscient du manque de capacité sur la Ligne du Nord, le programme pluriannuel du Fonds du rail prévoit l'aménagement d'une voie d'évitement en gare de Michelau. Au vu de la situation financière précaire de l'État et tout en tenant compte des priorités du Gouvernement, la réalisation de celle-ci initialement prévue pour les années 2008 et 2009 a dû être reportée aux années 2011 et 2012.

Quant au tronçon d'une mise à double voie du tronçon de ligne de Clervaux à Troisvierges, il y a lieu de relever que la sortie Sud de la gare de Troisvierges dispose déjà de deux voies jusqu'au tunnel de Maulusmuehle.

3. Extension des parkings d'accueil P&R longeant la Ligne du Nord.

En vue de l'extension des parkings d'accueil P&R longeant la Ligne du Nord diverses discussions ont été conduites avec les responsables locaux.

Parking d'accueil P&R Troisvierges.

Aucun accord n'a pu être trouvé avec les responsables de la commune de Troisvierges quant au financement d'une extension éventuelle du parking d'accueil en gare de Troisvierges.

Parking d'accueil P&R Clervaux.

Le parking d'accueil P&R a été agrandi en 2001. Actuellement l'assiette foncière permettant une extension supplémentaire de ce parking n'est pas disponible.

Parking d'accueil P&R Wilwerwiltz.

Aucun accord quant au financement d'une éventuelle extension du parking d'accueil P&R n'a pu être trouvé avec les autorités locales.

Parking d'accueil P&R Kautenbach.

Dans les environs de la gare de Kautenbach une station d'épuration est en train d'être aménagée. Après la finalisation de ce projet et la détermination des chemins d'accès à cette installation, une extension du parking P&R peut être envisagée.

Parking d'accueil P&R Ettelbruck.

Une extension de ce parking P&R ne peut être envisagée qu'après la définition du concept «Nordstad».

Question 1172 (13.7.2006) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **création du Conseil supérieur pour la Protection de la Nature et des Ressources naturelles**:

La loi du 19 janvier 2004 relative à la protection de la nature et des ressources naturelles prévoit au chapitre 12, article 60, la création du Conseil supérieur pour la Protection de la Nature et des Ressources naturelles. La composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur sont déterminés par règlement grand-ducal. En date du 1^{er} février 2006, le Ministre de l'Environnement a nommé les membres du Conseil supérieur pour une durée de trois ans. À côté des représentants du Gouvernement, on peut observer que plusieurs représentants de différentes associations œuvrant dans le domaine de la protection de la nature et agréées par le Ministère de l'Environnement siègent également au Conseil supérieur pour la Protection de la Nature et des Ressources naturelles.

Le Groupement des Sylviculteurs, agréé par le Ministère de l'Environnement, regroupe aujourd'hui environ 1.250 propriétaires privés représentant 55% de la surface forestière luxembourgeoise. Le Conseil aux propriétaires forestiers constitue le rôle et le travail fondamental du groupement. Malgré le rôle actif qu'il joue dans le domaine de protection de la nature, il n'est pas représenté au Conseil supérieur.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Sur base de quels critères ont été nommés les membres du Conseil supérieur pour la Protection de la Nature et des Ressources naturelles?
- Pour quelles raisons le Groupement des Sylviculteurs en tant qu'acteur actif dans le domaine de la protection de la nature n'est-il pas représenté au sein du Conseil supérieur susmentionné?

Réponse (4.8.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Par arrêté du 1^{er} février 2006 les membres du Conseil supérieur de la Protection de la Nature (CSPN) ont été nommés par le Ministre de l'Environnement. Le Groupement des Sylviculteurs n'est pas représenté alors qu'il est admis que le membre de la Chambre d'Agriculture représente les intérêts directs de la forêt privée.

Par ailleurs, les représentants de l'Administration des Eaux et Forêts ont depuis toujours défendu les intérêts de la forêt luxembourgeoise dans ce Conseil.

Question 1173 (17.7.2006) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le **prolongement de la ligne ferroviaire Bertrix-Virton vers le Luxembourg**:

Récemment la SNCB a publié une étude sur les possibilités d'exploitation commerciale de la ligne ferroviaire Bertrix-Virton vers le Grand-Duché du Luxembourg. Il ressort de cette étude que, malgré le fait qu'il existe un potentiel de voyageurs, une perte d'exploitation est à craindre chaque année. Afin de diminuer le risque d'une perte d'exploitation, la SNCB a mis au point une proposition selon laquelle la ligne pourrait être exploitée avec les chemins de fer luxembourgeois.

Selon mes informations, les deux opérateurs SNCB et CFL auraient demandé une intervention de la part de leurs autorités de tutelle respectives afin de couvrir les pertes d'exploitation. En plus, les négociations entre les opérateurs des chemins de fer et les États belges et luxembourgeois seraient en phase finale.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces allégations?
- Dans l'affirmative quelles sont les raisons qui justifieraient une telle décision, étant donné les restrictions majeures des budgets à venir?
- Quel en serait le coût éventuel de la prolongation susmentionnée pour les CFL respectivement l'État luxembourgeois?

Réponse (9.8.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Par sa question parlementaire du 14 juillet 2006 l'honorable Député Marcel Oberweis se renseigne sur les possibilités d'exploitation commerciale de la ligne ferroviaire Bertrix-Virton vers Luxembourg.

La réouverture des lignes 165 (Virton-Rodange) et 167 (Athus-Arlon) a fait l'objet de nombreuses demandes tant de la part des autorités locales que des associations d'usagers. Les études menées par la SNCB et les CFL montrent l'existence d'une clientèle potentielle estimée à 1.215 voyageurs/jour composée de 802 voyageurs sur l'axe Virton-Rodange et 413 voyageurs sur le sillon Arlon-Rodange. Les deux lignes susmentionnées sont à l'heure actuelle parcourues uniquement par des trains de marchandises. Au niveau voyageur, la gare d'Athus n'est actuellement plus desservie que par des trains des CFL de et vers Rodange.

La réunion des Gouvernements de la Belgique et du Luxembourg du 19 juillet 2006 a salué l'accord intervenu entre la SNCB et les CFL concernant la réactivation des lignes transfrontalières Virton-Rodange et Rodange-Athus-Arlon, ce qui permettra d'améliorer substantiellement la desserte de la ville de Luxembourg. Les nouveaux services de trains, qui bénéficieront d'une compensation financière des deux États en raison de leur caractère de mission de service public, circuleront à partir du 11 décembre 2006.

Les gares intermédiaires d'Halanzy, d'Aubange et de Messancy seront desservies dans le courant de 2007 après la réalisation de travaux aux quais. L'accessibilité de ces gares sera perfectionnée, notamment via l'aménagement de parkings.

Question 1176 (17.7.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant l'**heure de sport scolaire supplémentaire**:

Dans sa réponse du 12 mai 2006 à une question parlementaire (cf. *compte rendu N°11/2005-2006*), Monsieur le Ministre avait fait savoir qu'il serait envisagé «de conférer dans le domaine scolaire également au sport la place importante, identique à celle des autres branches ou matières enseignées, à l'image de formations reprises dans le cursus scolaire par de nombreux pays européens».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état des concertations avec le Ministère de l'Éducation nationale en ce qui concerne une éventuelle introduction d'une heure de sport scolaire supplémentaire?
- Au cas où il serait envisagé d'introduire une heure supplémentaire de sport scolaire, Monsieur le Ministre peut-il indiquer si cette mesure aurait comme conséquence une extension de l'horaire scolaire? Au cas où l'horaire scolaire actuel serait maintenu, quelles seraient les matières enseignées affectées par l'introduction de cette heure supplémentaire?

Réponse (4.8.2006) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre des Sports*:

J'ai fait part à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle de mes préoccupations. D'après mes informations, Madame la Ministre fait analyser par ses services les possibilités d'extension de l'horaire d'éducation physique. C'est un processus délicat qui demande de prendre en considération de nombreux aspects.

Compte tenu du fait qu'il n'y a pas encore de décision quant au premier point, je ne puis vous donner de réponse aux questions subsidiaires que vous me posez.

Je donne copie de la présente réponse à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.

Question 1178 (17.7.2006) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant la **modification de l'horaire et de l'itinéraire de la liaison autobus Sarre-Luxembourg**:

Il me revient que les changements d'horaire et d'itinéraire des relations par autobus entre la Sarre et le Luxembourg ont mené à de multiples inconvénients (prolongation de la durée de parcours, suppression de l'arrêt à la gare) pour la plupart des utilisateurs de ces relations.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelles ont été les raisons pour modifier l'horaire et l'itinéraire de ces relations pour avantager la clientèle apparemment minoritaire descendant au Kirchberg au détriment des voyageurs ayant pour destination le centre ville ou le quartier de la Gare?
- Au vu des plaintes à ce sujet est-il prévu de remédier à la situation et d'offrir une solution de rechange d'un confort similaire aux voyageurs pénalisés par la mesure précitée?

Réponse (18.8.2006) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Monsieur le Député se réfère à une ligne d'autobus transfrontalière Saarlouis-Merzig-Luxembourg, exploitée par l'entreprise sarroise RSW, laquelle avait été réorganisée le 1^{er} mai 2006.

Ladite réorganisation avait comporté un itinéraire uniforme sur le territoire luxembourgeois via Kirch-

berg - Centre ville - Centre hospitalier, ainsi que l'introduction d'un horaire cadencé fonctionnant toutes les heures entre 6.00 heures et 19.00 heures.

Avant le 1^{er} mai, cette ligne offrait trois itinéraires différents à Luxembourg. En plus, son horaire n'était orienté qu'aux heures de pointe:

Le trajet par Kirchberg, finalement retenu par l'exploitant, était proposé par le Ministère des Transports luxembourgeois.

Ce choix basait sur les bonnes conditions de circulation pour autobus qui existent sur le trajet Kirchberg-Centre ville, utilisé d'ailleurs par de nombreuses lignes publiques nationales, dont l'Eurobus.

D'après le rapport de l'exploitant RSW de Sarrebruck, la grande majorité de la clientèle concernée s'est exprimée favorablement pour ladite réforme. Le nombre d'utilisateurs a également augmenté sensiblement depuis.

Des plaintes, auxquelles se réfère Monsieur le Député, ont été enregistrées au début de la réforme du côté de voyageurs à destination du Centre ville.

Ces plaintes visaient des retards du nouvel horaire, dus au chantier à Bricherhof/Kirchberg et au Pélerinage à l'Octave, lesquels perturbaient considérablement le fonctionnement des lignes publiques d'autobus dans la ville les premiers jours du mois de mai.

Lesdits problèmes n'existent plus pour l'instant. L'exploitant RSW a néanmoins annoncé de rendre plus directe encore la traversée de Kirchberg à partir du 1^{er} septembre 2006.

Question 1180 (18.7.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant le **pacte «Logement» entre l'État et les communes**:

Le 15 mai 2006, Monsieur le Ministre avait présenté lors d'une conférence de presse des mesures avec comme objectif une baisse des prix du foncier et de l'habitat. Selon les affirmations de Monsieur le Ministre, une des mesures principales consisterait dans la conclusion d'un pacte «Logement» entre l'État et les communes.

Dans ce contexte je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il indiquer dans quel délai les conventions annoncées dans le cadre du pacte «Logement» entre les communes et l'État pourront être signées?
- Selon Monsieur le Ministre, l'État serait disposé à accorder aux communes voulant considérablement augmenter leur population une aide en capital. Monsieur le Ministre peut-il préciser si la croissance des années passées sera prise en considération dans ce contexte? Dans l'affirmative, jusqu'à quelle date? Dans la négative, quelles en sont les raisons?
- Monsieur le Ministre peut-il indiquer si les mesures présentées dans le cadre du pacte «Logement» seront également applicables pour des projets de lotissements déjà entamés? Dans l'affirmative, quelle sera la date limite pour cette prise en considération?
- Lors de la conférence de presse, Monsieur le Ministre remarquait que le coût annuel des aides étatiques en faveur de communes était estimé à un total de 10 millions d'euros. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer par quels moyens budgétaires seront financées ces mesures?

- En ce qui concerne les mesures en vue d'augmenter le nombre de logements à coût modéré, Monsieur le Ministre avait annoncé qu'à l'avenir 10% de la surface devraient être réservés à la réalisation de logements à coût modéré dans tout projet de lotissement dépassant une surface d'un hectare. Monsieur le Ministre peut-il préciser si cette obligation vaudra également pour les promoteurs privés?

Réponse (9.8.2006) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Le vendredi 28 juillet 2006, le Gouvernement en conseil a statué sur les conventions entre l'État et les communes pour affronter les problèmes qui se posent actuellement sur le marché du logement, annoncées par le Premier Ministre dans le cadre du discours sur l'état de la nation le 2 mai 2006 à la Chambre des Députés.

Par la suite, les Ministres du Logement et de l'Aménagement du Territoire contacteront les communes se proposant à contribuer à la création de nouveaux logements sur leur territoire dans la perspective d'augmenter par ce fait leur population d'au moins 15% sur une période de dix années, en vue de la conclusion d'une telle convention, dénommée pacte «Logement».

En contrepartie, l'État s'engage à accorder aux communes signant cette convention une contribution financière unique de 4.500 euros par habitant supplémentaire dépassant une croissance de 1% de la population au cours de l'année.

Pour les communes dont le développement est jugé prioritaire par l'IVL, cette contribution financière est majorée de 50%, si elles s'engagent à respecter certaines conditions supplémentaires.

Il est tenu compte des lotissements en cours ainsi que des autres projets de développement urbain et d'aménagement communal, dans la mesure où l'accroissement de la population constaté à partir du 1^{er} janvier 2007 est pris comme critère d'attribution de la contribution financière.

Pour ce qui est de l'origine des moyens financiers en faveur des communes, estimés à 10 millions d'euros par an, il y a lieu de souligner qu'ils seront inscrits au budget du Département du Logement.

Finalement, il y a lieu de noter que les communes seront invitées à procéder à la conclusion de conventions avec les promoteurs opérant sur leur territoire en vue de réduire le coût des terrains à bâtir. Dans chaque lotissement réalisé, pour autant qu'il dépasse une surface d'un hectare, il sera réservé une partie de 10% de la surface à la réalisation de logements à coût modéré dont les conditions (par exemple vente obligatoire à des bénéficiaires d'une prime de construction) et les prix de vente sont déterminés par un cahier des charges qui fait partie intégrante de la convention susmentionnée. Cette idée n'est pas nouvelle, alors qu'aux termes de l'article 21 de l'ancienne loi de 1937 concernant l'aménagement des communes et autres agglomérations importantes, il était loisible à chaque conseil communal de définir le prix de vente des terrains réalisés dans le cadre d'un Plan d'Aménagement Particulier (PAP). En effet, cet article disposait notamment que: «Le projet comprend un plan d'aménagement, un programme et un cahier des charges des ventes ou locations.»

Il est par ailleurs encourageant de constater qu'un certain nombre de communes a spontanément con-

tacté le Département du Logement pour se déclarer prêtes à conclure un pacte «Logement» avec l'État.

Question 1181 (18.7.2006) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant les **retards dans la distribution postale - demandes d'inscription dans les lycées**:

Il me revient que la réorganisation de la distribution postale entraîne des retards au niveau de l'acheminement du courrier. Ainsi, des réponses à des demandes d'inscription pour l'enseignement secondaire pour la nouvelle année scolaire avec un cachet de la poste en date du 11 juillet ont été délivrées avec une semaine de retard. Or, la date limite de l'inscription est, selon mes informations, fixée au 19 juillet 2006. En cas de refus d'admission à un lycée, les personnes concernées ne disposeraient donc que d'un délai extrêmement bref pour pouvoir introduire une nouvelle demande auprès d'un autre lycée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Compte tenu de ces circonstances, Madame la Ministre serait-elle disposée à accorder une prolongation du délai en question?

Réponse (4.8.2006) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

J'ai effectivement été informée par des parents concernés qu'il y a eu dans quelques cas des retards concernant les réponses des lycées aux demandes d'inscription. Apparemment ces retards étaient dus aux problèmes liés à la réorganisation de la distribution postale.

Je n'ai pas été saisi d'un cas où ce retard aurait causé le refus d'inscription à un lycée. En effet, tous les élèves qui avaient fait la demande d'admission en classe de 7^e sont inscrits.

De façon générale, un élève ne peut se voir refuser l'inscription à une classe de 7^e si le délai d'inscription a été dépassé pour un motif valable.

Question 1183 (20.7.2006) de **M. Jean-Pierre Koepf** (ADR) concernant l'**information des bénéficiaires sur les variations des montants des pensions et des rentes**:

D'Aarbeitsgesetz seet aus, datt jiddereen e Paiziedel zum Enn vum Mount muss vum sengem Patron ausgestallt kréien, fir eng Iwwerprüfungsmeiglechkeet ze hunn. Bei de Bénéficiarë vum enger Rent oder Pension ass dat net esou. Am Prinzip brauch een dat jo och net, well de Betrag vum enger Pension oder vu Renten net variéiert. Mä elo ass et awer esou, datt heiansdo aus verschiddene Grënn (z.B. Besteuerung) de Betrag vum der Pension oder Rent variéiert, an de Betreffene weess dann net firwat an hie kann dat och aus senger Siicht schwéier iwwerprüewen. Verschidde Pensionskeesen, z.B. d'Bauerepensionskeess, deelen awer de Grond vu Verännerungen hire Pensionnaire mat.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

- 1) Missten net all d'Pensionskeese weinstens eng kleng Matdeelung de Pensionnairen zoukomme loosser, firwat de Betrag vum hirer Pension géint net variéiert, eenzeg Ausnahm

d'Index- oder d'Ajustementsu-passung?

- 2) Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir datt hei eng akzeptabel Léisung kënn fonnt ginn?

Réponse (11.8.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Zu der Fro vum Här Deputéierten ass Folgendes ze soen:

Et ass net richtig fir ze soen, datt d'Pensionskeesen hiren Assuréé keng Erklärunge ginn, wann de Montant vun hirer Pension ännert. Am Contraire, d'Aarbeitspensionskeess, d'Privatbeamtenpensionskeess, d'Bauerepensionskeess an och d'Pensionskeess vun de Geschäftsleit deelen all Ännerung opgrond vum Niewenakomm an esou weider vum der Pension deene betreffende Leit schréfflech mat, ausser - wéi den Här Deputéierte seet - wann et sech ëm Index- an Ajustementsu-passungen handelt.

Den Här Deputéierten huet awer insofern Recht, wéi d'Pensionskeess vun de Geschäftsleit hire Pensionnaire bis elo net matgedeelt huet - an dat ass deen eenzege Fall wou dat net geschitt ass - wa se an en anere Steiergrupp komm sinn. Dat war zum Deel bedéngt duerch den Informatikprogramm.

Meng Servicer hunn d'Pensionskeess vun de Geschäftsleit op dëse Sachverhalt opmierksam gemaach, an an Zukunft kréien och dës Assurée an dëse Fall eng schréfflech Matdeelung.

Wat d'Information vum den Assurée insgesamt ugeet, encouragéieren ech all Keesen, ob Pensions- oder Krankekeesen, dës Information esou prezis a verständlech wéi méiglech ze maachen, a begréissen ausdrécklech déi Efforten, déi vun eenzelne Keese gemaach ginn.

Question 1193 (24.7.2006) de **M. Aly Jaerling** (*Indépendant*) concernant le **remboursement des vaccinations contre les maladies tropicales**:

Während der Vakanzenzäit zitt et ëmmer méi vun eise Bierger an exotesch Länner, wou eng Rei vu Geforen a Krankheete laueren. Fir deem virzebeugen, ginn eng Rei Impfungen recommandéiert. Dës Recommendation gëtt vun deene meeschte Reesenden och befollegt, mä leider net vun allen.

D'Ursach ass ganz oft, well verschidden Impfungen wuel vun der Santé-recommendéiert, awer net vun de Keese rembourséiert ginn, wéi zum Beispill déi géint den Typhus. Och Medikamenter, wéi zum Beispill de Larium géint Malaria, ginn net rembourséiert, obwuel et e wichteg preventiivt Medikament ass, wann een an tropesch Länner reest.

Fir also richtig virbeugen ze kënnen an och sécher ze sinn, datt all Mënsch sech déi Impfungen ka leeschten, misste se vun de Keese rembourséiert ginn.

Well et sinn net nëmme Vacancier, déi an esou Länner reesen, mä och Leit, déi hir Familjen an hirer Heemecht wëllen erëmgesinn.

An déi Leit hunn oft just genuch Finanzmittel fir de Fluch, an d'Gefor besteet, datt se just bei den Impfstoffen spuere, wéi geféierlech ka ginn, net nëmme fir si. Och déi Leit mussen d'Recht hunn, kënnen sécher ze reesen, a mussen geschützt ginn!

Kann den Här Gesundheitsminister mir d'Fro beäntweren:

1. Wéi ass d'Käschte vun esou wichtegen Impfstoffen, déi eng wichteg Preventivmiss-

sioun hunn, net vun de Krankekeese rembourséiert?

- Ass den Här Minister net och der Meenung, datt et un der falscher Plaz gespuert ass, wann een d'Preventioun vernoléis-segt, wou dach gewosst ass, datt besonnesch Krankheeten aus den tropesche Regiounen ganz desaströs Ausmoosse kënnen kréien?

Réponse (11.8.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Den Här Deputéierte wëllt a senger Ufro wëssen, firwat d'Käschte vun Impfstoffer net vun de Krankekeesen erëmbezuelt ginn.

Douzo ass ze soen, dass den Artikel 17 vun Code des assurances sociales kloer festhält, dass prioritär kurativ Medezin vun de Krankekeesen iwwerholl gëtt.

Deeselwechten Artikel gesäit am Absatz 3 awer och vir, dass Leeschtungen am Kader vun der Preventivmedezin rembourséiert ginn, wa se an e Programm falen, dee vum Gesondheitsministère zesumme mat der Union des Caisses de Maladie ausgeschafft ginn ass.

Fir de Moment bestinn ënner anere folgend Programmer:

- Impfung géint d'Hépatite B;
- Impfung géint d'Méningiten duerch Méningocoquen;
- Impfung géint d'Gripp fir déi Leit, déi e Risikogrupp duerstellen;
- Fréierkennung vum Broschkriibs bei de Fraen.

Zesumme mat de Keese si mir bestrift, der Preventivmedezin hei zu Lëtzebuerg méi een héije Stellenwert ze ginn, an eng Rei vun neie Programmer sinn a Virbereedung.

Question 1202 (27.7.2006) de **M. Félix Braz** (DÉI GRENG) concernant les **cours de luxembourgeois dans le préscolaire**:

À la page 210 du rapport annuel de l'OCDE sur les migrations (SOPEMI 2006) on peut lire en matière de scolarisation des enfants étrangers pour le Luxembourg: «À compter de l'année scolaire 2005-2006 toutes les communes sont obligées de mettre en place des programmes d'enseignement préscolaire avec des cours de luxembourgeois, mais aussi la prise en compte de la langue maternelle de l'enfant.»

L'obligation de l'enseignement préscolaire est fort ancienne au Grand-Duché. En 1991, il avait même été question de rendre obligatoire l'enseignement du luxembourgeois au préscolaire.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quelles sont les circonstances qui ont permis de diffuser de pareilles informations à l'OCDE?
- Sur quelles dispositions se base le rapport de l'OCDE en cette matière?
- Dans combien de classes préscolaires de réels cours de luxembourgeois ont été dispensés pour l'année scolaire 2005-2006?
- Combien d'écoliers de l'éducation préscolaire ont bénéficié d'une prise en compte de leur langue maternelle et de combien de langues maternelles s'agissait-il pour l'année scolaire 2005-2006?

- S'il s'avérait que les informations divulguées par le rapport SOPEMI étaient incomplètes, voire erronées, comment le Gouvernement entend-il les rectifier?

Réponse conjointe (9.8.2006) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Chaque année, les pays de l'OCDE sont tenus de fournir des informations au SOPEMI (Système d'observation des phénomènes politiques et migratoires internationaux), qui établit un rapport sur la situation.

Au Luxembourg, c'est le Commissariat du Gouvernement aux étrangers qui centralise les contributions et les transmet à l'OCDE. Le rapport final n'est pas retransmis au CGE pour vérification.

Dans le rapport SOPEMI 2006, l'article sur le Luxembourg constitue une synthèse partiellement erronée des données fournies par les différents ministères.

Le texte transmis par le Commissariat du Gouvernement aux étrangers mentionnait les points suivants:

- À partir de 2005/06 toutes les communes sont tenues d'assurer l'éducation précoce (c'est-à-dire pour enfants de trois ans).
- Le plan-cadre de l'éducation précoce souligne que le bilinguisme n'est pas à considérer comme un handicap mais un atout et que la nécessité d'apprendre le luxembourgeois ne doit pas éclipser la prise en compte de la langue d'origine de l'enfant bilingue. On ne saurait insister assez sur l'importance d'une approche positive face à l'enfant et à sa culture, afin que l'apprentissage d'une deuxième langue ne mette pas l'enfant en conflit avec sa langue première.
- Dans les classes à forte proportion d'enfants portugais, il peut être fait appel à un intervenant lusophone pour une collaboration régulière de quelques heures par semaine dans la classe.

Il est à signaler que le développement de la langue luxembourgeoise est un des objectifs majeurs des classes de l'éducation précoce et de l'éducation préscolaire. La langue luxembourgeoise est la langue véhiculaire dans cet ordre d'enseignement. Elle est considérée comme langue de communication et comme langue d'intégration. De nombreuses activités liées à la langue, ayant pour but de développer toutes les compétences langagières de l'enfant, font partie des activités pédagogiques réalisées quotidiennement au sein de la classe.

Par ailleurs, dans un grand nombre de classes préscolaires, un surnuméraire travaille de façon spécifique avec les enfants de langue étrangère, afin de leur faciliter l'apprentissage du luxembourgeois (au cours de l'année scolaire 2004/05, le nombre de leçons supplémentaires pour ce genre d'activités constituait un surplus de 10% par rapport au total des leçons assurées dans l'éducation préscolaire).

Pour ce qui est de la maîtrise de la langue maternelle, il y a possibilité, dans l'éducation précoce et préscolaire, d'avoir recours à un intervenant parlant portugais et luxembourgeois pendant deux à trois heures par semaine en vue de favoriser l'intégration scolaire de ces enfants.

Le Commissariat du Gouvernement aux étrangers, par le biais de sa représentante dans le groupe de travail SOPEMI, rendra les responsables de la rédaction du rapport attentifs aux erreurs d'interprétation.

Question 1204 (27.7.2006) de **M. Aly Jaerling** (Indépendant) concernant la **fermeture d'un site de production de DuPont de Nemours**:

Mengen Informatiounen no beabsichtigt DuPont de Nemours Enn Oktober 2006 eng Produktiouns-anlag definitiv ze schléissen, wat em déi 65 Mataarbechter betrëfft.

Dëst ass op en Neits eng Hiobsbotschaft vun enger multinationaler Gesellschaft, déi eist Land trefft. Déi 65 Mataarbechter sollen awer am Betrib selwer erëm placéiert ginn. Aner Firmen, déi bei DuPont am Zesammenhang mat der betreffender Anlag beschäftegt waren, sollen hir Kontrakter gekënnegt kréien. De Site selwer wier awer net a Fro gestallt.

Kann den Här Aarbechtsminister mir duerfir dës Fro beäntwerten:

1. Ass dem Här Minister bekannt, datt bei DuPont de Nemours eng Produktiouns-anlag definitiv zougemaach gëtt?
2. Wa jo, kann den Här Minister mir soen, ob e Sozialplang ausgeschafft gëtt?
3. Kann den Här Minister mir soen, wéi vill Firmen, déi bei DuPont ënner Vertrag waren, elo duerch déi Schléissung gekënnegt kréien a wéi vill Salariaéen dat betrëfft?
4. Gëtt och fir d'Leit aus deene Firmen un e Sozialplang geduecht, wa se doduerch entlooss solle ginn?

Réponse (8.8.2006) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

Ech huelen un, datt déi Informatiounen, op déi den Här Ofgeuerdnete sech berufft, sech aus der Matdeelung un d'Press erginn, déi DuPont erausginn huet.

Duerfir kuerz zu de Froen:

1. Jo, ech weess, datt DuPont Teijin Films eng Linn zoumécht. Well DuPont jo awer keng Leit entléisst, ass d'Firma net gehalen, gemäss Gesetz vun 1993 iwwer Kollektiventloossungen, den Instanzen offiziell Informatiounen ze ginn.
2. Et ass kee Sozialplang virginn, well, wéi den Här Ofgeuerdnete richteg seet, d'Bedingungen aus der Gesetzgebung iwwer Kollektiventloossungen net erfüllt sinn.
3. Ech hu keng Informatiounen zu deem Punkt.
4. Wa bei de Firmen, déi bei DuPont ënner Vertrag stinn, Kollektiventloossunge géifen ustoen, spillt d'Gesetz vun 1993 an et muss e Sozialplang gemaach ginn, wann d'Bedingunge vun dësem Gesetz erfüllt sinn. Mä ech hu keng Informatiounen zu dësem Punkt.

Question 1207 (28.7.2006) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant l'**allocation nouveau-né**:

La loi du 8 novembre 2002 modifiant la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit à son article 14ter que «l'État verse en faveur de chaque nouveau-né un montant de 100 euros

sur un compte d'épargne „logement“ (...). Le règlement grand-ducal fixant les modalités d'exécution de cette aide épargne-logement date du 22 mars 2004.

- Sachant que la mise en pratique et les pourparlers avec la Banque et Caisse d'Épargne de l'État ont pris plusieurs mois, j'aimerais savoir depuis quand cette mesure est opérationnelle.

- Étant donné que cette aide s'adresse à tout enfant né après le 2 décembre 2002, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer par quel moyen les parents sont informés sur le droit de leur enfant de demander cette aide?

- Combien de demandes pour l'octroi de l'aide épargne-logement sont jusqu'ici parvenues au Ministère et combien d'enfants ont pu en bénéficier?

Réponse (9.8.2006) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Introduite par la loi du 8 novembre 2002 modifiant la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, l'aide épargne-logement généralisée fut opérationnelle depuis mai 2004, suite à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 22 mars 2004.

L'objectif de cette nouvelle mesure, rappelons-le, consiste à faire renaître la garantie de l'État dans le cadre de l'accession à la propriété immobilière, laquelle est très peu sollicitée de nos jours, et surtout à rendre les gens plus conscients de l'importance d'épargner.

Ainsi, un enfant né après le 2 décembre 2002 pourra bénéficier d'une aide d'épargne-logement généralisée sous forme de versement d'un montant de 100 euros sur un compte d'épargne «logement», en vue notamment d'un bénéfice ultérieur des aides individuelles en matière de logement, et surtout celle prévue aux articles 3 à 10 de la loi modifiée de 1979, c'est-à-dire la garantie de l'État.

En vertu de ces articles, si des emprunteurs ne peuvent fournir aux organismes prêteurs des garanties jugées suffisantes par ceux-ci, l'État peut garantir le remboursement de prêts hypothécaires consentis à ces personnes physiques en vue de l'acquisition, de la construction ou de l'amélioration d'un logement servant d'habitation principale et permanente à l'emprunteur et à son ménage.

Depuis son introduction, 1.301 demandes en vue de l'obtention d'une telle aide étatique ont été introduites au Service des Aides au Logement, dont 824, correspondant au nombre des enfants bénéficiaires, ont connu une suite favorable.

Quant aux moyens mis en œuvre pour informer les parents sur le droit d'introduire une telle demande, un courrier a été adressé en mai 2004 à tous les ménages qui, d'après le registre des personnes de l'État, ont eu au moins un enfant né après le 2 décembre 2002 et âgé de moins de six ans. En plus, les communes ont été invitées à distribuer des publications y relatives lors de chaque inscription dans leur registre de la population d'un nouveau-né.

Question 1213 (2.8.2006) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant la **décharge de déchets radioactifs de Bure**:

Dans sa réponse à la question parlementaire N°0251 datant de jan-

vier 2005 de Monsieur le Député Emile Calmes relative à la création en France d'un centre de stockage de déchets radioactifs (*cf. compte rendu N°8/2004-2005*), Monsieur le Ministre de la Santé a déclaré que, concernant le site de Bure, le Gouvernement luxembourgeois suivrait attentivement ce dossier. Plus d'un an après cette réponse, la décharge de déchets radioactifs de Bure fait l'objet de critiques de la part d'une partie de l'opinion publique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il finalement pu consulter le rapport global d'évaluation sur le site en question?
- Dans la négative, quelles en sont les raisons?
- Dans l'affirmative, quelles conclusions les autorités luxembourgeoises et l'expert indépendant en matière de stockage de déchets radioactifs dans les sols, dont le Luxembourg s'est attaché les services, tirent-ils à ce stade?
- Quelle sera l'envergure de ce site de stockage?
- Les experts scientifiques estiment-ils toujours que cette installation n'aura aucune incidence sur le Luxembourg?

Réponse (9.8.2006) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) a remis fin 2005 son rapport final portant sur l'évaluation de la faisabilité du stockage géologique en formation argileuse à l'Autorité de Sûreté nucléaire. Ce rapport conclut globalement qu'un stockage de déchets radioactifs dans la couche argileuse, qui fait l'objet de l'étude au moyen du laboratoire souterrain de Bure, apparaît techniquement faisable. Le rapport précité souligne également que l'ANDRA poursuivra les expérimentations dans le laboratoire souterrain de Bure et recherchera un emplacement favorable à l'implantation d'une éventuelle installation de stockage dans la zone de transposition.




































































































Les autorités luxembourgeoises, qui procèdent à un échange régulier d'informations le plus large possible avec leurs homologues français, ont consulté ledit document ainsi que le rapport que l'expert indépendant a rédigé pour le Luxembourg. Il en résulte que des scénarios de cheminements des eaux entre Bure et le Luxembourg ne sont, à ce stade, pas impossibles, mais selon l'expert peu probables.

Dans le pire des cas, l'expert indépendant évalue le temps que pourrait mettre l'eau souterraine en provenance de Bure, pour parvenir au Luxembourg, à plusieurs centaines de milliers d'années. Dans les autres scénarios, cette durée pourrait être de l'ordre de millions d'années. Ces estimations se basent sur le fait que les éléments radioactifs doivent passer trois barrières: les enveloppes des déchets radioactifs, une couche argileuse de 600 mètres avec une vitesse de diffusion de quelque dizaines de mètres par 100.000 ans et le cheminement entre Bure et le Luxembourg.

Afin d'évaluer les résultats des études françaises ainsi que les travaux de recherche effectués au laboratoire souterrain à Bure de toutes autres études indépendantes et en application du principe de précaution, le Ministre soussigné et le Ministre délégué aux Affaires étrangères ont mis en place un groupe de travail interministériel chargé du suivi du dossier.



Gouvernement

 Scheuer Jos 	 Sunnen Fred 	 Schaaf Jean-Paul 
 Angel Marc 	 Schneider Romain 	 Glesener Marcel 
 Diederich Fernand 	 Err Lydie 	 Hetto-Gaasch Françoise 
 Castegnaro John 	 Fayot Ben Président du groupe parlementaire 	 Maroldt François 
 Dall'Agnol Claudia 	 Body Alex 	 Thiel Lucien 
 Negri Roger 	 Mutsch Lydia 	 Schank Marco 
 Schreiner Roland 	 Klein Jean-Pierre 	 Hauptert Norbert 
 Spautz Vera 	 Wagner Carlo 	 Wolter Michel Président du groupe parlementaire 
 Bettel Xavier 	 Meisch Claude 	 Clement Lucien 
 Goerens Charles 	 Grethen Henri Président du groupe parlementaire 	 Santter Patrick 
 Bettendorf Niki 	 Brasseur Anne 	 Mosar Laurent 
 Helminger Paul 	 Flesch Colette 	 Frank Marie-Josée 
 Calmes Emile 	 Koepf Jean-Pierre 	 Spautz Marc 
 Henckes Jacques-Yves 	 Gibéryen Gast Président de la sensibilité politique 	 Arendt Nancy 
 Jaerling Aly Indépendant depuis le 1 ^{er} mai 2006	 Mehlen Robert 	 Bausch François Président du groupe parlementaire 
		 Loschetter Viviane 
		 Huss Jean 
		 Adam Claude 
		 Kox Henri 
		 Gira Camille 

Orateur

Présidence

 Reiter Benoît Secrétaire général adjoint	 Weiler Lucien Président	 Frieseisen Claude Secrétaire général
--	--	--